



La glasnost malmenée

GLASNOST et perestroïka sont les deux mots-clés du langage gorbatchévien, mais celui qui les a popularisés a décidé d'en faire un mal à les inscrire dans les faits. On connaît déjà les difficultés de la perestroïka, cette restructuration d'une société soviétique paralysée par le bureaucratisme galopant. C'est maintenant au tour de la transparence, la publicité donnée aux débats de tous ordres, de connaître de sérieux avatars. Le paradoxe, c'est que les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la glasnost viennent de son inventeur, c'est-à-dire de M. Gorbatchev lui-même.

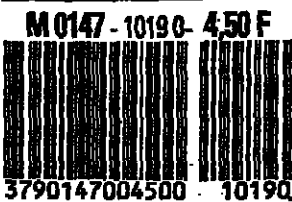
Recevant, vendredi dernier 13 octobre, les responsables des principales publications soviétiques, le président a fusillé les journalistes, qui lui sont le plus favorables, et a réclaté au moins une tête. Celle de M. Starkov, le directeur de l'hebdomadaire « Argoumenty i Fakty », qui a réussi à transformer une ancienne feuille sportive en une revue vivante, bourrée d'informations. Le crime de M. Starkov ? Avoir publié l'opinion d'un lecteur regrettant les louvoiements de M. Gorbatchev.

QUEL que soit le sort à d'autres libéraux, qui ont droit aux foudres de M. Gorbatchev, comme par exemple Iouri Afanassiev, le directeur de l'Institut des archives, auquel il a été suggéré de démissionner du fait, la période jette une ombre sur la transparence. Aucun journal défendant les thèses les plus conservatrices, à commencer par la « Pravda », mais sans oublier toute une série de revues exaltant de plus en plus ouvertement l'esprit anti-russe, voire la néo-paganie et l'antisémitisme, n'a fait l'objet de remontrances au cours de cette réunion. Les sanctions demandées contre M. Starkov interviennent, d'autre part, au moment où le Soviet suprême s'apprête à adopter un projet de loi sur la presse garantissant sa liberté. Aux dernières nouvelles, les députés autour de ce projet auraient été pris de ne pas le rendre public, et auraient été convoqués par M. Medvedev, le responsable de l'idéologie, qui voudrait leur suggérer quelques amendements restrictifs.

TOUT l'épisode indique au moins une chose : M. Gorbatchev est de plus en plus irrité par le comportement d'une intelligentsia qui ne lui a pourtant pas ménagé son soutien, mais qui a le tort, à ses yeux, d'être par trop irrespectueuse et de dénoncer trop vivement les dangers qui menacent l'agglomération de la société soviétique. C'en est trop pour le président, déjà obligé de composer avec ses ennemis déclarés, les éléments les plus conservateurs de la Nomenklatura.

Autre indice de la volonté de M. Gorbatchev de mettre au pas les partisans d'une accélération des réformes : l'offense faite à M. Boris Eltsine, le député du peuple de Moscou, qui n'est guère avare de critiques contre les lenteurs de la perestroïka. En faisant révéler un incident encore trouble, mais en toute hypothèse peu glorieux pour M. Eltsine, M. Gorbatchev a cherché à discréditer le tribun passionnément démagogique de la capitale auprès des intellectuels libéraux. La situation est-elle donc si grave que M. Gorbatchev soit aujourd'hui contraint de réserver ses coups à ses alliés objectifs ?

Lire nos informations page 3



Le séisme le plus meurtrier depuis 1906 en Californie

Le tremblement de terre de San-Francisco a fait plus de deux cent cinquante morts

Plus de deux cent cinquante morts et des centaines de blessés. Tel est le bilan établi dans la nuit du 17 au 18 octobre après le violent tremblement de terre — le plus meurtrier depuis 1906 — qui a secoué la Californie.

La magnitude du séisme serait de 7,4 sur l'échelle de Richter.

L'épicentre semble être situé près de Santa-Cruz à 80 kilomètres au sud-est de San-Francisco, dans une région moins peuplée que celle de San-

Francisco-Oakland-Berkeley. La plupart des victimes ont péri lorsque le tablier d'une autoroute surélevée s'est effondré sur une chaussée inférieure. De nombreux incendies se sont déclarés à la suite de fuites de gaz.

Des dizaines d'automobilistes écrasés

WASHINGTON

de notre correspondant

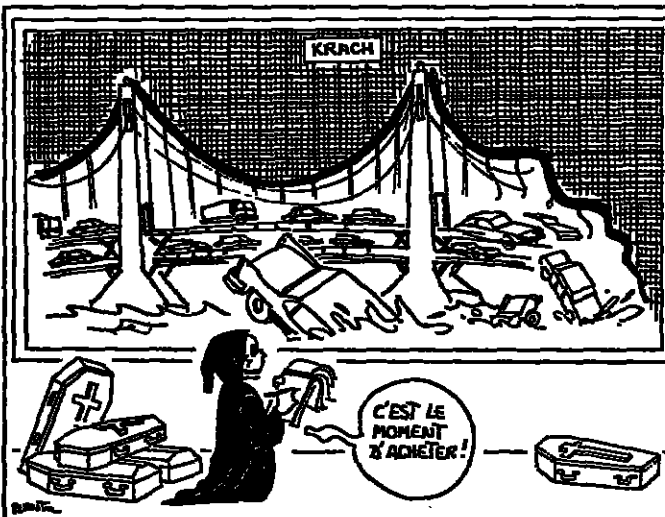
« Il n'y aura pas de base-ball ce soir. » C'était quelques minutes après la secousse, le stade avait tenu, mais il fallait encore faire comprendre aux cinquante mille spectateurs qu'il n'y avait plus rien à attendre, plus de spectacle. La voix du commissaire au base-ball — annoncé au micro la triste nouvelle.

Dans tous les Etats-Unis, des dizaines de millions de téléspectateurs avaient déjà compris que, ce soir-là, il s'était passé quelque chose d'encore plus important

que la troisième rencontre des World Series, la finale du championnat américain. La partie n'avait pas encore vraiment commencé, mais la chaîne ABC diffusait déjà des images quand, soudain, à 17 h 04 heure locale (20 h 04 sur la côte est), les écrans se brouillèrent, tandis qu'on entendait, au milieu d'un brouhaha : « Il y a un tremblement de terre. »

JAN KRAUZE

Lire la suite, nos informations et l'article d'Yvonne Rebeval page 13 - section B



La guerre des collines de Rio

La police militaire monte régulièrement à l'assaut des favelas pour tenter de déloger les trafiquants de drogue

La violence dans les villes, et les atteintes portées à la forêt amazonienne, ou à ses habitants, sont deux des maux endémiques dont souffre le Brésil, et dont il est — plus ou moins — question dans l'actuelle campagne pour l'élection présidentielle du 15 novembre.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Depuis trois ans, la guerre des morces se poursuit à Rio-de-Janeiro. La police militaire monte régulièrement à l'assaut des collines et des favelas qui surplombent la ville, pour déloger les trafiquants qui s'y réfugient. Chaque fois, le western est

accompagné par les reporters et la télé.

Le scénario est spectaculaire et le paysage tourmenté : les morros (les morces) abritent des lacs de ruelles où les forces de l'ordre ne peuvent intervenir — théoriquement — que d'importantes renforts. Des dizaines, voire des centaines de milliers de sans-logis vivent à flanc de coteau dans un univers improvisé, qui risque de s'effondrer à chaque averse. Parmi eux — mais où ? — se trouvent les trafiquants de drogue. L'opération commence à l'aube. Les policiers, avec leurs gilets pare-balles, crapahutent dans la « médina » tropicale et fouillent les cabanons. On entend des coups de feu, et le

rodéo des hélicoptères qui traquent les fuyards.

La favela Dona-Marta, dans le quartier de Botafogo, est l'un des points chauds du trafic. A la fin de septembre, une quinzaine d'hommes armés l'ont envahie en pleine nuit : originaires d'un autre bidonville, ils venaient disperser les bocas-do-fumo — les points de vente de la marijuana et de la cocaïne — à leurs concurrents du cru. Jusqu'au petit matin, il y eut échange de fusillades entre les bandes rivales, et les favelados, terrorisés, dévalèrent en masse, pour se réfugier dans les rues bourgeoises, en contrebais.

CHARLES VANHECKE
Lire la suite page 6

La construction de l'Europe

M. Delors réclame un nouvel engagement politique
page 36 - section D

Mesures pour la Guadeloupe

Le conseil des ministres devait adopter un plan d'urgence pour la reconstruction de l'île après le cyclone Hugo
page 11

Accord sur le budget entre le gouvernement et le PS

A la suite de plusieurs heures de discussions M. Rocard a fait quelques concessions à ses amis socialistes
page 7

L'ESSEC en crise

Une valse de directeurs : la difficile gestion d'une grande école de commerce
page 14 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D

La journée « miraculeuse » de l'opposition

Sous la pression des « rénovateurs », les députés RPR, UDF et UDC ont retrouvé, mardi 17 octobre, le goût de l'union

Plutôt stressés et inquiets à leur arrivée, les députés UDF, RPR et UDC étaient tout réfractaires à la sortie de leur première réunion commune tenue mardi 17 octobre au troisième sous-sol du 101, rue de l'Université (annexe de l'Assemblée nationale).

Persone n'a voulu prendre le risque de s'opposer au vent de libération et de rénovation qui a soufflé dans cette salle des menus plaisirs new-look.

L'ambiance était, aux dires d'un participant, celle d'une « Assemblée constituante ». Chacun y est allé de son adresse aux trois ordres de l'opposition enfin rassemblée : adresse précédée d'un inévitable « Ah ! Chers amis, quel bonheur d'être enfin ensemble ! ».

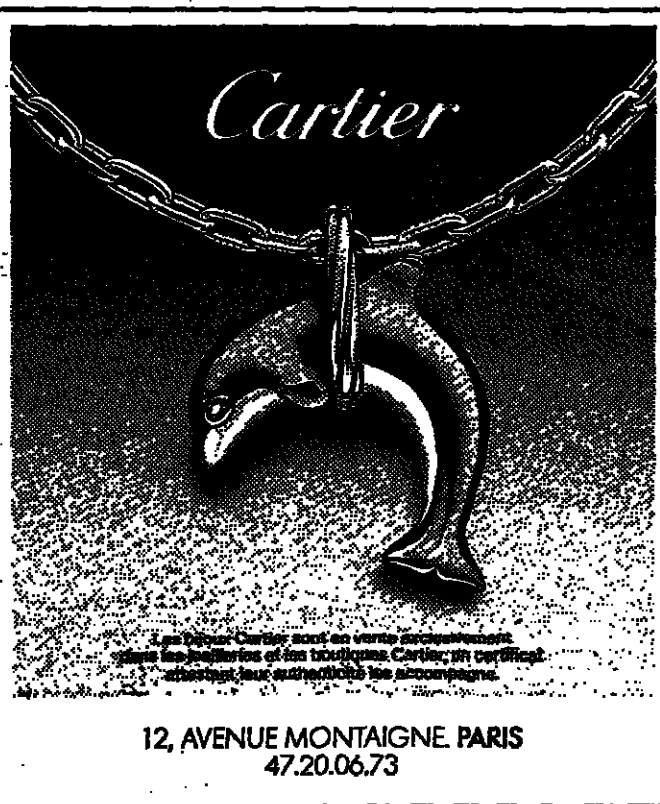
Pendant ce temps s'agitaient sur les tablettes escamota-

bles les derniers amendements à la charte de l'intergroupe. La base enfin consultée, comme un seul homme, voté les propositions qui lui étaient faites pour qu'elle ait dorénavant son mot à dire. La démocratie symbolisée par le vote par tête est en marche dans l'opposition. L'enthousiasme était tel que les amendements au budget, rapidement présentés par le député centriste, M. Edmond Alphandéry, ont été quasiment acclamés par les trois groupes. Le ci-devant Alphandéry n'en revenait pas d'une telle unanimité : « Mais ces amendements, je ne les ai pas encore complètement rédigés ! », déclarait-il, encore tout ébahi après la réunion.

A la tribune, M. Charles Millon (UDF) avait du mal à cacher sa satisfaction, M. Ber-

nard Pons (RPR), débordé par l'enthousiasme unanimiste, avait les traits tendus, tandis que M. Pierre Méhaignerie (UDC) demeurait impassible en se protégeant derrière ses fonctions de président de séance. Les députés de l'opposition ne se sont pas encore donné une constitution pour bâtir une nouvelle force d'alternance, mais ils ont édicté des règles de fonctionnement qui embarrassent fortement ceux qui craignent — au RPR, mais également à l'UDF-UDC — la création d'une formation unique de l'opposition. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, et les rénovateurs, qui se sont démenés jusqu'à mardi matin pour préparer ce résultat, ont gagné leur pari.

PIERRE SERVENT
Lire la suite page 9



URSS

La direction du parti a exigé la démission du rédacteur en chef d'« Arguments et Faits »

Deux correspondants étrangers à Moscou, celui du *New York Times* américain et celui de l'*Independent* britannique, rapportent dans leurs éditions du mercredi 18 octobre que M. Vladislav Starkov, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* (*Arguments et Faits*), a été convoqué lundi 15 octobre au comité central du PC soviétique par M. Vadim Medvedev, membre du bureau politique et secrétaire du parti en charge de l'idéologie, qui lui a ordonné de démissionner. Selon les mêmes journaux, cet ordre a provoqué une réaction unanime des soixante-cinq membres de la rédaction de l'hebdomadaire, qui ont soutenu M. Starkov et menacé de se mettre en grève. L'épisode fait suite à la vive critique que M. Gorbatchev avait formulée le vendredi précédent, lors d'une rencontre avec les responsables des médias, contre *Argument et Faits* (*Le Monde* du 18 octobre).

Un crime de lèse-majesté ?

Qu'est-ce qui a motivé le courroux du secrétaire général ? Le sondage qu'*Argument et Faits* a publié le 7 octobre en première page est, à première vue, plutôt modeste. Invités par la rédaction à indiquer lesquels, parmi les membres du Congrès des députés, se sont montrés « sous leur meilleur jour » ou « sous leur mauvais jour », 15 000 lecteurs de l'hebdomadaire ont envoyé des réponses, qui ont été traitées par le Centre national d'études de l'opinion publique, un institut qui dépend du ministère du travail et des très officiels syndicats. Le classement place en tête Andreï Sakharov (609 opinions positives sur 1 000, contre 79 opinions négatives), suivi des réformateurs radicaux que sont Gavril Popov, Boris Eltsine et Iouri Afanassiév. En revanche, des conservateurs notoires recueillent une majorité d'opinions négatives : 219 contre 24, par exemple, pour l'ancien combattant d'Afghanistan Tchervonopolski, qui avait lancé une vive attaque contre Sakharov au Congrès.

Cela dit, l'hebdomadaire omettait prudemment de donner la cote des dirigeants du parti, y compris celle de M. Gorbatchev (selon un membre de la rédaction, le résultat obtenu par le secrétaire général ne serait « pas trop mauvais »). Mais il citait à titre d'exemple deux commentaires de ses lecteurs, l'un positif, l'autre négatif, sur le comportement de M. Gorbatchev et de son premier adjoint Loukine au Congrès : le commentaire négatif reprochait au président du Soviet

suprême une tendance à « imposer son point de vue aux députés, à commenter de nombreuses interventions, à offrir des choix sans alternative, à faire pression sur les votes, à lasser entre la droite et la gauche », tous défauts qui avaient, concluait ce lecteur, « sérieusement ébranlé son autorité d'autant ».

Il faut croire que c'est ce seul crime de « lèse-majesté » qui a rendu furieux le secrétaire général. Car, pour le reste, on a vu bien pire en deux ans de glasnost, et il faut savoir aussi qu'*Argument et Faits* n'est pas, et de loin, la plus radicale des publications soviétiques. Cet hebdomadaire, qui dépend officiellement de la société Znanie pour la diffusion des connaissances (on fait un usage de l'appareil d'agit-prop traditionnel), évite systématiquement les commentaires « au canon », auxquels il préfère les articles courts, mais très documentés, sur les principaux aspects de la vie actuelle en URSS. C'est là que l'on trouve les statistiques les plus précises, les mises au point les plus autorisées : même le KGB y a ouvert une colonne pour ses communiqués...

C'est justement cette rigueur et cette honnêteté dans la précision qui ont fait l'incroyable succès d'*Argument et Faits* : son tirage est passé de 1,5 million d'exemplaires à 22 millions aujourd'hui, le plus fort pour un hebdomadaire non seulement en URSS, mais, sans erreur, dans le monde entier. Jusqu'à présent, il n'est pas possible, en principe, de s'y abonner à

partir de l'étranger. Ce n'est qu'à partir de 1990 que cette restriction sera levée.

Quant à M. Starkov, il n'est pas l'intellectuel flamboyant que sont beaucoup de ses collègues d'autres journaux : âgé de quarante-neuf ans, cet ancien journaliste de télévision et des éditions de la société Znanie dirige l'hebdomadaire depuis 1980 - c'est-à-dire qu'il a été nommé sous Brejnev.

MICHEL TATU

Amnesty International juge « encourageant » le changement d'attitude de Moscou sur les droits de l'homme

L'attitude soviétique en matière de droits de l'homme a « considérablement évolué » depuis 1986, mais, en dépit des progrès, de nouvelles arrestations ont eu lieu et de nouveaux cas de personnes enfermées dans des hôpitaux psychiatriques pour des raisons politiques ont été signalés, affirme Amnesty International dans un rapport rendu public mercredi 18 octobre. Selon l'organisation internationale des droits de l'homme, 337 prisonniers politiques ont été libérés depuis février 1987 et 79 personnes incarcérées dans des hôpitaux psychiatriques ont été relâchées. La plupart de ces 416 personnes avaient été poursuivies pour des raisons politiques ou pour leurs activités religieuses. Quelques-unes avaient tenté d'échapper à l'Union soviétique.

Néanmoins, en septembre dernier, il y avait encore 81 personnes « susceptibles d'être considérées comme des prisonniers de conscience » incarcérées en URSS, indique Amnesty International.

Une délégation de trois membres d'Amnesty, qui s'est rendue pendant dix jours, du 22 mars au 2 avril dernier, en URSS, à l'invitation de l'Académie des sciences, a évoqué lors de ses rencontres avec les officiels soviétiques le cas de 25 objecteurs de conscience emprisonnés - comme Vladimir Dobynin, un témoin de Jehovah arrêté fin 1988 et condamné à trois ans d'enfermement dans un camp de travail, - de 25 personnes internées dans des hôpitaux psychiatriques et d'une trentaine de militants nationalistes non violents ou de personnes ayant tenté de quitter le pays sans autorisation et

condamnés à de longues peines de prison.

Une nouvelle loi sur la liberté d'association est en projet, mais Amnesty International s'inquiète du décret de juillet 1988 qui donne aux autorités des pouvoirs illimités pour interdire ou disperser les rassemblements politiques.

« La perspective la plus encourageante de réforme à long terme, estime le rapport, est la révision profonde de la législation pénale entreprise en 1986. La loi déclare de cette révision est de mettre le droit soviétique en accord avec les normes internationales et de créer une société fondée sur les principes du droit. Des propositions ont été faites en vue d'introduire des amendements majeurs aux lois qui restreignent actuellement la liberté d'expression, de religion, de réunion et de mouvement. (...) L'application de la peine de mort serait examinée dans le cadre de cette révision ».

Amnesty International se dit néanmoins préoccupé par les 83 condamnations à mort prononcées et les 17 exécutions qui ont eu lieu entre janvier 1987 et août 1989. L'organisation humanitaire a fait douze recommandations au gouvernement soviétique, pour lesquelles elle de la libération de tous les prisonniers politiques, la révision de la Constitution soviétique pour la mettre en conformité avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, la reconnaissance du droit à l'objection de conscience, l'abolition de la loi contre la « désobéissance criminelle » des prisonniers et l'abolition de la peine de mort.

MICHEL TATU

Michel Foucault par Didier Eribon. La traversée nostalgique de 40 ans de pensée française.



Minutieux, l'ouvrage rassemble les éclats dispersés de cette vie éphémère et insaisissable. Spectaculaire. Roger-Pol Droit - Le Monde

Autant aller droit au but : la biographie de Michel Foucault par Didier Eribon est une réussite. Paul Veyne - Le Nouvel Observateur

Flammarion

DOMINIQUE DHOMBRES

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

PHOTO: ANATOLI SIDOROV

EUROPE

RDA : en attendant des changements à la tête du parti

Le mouvement de contestation se développe dans le calme

Alors que des rumeurs insistantes prédisent des changements importants dans les jours à venir en RDA, aucune information n'avait encore filtré mercredi 18 octobre sur la tenue de la réunion hebdomadaire, mardi, du bureau politique du Parti communiste est-allemand. Les contacts se poursuivent pendant ce temps dans plusieurs villes entre auto-

rités locales, représentants de l'Eglise et, parfois, comme à Dresde, représentants des manifestants.

Au cours d'une réunion, mardi, la municipalité de Leipzig a demandé que les veillées de prière du lundi, devenues le point de ralliement des manifestants, se déroulent dorénavant hors des centres

villes. La situation en RDA a été discutée à Moscou au cours d'une rencontre entre M. Mikhaïl Gorbatchev et M. Willy Brandt, ancien chef du Parti social-démocrate ouest-allemand. A l'issue de la rencontre, M. Brandt a estimé qu'il s'attendait « dans l'avenir immédiat » à des « réformes substantielles ».

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

La manifestation monstre de Leipzig, lundi soir, a, une nouvelle fois, changé les données du problème auquel est confrontée la direction est-allemande. Le nombre — plus de cent vingt mille personnes — la détermination et le fait paraissent dérisoires les velléités d'ouverture et d'écoute de la population manifestées par de hauts dirigeants.

La plupart des membres du bureau politique et des secrétaires de district étaient « descendus » lundi 16 octobre dans les entre-

prises pour prendre contact avec la base. Ils ont été édifés. Le mécontentement est partout présent et s'exprime sans détour. Les cadres intermédiaires du parti et de la production se plaignent de n'être pas payés en fonction du travail qu'ils accomplissent. Partout, on demande plus de démocratie, plus de droit aux voyages, moins de tutelle de l'Etat.

La glasnost à l'allemande s'est mise en marche. A Berlin, six mille étudiants de l'université Humboldt ont siégé tout l'après-midi de mardi sans discontinuer dans des amphithéâtres bondés pour réclamer la mise en place d'une représentation équilibrée des opinions politiques et philosophiques pluralistes dans le cadre de l'enseignement.

Certains médias est-allemands, la radio, la télévision, les journaux comme *Junge Welt*, organe de la jeunesse communiste, et *Tribüne*, organe des syndicats, se sont transformés en l'espace d'une journée de feuilles de propagande du plus pur style stalinien en journaux politiques normaux selon les critères occidentaux.

Junge Welt a ainsi publié le compte rendu d'un procès à Dresde où trois jeunes gens ont été condamnés à des peines de trois à quatre ans de prison pour avoir participé aux émeutes du 4 octobre

dernier : une photo montrant une voiture de police renversée et incendiée illustre cet article.

A Dresde et à Potsdam, l'opposition rassemblée dans le « Nouveau forum », a été reconnue de facto comme interlocuteur par les autorités municipales. Des discussions ont eu lieu pour la seconde fois lundi à la mairie de Dresde.

Le mouvement de contestation risque maintenant de s'étendre aux entreprises. A Leipzig, au cours de la manifestation de lundi soir, les ouvriers, venus en groupes compacts à la sortie de leur travail, se renseignaient auprès des rares correspondants occidentaux qui avaient pu pénétrer sur place, en dépit des obstacles policiers, sur le fonctionnement du droit de grève dans leurs pays.

Une situation pré-révolutionnaire, donc, mais à l'allemande, selon le modèle célèbre des marins de Brême révoltés, qui, en 1918, prenaient un ticket de quel avant de s'emparer *moins militaire* de la gare. Si le mouvement semble échapper à la dynamique aussi bien du parti que des autorités religieuses — les évêques de Leipzig avaient demandé aux gens de ne pas participer aux manifestations de lundi soir, il ne prend aucun caractère désordonné. Les affrontements de Dresde du début de ce mois sont restés un phénomène

isolé et réprimé par la majorité des contestataires d'aujourd'hui.

Mardi 17 octobre devait avoir lieu une réunion du bureau politique du SED, mais rien n'a filtré de son contenu, et on ne sait d'ailleurs même pas si elle a eu lieu. L'immeuble du SED présentait son aspect de tous les jours. On ne pouvait percevoir aucun mouvement des Volvo bleu nuit dans lesquelles se déplacent les dignitaires du régime. Mais les changements à la tête du parti et de l'Etat semblent cependant imminents. Le président du Parti libéral-démocrate, M. Manfred Gierach, les a presque sans détour exigés dans une déclaration à la télévision : ils sont nécessaires, selon lui, « demain ou après-demain ».

LUC ROSENZWEIG

□ Pont aérien pour les réfugiés est-allemands de Varsovie. — Un pont aérien a commencé de fonctionner, mardi soir 17 octobre, entre la Pologne et la RFA pour permettre aux mille six cents réfugiés est-allemands qui se trouvent actuellement à Varsovie de gagner l'Allemagne de l'Ouest. Cent vingt-cinq personnes sont arrivées le soir même à Düsseldorf à bord d'un appareil de la compagnie polonaise LOT. Cette opération doit se poursuivre les prochains jours. — (AFP.)

TURQUIE : un suspense bien entretenu

M. Turgut Ozal est candidat à la présidence de la République

M. Turgut Ozal, premier ministre turc, s'est, mardi 17 octobre, déclaré officiellement candidat à la magistrature suprême pour succéder au général Kenan Evren, plébiscité par le référendum constitutionnel de 1982, dont le septennat s'achève en novembre prochain. Il pourrait ainsi devenir le premier président de la République qui ne soit pas issu de l'Ecole militaire, en dehors de Celal Bayar, l'unique « civil » que la Turquie ait connu depuis le coup d'Etat de mai 1960.

Le palais de Çankaya pourrait bien accueillir un nouveau président moderniste, mais n'hésitant pas à afficher publiquement sa foi musulmane, allant les vendredis à la mosquée, jeûnant pendant le ramadan et s'abstenant de la moindre goutte d'alcool. Membre de l'ordre religieux de Nakshibendî, ce serait une « première » qui risque de déplaire à certains cercles farouchement laïques et élitistes.

Le « suspense Ozal » durait depuis plusieurs mois. Mais le grand pendant des élections locales de mars dernier, où son parti, l'ANAP, n'avait obtenu que 21 % des voix derrière les principales formations de l'opposition, le Parti populiste social-démocrate (SHP) et le Parti de la justice (DYP), a annoncé, mardi 17 novembre, sa candidature devant son groupe parlementaire.

Depuis plusieurs mois, l'opinion turque, attisée par la presse, avait presque oublié l'inflation galopante, la tension sociale aggravée par la mauvaise redistribution des revenus, les scandales de corruption, les problèmes d'éducation, le chômage, la crise du logement, la pollution de l'environnement, les questions de droits de l'homme et du « séparatisme » kurde en Anatolie du Sud. Les partis d'opposition, avides de revanche, se demandaient si M. Ozal, visiblement en déclin, allait se présenter. Sa décision, il l'a prise avec le soutien de la très grande majorité de son groupe parlementaire, après un sondage surprise dont il a gardé le résultat secret.

Peu de députés de l'ANAP semblent prêts, en effet, à accepter l'idée d'élections anticipées. Ils risquent de ne pas retrouver leurs sièges à l'heure où le gouvernement de M. Ozal, toujours incapable de juguler l'inflation, se trouve au plus bas de sa popularité. D'ailleurs, comme l'ancien premier ministre, Bülent Ecevit, chef du Parti de la gauche démocratique (DSP), pensent aussi que certains membres de l'ANAP souhaitent, *notens volens*, voir M. Ozal devenir président pour que le parti puisse se repositionner devant l'électorat, une fois « libéré » de l'image érodée du premier ministre.

M. Ozal peut viser le Palais : le président est désigné par l'Assemblée nationale, où ses amis sont lar-

gement majoritaires et encore assez soudés, en dépit du piètre score de l'ANAP aux dernières élections locales. Rien ne l'oblige à convoquer des élections anticipées, que l'opposition réclame depuis longtemps.

Une opposition impuissante

Selon le chef du SHP, M. Erdal İnönü, le premier ministre actuel peut très bien être élu président « légal », même si l'opposition boycotte — ce qui est probable — l'élection présidentielle du 20 octobre. La majorité des deux tiers est requise aux deux premiers tours mais la majorité absolue au troisième tour suffit. Cependant, il ne serait pas à ses yeux un « président légitime », puisqu'il serait élu par une majorité déjà contestée : avec une loi électorale jugée injuste, l'ANAP a pu obtenir 65 % des sièges à l'Assemblée nationale avec seulement 36 % des voix aux législatives de 1987.

Abandonnant progressivement le préalable des élections anticipées, le SHP a aussi échoué dans sa tentative d'accord avec l'ANAP et le DYP sur un candidat « qui ne serait pas choqué par les chefs de parti ».

Pour M. Süleyman Demirel, ancien premier ministre écarté du pouvoir par l'armée à deux reprises, en 1971 et en 1980, interdit d'activités politiques durant sept ans, M. Ozal sera un « *assureur* ». « Qu'il se dévoue au courage, aller devant la nation au lieu d'essayer de lui échapper », déclare-t-il au cours de ses meetings en province, en ajoutant qu'en cas d'élections anticipées, M. Ozal risquerait « de ne même pas conserver son siège de député, tant serait grande la déroute de son parti ».

Mais force est de constater que l'opposition turque, dans son ensemble, est restée impuissante pour arrêter l'« irrésistible ascension » de M. Ozal. Elle s'est révélée incapable de proposer une solution de rechange susceptible de lui barrer la route. En fin tacticien, le premier ministre turc a donc su, pendant six mois, rester toujours à l'affiche, refusant de dévoiler ses véritables intentions. Il a su exploiter habilement les contradictions de ses adversaires et se présenter comme un candidat « qui mérite de monter au palais présidentiel », bien que les sondages lui soient défavorables. Or c'est quand même l'Assemblée qui aura le dernier mot.

En dépit des « affaires » qui touchent sa famille, nombreux sont ceux qui pensent qu'à présent, M. Ozal, ce fils d'un petit fonctionnaire né en 1927 à Malatya, en Anatolie de l'Est, ingénieur de formation, champion du modernisme tout en restant fidèle à l'islam, a suffisamment déblayé le terrain pour devenir le huitième président de la République de Turquie.

GÉRARD MICHEL

DIPLOMATIE

ONU

Impasse à la réunion du HCR sur les réfugiés d'Indochine

GENÈVE

de notre correspondant

« Encore un instant, monsieur le bourgeois ! », se serait écrié le représentant de dizaines de milliers de réfugiés (s'ils en avaient eu un) à la réunion du comité directeur du HCR sur les réfugiés d'Indochine les 16 et 17 octobre. Les pays d'accueil ont décliné, le 16 juin dernier, ce qu'était à eux et non au HCR qu'il incombe de décider qui, parmi les nouveaux arrivants, était « réfugié politique » et qui était « réfugié économique », ceux de la seconde catégorie devant être renvoyés chez eux. Une sorte de cour d'appel créée à cet effet à Hongkong sous la direction du juge britannique Blackwell ; toutefois, elle collabore avec le HCR, qui a droit de regard sur chaque dossier. Ses délégués tentent de persuader

les réfugiés de revenir de leur plein gré au Vietnam, où la protection du Haut-Commissariat se poursuivrait en vertu d'un accord conclu avec Hanoi. Alors que l'on estime à plus de 80 % ceux de ces réfugiés de la mer qui sont en quelque sorte condamnés au rapatriement, rares sont jusqu'à présent ceux qui acceptent de rentrer au Vietnam de leur plein gré. Le gouvernement britannique ne voit qu'une solution : leur rapatriement forcé et sans délai.

Les Etats-Unis, soutenus entre autres — mais pour des raisons différentes — par le Vietnam, se sont opposés catégoriquement à tout ce qui s'apparenterait, même de loin, à un rapatriement sous la contrainte. Ce point de vue est partagé par le HCR. En dépit des efforts concertés de la France, des Pays-Bas et du HCR, aucun consensus n'a pu être réalisé. Une nouvelle réunion du comité directeur doit se tenir fin novembre.

ISABELLE VICHNIAC

□ L'URSS s'abstient lors d'un vote demandant l'exclusion d'Israël de l'ONU. — Pour la première fois, mardi 17 octobre, l'Union soviétique a rompu avec son attitude traditionnelle et a refusé de voter l'exclusion d'Israël de l'Assemblée générale. Les deux pays essaient depuis quelque temps de rétablir des relations diplomatiques normales, rompues après la guerre de six jours en 1967. M. Bata, ambassadeur d'Israël à l'ONU, a évoqué le « bon sens qui gagne Moscou ».

(Publié)
Le numéro 156 de :
FRANCE PAYS ARABES
France-Koweït : La concordance Liban : Vers la paix
Télégramme : En Palestine occupée
Thème au quotidien
Entretien exclusif avec le député Jacques Robert Michard
Document : « l'ennemi est à nos »
Rubrique culturelle, économique et chronologie, 38 pages — En vente dans les kiosques et librairies
Prix : 15 F — Spécimen sur demande
F.P.A. 14, rue Augustin - 75007 Paris
Tél. : 46-55-27-52

La Conférence générale de l'UNESCO

M. Mayor souhaite un « changement structurel » de l'organisation

Un discours de M. Federico Mayor a ouvert, mardi 17 octobre à Paris, la vingt-cinquième Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette réunion, qui se déroule tous les deux ans, se poursuivra jusqu'au 17 novembre (le Monde du 17 octobre).

Le directeur général a prononcé « un changement structurel » de l'organisation afin qu'elle dispose de « mécanismes adéquats de décision et d'une gestion rapide et transparente ». M. Mayor a également déploré « les couches de routine, d'inertie, d'habitudes et de sécurités », qui empêchent l'organisation de prendre toute la mesure des problèmes du monde actuel.

Ensuite, les délégués des Etats ont été par acclamations M. Anwar Ibrahim, ministre malais de l'éducation, président pour deux ans de la Conférence générale. Il succède à M. Guillermo Fautzys Alvarez

(Guatemala). M. Ibrahim était seul candidat après le retrait préalable de M. Iba Der Thiam (Sénégal).

Djibouti (300 000 habitants) et deux Etats du Pacifique, les îles Cook (22 000 habitants) et Kiribati (en-ile Gilbert, 60 000 habitants) devaient, au cours de la même journée, être admis au sein de l'organisation, portant à 162 le nombre de membres à part entière de l'UNESCO. En revanche, la Palestine conservera son statut d'observateur, la Conférence ayant renvoyé à 1991 l'examen de sa candidature.

Les délégués vont maintenant examiner le plan 1990-1995 préparé par M. Mayor et où la lutte contre l'analphabétisme sera le principal chapitre à côté de projets prestigieux comme la restauration des temples d'Angkor au Cambodge et la reconstitution intellectuelle de la route de la Soie à travers l'Asie.

J.-P. P.-H.

PROCHE-ORIENT

Réunis à Tobrouk

MM. Mubarak et Kadhafi ne sont pas allés jusqu'à rétablir des relations diplomatiques

L'Egypte et la Libye se sont mises d'accord pour entamer un processus de normalisation de leurs rapports, mais ne sont pas parvenues au rétablissement de leurs relations diplomatiques, rompues il y a douze ans. Tel est le bilan de la seconde série d'entretiens Mubarak-Kadhafi qui se sont déroulés mardi 17 octobre, à Tobrouk, en Libye.

LE CAIRE

de notre correspondant

Un procès-verbal, signé à l'issue de la rencontre par le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Elouat Abdel Meguid et le secrétaire du Comité populaire général libyen, M. Omar Al Montasser, prévoit l'élaboration de la construction d'une ligne de chemin de fer reliant la ville frontalière égyptienne de Sidi Barrani à Tobrouk (200 kilomètres) et l'amélioration du réseau routier, affecté

par douze années de rupture. La seule mesure concrète jusqu'à présent adoptée, celle de se contenter de la carte d'identité nationale pour les Egyptiens se rendant en Jamahiriya et pour les Libyens se rendant dans la vallée du Nil, a déjà été mise en application dans les différents postes-frontières. L'application de cette mesure est importante étant donné qu'à court terme les ressources humaines seront le principal produit exporté par l'Egypte en Jamahiriya. Le flot de cent mille Egyptiens déjà partis pour la Libye depuis l'ouverture des frontières en juin va probablement augmenter de manière notable, le passeport coûtant cher en temps et en argent. Le procès-verbal signé à Tobrouk prévoit de faciliter l'envoi d'experts égyptiens en Libye et la création, en Jamahiriya, d'agglomérations agroindustrielles à population égyptienne. La seule ombre à ce tableau est l'absence de toute référence à l'adoption de mesures exécutives pour l'indemnisation des milliers de travailleurs égyptiens qui avaient été expulsés en

1985 de Libye. Le procès-verbal mentionne d'autre part l'étude de projets de coopération agricole et notamment l'étude de l'utilisation commune de la nappe phréatique du désert libyen. L'accord égypto-libyen prévoit aussi la création d'une compagnie de prospection pétrolière commune et la signature de protocoles financiers et commerciaux. En outre, les deux pays, qui s'étaient livrés durant douze années à une guerre des ondes, ont décidé de relier leurs réseaux de radio-télévision. Le ministre égyptien de l'Information, M. Safwat El Chérif, a enfin annoncé que le roi et le colonel étaient parvenus à un accord pour l'ouverture d'un « bureau » libyen au Caire et d'un « bureau » égyptien à Tripoli. Il n'a donné aucune précision sur la nature de ces bureaux ou sur leur statut juridique. On estime toutefois au Caire qu'il s'agit, dans un premier temps, de bureaux de liaison à mission technique.

La Libye, qui souffre de pénuries diverses, continue un marché intéressant pour les entreprises privées et publiques de la vallée du Nil. Pour la

Jamahiriya, le principal bénéfice est d'ordre diplomatique. Le rapprochement avec l'Egypte devrait servir Tripoli de son isolement dans le monde arabe. Le président Mubarak a affirmé, au terme de ses entretiens, qu'il n'y avait pas de « différends en ce qui concerne les questions arabes, alors que, par la paix, l'Egypte et la Libye divergent sur la manière de réaliser les objectifs de la nation ».

Mais le rapprochement enregistré ne signifie pas que tous les différends ont été levés, loin de là. Le colonel Kadhafi hésite à tenir son image de « libérateur » et de « révolutionnaire » en établissant une ambassade au Caire, où flotte le drapeau de la mission diplomatique israélienne. Côté égyptien, un reste prudent, de crainte de voir le colonel Kadhafi amorcer un de ses revirements imprévisibles. Et puis, il y a Washington, principal bailleur de fonds du Caire, qui n'a pas caché son insatisfaction en réitérant la position américaine sur « le soutien du colonel au terrorisme et à la déstabilisation dans la région ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

مكتبة الأصل

ASIE

INDE : élections anticipées en novembre

Le pari risqué de M. Rajiv Gandhi

De façon inopinée, le gouvernement indien a annoncé, mardi 17 octobre, l'organisation d'élections parlementaires les 22 et 24 novembre (1) (nos dernières éditions du 18 octobre).

NEW-DELHI

de notre correspondant

Cette décision, rendue publique après une réunion extraordinaire du conseil des ministres, a pris de court les états-majors politiques, ce qui semble bien avoir été le but recherché. Le premier ministre n'assistera pas au sommet du Commonwealth. L'initiative de M. Rajiv Gandhi relève apparemment du vieux principe militaire selon lequel « la meilleure défense, c'est l'attaque ».

Au plus fort d'un scandale lié au versement de pots-de-vin à des hommes politiques indiens — « l'affaire Bofors » (le Monde

des 12 et 14 octobre) — dont il est la principale cible et victime (mais sa responsabilité personnelle, mise en cause par l'opposition, n'a pas été établie), en attendant d'un échec politique avec le rejet, par le Parlement, de deux lois jugées essentielles (le Monde des 15-16 octobre), le premier ministre choisit de bousculer le jeu politique.

En précipitant l'échéance (le terme du Parlement est fixé au 14 janvier 1990 et chacun tablait sur un scrutin organisé fin décembre), M. Gandhi veut éviter une campagne électorale longue susceptible d'entamer le moral des parlementaires du parti majoritaire, déjà préoccupés par la discutabilité notoriété d'un premier ministre que ses adversaires qualifient d'« escroc ». Le coup politique et psychologique auquel vient de se livrer le président du Congrès-I a l'avantage de resserrer instantanément les rangs du parti, de mettre un terme aux

lités de défection de certains et de calmer la grogne des « barons ». Les « congressistes » se félicitent de la combativité nouvelle d'un premier ministre qui, depuis 1987, était constamment par la défensive. Mais la brièveté de la campagne électorale signifie aussi que M. Gandhi dispose de peu de temps pour tenter d'améliorer son image de marque dans l'opinion.

Les affaires de corruption et de pots-de-vin, il est vrai, n'impressionnent guère l'électorat, notamment au niveau local. En outre, les 14 et 19 novembre, des manifestations monstres, à l'occasion des anniversaires des naissances de Nehru et d'Indira Gandhi, vont se transformer en meetings de soutien au Parti du Congrès-I.

Le chef de file de l'opposition, M. V.P. Singh, a dû annuler au dernier moment la tournée électorale qu'il devait entreprendre en Uttar Pradesh. Les partis d'opposition tentent toujours de s'unir, ne serait-ce que pour présenter un candidat unique dans chaque circonscription, face à celui du Congrès-I, mais ce but semble encore loin d'être atteint. A ce sujet, le délai d'un mois pour finaliser les accords au niveau des états-majors et réunir les sommes énormes pour la campagne est sans doute un peu court.

Les sondages montrent que la seule chance pour l'opposition de l'emporter est de réaliser cette unité de candidatures entre des partis qui, a priori, n'ont pas grand-chose en commun : entre le Front national, qui réunit le Janata Dal de M. V.P. Singh et plusieurs partis régionalistes, le BJP (Baharatiya Janata Party), formation hindouiste de droite associée à des organisations extrémistes comme le RSS et le Shiv Sena, enfin les deux partis communistes au pouvoir dans trois États du sud de l'Inde, il y a comme un mariage de l'eau et du feu.

Dans la pratique, chaque camp concède à l'autre une certaine ambiguïté : le fanatisme hindou et l'extrémisme musulman servent de cartes électorales dont personne n'entend se priver. De là, sans doute, la montée des affrontements communautaires auxquels on assiste depuis quelques mois.

LAURENT ZECCHINI

(1) Environ quatre cent quatre-vingt millions d'électeurs vont se rendre aux urnes. Dans l'État d'Assam, le scrutin aura lieu en janvier. Dans les trois États du nord-est, l'élection est prévue pour le 15 novembre. L'Assemblée Pradesh, le Sikim et Goa — le renouvellement de l'assemblée locale aura lieu aux mêmes dates que le scrutin national. Enfin, le Punjab et le Karnataka, deux États du sud-est, ont des élections prévues le 25 février prochain. — (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : critiqué après le putsch manqué au Panama

Le directeur de la CIA souhaiterait une plus grande marge de manœuvre

Deux semaines après le coup d'État manqué contre le général Noriega, le rôle assez effacé de la CIA (et de l'ensemble des autorités américaines concernées) est toujours très discuté à Washington. Répondant à de nombreux reproches, le directeur de l'agence vient de demander que celle-ci dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour « la prochaine fois »...

WASHINGTON

de notre correspondant

Le monde politique washingtonien n'en finit pas d'éplucher sur ce qui aurait dû ou n'aurait pas dû faire les responsables américains face à une tentative qui n'était pas la leur, sur laquelle ils étaient assez mal informés, et qui leur avait semblé douteuse ou aléatoire. Critiques contre une administration qui serait intrinsèquement incapable de sortir d'une passivité déguisée, en prudence, critiques contre un Congrès qui veut un candidat pur et vierge de toute action illégale, s'étonnant ensuite que celui-ci finisse par se révéler impuissant : on a à peu près tout entendu et tout lu, y compris, comme c'est naturel, une remise en cause de l'action — ou de l'inaction — de la CIA.

Le Washington Post a rouvert le feu, lundi 16 octobre, par un article très sévère à l'égard du directeur de la CIA, M. William Webster, un article fondé sur les confidences de hauts fonctionnaires de la Maison Blanche, reprochant à M. Webster son inefficacité. Le

Neuf millions de dollars pour les élections au Nicaragua. Le Sénat a approuvé, mardi soir 17 octobre, par 64 voix contre 35, une aide de 9 millions de dollars proposée par l'administration Bush pour favoriser des « élections libres et justes » au Nicaragua. Selon le projet de loi, déjà approuvé par la Chambre des représentants le 4 octobre, 2 millions de dollars reviendront à l'Union nationale démocratique et 2 millions au Tribunal électoral ; 5 millions de dollars sont alloués à la Fondation nationale pour la démocratie, une organisation américaine qui compte financer des missions d'observation indépendantes à ces élections prévues le 25 février prochain. — (AFP.)

Post a souligné que le directeur de la CIA ne compte pas parmi les proches du président, que ni lui (il était en Europe) ni aucun autre représentant de la centrale n'avaient participé aux réunions consacrées au Panama. Bref, la situation de M. Webster était précaire, d'autant que le président avait déjà regretté à plusieurs reprises (notamment lors des événements de Chine, en printemps) d'avoir si peu d'informations valables de la part de cette institution qu'il avait jadis dirigée.

Comme on pouvait s'y attendre, M. George Bush lui-même s'est chargé de démentir ou, du moins, de corriger cette impression en appelant dès le lendemain l'intéressé pour l'assurer de sa confiance, tandis qu'on faisait savoir à la presse que le travail de la CIA était en tous points remarquable. Le même jour, mardi, M. Webster lui-même prenait à son tour l'offensive dans une interview au New York Times.

Sans répondre aux critiques inspirées par certains au sein de l'administration — le président s'en était chargé, — M. Webster pose le problème de la latitude d'action de la centrale qu'il dirige, étroitement limitée depuis que le Congrès s'est mis en devoir, dans les années 70, de contrôler et de « moraliser » l'action des services secrets. Un décret signé en 1976 par le président Ford, rendu encore plus contraignant par le président Carter et repris tel quel par Ronald Reagan, interdit en effet à tout fonctionnaire — et donc à tout membre de la CIA — de « s'engager dans une action pouvant mener à un assassinat politique ».

M. Webster souligne qu'il n'est pas question de revenir sur l'interdiction de procéder à des assassinats politiques, mais il ajoute qu'à son avis aussi bien le président que le Congrès songent à présent à élargir un peu l'interprétation du décret en question qui, pris au sens le plus strict (comme c'était, semble-t-il, le cas ces dernières années), paralysait la CIA dès qu'une quelconque action secrète de provocation, même indirectement, mort d'homme.

Il faut réfléchir « rapidement » à la question, indique M. Webster, qui ajoute qu'une interprétation plus souple des directives n'aurait peut-être rien changé dans le cas de la récente tentative de renversement du général Noriega, mais pourrait très bien « faire la différence la prochaine fois ». Sans le

dire tout à fait explicitement, le directeur de la CIA laisse entendre ce que bien des commentateurs ont indiqué avant lui. Tout candidat à un nouveau putsch contre le général Noriega sera forcé de tenir compte du traitement que l'homme fort du Panama a réservé aux rebelles qui, comme le commandant Giraldi, avaient épargné sa vie et l'ont payé de la leur. Et la CIA souhaite ne pas être dans l'impossibilité de donner à l'audacieux putschiste un petit coup de main.

JAN KRAUZE

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

17 000 fonctionnaires de la justice

se mettent en grève

Après l'assassinat, mardi 17 octobre, d'Hector Jiménez Rodríguez, magistrat au tribunal supérieur de Medellín, quelque dix-sept mille fonctionnaires et employés de la justice ont entamé une grève de soixante-douze heures. Le président de l'Association des fonctionnaires du pouvoir judiciaire (ASONAJ), M. Antonio Suarez, a déclaré que son organisation n'appellerait à la reprise du travail que si le gouvernement garantissait la vie des magistrats et des juges du pays. Selon M. Suarez, toutes les activités de l'appareil judiciaire sont actuellement paralysées par la grève.

Jiménez Rodríguez, âgé de cinquante-cinq ans, a été tué devant son domicile. L'assassinat a été revendiqué par le groupe des « extraditables », des trafiquants de drogue susceptibles d'être extradés vers les États-Unis. Ce groupe avait menacé, peu de temps après le déclenchement par le gouvernement de la « guerre totale » contre les trafiquants, de tuer dix juges pour chaque suspect extradé. Le juge Jiménez est le premier magistrat exécuté depuis.

A Medellín, Diego Vargas, un journaliste de Radio-Caracol, a lui aussi été abattu mardi par des inconnus, au moment où il minitrait de l'intérieur, annonçant que la surveillance des bâtiments abritant les différents médias du pays allait être renforcée. — (AFP, AP, Reuters.)

SOMALIE

M. Syaad Barre reconnaît l'existence de mutineries

Le président Syaad Barre a, pour la première fois, admis qu'une partie de l'armée s'était mutinée et combattait désormais les forces loyales. S'exprimant devant une assemblée de fermiers, il y a quelques jours, il a déclaré que les mutins « avaient tourné le canon de leur fusil contre ceux qui le savaient entraînés et équipés ».

Cette déclaration constitue la première confirmation officielle d'informations ayant fait état d'une mutinerie, en juillet, dans la ville de garnison de Kismayu, au sud du pays, qui a été suivie d'un ralliement des déserteurs à un nouveau parti rebelle, le Mouvement patriotique somalien (MPS). Le chef de l'État somalien confirme indirectement d'autres informations faisant état d'une vague de désertions dans l'armée, en particulier de soldats appartenant au clan Ogaden, de la garnison de Belet Weyn, située au nord de Mogadiscio.

D'autre part, l'agence officielle libyenne Jana a démenti, mardi 17 octobre, des informations, diffusées lundi par le Mouvement national somalien (MNS, opposition armée au régime de Mogadiscio), selon lesquelles la Libye a dépêché des troupes en Somalie pour empêcher l'effondrement du régime de Mogadiscio (le Monde du 18 octobre). Qualifiant d'« infondées et de mensongères » ces informations, Jana estime qu'elles se situent « dans le cadre de la campagne de désinformation menée par les forces hostiles à la Jamahiriya libyenne ». — (AFP.)

AFRIQUE

ANGOLA : la recherche d'un accord de paix

Washington mise sur la médiation de M. Mobutu

Hôte à déjeuner de l'Association de la presse africaine, M. Herman Cohen, secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines à Washington, a déclaré, mardi 17 octobre à Paris, que « la guerre froide en Afrique est terminée » et s'est félicité de l'attitude de l'URSS en ce qui concerne les conflits régionaux, notamment en Angola.

Le responsable américain, qui avait rencontré quelques jours auparavant le président Mobutu dans le Midi de la France, estime que Moscou incite l'ANC à renoncer à la lutte armée en Afrique du Sud et même à ne plus concevoir l'avenir de ce pays « dans une optique socialiste ». Pour leur part, les États-Unis souhaitent l'ouverture de négociations entre le gouvernement et « les vrais représentants de la majorité noire » : l'ANC, « les Eglises », le Front démocratique uni (UDF) et le mouvement du chef zoulou Buthelezi.

Après avoir rendu cet hommage à la superpuissance américaine et à la superpuissance soviétique, M. Cohen a souligné que « les anciennes puissances coloniales » ont un rôle encore plus important à jouer. S'agissant de l'Angola par exemple, les Portugais devraient remplacer les coopérateurs cubains, qui se retirent en même temps que les soldats de M. Castro, pour combler le vide

dans le domaine scolaire et sanitaire. En ce qui concerne le retrait militaire cubain, M. Cohen a estimé que la Havane respectait le calendrier prévu.

Interrogé sur la médiation du président Mobutu, M. Cohen a déclaré que Washington faisait confiance au chef de l'État zoulou. Refusant de parler de l'aide américaine à l'UNITA, il a invité l'assistance à se rappeler que « Savimbi existe ». Aussi les Américains estiment-ils que le retour à la paix passe par des négociations directes et la formation d'un gouvernement d'union nationale, ce qui est différent d'une simple intégration de l'UNITA dans l'administration angolaise.

Après le départ de M. Savimbi — qui a quitté la France, peut-être pour la Côte-d'Ivoire, — les consultations internationales se poursuivent pour un nouvel accord sur l'Angola. Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Fik Botha, était attendu mercredi au Mozambique pour une rencontre — la deuxième en deux mois — avec son homologue angolais, M. Pedro de Castro Van Dunem « Loy ». M. Botha a déclaré mardi que les deux parties en conflit devaient cesser « la guerre des mots » pour « créer une atmosphère psychologique propice à de réelles négociations ».

AFRIQUE DU SUD : alors que le Commonwealth parle des sanctions

Le gouvernement est prêt à « discuter » avec l'ANC

A la veille du sommet du Commonwealth, qui s'est ouvert mercredi 18 octobre en Malaisie, et où il est question des sanctions contre l'Afrique du Sud, un ministre du gouvernement de M. Frederik de Klerk s'est dit prêt à « discuter » avec des dirigeants de l'ANC.

Le gouvernement sud-africain continue de préparer le terrain pour des négociations avec le principal mouvement nationaliste noir du pays, l'ANC (intéressé), comme en témoignent les propos d'un ministre de haut rang, qui s'est dit prêt à « discuter » avec les sept dirigeants de l'ANC relâchés dimanche, des conditions préalables qu'ils mettent à l'ouverture de ces négociations.

Un porte-parole de ce ministre a indiqué que l'interview publiée, mardi 17 octobre par le quotidien de Johannesburg, Business Day, constituait « un reflet exact » des propos du ministre de la planification et du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen, l'homme chargé par le président De Klerk de négocier avec les leaders des divers mouvements noirs. Ces propos surviennent au lendemain d'une interview à la BBC dans laquelle l'ambassadeur sud-africain à Londres, M. Peter Rae Killen, avait déclaré que Pretoria était prêt à négocier sans condition avec le Congrès national africain (ANC). L'ambassadeur avait ensuite publié une mise au point dans laquelle il affirmait que les paroles avaient été « tordues de leur contexte ». De source bien informée à Pretoria, on indique cependant

que les déclarations de M. Killen avaient reçu l'aval préalable de son département.

Un autre aspect remarquable de l'interview de M. Viljoen à Business Day réside dans la manière dont il a abordé la question du refus par l'ANC de renoncer à la violence, refus réitéré dimanche soir par les sept anciens dirigeants de ce mouvement libérés. En juillet, M. De Klerk, qui n'était alors que chef du parti gouvernemental, avait dit que Pretoria ne négocierait avec le mouvement de Nelson Mandela que si l'ANC « suivait l'exemple » de ce dernier et « s'engageait à cesser en faveur de solutions pacifiques », et que cela supposait l'abandon de la violence.

Dans son interview, M. Viljoen se dit prêt à rencontrer « autant de gens que possible, pourvu qu'ils ne menacent pas de recourir à la violence pour appuyer leurs positions à la table de négociations ». Interrogé sur ce point mardi par un autre quotidien de Johannesburg, The Star, M. Viljoen a refusé de « définir trop en détail les conditions requises » de l'ANC, se contentant de dire que, « dans la pratique », toute personne ou groupe désirent négocier avec Pretoria devrait « prendre ses distances avec la violence et les activités déstabilisatrices ».

Le ministre a aussi qualifié de « très raisonnables et très équilibrés » les propos tenus par l'ancien secrétaire général de l'ANC, M. Walter Sisulu, et ses six compagnons sortis de prison en même temps que lui, notamment le fait qu'ils se promettent d'être « de manière ordonnée et disciplinée ». M. Sisulu a toutefois réaffirmé mardi

que l'ANC ne « déposerait pas les armes » avant des négociations avec le gouvernement sud-africain. Dans un entretien avec l'agence de presse sud-africaine SAPA, il a ajouté : « Ce gouvernement doit nous prouver son engagement sincère au changement, en commençant par accepter nos demandes, dans la première, la libération de tous les prisonniers politiques ». Après avoir demandé l'intensification des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, M. Sisulu, âgé de soixante-dix-sept ans, s'est également déclaré « convaincu que l'abolition de l'apartheid aura lieu de son vivant ».

La question des sanctions en vue d'un démantèlement de l'apartheid a dominé mercredi l'ouverture du sommet du Commonwealth à Kuala Lumpur. D'emblée, le premier ministre de Malaisie, M. Mahathir Mohamad, a lancé devant les délégations représentant la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies un appel à leur intensification, soulignant que cette politique avait porté ses fruits, notamment avec la prochaine indépendance de la Namibie. Tout en précisant, lui aussi, une poursuite des pressions sur Pretoria, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a jugé que la récente libération de prisonniers politiques et d'autres initiatives prises par le nouveau président sud-africain, « n'étaient pas insignifiantes ».

Le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, en revanche, a insisté sur le fait que « la réalité demeure toujours que le système d'apartheid est intact dans la loi comme dans les faits en Afrique du Sud ». — (AFP.)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la lutte contre la drogue et la sauvegarde de la forêt

La guerre des collines de Rio

Suite de la première page

Quelques jours plus tard, la même opération se répétait au morne Borel, dans le centre de la ville : cette fois, une soixantaine d'hommes équipés de mitraillettes et de grenades semèrent la pagaille en pleine nuit. Dans les deux cas, la police n'est intervenue que sur le tard, quand les règlements de comptes étaient finis. Le plus souvent, c'est elle qui prend l'initiative et fait ce qu'on appelle ici des *blitz*, des opérations-éclair, aux résultats douteux et controversés.

Rio possède environ cinq cents favelas durement cadastrées. La plus grande d'entre elles, la Rocinha, abrite deux cent cinquante mille habitants. Beaucoup sont des hauts lieux de trafic des stupéfiants. Mais pour la consommation locale. Le trafic international emprunte d'autres voies, plus compliquées.

Les chefs des morces ne sont pas des parrains comme ceux de Colombis. Dans l'échelle de la délinquance, ils sont, de l'avis général, plutôt « sous-développés ». Cela ne les empêche pas de faire fortune et d'habiter les beaux quartiers. La favela n'est que leur lieu de tra-

vail, qu'ils laissent à la garde de simples comparses. Comme tous les bandits, on les connaît par leurs surnoms. Le plus célèbre s'appelle « Escadinha » (petite échelle). Un autre était baptisé « Demi-Kilo » : emprisonné, il est mort au cours d'une tentative d'évasion. Rares, parmi eux, sont les Robins des bois. « A en croire la légende, ils travailleraient pour la communauté. C'est faux. Ils pratiquent seulement la charité privée : ils paient un enterrement, financent une école de samba, aident une famille amie », dit M^{me} Alba Zaluar, sociologue des bidonvilles. Pour les favelados, ils sont surtout une source de troubles et d'ennuis : pas seulement à cause des guerres entre bandes rivales, mais parce que le « narco » de base a l'habitude de régler ses comptes au pistolet. En outre, par leur prosélytisme auprès des jeunes, « les trafiquants inversent les valeurs », dit encore M^{me} Zaluar : les valeurs traditionnelles auxquelles la majorité des favelados restent attachés.

Contre la violence des « narcos », la police n'est pas toujours un recours : collaborer avec

elle expose aux représailles. Les *blitz* donnent souvent lieu à des abus. Nombreux sont les exemples, rapportés par la presse, de complicité entre les trafiquants et la police militaire, de violences, voire de crimes, commis par les agents de la répression. « Tous les petits trafiquants disent avoir affaire à des policiers corrompus : ceux-ci exigent leur part du butin, ou, quand ils arrêtent quelqu'un, ils gardent la marchandise saisie », explique la sociologue.

Droits de l'homme

Le secrétaire à la police civile, M. Helio Saboya, ne nie pas de tels faits. Mais ils sont exceptionnels, selon lui. Avec son collègue chargé de la justice, M. Ticio Lins e Silva, M. Saboya témoigne d'un changement dans le gouvernement de Rio. L'un et l'autre, avocats de profession, se sont illustrés dans la défense des droits de l'homme sous le régime militaire et sont connus pour leur sens de l'éthique et leur intégrité. Mais parler des « droits de l'homme », aujourd'hui, les fait tiquer. L'expression a été beaucoup utilisée — et déformée — par le gouvernement local antérieur, notamment par son chef, M. Leonel Brizola, l'un des candidats à l'élection présidentielle du 15 novembre.

« Selon le PDT (le parti de Brizola), la police ne pouvait pas monter dans les favelas, pour ne pas faire violence aux pauvres qui y vivaient », affirme M. Saboya. M. Ticio Lins e Silva fait état de la même complaisance à l'égard des délinquants emprisonnés : ceux-ci avaient une organisation, la Phalange rouge, dont les chefs « dirigeaient pratiquement l'administration des pénitenciers ». Comme ils disposaient de téléphones dans leurs cellules, « ils continuaient à s'occuper de leurs affaires, et organisaient des hold-up avec leurs complices restés en liberté ».

Résultat : les « droits de l'homme » étaient devenus les « droits des bandits », aux yeux de la police. « Cette notion a été complètement avilie », affirme M. Ticio Lins e Silva. Elle est devenue objet de dérision. « Aujourd'hui, quand un policier demande à un auxiliaire de lui apporter une matraque, il dit : « Amène-moi les droits de l'homme ! ». Les organisations humanitaires elles-mêmes ont dû modifier leur nom : elles ne défendent plus désormais que la « citoyenneté ».

Changer de politique n'a pas été facile. Pour reprendre le contrôle des prisons, le secrétaire à la justice a enfoncé les leaders de la Phalange rouge dans une prison de haute sécurité,

construite en un temps-record pour la circonstance, à Bangu, un faubourg de la zone nord. La réplique des membres de la Phalange ne s'est pas fait attendre : elle a consisté — pour faire scandale — à assassiner un à un des compagnons de cellule. « Une vingtaine de prisonniers ont été tués, mais nous avons tenu bon », explique M. Ticio Lins e Silva. Nous avons responsabilisé les chefs de la Phalange pour chacun de ces morts, et le problème a été liquidé. »

Épuration dans la police

Le secrétaire à la police civile a affronté des problèmes du même genre : il fallait monter dans les morces, pour en déloger les trafiquants, mais c'était prendre le risque de violences politiques et, une fois l'opération terminée, de revenir au statu quo. M. Saboya ne cache pas son scepticisme sur l'efficacité des *blitz*. Il dit que de tels raids doivent être précédés d'un long travail de renseignement. C'est à lui que revient le recrutement des « indices » : des habitants des favelas, à qui la police militaire met une cagoule pour les protéger, quand elle les utilise pour s'orienter dans le dédale des morces, à la recherche des cachettes des trafiquants.

Il y a environ 11 000 détenus dans les prisons de l'État de Rio-

de-Janeiro : 1 800 d'entre eux le sont pour des affaires de drogue. L'offensive contre le trafic n'a donc pas été vaine. Il a fallu, au passage, que M. Saboya se débarrasse de quelques éléments impurs dans les effectifs policiers : « J'ai procédé à quelques quatre-vingts licenciements », dit-il. Le travail d'épuration est encore plus nécessaire au sein de la police militaire, recrutée dans les couches sociales qui alimentent le banditisme et le crime organisé.

A la fin de l'année dernière, la police a mené contre le trafic de drogue l'opération « Bandeja » (plateau). Pourquoi un tel nom ? Parce que, dans la bonne société de Rio, la cocaïne est offerte aux invités sur un plateau. De nombreux clients des beaux quartiers passaient leurs commandes par téléphone, à une centrale de trafiquants. « Nous avons eu la liste des clients, et de certains de leurs fournisseurs », dit M. Saboya.

L'opération a été saluée à plus d'un titre par M. Saboya : il était prouvé que la répression ne touchait pas seulement les favelas. Celles-ci restent malgré tout le cadre quotidien de la guerre antidroge. Pour les gens qui y vivent, c'est une calamité supplémentaire. La misère qui sert de toile de fond ne l'explique pas entièrement. Elle est tout de même une partie de l'explication.

CHARLES VANHECKE

Défense posthume de l'Amazonie

Avant d'être assassiné, l'an dernier, Chico Mendes avait formulé le vœu que sa mort, qu'il pressentait, mette un terme aux agressions contre les « seringueiros »

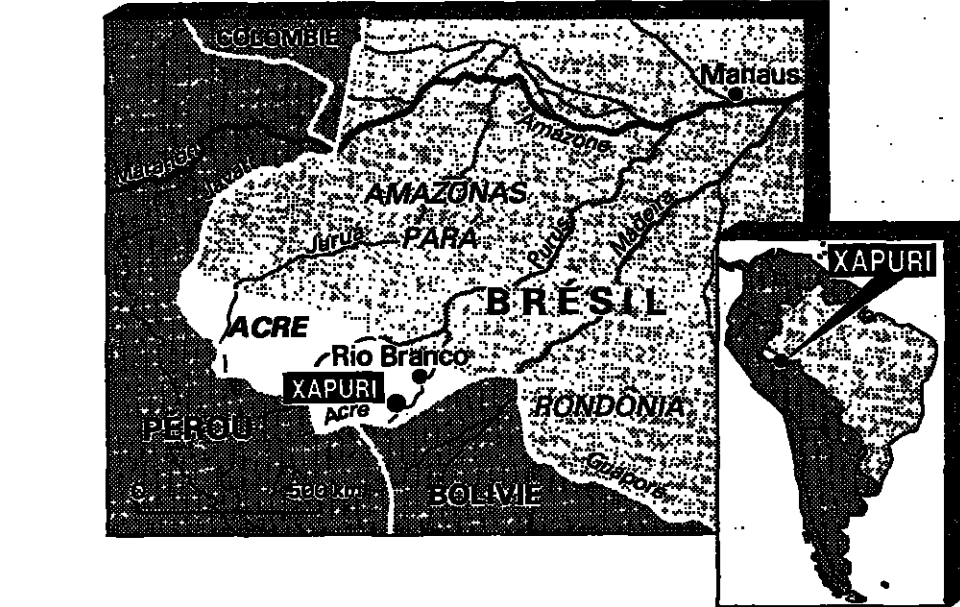
XAPURI

Correspondance

« Vivant, tu étais fort. Mort, tu es invincible. » Les graffitis de la gare routière de Rio-Branco célèbrent le défunt le plus connu du Brésil. La renommée posthume de Chico Mendes, le leader des *seringueiros* (« écorcheurs d'hévéas ») assassiné en décembre 1988, bouleverse la routine de l'État d'Acre. A la moute des journalistes a succédé celle des producteurs de cinéma, qui se battent à coups de dollars pour acheter les droits sur sa biographie : les Américains songent à Dustin Hoffman pour incarner le défenseur de l'Amazonie. Les anciens camarades de « Chico » à Xapuri font face à une menace bien réelle. Les héritiers de Mendes doutent que le western tropical s'achève sur un happy end.

Trois édifices comptent sur la grande-place de Xapuri : l'église, dominée par des saints de fâcheuse caserne de la police militaire, bien gardée ; l'ancienne grange décrépite abritant le syndicat des seringueiros, décorée de calicots à la gloire du Parti des travailleurs et d'une banderole clameur « Barba » (« Ça suffit ! ») qui traduit l'atmosphère.

Cousin de Chico Mendes et membre du Conseil national des seringueiros, Raimundo Barros est un condamné en sursis : « J'ai reçu plusieurs menaces de mort. Quand on sait que dix syndicalistes de la région ont été abattus en 1988, on



ne peut pas les prendre à la légère. »

Une semaine auparavant, des tueurs à gages blessaient Osmarin, un confrère de Brasília. Sebastião, un vétéran en pantalon et tee-shirt déchirés, hausse les épaules : « En Amazonie, les querelles se vidant avec les revolvers. » Pour les seringueiros, le danger vient des tueurs de l'Union pour la démocratie rurale (UDR). Une organisation

de l'ultradroite qui s'oppose à toute velléité de réforme agraire. Son leader local, le bouillonnant Joao Branco, est le commanditaire présumé du meurtre de Chico Mendes commis par Darli Alves.

Enquête sans influence

Joao Branco ne s'inquiète pas des soupçons qui le visent. Il règle les problèmes à sa manière. Ren-

contrant Fernando Gabeira — chef de file des Verts brésiliens — dans un restaurant de Rio-Branco, il le prend au collet sous les vives de ses partisans. Lorsque Ronaldo Caiado — leader national de l'UDR — le trouve trop encombrant, il entre en dissidence. Propriétaire de la Gazette, premier journal de la région, il signe des éditoriaux vengeurs, qualifiant ses détracteurs de « menteurs » et de « commu-

nistes ». Il raffole des produits de la cuisine locale : whisky et armes à feu. Une escorte bouillonnante de Brasília propose la bouteille à 30 dollars et tout un arsenal pour tueur, du 7.65 à la Winchester.

Les amis de Joao Branco inquiètent le juge Adair Longhini. Ce dernier a mis du papier sur les vives de sa maison craignant une fusillade. Il vient de déposer une demande de port d'armes. Sa tâche n'a rien d'évident. En Acre, la justice et la police n'ont pas trop s'en prendre aux *fazendeiros* (grands propriétaires).

Chronique d'une mort annoncée

Un enquêteur envoyé de Curitiba souligne qu'on aurait pu faire plus pour sauver Chico Mendes. Et il tient la chronique d'une mort annoncée.

Dès le 28 octobre 1988, le défenseur de l'Amazonie envoyait des lettres au gouverneur de l'État, Flaviano Melo, à la police fédérale et au juge de Xapuri. Il faisait déjà état des menaces de la famille Alves. Un mois plus tard, il adressait un nouveau courrier — sans obtenir de protection. Mieux : un accordait un port d'armes à Oloci Alves, deux semaines avant le meurtre.

Dans les colonnes de la Gazette, le chef de la police, Mauro Spósito, traitait Mendes dans la boue, le dénonçant comme « instigateur notoire ». Dès lors, le leader des seringueiros ne douta plus du dénouement. Il n'écrivit plus que des testaments : « Je voudrais au moins que ma mort mette fin aux agissements de la police fédérale, responsable de la mort d'au moins cinquante syndicalistes depuis 1973. » Et en présence de deux policiers », précise Raimundo.

L'homme qui parlait trop

Mendes avait tort de craindre que sa mort ne serve à rien. Inconnu la veille, il a fait la « une » de la presse mondiale. La mesure de bois au toit rouge, rebaptisée « Fondation Chico Mendes », est devenue un lieu de pèlerinage. Un barbe coiffé d'une casquette de la chaîne américaine CNN veille sur les lieux du culte, où les visiteurs découvrent peintures naïves, poteries, photos de mariage et vitrine des trophées — le prix Global 500 des Nations unies et la médaille de la Better World Society. Et le cinéma, qui veut ressusciter l'enfant du pays... Raimundo n'en revient pas que l'on puisse tant s'intéresser à son village.

En 1986, Mendes était le premier syndical des seringueiros, avec pour ambition de sauver une acti-

vitée en déclin. Le paradis perdu des « écorcheurs d'hévéas » remonte aux années 1880-1910. Xapuri possédait alors un éclairage électrique, désormais éteint, et Manaus, capitale mondiale du caoutchouc, s'effritait un grand Opa.

Les années 80 virent le développement des *fazendas*. Les *fazendeiros* incendiaient la forêt pour lancer dans un élevage extensif de vaches familiales. Un désastre écologique béli par le gouvernement. L'État aura versé en 1988 700 millions de dollars aux barons ruraux, sans compter les exonérations fiscales. Le feu n'arrangeait pas la situation, déjà précaire, des 100 000 seringueiros qui parcourent la *matas*, leur machette à la main.

Mendes parvint enfin à organiser ces troussards solitaires. Il mena campagne contre le goudronnage des routes, qui masquaient trop souvent une spéculation foncière. Soutenu par les mouvements écologistes, il a aussi l'oreille des organisations internationales. Après avoir été récompensé par les Nations unies, il convainquit la Banque interaméricaine de développement de ne plus financer le projet de route entre Rio-Branco et le Pérou. C'en était trop pour l'UDR. Il fallait qu'il disparaisse.

Les réserves forestières

Les seringueiros de Xapuri n'ont pas oublié les leçons de leur maître. La mort de Chico Mendes a freiné le processus de déforestation. Raimundo Barros ne cédera pas : « Nous continuerons à pratiquer la résistance passive en nous asseyant devant les bulldozers des promoteurs. »

L'aventure appartient aux réserves forestières. Mendes fonda la première à la Cachoeira, à trente kilomètres de Xapuri. Quarante-cinq familles vivent sur 40 000 hectares. Les seringueiros saignent l'hévéa avec des gestes de chirurgien. Au bout de cinq jours de patience, ils obtiennent une pâte élastique : la *borracha*.

La Cachoeira produit 1,5 tonne de *borracha* par mois, vendue à 1 cruzeiro (2-50 F) le kilo par la coopérative du syndicat. C'est à peine assez pour subsister, mais largement assez pour irriter les *fazendeiros*. L'oncle de Mendes veille sur la réserve. Il montre ses deux fusils : « Il ne se passe pas un mois sans que les hommes de l'UDR essaient d'y mettre le feu. Alors, on tire ou jure pour qu'ils décampent. » Les seringueiros jugent l'expérience concluante. Deux nouveaux projets de réserve sont prévus dans les trois ans à venir. Raimundo Barros n'attend plus que les fonds avec espoir, « maintenant qu'on connaît Xapuri dans le monde entier... Une gloire que la ville aura payée d'un martyr. »

BRICE MOULIN

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M^{me} André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

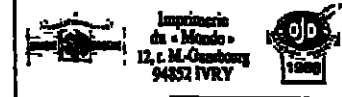
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu par le ministère de la Culture et de l'Industrie

et Index du Monde au (1) 42-47-98-81.



Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 206 134 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BOULI	SURSE	AUTRES PAYS
3 ans	365 F	399 F	504 F	700 F
6 ans	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 300 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitif ou prolongation : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

321 MCM 05

POLITIQUE

Le projet de budget pour 1990 et les négociations entre le gouvernement et sa majorité

Accord sur les symboles

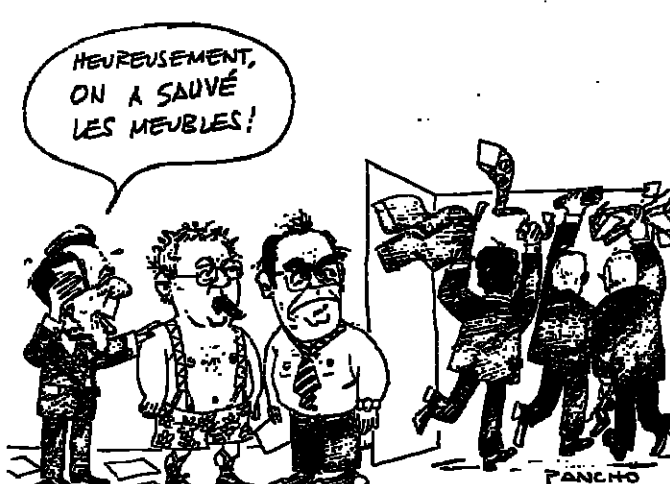
Il aura fallu plus de deux heures de discussion, mardi 17 octobre, à l'hôtel Matignon, pour que le gouvernement et le groupe socialiste parviennent à un accord sur le projet de loi de finances pour 1990. A cette ultime table ronde, qui devait conclure les débats vifs de la semaine dernière entre le gouvernement et sa majorité à l'Assemblée nationale, participaient, d'une part, le premier ministre, M. Michel Rocard, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, le ministre du budget, M. Michel Charasse, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popayan, et, d'autre part, MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, Alain Richard, rapporteur général du budget, et Raymond Douyère, principal orateur du groupe socialiste sur ce projet.

A l'issue de cette réunion, et après présentation des derniers ajustements obtenus devant leur groupe mardi après-midi, les députés socialistes arboraient une mine réjouie. A croire qu'après la surenchère de ces derniers jours chacun voulait désormais rivaliser dans l'expression de sa « grande satisfaction ». Souriant entre tous est apparu M. Louis Mermaz, qui, en déposant plusieurs amendements à ce projet de budget, avait pourtant été en pointe dans ce bras de fer entre le gouvernement et le groupe socialiste. Constatant avec une fâcheuse ingénuité que ceux qui se trouvaient de part et d'autre de la table à Matignon étaient « tous aussi socialistes les uns que les autres », M. Mermaz a estimé que l'ambiance avait été « détendue » et « responsable » et avait permis que les points de vue s'expriment « avec une grande liberté de ton ».

Une litote, si l'on en croit d'autres participants à cette réunion, selon lesquels M. Mermaz lui-

même aurait échangé des propos « vifs » avec M. Bérégovoy, au sujet, notamment, de sa proposition d'amendement sur la taxation des plus-values immobilières pour les particuliers. Quant à M. Bérégovoy, il aurait mis tout son poids dans la balance des négociations en avertissant les socialistes présents que s'ils trouvaient « mauvaise » la politique économique du gouvernement, « alors il fallait changer de gouvernement ». Dans les couloirs de l'Assemblée, l'après-midi, le ministre de l'économie et des finances qualifiait lui-même de « difficile » l'ambiance qui avait prévalu au cours de la réunion de Matignon, car ajoutait-il, « on ne savait jamais s'ils étaient d'accord ou non avec nos propositions ». « Je ne savais pas qu'il y avait autant de Normands au groupe socialiste », observait malicieusement M. Bérégovoy.

« Détendue » ou « difficile », la réunion de Matignon n'en a pas



moins apporté quelques satisfactions au groupe socialiste, qui a notamment obtenu une hausse du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), porté de 1,1 % à 1,2 % pour les revenus compris entre 20 millions et 40 millions de francs, et de 1,3 % à 1,5 % pour ceux supérieurs à 40 millions de francs. Selon M. Mermaz, cette hausse devrait rapporter 300 millions de francs supplémentaires à l'Etat (le rapport annuel de l'ISF étant de 200 millions de francs). Le gouvernement a également cédé sur le renforcement de l'imposition des plus-values mobilières et immobilières des entreprises, actuellement taxées à 16 %. Le groupe socialiste et le gouvernement pourraient tomber d'accord sur la fixation de ce nouveau taux à 19 %, mais des

« frissements » demeurent avec le quai de Bercy — selon le terme de M. Mermaz — sur l'affectation des recettes supplémentaires ainsi dégagées.

Autre concession du gouvernement à sa majorité, en matière de fiscalité locale cette fois, le plafonnement à 4 % de la taxe d'habitation qui ne devrait bénéficier qu'aux ménages acquittant moins de 15 000 francs d'impôt sur le revenu (au lieu de 10 000 francs dans le projet actuel). Cet élargissement du bénéfice du plafonnement touche essentiellement les classes moyennes, vivier électoral de la gauche. « Nous ne voulons pas de trois France : celle des marginaux, celle des grosses fortunes et celle de la masse des salariés sur

laquelle se concentrerait la fiscalité », a souligné sur ce point M. Mermaz. Le président du groupe socialiste a évalué à 2,5 milliards de francs le surplus de recettes que représenterait pour l'Etat l'adoption de ces amendements, en soulignant qu'elles soient affectées en priorité au « logement social et à la lutte pour l'égalité des chances des jeunes ».

Quant au reste — au gros reste — des velléités socialistes en matière de fiscalité, le gouvernement s'est surtout engagé à le renvoyer à la prochaine session budgétaire. Ainsi de l'une des principales revendications du groupe : la révision à la hausse des droits de succession sur les gros héritages, pour laquelle le gouvernement a promis une « étude immédiate ». Même promesse sur la taxe professionnelle — que les socialistes voulaient calculer, pour la part départementale, en fonction de la valeur ajoutée — et pour la taxe d'habitation — liant la part départementale au revenu. Sur ces deux mesures, une étude de simulation sera effectuée, et ses résultats seront présentés au Parlement lors de la session du printemps prochain. Le gouvernement s'est également engagé à revoir, à partir de 1991, le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui évoluerait alors selon le coût de la vie et la hausse du produit intérieur brut. Les députés socialistes se sont en revanche vu opposer une fin de non-recevoir à leurs propositions de taxation des plus-values immobilières et boursières pour les particuliers.

La bénédiction donnée par le groupe socialiste à ces concessions du gouvernement, faisait naître

quelques sourires ironiques au sein même de la majorité. M. François Hollande remarquait ainsi que les « symboles », comme celui de la hausse de l'ISF, « faisaient toujours recette parmi les socialistes ». Quant à M. Christian Pignatelli, qui n'avait pas caché son hostilité à la « surenchère » de certains de ses collègues, il estimait qu'on avait fait « beaucoup de bruit pour rien » et que, « sans les effets de manche dus au prurit de pré-congrès de certains », le groupe aurait pu obtenir du gouvernement l'adoption de ces amendements « mineurs » dès le mois de septembre. Le député des Vosges s'est félicité que M. Bérégovoy ait « tenu bon » dans la négociation — notamment sur la priorité accordée à la défense du franc dans la perspective européenne — contre ceux qui voulaient « mener la bataille de don Quichotte et Sancho Pança contre les moulins à vent ».

Quant à M. Michel Rocard, qui s'était enfoncé sans dire un mot dans sa voiture à l'issue de la réunion du mardi matin, il est venu assister — geste exceptionnel et symbolique — à l'intervention de M. Bérégovoy, à l'ouverture du débat budgétaire en séance publique. Histoire de l'assurer de son soutien et de rappeler, en guise de seul commentaire, à ceux qui en doutaient encore, que comme il l'avait déclaré à Chartres lors des journées parlementaires du groupe socialiste, on ne pouvait pas glisser « l'épaisseur d'une feuille de motin de congrès » entre le ministre de l'économie et lui-même.

P. R.-D.

La discussion à l'Assemblée nationale

La parole est aux « cadets »

Les députés ont commencé, mardi 17 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1990, présenté par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances et Michel Charasse, ministre du budget. Cette journée de mardi a notamment permis l'audition du rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), de M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, des deux ministres et d'une dizaine d'orateurs de tous les groupes. Un invité de marque, M. Mario Soares, président de la République portugaise, en voyage officiel en France, est venu assister quelques instants à la séance dans la tribune du public, en compagnie du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius.

Les « ténors » — MM. Louis Mermaz, pour le groupe socialiste, Edouard Balladur pour le RPR, André Lajoinie pour le PC, Michel d'Ornano pour l'UDF et Edmond Alphandéry pour l'UDC — ne devaient intervenir que mercredi 18 octobre, dans l'après-midi.

Les lois de la télévision sont toujours les meilleures, même si on doit pour cela bouleverser les traditions les mieux établies. Pour être sûrs que leurs interventions pourraient être retransmises dans les journaux télévisés de 20 heures — et non pas à une heure tardive donc forcément discrète de la nuit — les « ténors » de chaque groupe ont renoncé à prendre la parole, mardi 17 octobre, laissant ainsi le soin aux « cadets » d'ouvrir la discussion budgétaire.

Mais c'est tout de même en présence de très nombreux députés que le rapporteur général du budget, M. Alain Richard a présenté le projet de loi de finances pour 1990. Ce projet s'inscrit, selon M. Richard, dans la « continuité ». Continuité dans les priorités : éducation, culture, recherche, mais aussi allègement de la fiscalité des ménages et des sociétés. Quant à la hausse de l'impôt sur la fortune, « là aussi », a souligné M. Richard, c'est la continuité qui l'emporte.

La deuxième orientation de ce budget est « un effort accru d'adaptation à l'Europe » par l'abaissement de la fiscalité de l'épargne. Côté dépenses, M. Richard a noté que leur « stabilisation » s'accompagnait « d'une nette progression des crédits de certains ministères ». Répondant par avance aux critiques sur la hausse trop forte des dépenses publiques,

M. Richard a observé que « l'on ne pouvait pas prôner la modernisation de l'Etat et la revalorisation de la fonction publique tout en considérant d'abaisser uniformément les dépenses de fonctionnement ».

Tout en nuances, le président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn, qui s'était montré très critique ces dernières semaines à l'égard du gouvernement, a présenté sa propre version du projet de budget. Il a tout d'abord fait observer que la « forte contrainte européenne, à laquelle nous sommes soumis », qui avait pesé sur cette loi de finances, à propos notamment des taux de TVA, était « acceptée par tous, y compris par ceux à qui cela était le moins naturel ». Mais, a-t-il ajouté, elle ne doit pas empêcher que « soit mise en oeuvre la politique en faveur de laquelle les Français se sont prononcés lors de la dernière élection présidentielle ». Seule l'application d'une telle politique — éducation, logement social — pourra apaiser les « inquiétudes de ceux qui redoutent, au-delà même des frontières de la gauche, que construction européenne ne rime avec injustice sociale ».

M. Charasse sans humour

M. Strauss-Kahn a également évoqué la situation sociale « pour le moins tendue » pour rappeler que, « si l'on ne saurait satisfaire toutes les revendications au seul motif qu'elles s'expriment, cela ne signifie pas que l'on doit s'en satisfaire aucune et oublier l'effort considérable consenti ces dernières années par les fonctionnaires ». D'autant que ces mêmes fonctionnaires et l'ensemble des salariés « comprennent mal » que soit maintenant « la contrainte sur les salaires tandis que d'importantes plus-values spéculatives continuent d'être faiblement taxées ».

Ces nuances ont été immédiatement entrainées d'autres de la part du ministre de l'économie et des finances, qui a déclaré son « plein accord » avec les propos du rapporteur et son entente « pour l'essentiel » avec ceux du président de la commission des finances. Mais M. Bérégovoy s'est attaché à justifier ses choix point par point. Avec une expansion supérieure à 3 %, l'économie est « en bonne santé », a constaté M. Bérégovoy, mais reste néanmoins encore « convalescente ». Tout n'est donc pas permis, d'autant qu'il n'y a « ni tricot caché, ni couvercle d'Alf-Baba » dans les caves toutes neuves du quai de Bercy.

M. Bérégovoy a tout d'abord rappelé quelques-uns de ses grands principes, et au premier rang de ceux-ci, la stabilité monétaire « qui est au cœur de notre politique financière et économique ». Tout « dérapage » en cette matière comporterait « des risques graves pour le développement de

notre économie ». Deuxième principe, la réduction de l'impôt sur les sociétés, qui doit répondre au problème de la « sous-capitalisation » des entreprises françaises et leur permettre de mieux affronter la compétitivité internationale. Troisième principe : les mesures en faveur de la fiscalité de l'épargne, que M. Bérégovoy se refuse à voir comme une « contrainte » mais qu'il considère comme la simple « adaptation de notre économie à la suppression du contrôle des changes et à la libre circulation des capitaux ».

En revanche, sur la spéculation des entreprises, « le débat reste ouvert », a précisé M. Bérégovoy. « Si les entreprises ont, à court terme, à gérer leur trésorerie, à moyen et long terme, elles ne doivent pas pratiquer des placements excessifs. Leur devoir est d'investir, non de spéculer », a observé le ministre, qui reste « attentif » sur ce point à tout amendement.

Entre deux avalanches de chiffres et de pourcentages égrenés sans passion et — une fois n'est pas coutume — sans humour, c'est à M. Michel Charasse qu'est revenue la tâche de prévenir les velléités de certains députés socialistes en matière de taxe d'habitation. Jugant « intellectuellement satisfaisante » la proposition d'associer au moins partiellement le calcul de la taxe d'habitation sur le revenu, le ministre du budget s'est déclaré prêt à aborder cette réforme d'une manière « constructive, mais aussi prudente ». « Mesurons d'abord ce qui se passe — et je m'engage à le faire dans les meilleurs délais — et décidons ensuite. Mais ne nous engageons pas à l'aveuglette », a prévenu M. Charasse.

Félicitations centristes

L'absence des chefs de file dans le débat, qui ont pour mission de « cadrer » l'orientation politique générale du groupe, aura permis, mardi, l'avantage de laisser s'exprimer des voix divergentes, en particulier au sein de la majorité, même si celles-ci, on l'a vu, n'avaient pas attendu la séance publique pour s'élever. M. François Hollande (PS, Corrèze) s'est ainsi montré beaucoup plus directement critique que M. Strauss-Kahn à l'égard de ce projet de budget, qui, selon lui, « quelles difficultés au regard de la justice sociale ».

Aussi le gouvernement devrait-il en contrepartie s'orienter, selon M. Hollande, « vers un allouement de la fiscalité du patrimoine ». Deux voix sont possibles : celle de l'ISF, qui présente un faible risque politique, mais qui atteindra un jour « son point-limite » ; et celle de l'impôt sur les successions, qui par rapport au précédent, a l'avantage d'une assiette particulièrement large, mais qui présente comme inconvénient un « han-

dicap psychologique certain, chacun risquant de se sentir concerné, même si l'on ne vise que les grosses successions ».

Le risque même toutefois d'être pris à otage par M. Hollande : « L'acte d'épargne ne doit pas être l'apanage de quelques-uns ; l'accès à la Bourse doit être généralisé ; le choix d'épargner doit être encouragé. Nous ne devons pas empêcher quiconque de faire fortune, mais la richesse ne doit pas être nécessairement héréditaire ». Même écho chez M. Julien Dray (PS, Essonne), qui s'est en outre déclaré favorable à la prise en compte de l'outil de travail dans le calcul de l'ISF et à une taxation des plus-values boursières réalisées par les particuliers.

C'est au contraire pour féliciter le gouvernement de ses choix qu'est intervenu M. Christian Pignatelli (PS, Vosges), notamment en matière de réduction du déficit et de politique monétaire rigoureuse. « Sans cette déflation et un franc fort, le pouvoir d'achat des Français serait augmenté peu-être, mais payé en monnaie de singe », a déclaré M. Pignatelli, en prévenant qu'il fallait « résister aux tentations démagogiques ».

Un autre soutien à la politique économique du gouvernement, certes plus modéré, est venu de M. Bruno Durieux (UDC, Nord). Le député du Nord a sur ce sujet une appréciation différente de celle de l'autre économiste du groupe centriste, M. Edmond Alphandéry, qui devait intervenir mercredi. Pour M. Durieux, un budget doit se juger à l'aune d'une situation économique et financière. Avec des « imperfections », des « limites », des « insuffisances », ou des « erreurs » comme la création d'une tranche supplémentaire de l'ISF, le projet de loi de finances pour 1990 respecte toutefois selon lui, les principaux équilibres : préparation de l'échelle européenne avec la baisse de la TVA, réduction du déficit, allègement de la fiscalité de l'épargne pour lutter contre la délocalisation, encouragement à l'investissement de l'entreprise.

Mais c'est en matière de politique monétaire que M. Durieux a tenu à apporter son soutien total au gouvernement et ses « félicitations ». « Il vous faut du courage pour défendre cette position », a-t-il indiqué à MM. Bérégovoy et Charasse. Et si, par ce projet de budget, le gouvernement a fait preuve d'une attitude pragmatique en montrant qu'il avait « renoncé à beaucoup des dogmes qui ont inspiré le socialisme à la française », c'est au nom de ce même « courage » que, selon M. Durieux, l'opposition parlementaire doit « entendre une attitude de rejet soignée » qui ne serait pas comprise de l'opposition. Place mercredi, aux versions « officielles ».

PASCAL ROBERT-DIARD

DÉFENSE

L'armée de terre commence à resserrer son dispositif territorial

L'armée de terre a commencé à rationaliser son implantation territoriale en regroupant plusieurs formations sur un même site dans le cadre de son plan ORION (Organisation infrastructure rationnelle d'une infrastructure opérationnelle nouvelle). Ce plan ORION vise à alléger les frais généraux de l'armée de terre en ramenant à la dispersion géographique des garnisons et en simplifiant les charges de service du personnel.

Avec cinq cents casernements différents, trente écoles, deux cent quatre-vingt-dix établissements divers et treize grands camps nationaux, l'armée de terre est contrainte de faire face à des charges importantes (en coûts d'entretien et en effectifs), qui se traduisent par des dépenses élevées de fonctionnement et des servitudes pour les personnels concernés. L'idée du plan ORION est donc de regrouper sur un même site plusieurs garnisons, qui mettent ainsi en commun

leurs moyens généraux, la logistique sécurisée et leur logistique.

L'objectif est de créer en quinze ans une quarantaine de bases pour un investissement de 15 milliards de francs. Ainsi, dans l'Isère, deux régiments de la 27^e division alpine seront binômés. Le 93^e régiment d'artillerie de montagne et le 6^e bataillon de chasseurs alpins mettront en commun, à Valence-Ardèche et Rives, leur infrastructure, leur soutien et leurs moyens généraux sur un seul et même site, appelé base opérationnelle du territoire. Ces deux unités opérationnelles, qui se prêtent à l'extension du plan ORION, devront partager leurs moyens, ce qui devrait entraîner une diminution des effectifs pour les personnels de garde, de service ou en disponibilité dans la même garnison.

Dans le même temps, l'état-major de l'armée de terre a prévu de réduire d'un quart, en 1990, les prestations que ses formations fournissent au profit de collectivités locales ou de manifestations publiques.

Moins de missions « abusives » dans les armées

La fronde de l'été dans les armées et la gendarmerie a une conséquence à laquelle certains élus locaux, qui désirent pourtant en laisser aller dans l'extension de ces concours : dans les états-majors et à la direction générale de la gendarmerie, on révisé à la baisse le volume des prestations de toutes sortes qui étaient généralement accordées aux organisateurs de manifestations publiques, sans rapport souvent avec des missions d'intérêt ou de service public.

Traditionnellement, les armées et la gendarmerie nationale prêtent leur concours, moyennant quelque modeste contribution financière, à des manifestations ou à des cérémonies publiques, dont elles assurent la sécurité mais aussi, et pas nécessairement de façon exceptionnelle, le soutien logistique. Une circulaire ministérielle du 30 octobre 1987 en fixe les conditions, à charge pour chaque armée ou la gendarmerie d'en coiffer le prix par des circulaires d'application propres à chacun des prestataires de services.

Non moins traditionnellement, les demandes des différents organisateurs de ces manifestations se sont faites plus nombreuses au fil des années, au point que la participation des armées et de la gendarmerie ne correspond plus à leurs missions d'intérêt ou de service public telles que les définissent les circulaires. Certaines de ces missions, de caractère privé, sont même jugées carrément « abusives ».

Les commissions de concertation et de participation,

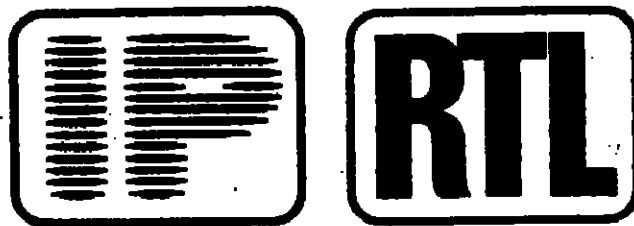
que le ministre de la défense a instituées pour épauler la fronde épistolaire des gendarmes, ont, cet été, souvent dénoncé ce laisser-aller dans l'extension de ces concours. On a alors pris conscience, dans les armées comme dans la gendarmerie, qu'il trop accepter de dévoyer le notion de « disponibilité » ou détournait le service public de sa vocation.

Qu'en ont décidé de mettre la hoë à cette dérive des missions. C'est l'armée de terre qui décide de réduire d'un quart en 1990 ses prestations, au motif qu'il faut limiter les effectifs de son personnel et qu'il ne convient pas de concurrencer, avec les moyens de l'Etat, les services qui peuvent rendre des entreprises spécialisées du secteur civil. C'est aussi la gendarmerie, qui est accusée d'avoir relevé dans un rapport de 1 à 8 ses tarifs, pour son concours à des manifestations sportives, de façon à dissuader les organisateurs de faire appel à elle et à encourager plutôt le bénévolat.

En réalité, par ce biais, les armées et la gendarmerie cherchent à reprendre le contrôle d'une situation qui leur avait échappé. Désormais, les organisateurs de ces manifestations devront déposer les demandes qui seront examinées au cas par cas, au titre d'un service normal rendu dans le seul respect de la sécurité publique. Ni plus ni moins. Des élus locaux s'en sont formés au point de demander au ministre de la défense qu'il explique ces nouvelles règles du jeu.

J. I.

De récentes études l'ont démontré.
Pendant la journée, les Français ont un sens
plus développé que les autres.



RTL. LE SON QUI FAIT GAGNER VOS CAMPAGNES.

*CSP - FÉVRIER 88/FÉVRIER 89, 1/4 D'HEURE MOYEN

مكتبة الأصيل

émouliné.
S ont en sens
autres.

شركة من الجزائر

POLITIQUE

Après les groupes parlementaires

Les partis de l'opposition tiennent une réunion commune

Après l'intergroupe, l'inter-parti ? Les dirigeants des mouvements de l'opposition se sont réunis mercredi matin 18 octobre à l'Assemblée nationale dans une configuration qui correspond, sans en avoir formellement le nom, au « Conseil supérieur de l'opposition » proposé par M. Juppé, secrétaire général du RPR.

Cette rencontre, semblable à celles qui s'étaient déjà déroulées avant l'été, avait pour objet de préparer les États généraux de l'opposition annoncés pour la fin de 1990 et qui seront précédés par des « conventions à thème » en province. Y participaient aux côtés du secrétaire général du RPR et des présidents des deux groupes parlementaires de ce mouvement, un représentant du CNI et un autre du Club 89 qui vient de décider de se transformer en parti politique. Toutes les composantes de l'UDF s'y trouvaient également, y compris

le CDS. Tous devaient se féliciter du caractère « positif » de la réunion de l'intergroupe parlementaire.

Assises du RPR le 11 février

La veille, M. Chirac avait présidé la réunion du conseil national du RPR qui a fixé au dimanche 11 février 1990 la date des prochaines assises nationales. Celles-ci devront procéder à l'élection du président du mouvement, fonction que briguera de nouveau M. Jacques Chirac, qui l'exerce depuis la fondation du RPR le 5 décembre 1976. Les assises élargies également cent membres du conseil national. C'est à cette occasion que pourront éventuellement s'exprimer les représentants des « courants » dont l'existence est reconnue depuis juin dernier. Un conseil national prépa-

ration est convoqué pour le samedi 2 décembre au cours duquel M. Alain Juppé présentera le rapport d'activité du secrétaire général et où les « courants » défendront leurs contributions.

Chaque sensibilité aura ensuite la possibilité de faire campagne auprès des députés aux assises et de présenter des listes de candidats à la réunion du 11 février. Enfin, le conseil national du 17 octobre a approuvé un rapport de M. Juppé sur les problèmes du développement intitulé « projet pour un monde plus solidaire » qui propose une série de solutions afin de sensibiliser l'opinion au « problème explosif » que constitue l'endettement des pays pauvres » en regrettant que la solidarité nationale ne s'exprime pas davantage envers le tiers-monde et notamment à l'égard de l'Afrique.

A. P.

M. Lajoie accuse MM. Fiterman et Le Pors de vouloir « revenir à la politique d'austérité »

M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a accusé mardi 17 octobre MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors, membres du comité central du PCF, de vouloir « revenir à la politique d'austérité ».

« Ils sont deux au comité central du parti, Charles Fiterman et Anicet Le Pors, à vouloir aussi clairement infléchir la politique vers plus d'austérité », a déclaré M. Lajoie, qui était interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Après avoir, le président du groupe avoir réaffirmé que les élus communistes sont « très mécontents » du budget et que s'il n'y avait pas de « satisfactions subs-

tantielles » à leurs amendements, ils voteraient « contre ».

D'autre part, le Parti communiste « soutient totalement les réformes démocratiques en URSS et dans les pays de l'Est mais les pays socialistes n'ont pas besoin des recettes capitalistes pour s'en sortir », a estimé mardi M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central. « Je ne crois pas qu'il faille en Hongrie le chômage, des TUC, des petits boulots. Je ne crois pas qu'il faille des privilèges comme il en existe en France et dans les pays capitalistes. Je ne crois pas qu'ils aient besoin de la spéculation, des radeurs et des gagnants pour sortir de leurs difficultés. Il faut plus de

socialisme mais des réformes profondes et démocratiques », a-t-il expliqué au micro de Radio-France Internationale.

Enfin M. Louis Aminot, un des responsables du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), a appelé à une « rencontre des divers courants communistes et progressistes qui aspirent au renouveau ». A la suite des déclarations faites par MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors lors de la réunion du comité central, la semaine dernière, M. Aminot affirme : « La démarche des deux dirigeants communistes est un encouragement pour tous les militants qui veulent que la gauche retrouve au plus vite le chemin de l'union et son élan transformateur ».

Le PCF sera représenté à un colloque socialiste sur le thème « rassembler à gauche »

Le club Maintenant et Demain, qu'anime M. Georges Saire, secrétaire d'État aux transports, organise, les 21 et 22 octobre, au palais des Congrès, à Paris, un colloque sur le thème « Rassembler à gauche ».

M. Michel Rocard et plusieurs dirigeants du PS sont attendus à ce colloque de même que des représentants de plusieurs PS européens et du PC italien.

Toutefois, les invités dont la participation devrait être la plus remarquée se situent hors des rangs socialistes. Il s'agit, d'une part, de M. Robert Vigouroux, sénateur des Bouches-du-Rhône, maire de Marseille, exclu du PS au début de cette année ; d'autre part, de M. Gérard Stieff, membre du comité central du PCF, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Révolution*, qui est officiellement mandaté par la direction du Parti communiste. Ancien correspondant de l'*Humanité* à Moscou, M. Stieff est l'auteur, dans *Révolution* du 29 septembre (5 octobre), d'un article dénonçant l'« accaparement de l'État » par les socialistes. Il était intervenu devant le comité central du PCF, le 12 octobre, pour défendre les thèses du système soviétique. Sa participation au colloque du palais

des Congrès est une innovation dans les rapports entre les communistes et les socialistes depuis plusieurs années.

L'accord donné par le PCF, au début de cette semaine — c'est-à-dire après la réunion du comité central marquée par l'intervention de M. Charles Fiterman (*Le Monde* du 18 octobre) — est d'autant plus surprenant que les dirigeants du parti sont informés de la présence, à ce colloque, de représentants du Mou-

vement des rénovateurs communistes, dirigé par M. Claude Labrousse, et de celle de M. Pierre Jaquin, ancien membre du bureau politique du PCF. MM. Labrousse et Jaquin avaient été exclus du PCF à la fin de 1987.

Parmi les autres intervenants, sont attendus MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, ainsi que MM. Jean-Pierre Chevènement et Pierre Guillard, animateurs, comme M. Saire, du courant « socialisme et République » au sein du PS.

La journée « miraculeuse »

Suite de la première page

L'intergroupe (cent trente députés étaient présents sur deux cent cinquante et un) a décidé, en effet, de refuser à chacun des présidents de groupe un droit de veto qui leur aurait permis de s'opposer à la réunion en séance plénière de l'ensemble des députés UDF, UDC et RPR pour débattre de tel ou tel sujet. D'ores et déjà, non seulement tous les députés de l'intergroupe se réuniront en séance ordinaire chaque premier mardi du mois (proposition de M. Juppé), mais ils pourront le faire en séance extraordinaire sur n'importe quel sujet dès lors que cinquante d'entre eux le demanderont.

André Lajoie, le problème de procédure qui peut sembler un peu absurde apparaît pour la première fois une règle de consultation de l'ensemble des députés : les « rénovateurs » et les « modernes » espèrent ainsi pouvoir contourner, par l'appel au « peuple » des élus, les obstacles posés par ceux qui préfèrent cultiver leur particularisme au risque d'alimenter la guerre des chèvres.

en 1974 afin de permettre à soixante députés ou à soixante sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel. Il n'a pas manqué de rappeler que cette réforme constitutionnelle avait été élaborée avec M. Jacques Chirac, alors premier ministre. M. Chirac, qui recevait au même moment le président portugais, M. Soares, était absent.

L'absence de M. Pons

L'affaire a été conclue à l'unanimité à main levée. Celle de M. Pons paraissait soudée à la table. Le montage, en effet, avait été élaboré par les rénovateurs, les léotardiens réconciliés avec M. Millon, les giscardiens et même M. Juppé, secrétaire général du RPR. De bel ouvrage ! Comme le dira M. Michel Noir, « ce fut un miracle. Un miracle organisé ».

Dans l'après-midi, M. Pons tente de reprendre l'initiative. Il a proposé une réunion de l'intergroupe pour débattre d'un éventuel dépôt de motion de censure en riposte au 49-3 (engagement de responsabilité) que le gouvernement pourrait utiliser sur le budget. L'intergroupe se réunira

jedi 19 octobre. Mais déjà M. Pierre Méhaignerie, président de l'UDF, a expliqué que la probabilité « était grande » pour que l'ensemble de l'opposition vote la censure dans ces conditions. En attendant, l'opposition va coïncider plusieurs amendements qui portent notamment sur la baisse du taux normal de la TVA, la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices redistribués (ramenés à 37 %), la diminution du poids de la taxe professionnelle.

En début de soirée, un autre signe d'occurrence et de réconciliation était adressé aux électeurs par le comité directeur du Parti républicain : MM. François Léotard, Alain Madelin, Gérard Longuet et Charles Millon soulevaient une même motion d'inspiration rénovatrice en prévision du conseil national du PR du 28 octobre. Au passage, M. Longuet voit ses pouvoirs renforcés au détriment de ceux de M. Madelin suspect, aux yeux de M. Léotard, d'avoir viré au giscardisme.

Une bien belle journée s'achève pour l'opposition. Ce qui n'était pas fréquent ces derniers temps.

PIERRE SERVANT

L'absence de M. Chirac

Plusieurs députés ont expliqué, après cette réunion, qu'ils se sentaient enfin « en harmonie » avec ce que souhaitent leurs électeurs. « Tout le monde s'attendait à du Canada Dry et c'est de l'alcool », plaisantait M. Philippe de Villiers (UDF, rénovateur). « C'est la première bonne journée depuis longtemps pour l'opposition. Et le monde s'en rend compte », expliquait M. Philippe Séguin (RPR, rénovateur) avec un sourire malicieux. « Très réconfortant ! », résumait M. Philippe Mestre (UDF, giscardien) tandis que M. Etienne Pinte (RPR, rénovateur) se déclarait « ravi ». « Cette réunion va au-delà de nos espoirs », expliquait M. Jean-Yves Chazard, député RPR de base. « Il y a eu un défilé aujourd'hui », s'enthousiasmait M. Michel d'Ornano (UDF, giscardien), alors qu'à deux pas M. Philippe Auberger (RPR), remerciait le ciel d'avoir « fait souffler l'esprit de Pentecôte » sur la tête de ses collègues. « C'est une bonne réunion pour l'union. Elle répond à l'attente de l'opinion publique », s'était félicité peu avant M. Valéry Giscard d'Estaing qui était sorti le premier. « On a gagné ! Cette réunion concrétise les espoirs de la plupart des députés présents. Nous nous sommes ralliés avec beaucoup de plaisir à la solution proposée par M. Giscard d'Estaing », proclamait M. François Fillon (RPR, rénovateur). « Giscard a donné un petit coup de pouce », confirmait M. François d'Aubert (UDF, rénovateur).

C'est, en effet, l'ancien chef de l'État qui a assuré la synthèse avec les propositions réservées de M. Juppé, voire hostiles des proches de M. Pasqua, en suggérant que l'autosens de l'intergroupe soit possible quand soixante députés le souhaitent. M. Giscard d'Estaing a expliqué que ce chiffre de soixante était, en quelque sorte, entré dans les mœurs politiques après la réforme de la Constitution qu'il avait introduite

Nouveaux remous dans le parti de M. Léotard
M. Gérard Longuet remplace M. Alain Madelin comme numéro deux du Parti républicain

M. François Léotard, président du Parti républicain, après avoir été déstabilisé lors de son échec à Vichy dans sa tentative de prendre la présidence du groupe UDF, a décidé de rebondir et pour cela de « resserrer les boulons » au sein de sa propre formation et de rénover l'UDF elle-même. Il a révisé ses intentions, mardi soir 17 octobre, devant le comité directeur du PR avant que le conseil national n'en débattenne le 28 octobre.

Cette réorganisation prévoit l'accession de M. Gérard Longuet, actuel délégué général au poste de secrétaire général occupé par M. Alain Madelin, à qui sera confié « le débat des idées et des relations avec les autres partis ». Ainsi, un léotardien fidèle et tout à fait orthodoxe devient le numéro deux du parti à la place d'un homme soupçonné d'avoir joué un rôle ambigu dans les relations toujours conflictuelles et complexes qu'entretenaient MM. Léotard et Giscard d'Estaing. Le nouveau secrétaire général se voit désigné par M. Léotard la totalité du pouvoir exécutif dans le parti, ce qui permettra au président de celui-ci de « prendre du champ ». Le maire de Fréjus souhaite également que M. Charles Millon, nouveau président du groupe UDF, « prenne des responsabilités dans l'administration du parti aux côtés de M. Longuet », alors que le député de l'Ain s'était montré réticent à l'égard de tout engagement partisan plus marqué.

L'orientation politique du Parti républicain sera également évoquée le 28 octobre en examinant une motion préparée par M. Léotard et qui a été préparée en concertation avec MM. Longuet, Madelin et

Millon. Dans ce texte, M. Léotard souhaite répondre à trois impératifs : renforcer l'unité du PR, redéfinir l'UDF et reconstruire l'opposition. Il affirme que l'ère des règlements de comptes au sein du parti a fait place à celle de la volonté d'union. Il souhaite aussi que l'opposition tout entière se transforme en une grande formation unique et, à cet égard, il se félicite des bonnes conditions dans lesquelles est né l'intergroupe parlementaire. Ce clin d'œil aux rénovateurs n'empêche cependant pas le PR de demeurer respectueux à l'égard de cette perspective de « fusion » souhaitée par M. Giscard d'Estaing et considérée comme un idéal lointain. C'est pourquoi M. Léotard, prévoyant les réactions des autres partis de l'opposition, c'est-à-dire du RPR, veut aussi rénover l'UDF. Il explique donc que la confédération que préside M. Giscard d'Estaing a le choix entre trois hypothèses : « L'UDF peut être dissoute, elle peut être réduite, elle peut être réunie ». Et il ajoute : « Il appartient au PR de choisir entre ces trois solutions. Le problème de l'appartenance du PR à l'UDF est posé ». A défaut d'une réelle union de toute l'opposition, M. Léotard préfère le renforcement de l'UDF pour créer une structure bipolaire avec le RPR. De toute façon, il refuse le statu quo, ce qui peut aussi signifier qu'il pose le problème de la présidence de l'UDF qu'occupe actuellement M. Giscard d'Estaing.

Ce problème de la restructuration de l'UDF devait être évoqué mercredi matin au cours d'une réunion entre M. Giscard d'Estaing et tous les responsables de ses composantes, y compris MM. Léotard et Méhaignerie, qui n'avaient pas assisté aux précédents bureaux politiques. Tous devaient ensuite se retrouver avec le RPR.

ANDRÉ PASSERON

LA REVUE
DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE :
Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir
Le Premier Tour de France
Vrain-Lucien : l'escroquerie du siècle
La chute de Paris dans la Presse mondiale
Hindenberg devient le Führer
et en « tire à part »

4 JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT
Le Journal de Russie des 9, 10, 11 novembre 1917
et Le Matin du 10 novembre 1917
Chez votre marchand de journaux.
Le n° 58 F Abt un an 185 F 4 N° 4
15, rue Douy-Deloque 93100 Montreuil

Le Monde

Jeudi 16 novembre 1989

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? »
2 SEMINAIRE SCIENCES-PO — LE MONDE

destiné aux membres des directions générales
des entreprises, des administrations, des collectivités locales

MATIN	APRES-MIDI
9 h 00 Présidence : René REMOND Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT Présentation des thèmes : Jean-Marie DUPONT	Présidence : André FONTAINE
9 h 15 LA LOCALISATION DU POUVOIR • Des leçons de l'histoire à la géopolitique : de la France d'aujourd'hui • Les nouveaux espaces du pouvoir en Europe Jacques ATTALI Pierre MIQUEL Séance animée par Bruno REMOND	14 h 00 OÙ SERA LE POUVOIR ECONOMIQUE ? L'approche des industriels et des financiers : • Décentralisation et ouverture européenne • Comment définir les stratégies ? • De quels décideurs aura-t-on besoin ? Georges CHAVANES Michel FERREBOEUF Jean-René FOURTOU Michel PEBEREAU Olivier PHILIP Robert WATERLAND Séance animée par François GROSCHARD
10 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR CULTUREL ? Les nouveaux enjeux de la communication et de la culture : • La presse écrite • L'audio-visuel • Des lieux culturels - pour quoi faire ? • Le pouvoir culturel et les pouvoirs politiques Hélène AHRWEILER Axel GANZ Jacques RIGAUD Antoine VITEZ Bernard WOUTS Séance animée par Danièle HEYMANN	16 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR POLITIQUE ? Vers de nouvelles frontières : • La coopération entre villes et régions • Europe, État, Région ? Dominique BAUDIS Paul BERNARD Michel DELERARRE Pasquiel MARAGALL Charles MILLON Séance animée par Jean-Marie COLOMBANI
18 h 00 CONCLUSION DU SEMINAIRE : Jacques DELORS	

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 45 49 11 76 - 45 49 51 94

Qui a dit que les Français
n'étaient pas fidèles ?



RTL
c'est 66 % d'auditeurs
réguliers⁽¹⁾ et 5 millions
d'auditeurs exclusifs.⁽²⁾



RTL. LE SON QUI FAIT GAGNER VOS CAMPAGNES.

(1) CESP - FÉVRIER 88 / FÉVRIER 89 (2) MÉDIAMÉTRIE - SEPT/DEC. 88

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La Guadeloupe entre la solidarité et la flibuste

Le cyclone Hugo a mis à nu les qualités des insulaires et les incongruités d'une situation d'assistés

POINT-A-PITRE

de notre envoyé spécial

Une étrange torpeur envahit l'île, un temps incertain d'après le cyclone et d'avant... mais d'avant quoi ? La reconstruction ? La Guadeloupe était meurtrie sous les coups d'Hugo, ses maisons à terre, ses usines déshabillées par le vent et, un mois plus tard, les hommes et les choses font semblant de rien. La vie va, tant bien que mal, artificielle sans doute, trompe-l'œil insulaire encore, mais remanée. Ensoleillée, au point de créer l'illusion.

Les embouteillages paralysent Pointe-à-Pitre. La bourrasque a éparpillé les voitures, première inflation locale, ferrailles plus sûrement sauvegardées que les toits, trésoirs plus précieux que les murs. Les magasins regorgent de marchandises. Le fret, aérien ou maritime, a repris sa course folle. Les boîtes de nuit du bord de mer ne font taire leur décibels qu'au lever du jour. Les plages, jonchées de débris, au sable emporté par la vague, ont retrouvé leurs nappes bronzées. On joue au tennis, le soir, à la lumière de groupes électrogènes. Surtout, la nature refuse ses blessures. Des pousses, des feuilles déjà, apparaissent sur les troncs des arbres brisés. La Guadeloupe est verte comme jamais, verte et luxuriante comme un paradis tropical pour touristes.

Tangage politique

Qu'a-t-il bien pu se passer ici ? Une catastrophe ou un mirage ? Après le courage et les plaines, voici venu le temps, intermédiaire, inévitable, du songe. Du doute. Seule dans une maison privée de courant électrique, Juliette, une jeune nurse noire, attend le retour de Maxime, de Mathieu et de Caroline, enfant blancs rentrés en métropole, en dévorant les livres de la collection « Harlequin ». Le préfet, M. Bernard Sarazin, après des semaines d'efforts dans la tourmente, retrouve son interrogatoire : pourquoi avait-il, depuis juillet, l'impression que quelque chose allait arriver ? Nos confrères de France-Antilles-Guadeloupe, épuisés par la publication d'un supplément - *Spécial Hugo* - que l'île s'arrache, se demandent comment faire mieux ? Dans chaque village, des Noirs et des Blancs se regardent, embarrassés de leurs amitiés naissantes, de leurs souvenirs partagés d'une nuit d'effroi.

Ce n'est pas encore l'heure des comptes, si difficiles à établir ; simplement celle d'impressions mêlées, euphorisantes ou inquiétantes, selon les moments. La joie

des pépiniéristes à constater que les palmiers royaux étaient si du cyclone. La fierté des agents de la direction départementale de l'équipement d'avoir entraîné toutes les entreprises de travaux publics dans leurs batailles de terrassement. L'idée répandue que la Guadeloupe « avait fait un pas », même un tout petit pas, vers un avenir meilleur, que des indépendantistes les plus réalistes aux patrons békés, un seul mot d'ordre prévalait : la prise en charge de ses maux par l'île elle-même.

Bien sûr, le cyclone avait souvent démontré le contraire, appuyé des déficits caractéristiques que le désastre n'avait pas effacés. Dans les communes, les maux avaient souvent distribué l'aide en fonction des dernières élections. Les bons votants d'abord, les opposants s'il restait quelques vivres, quelques bûches à partager. Les municipalités très endettées s'étaient révélées les plus molles dans l'épreuve, leurs élus répuant à assumer des responsabilités revendiquées d'ordinaire face à l'Etat ou la région. Un mot fait fureur : « L'autre cyclone, ce sont les élus ». Devant tant d'impuissance, le préfet avait dû envoyer l'armée pour la justice de la répartition, et rappeler les conseillers généraux ou régionaux, à moins de polémiques. Le pays ne l'avouera pas, car la Guadeloupe est blessée, mais le système politique local a fortement tangué, quatre semaines durant, sous les effets du coup de vent.

Il y a eu, c'est vrai, d'autres bonnes nouvelles encore. Les corporations de chauffeurs réquisitionnées sans se plaindre. Les qualités de la direction de l'action sanitaire et sociale, très irriguée par les courants indépendantistes, montrant sa compétence sans intervention extérieure. La réaction des planteurs de bananes, suggérant, sans qu'on le leur demande, de mettre en sommeil un tiers de leurs terres pour les prochaines années. Et puis, comme en écho, les embouteillages attendus. Ces invraisemblables exigences de réparation. Le maximalisme, proposé sans rire. L'île exaspérée de tout impôt, pour un temps indéterminé, alors que le taux d'imposition de la Guadeloupe est si faible qu'il tient du secret d'Etat ! Ces socioprofessionnels pressant M. Louis Le Pen, ministre des Dom-Tom, d'autoriser la suppression des charges sociales des entreprises pour 1989 et 1990, puis leur diminution de moitié en 1991, d'un quart, encore, en 1992.

A en croire la rumeur, M. Le Pen a fort mal pris la suggestion. Comme la préfecture, qui s'est inquiétée de la proposition des entrepreneurs à diriger leurs employés, pas toujours déclarés, vers l'ANPE. Certains « flibustiers », affairistes trop pressés, ont profité d'Hugo pour prendre le large, laissant derrière eux quelques dépôts de bilan prévisibles. Ici ou là, on a tenté, sans succès, de priver des syndicalistes de leur emploi.

Toutefois, M. Sarazin affirme, l'économie insulaire a repris son poste, comme les employés et les patrons, à l'ouvrage dans des entreprises souvent sans toit ni fenêtre. Bien des indicateurs se sont d'ailleurs révélés surprenants dans la tempête. Ainsi, plus de douze mille chèques de première urgence ont été distribués, en moins d'une semaine, par les agents du Trésor public. Tous n'ont pas été déposés en banque. M. Le Pen s'en est étonné. Une enquête est actuellement en cours, afin de déterminer la réalité sociale de l'île, plus trompeuse plus rayonnante que dans les calculs d'avant Hugo.

Ce sont bien les Guadeloupéens les plus démunis qui ont, en général, perçu l'aide financière des premières semaines. Si les comptes bancaires n'en portent pas encore la trace, c'est souvent que les secours se cumulent, ceux des caisses d'allocation familiales, de l'Etat, du Conseil de l'Europe et de la Sécurité sociale. Les listes fournies par les mairies recoupent bien celles du RMI (revenu minimum d'insertion), ces dernières marquant un taux plus faible que dans bien des départements, notamment d'outre-mer. Notamment à La Réunion. Pourtant, le chiffre des demandeurs d'emploi, proche de celui connu dans l'île de l'océan Indien, est invariablement fixé à 30 % depuis des années.

Le mirage du système d'habitat

Or les victimes d'Hugo n'ont pas réagi selon les paramètres de la précarité sociale. La notion de pauvreté est, il est vrai, une mesure métropolitaine. Mais les Guadeloupéens font preuve, depuis un mois, d'une ingéniosité rare. Impossibles sans l'existence d'un système d'habitat parallèle, bavant l'Etat et se jouant des normes. Les équipes de l'EDF, qui reconstituent le paysage électrique insulaire, découvrent chaque jour des branchements fantaisistes. Le record : trente-trois familles alimentées par le même compteur. Les spécialistes de France Telecom réparent des postes jamais comptabilisés dans les fichiers de facturation.

Les experts du plan Orsec s'étaient étonnés eux-mêmes de suspendre la distribution de vivres, trois jours seulement après le passage du cyclone. L'île mangeait à sa faim, alimentée par un système d'entraide familiale connu, mais d'une ampleur insoupçonnée. Les sauveteurs, toujours sur la foi des livres officiels, ont trouvé des habitants là où le cadastre, donc les impôts, n'en comptait pas. Ou le contraire. A suivre les tournées des facteurs, on réalisait que, depuis des années, les subventions trouvaient le chemin des bonnes adresses et que les taxes, les com-

mandements, étaient souvent renvoyés à leur expéditeur.

Plus grave, et seul facteur réellement accentué par la tempête de septembre : le logement. Là encore l'illégalité, la débrouille, sont devenues habitudes sociologiques. La Guadeloupe, avant le cyclone, était une squattée, et cette pratique, seule, l'a mise à terre. Nombreuses sont les familles, même officiellement sans emploi, à posséder une maison bien à elles, louée à des voisins ou à des métropolitains. L'abandon est encore ailleurs : ces maisons ont été construites sans permis, sur des terrains loués en sous-main, pendant que leurs propriétaires occupent des cases de fortune sur d'autres terrains squattés.

Hugo a mis des incongruités à nu, malmenant l'île plus durement que les normes, encore une fois, pouvaient le laisser prévoir. Tout le plan d'urbanisme était un faux.

Anticyclonique ou pas, le système d'habitat tout entier est un mirage. Et ce n'est pas de la seule faute des insulaires. L'aide de l'administration, notamment aux créations de LES (logements évolutifs sociaux), suppose que le candidat à un appartement paie 50 % de la dépense. Or, faute de garantie bancaire - l'endettement ménager dépasse les 67 % - les rêves d'installation en dur sont brisés net. Retour aux cases, aux squatts, à l'anarchie trop fragile pour résister aux vents.

La colère du président de la République, l'autre jour, pendant son bref séjour en Guadeloupe, n'avait pas d'autre but que de condamner les lourdeurs administratives du Trésor et de la DDE, qui ont, ces dernières années, ralenti l'effort d'urbanisation. Six mois, au minimum, pour espérer pénétrer dans un logement locatif. Des subventions détournées au profit d'immenses chers pour cadres

métropolitains. La production locale, l'économie, peuvent encore attendre. Pas l'habitat, a décidé le chef de l'Etat.

La DDE a donc été priée de lancer de toute urgence un plan global, qui doit multiplier par deux les créations d'immeubles. Des dalles de béton seront coulées partout où cela sera possible, dès les prochaines semaines. Descent seront dressées des « cases à vent » en dur. Manquent les terrains disponibles ? Les mairies ne disposent pas d'un parc foncier, comme en métropole ? Miraculeusement, la région et le département ont rappelé à M. Le Pen et au préfet qu'elles étaient propriétaires de quelques domaines. Surprise du cadastre, encore, qui a découvert des cases sur ces terrains non répertoriés. Qu'importe ! La Guadeloupe, dans trois ans, devra être hérissee d'immeubles. On fermait les yeux, une dernière fois.

PHILIPPE BOGGIO

PICARD ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Germinal MEXEN-NOUËL
L'EX-LIBRIS
HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

Un volume
21 x 27
254 pages
350 illustrations
dont 24 en couleur
Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
270 F
coulée : 330 F

Jean-Jacques HATY
MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE
LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume
24 x 28
320 pages
350 illustrations
Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
480 F
coulée : 580 F

YANN LE BOHEC
L'ARMÉE ROMAINE
SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume
17 x 24
320 pages
40 planches hors-texte
Prix de lancement
jusqu'au 31-12-1989
280 F
coulée : 350 F

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

LES HÉRITIERS SUR LE GRILL



N'omettant jamais le poivre ou le filet de citron, Colombani et Lhomet se penchent sur cette génération de quadragénaires de droite ou de gauche qui sont ou aspirent à prendre les commandes de l'écar.

Gilles Bresson - Libération

Flammarion

Jean Planchais
Un homme
du
Monde

"Ce qui me navre pour ma part quand je lis ce livre charmant... c'est que Planchais n'ait jamais été critique..."
Bernard Frank, Le Nouvel Observateur
"Un style où la vacherie sait être élégante mais où la pensée, quand elle est dure, ne se masque pas derrière de vaines puérilités..."
Bruno Frappat, Le Monde

Calmann-Lévy

Un vol. 240 pages, 98 F

Un plan d'urgence pour la reconstruction

Le conseil des ministres devait adopter, mercredi matin 18 octobre, un plan d'urgence pour la reconstruction de la Guadeloupe, conformément aux directives données par M. François Mitterrand à l'issue de sa visite aux populations sinistrées, dans ce département amilié, par le cyclone Hugo. Un dispositif exceptionnel était envisagé pour accélérer les procédures administratives et les interventions financières avec la création, notamment, d'un fonds interministériel particulier. Le montant des sommes à engager devait faire l'objet d'ultimes arbitrages.

■ Pas de rue Pierre-Mendès-France à Nice. — Nice n'aura pas de rue Pierre-Mendès-France, a tranché vendredi 13 octobre le maire RPR de la ville, M. Jacques Médecin, au cours d'une réunion du conseil municipal. Pour justifier son refus, le maire a affirmé que le président du Conseil, décédé en 1982, « n'a rien fait pour Nice ». « Nous ne pouvons tout de même pas donner une rue à toutes les célébrités », a-t-il ajouté.

"43 % des Français déclarent avoir peur de la Science". Parlons-en !

FORUM DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE

UNE ANIMATION PERMANENTE

Dans l'espace d'exposition seront présentées et discutées les dernières innovations scientifiques et technologiques (projets, modèles, programmes, logiciels, etc.). Entreprises, organismes publics, instituts de formation, de recherche, collectivités locales, laboratoires, universités, associations seront présents pour communiquer avec vous en direct. Vous pourrez trouver aussi une très large sélection d'ouvrages et de revues scientifiques, pour tous les âges, dans la librairie.

Enfin, des prix seront attribués par le Conseil Général et la Revue "Avancées", pour distinguer les initiatives qui contribuent au développement de la culture scientifique et technique.

DES DÉBATS

■ Mercredi 18 octobre / 15 h : le rôle de l'école dans la promotion de la culture scientifique. 18 h : quel rôle pour la télévision. Pour quelle loi mieux et plus ?

■ Jeudi 19 octobre / 15 h : quelle contribution et quel avenir pour les institutions culturelles ? (CNAM, Villette, MUSEUM) 18 h : la presse écrite, l'édition, etc. sont-elles des médias adaptés au développement de la culture scientifique ?

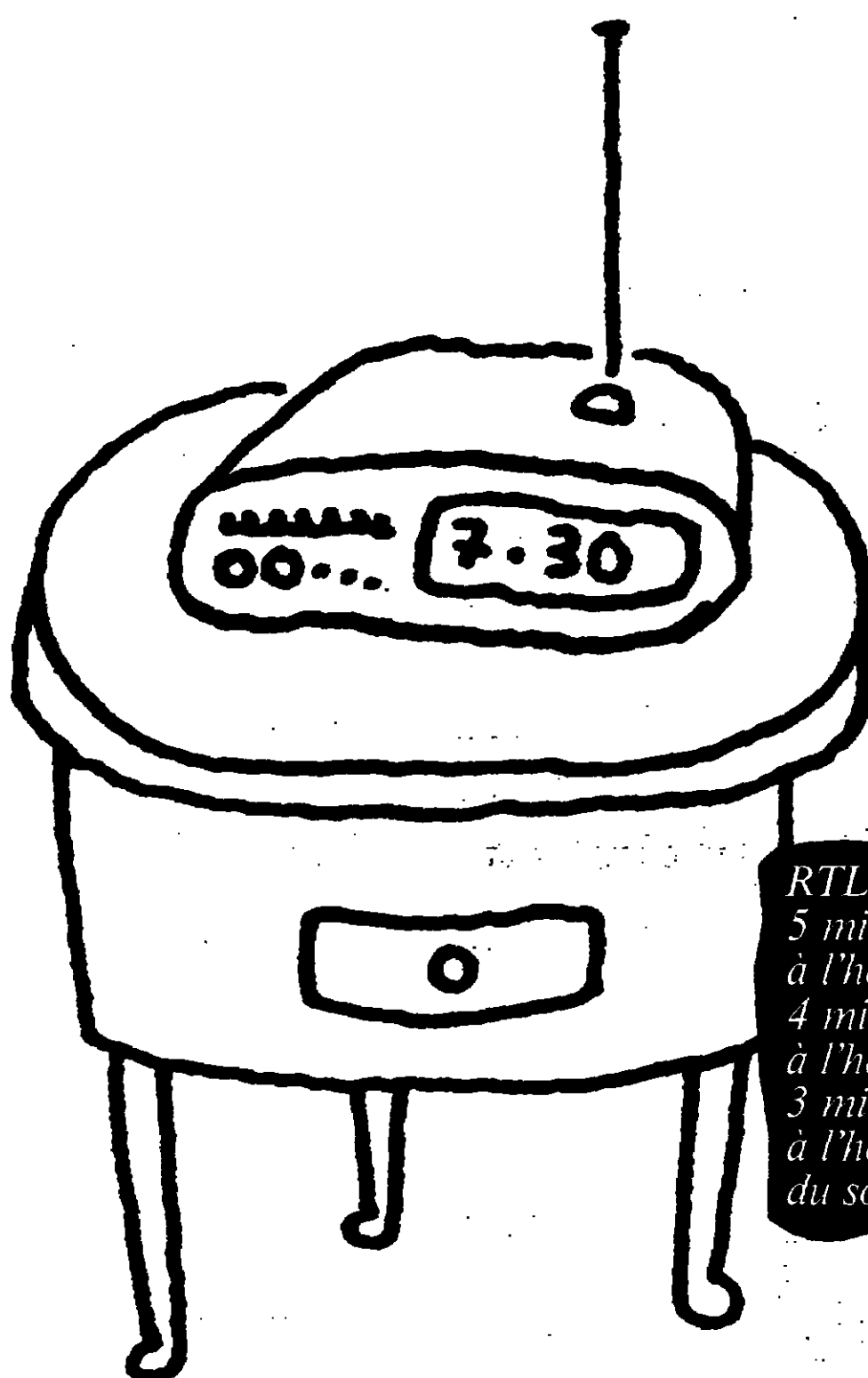
■ Vendredi 20 octobre / 15 h : demain, quelle Europe de la communication et des échanges ?

Ces débats seront animés grâce à la participation de nombreuses personnalités du monde scientifique et universitaire.

18 - 22 Octobre 1989 de 10 h à 20 h
Espace Jacques Brel • Fontenay-sous-Bois
Entrée gratuite • REP Vél de Fontenay • N° vert gratuit 1/4 d'heure

L'événement : Des Spécialistes au Contact du Grand Public - Tél. : 48.98.98.98

Pourquoi attendre l'heure du thé
pour vanter les mérites d'un bon café ?



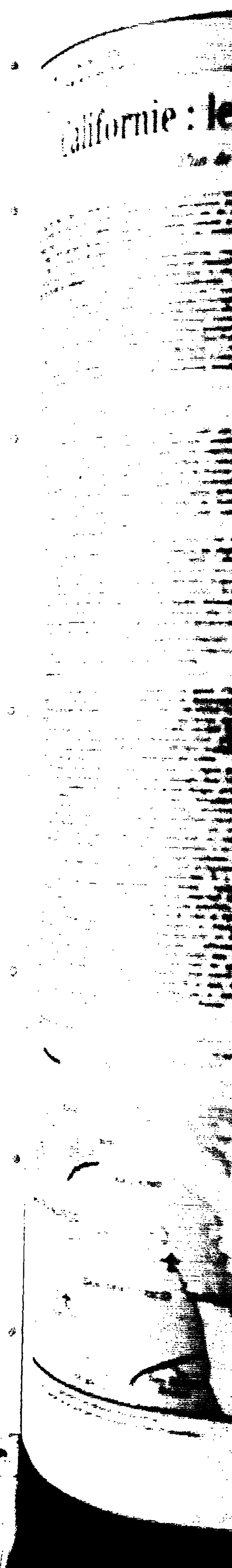
RTL :
5 millions d'auditeurs
à l'heure du petit déjeuner.⁽¹⁾
4 millions d'auditeurs
à l'heure de l'aspirateur.⁽²⁾
3 millions d'auditeurs
à l'heure des embouteillages
du soir.⁽³⁾



RTL. LE SON QUI FAIT GAGNER VOS CAMPAGNES.

(1) AUDIENCE CUMULÉE 6 H/8 H 30 - MÉDIAMÉTRIE JANV./JUIN 89 - (2) AUDIENCE CUMULÉE 8 H 30/12 H - MÉDIAMÉTRIE JANV./JUIN 89 - (3) AUDIENCE CUMULÉE 16 H 30/19 H - MÉDIAMÉTRIE JANV./JUIN 89

هناك من لا يصدق



14: La crise de l'ESSEC
15: Savoirs et savoirs

17: La vente Dorance
FR 3: la diffusion d'Yves Jaigu

17: Cinéma: un portrait de René Bonnell
20: Cyclisme: le Tour de France 1990

Californie: le séisme le plus meurtrier depuis 1906

Plus de deux cent cinquante morts dans la région de San-Francisco

Plus de deux cent cinquante personnes au moins ont été tuées, mardi 17 octobre, dans un violent tremblement de terre qui a secoué la région de San-Francisco (Californie). Il y avait des centaines de blessés.

Le séisme a frappé à 17 h 04, heure locale (1 h 04 mercredi matin heure française), en pleine heure de pointe, à la sortie des bureaux, alors que des milliers de commutateurs (banquiers) travaillaient chez eux. La secousse, d'une magnitude de 7,4 sur l'échelle de Richter, a duré une quinzaine de secondes. Elle a été ressentie jusqu'à Los Angeles, à 750 kilom-

mètres, au mouvement de panique, au contraire: les spectateurs suivant les ordres d'évacuation ont dû remonter pendant quelques minutes le flot des retardataires qui ne voulaient pas manquer le match.

Si les grands édifices, conçus pour résister aux séismes fréquents dans la région, ont tenu pour la plupart, les dégâts sont considérables. Dans le quartier de Marina County, un gigantesque incendie a ravagé tout un bloc d'immeubles, faisant une dizaine de victimes. Plusieurs autres foyers continuent à brûler plusieurs heures après le séisme à San-Francisco, Oakland et Berkeley. L'aéroport international de San-Francisco et celui d'Oakland étaient fermés mardi

Magnitude et intensité

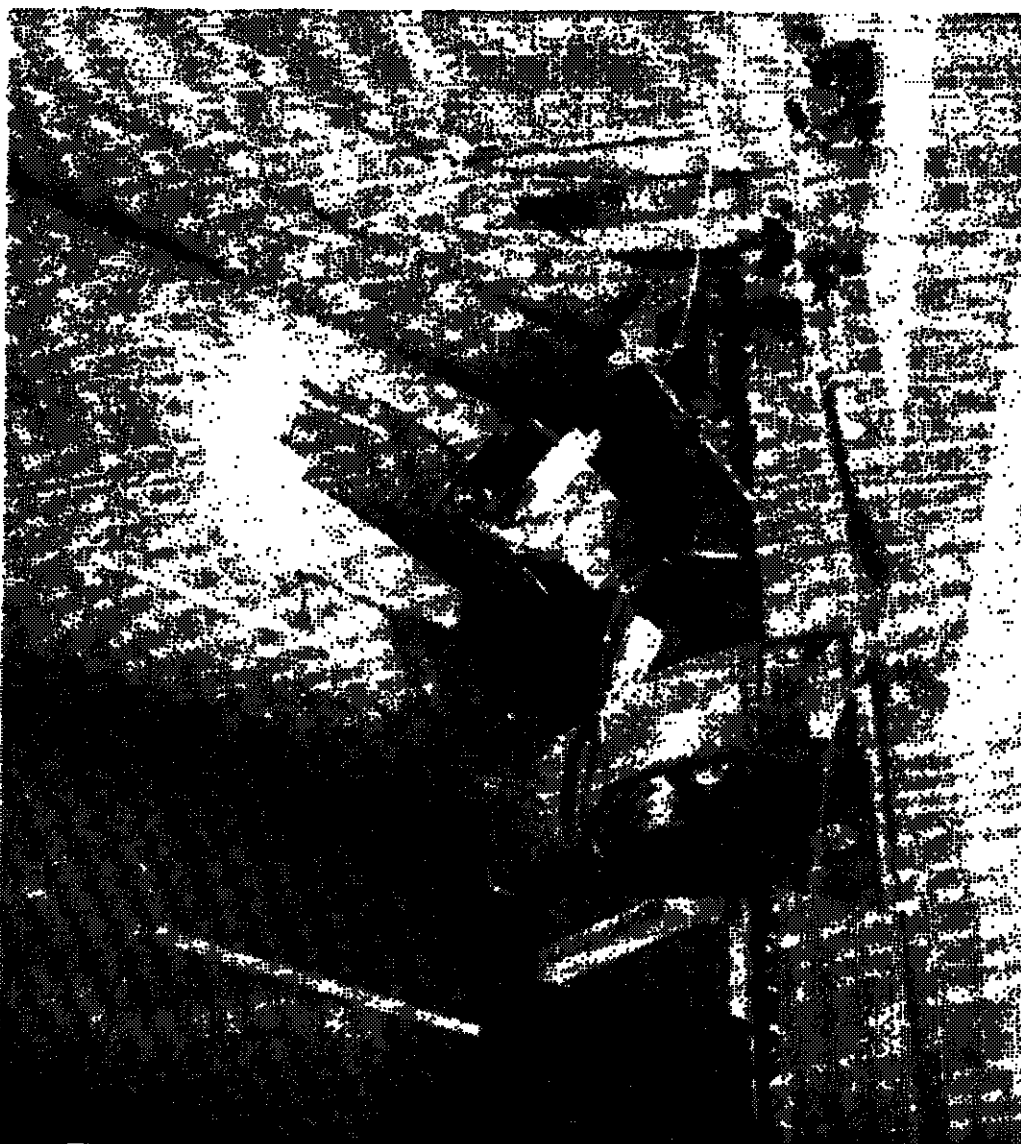
La magnitude mesure l'énergie libérée lors d'un séisme selon une méthode de calcul imaginée il y a plus de cinquante ans par Charles Richter et Beno Gutenberg. L'échelle de Richter suit une progression logarithmique si bien que, par exemple, un tremblement de terre de magnitude 7 libère trente fois plus d'énergie qu'un séisme de magnitude 6.

Richter et Gutenberg avaient fondé leur méthode sur les enregistrements d'ondes sismiques par des sismographes d'un type bien défini. Avec les progrès techniques, les sismographes modernes détectent maintenant des tremblements de terre très faibles, indécélérables autrefois. Si bien que l'échelle de Richter peut avoir des magnitudes négatives. De

même, on ne connaît pas la magnitude maximale possible. De toute façon, une magnitude très forte est difficile à calculer selon la méthode de Richter et le sismologue Hiro Kanamori a mis au point une autre échelle qui complète celle de Richter pour les magnitudes supérieures à 8,5.

L'intensité est tout à fait différente: elle mesure les dégâts selon l'échelle MSK 1964. Celle-ci comprend douze degrés, qui s'écrivent toujours en chiffres romains. Bien entendu, les dégâts diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la zone épicentrale.

Pour chaque tremblement de terre, il y a donc une magnitude et plusieurs intensités.



La plupart des victimes ont péri dans leurs voitures, écrasées par des blocs de béton et d'acier, quand une portion d'autoroute s'est effondrée sur la chaussée inférieure.

Des dizaines d'automobilistes écrasés

Suite de la première page

Un séisme meurtrier, mais aussi un séisme qui, plus que tout autre, avait le sens du spectacle et des symboles, une sorte de génie médiatique: frapper ce qui était, ce soir-là, par sport national interposé, le cœur des États-Unis, s'attaquer au pont qui relie, à travers l'immense baie, San-Francisco à Oakland, alors que ces deux villes voisines, la huppée et la populaire, s'opposaient en un derby sans précédent.

Toute la soirée, et une bonne partie de la nuit, les networks. Mais, à mesure que la nuit tombait, on commençait à compren-

dre où s'était déroulée la véritable tragédie: sur une autoroute urbaine, faite de deux séries de voies superposées. Sur près de 2 kilomètres, la voie de dessus s'était effondrée sur celle d'en bas, écrasant des dizaines ou peut-être des centaines de voitures.

Plus de deux cents morts, estimait-on au milieu de la nuit, avec des gens qui luttaient, parfois avec leurs propres outils, pour essayer d'en sauver d'autres. Un petit garçon de six ans, coincé dans la partie arrière d'une voiture, et qui appelle de temps à

Déjà, au début du siècle...

Avec sa magnitude de 8,3 et son intensité maximum de X-XI, le tremblement de terre de San-Francisco en 1906 peut figurer parmi les séismes majeurs du siècle. Les dégâts considérables - à San-Francisco, bien sûr, mais aussi dans toutes les agglomérations entre Sausalito (à 140 kilomètres au sud-est de San-Francisco) et Eureka (à 450 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco) - furent estimés à 400 millions de dollars (de l'époque) sans que l'on puisse faire la part de ceux dus au séisme lui-même et de ceux dus aux dizaines d'incendies qui ont suivi celui-ci. Il y eut plus de six cents morts.

La faille de San-Andreas avait été identifiée en 1893. Mais son importance et son étendue n'ont été appréciées à leur juste valeur qu'à la suite du tremblement de terre de 1906. Ce séisme fut le premier à être étudié d'une façon aussi approfondie. Le rapport auquel il donna lieu, toujours considéré aujourd'hui comme une référence par les sismologues, fut le premier à démontrer la relation qui existe entre les destructions et la nature du sol: les maisons et immeubles édifiés sur des terres appropriées pour combler des zones basses ou sur des alluvions sont beaucoup plus endommagés ou détruits que ceux qui reposent sur un sol rocheux.

Y. R.

autre, sans doute entre deux évanouissements. A l'avant, son père et sa mère sont morts, écrasés. Sa sœur, qui était à côté de lui, a pu être dégage.

Il y a aussi, très probablement, des morts dans quelques immeubles de San-Francisco qui se sont effondrés. Mais, dans l'ensemble, les jolies constructions en bois des quartiers chics ont bien tenu - certaines avaient déjà résisté au grand séisme de 1906. Les habitants s'affairaient à consolider, avec des madriers, des murs de guingois, des maisons ébranlées, froissées.

En 1906, la plupart des quel- que sept cents morts avaient péri dans les incendies consécutifs au tremblement de terre, et, ici aussi, on s'interroge de la forte odeur de gaz que les habitants sentent un peu partout.

Dans le quartier dit de la Marina, entre le Golden-Gate et la digue que connaissent tous les touristes, un grand immeuble n'en finit pas de flamber, sous le regard inlassable des caméras. Et l'on commence à recevoir les premières images de San-Jose et de Santa-Cruz, à quelques heures de voiture, où serait situé l'épicentre du séisme. Là aussi, il y a eu des destructions et des victimes, en nombre indéterminé.

A Oakland, le courant a été rétabli assez vite, mais San-Francisco restait plongée dans le noir - ce qui a incité certaines bandes de pillards à se manifester, battes de base-ball à la main.

Mais pour l'essentiel, et à en croire les témoignages sans cesse relayés par les télévisions, la population - habituée aux séismes - n'a pas été prise de panique. Beaucoup de gens sont morts, mais les habitants de San-Francisco, ceux du moins qu'on a vus sur les écrans des télévisions, semblaient assez fiers que leur ville ait, dans l'ensemble, plutôt bien « tenu ». Sans parler de ces spectateurs du stade Candlestick, qui, aussitôt après la secousse, se sont mis - décharge nerveuse, soulagement? - à applaudir.

JAN KRAUZE



L'épicentre du séisme serait situé à 80 kilomètres au sud-est de la baie de San-Francisco.

Le glissement inexorable de l'ouest de la Californie

Le tremblement de terre, de magnitude 7,4 (selon l'institut de physique du globe de Strasbourg), qui a frappé la région de San-Francisco le 17 octobre à 17 h 04 (soit le 18 octobre à 1 h 04, heure de Paris) est le plus violent et le plus grave depuis celui du 18 avril 1906.

L'histoire - et aussi sûrement la préhistoire - de toute la Californie est jalonnée de violents tremblements de terre. La Californie, en effet, du fond du golfe de Californie au sud, jusqu'au cap Mendocino au nord (à quelque 300 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco) est zébrée de tout un réseau de failles connu sous le nom de la plus célèbre d'entre elles: la faille de San-Andreas. Il s'agit d'une faille transformante, c'est-à-dire coulissante, qui constitue la limite entre deux plaques. Tout ce qui est à l'est de la faille de San-Andreas appartient à la plaque Américaine; tout ce qui est à l'ouest à la plaque Pacifique.

Or, l'ensemble de la plaque Pacifique dérive vers le nord-ouest à la vitesse moyenne de 3 centimètres par an pour aller disparaître dans les fossés

d'Alaska et des Aléoutiennes. Tout ce qui, en Californie, est situé à l'ouest de la faille de San-Andreas est donc entraîné inexorablement dans cette dérive. Ce qui se traduit par un coulisage latéral: l'ouest de la Californie progresse peu à peu vers le nord-ouest par rapport au reste de l'Amérique du Nord. En comparant les effondrements géologiques, on a calculé qu'il avait « avancé » de plus de 500 kilomètres au cours des cent-cinquante dernières années.

Par à-coups

Bien entendu, le frottement des deux plaques l'une contre l'autre n'est pas uniforme. Certains segments des failles du système de San-Andreas jouent constamment et insensiblement: ce qui décale, sans dommage, ici une route, là des arbres fruitiers plantés en quinconce, ailleurs une palissade ou un mur.

Mais la plupart des failles ne jouent que par à-coups. Le coulisage est bloqué pendant plusieurs années, plusieurs décennies ou même plusieurs siècles. Les contraintes qui s'accumulent

pendant ce temps d'immobilité arrivent à être insupportables - au sens littéral du terme. Il y a rupture. Le segment de faille bloqué se débloque brusquement et rattrape son retard. Ainsi, lors du grand tremblement de 1906, le compartiment ouest de la Californie eut-il saut d'un coup, près de l'épicentre situé au nord-ouest de San-Francisco, de 4,5 mètres à même 8 mètres.

On parle toujours du séisme de 1906. Mais depuis 1900, on sait que la partie nord de la faille de San-Andreas (de San-Juan-Bautista, à 125 kilomètres au sud-est de San-Francisco, jusqu'à Point-Arena à 180 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco) a violemment joué ici ou là, en 1900, en 1938, en 1965, en 1957 et le 17 octobre 1989.

La région de San-Francisco comprend deux failles actives: à l'ouest, traversant une partie de la ville et réapparaissant plus au nord-ouest de l'autre côté de la Golden Gate, la faille de San-Andreas proprement dite; à l'est, de l'autre côté de la baie et sous une partie d'Oakland, la faille de Hayward, responsable des violents tremblements de terre de 1836 et de 1868.

YVONNE REBEYROL

ÉDUCATION

Deux directeurs généraux démissionnaires en trois ans

La crise de l'ESSEC illustre les difficultés de gestion des écoles de commerce

M. Jean Castarède, directeur général de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), vient de démissionner, un an à peine après sa nomination. Son prédécesseur avait juté l'éponge au bout de dix-huit mois. L'une des plus prestigieuses écoles de gestion françaises serait-elle devenue... ingérable ?

Il n'est pas des grandes écoles comme des grandes familles. En cas de crise, le premier réflexe est de sauver les apparences. Qu'il y ait derrière les volets clos. Depuis quelques mois, donc, tout va bien à l'ESSEC. La dernière en date des enquêtes consacrées aux grandes écoles de gestion, publiée fin septembre dans l'Expansion, le confirme : l'ESSEC conserve, sans conteste, sa place de numéro deux au palmarès des business schools françaises, juste derrière HEC. Au point que son ambition affichée de devenir l'une des toutes premières écoles de management européennes n'apparaît pas irréaliste. Elle a d'ailleurs obtenu, le 23 août dernier, le permis de construire qui va rendre possible l'aménagement de plus de 5 000 mètres carrés de locaux et l'augmentation en proportion de sa capacité d'accueil.

Perspectives encourageantes pour la nouvelle promotion de quel- que trois cent dix étudiants qui a découvert, il y a quelques jours, le campus verdoyant de Cergy-Pontoise et qui s'est retrouvée, le 14 octobre, à la traditionnelle nuit de l'ESSEC : la soirée avait lieu cette année à la Défense, dans le CNIT fraîchement rénové, où vient d'être installé, sur 2 500 mètres carrés, le service de formation continue de l'école. Tout va donc bien à l'ESSEC, et Alfred Callu, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Versailles, et président du directoire du groupe ESSEC, « envisage l'avenir de l'école avec la plus grande sérénité ».

Pourtant, derrière les sourires, la prestigieuse machine de Cergy bouillonne méchamment. En l'espace de trois ans, elle vient d'accueillir, puis, très rapidement, d'effriter et de déconstruire les deux directeurs généraux qui avaient été placés à sa tête. Au point que la question court désormais le monde des écoles de commerce : les enseignants et les étudiants de l'ESSEC sont-ils des « mangeurs de DG » ? C'est ce que semblent avoir conclu, chacun à sa manière, Jean-Claude Tournand, directeur général de septembre 1986 à mars 1988, puis Jean Castarède, qui lui a succédé en septem-



bre 1988 et vient de quitter ses fonctions « pour convenances personnelles ».

Les deux hommes offraient pourtant des profils sensiblement différents. Le premier, normalien et agrégé de philosophie, a fait l'essentiel de sa carrière chez Michelin. Rude école industrielle qui le conduisit, dès son arrivée à l'ESSEC, à bousculer sévèrement une institution un peu endormie sur ses lauriers. Rapidement, il impose sa poigne et ses idées, resserre les boulons, ferme le centre de recherche de l'école, qu'il estime au service trop exclusif de quelques professeurs, et projette, avec le directeur d'alors, Dominique Karmel, une ambitieuse réforme de la scolarité.

La vigueur de la reprise en main et la rigueur du personnel sont telles, raconte un enseignant, « qu'il se met tout le monde à dos en quelques mois ». Si le bilan est aujourd'hui plus nuancé et si beau-

coup s'attachent à souligner son intelligence et son intégrité, sur le moment la fronde des professeurs contre le directeur général est extrêmement vive. Question de « culture ». « On ne peut pas diriger une école comme une entreprise, surtout si l'on traite les profs comme des cadres et les élèves comme des OS », conclut un enseignant. Au bout de dix-huit mois, Jean-Claude Tournand quitte subitement ses fonctions pour rejoindre l'Industrie. Fin du premier épisode.

« On l'a refusé sans l'avoir vu »

Le second est d'une tout autre tonalité, même s'il se termine de façon identique. « On a refusé Castarède sans même l'avoir vu », reconnaît-on aujourd'hui à Cergy, du côté des enseignants. Il est vrai que Jean Castarède arrive dans une ambiance bien peu favorable. L'expérience de son prédécesseur a hérisse bon nombre de professeurs de l'école et les a convaincus de trouver en leur sein le futur directeur général : le bouillonnant Jean-Louis Aloka, spécialiste des systèmes d'information et de décision, se laisse volontiers convaincre par ses collègues de se porter candidat. Son « projet » est clair. « Le groupe ESSEC doit être géré selon un mode participatif. Il faut transférer les capacités d'initiative aux acteurs eux-mêmes. » Ce n'est pas l'autogestion, mais cela y ressemble.

Et ce n'est pas du goût de la chambre de commerce et d'industrie de Versailles, qui préside aux destinées de l'ESSEC depuis une dizaine d'années. Malgré la première tentative manquée, elle décide à nouveau de chercher un directeur général à l'extérieur du monde académique. Avec de bonnes raisons pour cela. Les chefs d'entreprise de la chambre de commerce n'ont pas forcément un préjugé très favorable à l'égard des capacités de gestionnaire des enseignants : ceux-ci ne sont-ils pas venus leur demander assistance, à la fin des années 70, après avoir conduit l'école au bord de la déroute financière ?

Par ailleurs, contrairement à beaucoup d'écoles similaires dont le budget est abondé, pour une large part, par une chambre de commerce, l'ESSEC a gardé de son histoire une structure financière qui lui impose une grande partie d'autofinancement : un tiers de son budget vient des droits de scolarité des étudiants (28 000 francs par an), un autre tiers des contributions des entreprises (taxe d'apprentissage, formation continue, chaires d'enseignement financées par des partenaires économiques) et un dernier tiers de subventions, dont 7 millions de francs par an, seulement, en provenance de la chambre de Versailles.

Bref, estime M. Alfred Callu, « si l'école n'est pas une entreprise, elle a de très sérieuses contraintes d'entreprise. C'est pourquoi nous avons cherché des hommes d'entreprise pour la diriger. Le corps professoral est plein de mérite, mais pourquoi réclame-t-il de gérer, alors que ceux qui gèrent n'aiment rien l'autonomie pédagogique des enseignants ? ». A chacun son métier, en somme. Un sentiment qui a certainement été conforté le 20 janvier 1989. Ce soir-là, Bernard Fivet accueille, sur le plateau d'Apostrophes, Guillaume Fabert, auteur d'un roman pornographique modestement intitulé *Autoprotégé en érection*. Or ce vigoureux auteur n'est autre qu'Olivier de Tissi, alors doyen des professeurs de l'ESSEC, et qui démissionnera de cette fonction quelques jours plus tard. L'affaire fait jaser...

Le chapeau du directeur général

C'est dans cette ambiance volatile que Jean Castarède prend ses fonctions. Ancien d'HEC et de l'École nationale d'administration (presque une provocation aux yeux de certains...), homme de cabinets ministériels plus que d'entreprise, même s'il présidait auparavant le groupement interprofessionnel des hypermarchés, il n'apparaît ébloui ni comme un universitaire, ni comme un manager. Double handicap qu'il va aggraver par ce que tout le monde, à Cergy, qualifie de « guérre à répétition ».

Ce sont, cette fois-ci, les élèves de l'école qui percent en guerre les premiers. Sans pitié. Et, là, le reconnaissent aujourd'hui avec quelque gêne, sans élégance. On raille le « chapeau » provincial du directeur général, on se moque de son magnifique livret bariolé, on s'indigne qu'il vienne à l'école en voiture de fonction avec chauffeur et fasse poser une plaque sur le parking de l'école : « Emploies réservés au directeur général ». Du coup on s'empresse de poser, à côté, une autre plaque : « Emploies réservés au chef du directeur général ». De la plaisanterie de potache, on passe rapidement aux mises en cause personnelles à coups de rumeurs et de tracts anonymes. « Il n'avait pas le profil. Son comportement ne pouvait pas, heurter la tradition de l'école. Les étudiants ne lui ont pas donné sa chance, mais ils ne le regrettent pas », note sobriement Eric Foucault, président du bureau des élèves.

Les élèves jouant les chevaliers, les enseignants peuvent discrètement entamer le travail de sape sur le terrain particulièrement favorable de revendications corporatives. L'argumentaire de Jean-Louis Aloka, actuel doyen des professeurs, est simple et efficace : « Si l'ESSEC veut être le numéro un européen des écoles de gestion, il faut remplir quatre conditions : avoir les meilleurs professeurs, les meilleurs étudiants, une pédagogie forte et originale et de nouvelles sources de financement. » A ses yeux, on est loin du compte. « Une telle stratégie implique des révisions importantes de la politique conduite ces dernières années », conclut une note sur les propositions de corps professoral adressée, le 30 juin, aux enseignants, mais également à MM. Callu et Castarède.

Augmentation de salaires

Le réquisitoire tient en cinq points : « un nombre de professeurs notoirement insuffisant » (38 professeurs équivalent temps plein contre 90 à HEC) ; « un niveau de rémunération des enseignants inférieur de 20 % à 30 % à celui de nos principaux concurrents », ce qui explique le départ de certains professeurs et les difficultés à en recruter de nouveaux ; une politique « totalement rétrograde » de soutien à la recherche ; une contribution de la CCI de Versailles « sans commune mesure » avec les subventions versées aux principaux concurrents (7 millions de francs pour l'ESSEC, contre 35 millions versés, par la chambre de Paris, à l'ESCP et 70 millions à HEC). Enfin, une « sous-représentation du corps professoral à tous les niveaux de pouvoir et des centres de décision ». Faute de réponses favorables sur l'ensemble de ces revendications, les professeurs font savoir au directeur général, le 5 juillet, qu'ils démissionneront de leurs responsabilités administratives (direction de département, participation aux

jurys de diplôme et de concours, accueil de la nouvelle promotion en septembre...). Bref, l'école est menacée de paralysie.

Le 22 juillet, au terme d'une journée de négociation, Jean Castarède, et avec lui les responsables de la chambre de commerce, est obligé de céder à l'ultimatum. Il accorde à l'ensemble des professeurs une augmentation de salaires de 10 % à compter du 1^{er} septembre et promet une augmentation ultérieure de 10 % à 20 % (1). Il s'engage à doubler, en cinq ans, la taille du corps professoral, pour atteindre, par paliers, environ 80 enseignants à plein temps. Il propose la mise en place d'incitations à la recherche sous forme de primes pour la parution d'articles ou de livres ; des chiffres – non confirmés aujourd'hui... – sont alors évoqués : de 10 000 à 20 000 francs pour un article international, 50 000 francs pour un livre.

Cette démonstration de force réconcilie professeurs et les cotentes conceptions (1,5 million de francs pour les seules augmentations de salaires) auxquelles il a été contraint sous-elles à l'origine du départ de Jean Castarède ? Probablement, même si l'intéressé préfère insister sur les aspects positifs de cette revalorisation du rôle et des salaires des enseignants. « L'ESSEC acceptait mal une greffe extérieure », lit-on Jean Castarède.

L'adhésion générale est nécessaire

En-dehors des problèmes de personne, c'est bien le problème auquel sont, peu ou prou, confrontés toutes les grandes écoles de gestion. Placées à la charnière du monde académique et du monde économique, soumises à des contraintes d'entreprise sans en avoir les objectifs, ces institutions culturelles seules, de 25 000 F à 52 000 F pour un « full » professeur. A quel ajustement, pour la plupart, des heures complémentaires (600 F pour une heure d'enseignement en maître) et des consultations extérieures (8 000 F pour une journée en formation continue dans une entreprise et un tarif coursant). Pour s'en tenir à l'essentiel...

« Compte tenu de la forte personnalité des enseignants et des élèves, la gestion d'un établissement de ce calibre est un exercice

subtil, qui réclame beaucoup de doigté et rend très délicats les parachutages », souligne Dominique Karmel, aujourd'hui directeur général de l'École internationale des affaires de Marseille, après avoir été directeur de l'ESSEC jusqu'en 1988. Jean-Louis de Schietbre, son successeur à la tête de l'école – qui ne représente que la moitié des activités du groupe ESSEC, même si elle en est le plus beau fleuron... – est sur la même longueur d'onde : « Il n'est pas absurde d'aller chercher quelqu'un à l'extérieur pour diriger le groupe. A condition que le directeur général comprenne bien la culture universitaire et académique. » Car, ajoute M. Alquier, du cabinet de consultants Eurosearch, qui a été classé du recrutement des deux précédents directeurs généraux, « dans une société de personnes comme une grande école, l'adhésion générale est nécessaire pour que la direction se fasse dans de bonnes conditions ».

Cette « adhésion générale », tout le monde la souhaite désormais à Cergy. Des enseignants aux étudiants, en passant par les responsables de la chambre de commerce. A l'heure de l'Europe, au moment où HEC, son principal concurrent, se restructure et développe son réseau de partenaires européens (le Monde du 15 septembre), face à une compétition de plus en plus vive entre écoles, l'ESSEC est condamnée à sortir de la crise actuelle si elle ne veut pas que sa réputation en souffre durablement. Il est clair, pour chacun, qu'elle ne peut se permettre une troisième erreur...

GÉRARD COURTOIS

(1) Après cette revalorisation, les salaires des enseignants à temps plein sont de 18 000 F à 20 000 F par mois pour un professeur assistant, de 19 000 F à 23 000 F pour un professeur adjoint, de 22 000 F à 25 000 F pour un professeur associé, de 26 000 F à 32 000 F pour un « full » professeur. A quel ajustement, pour la plupart, des heures complémentaires (600 F pour une heure d'enseignement en maître) et des consultations extérieures (8 000 F pour une journée en formation continue dans une entreprise et un tarif coursant). Pour s'en tenir à l'essentiel...

Le refus des enfants d'immigrés à l'école

Le maire de Montfermeil est menacé de poursuites

M. Lionel Jospin a annoncé, mardi 17 octobre, au cours du conseil municipal de Montfermeil, son refus de signer une délibération de la commune de Montfermeil qui, sous couvert de l'Action catholique des milieux indépendants, « Il est bien vrai qu'une meilleure répartition dans d'autres communes et bien d'autres mesures seraient souhaitables, souligne le communiqué, mais les méthodes employées par M. le maire (...) sont une atteinte aux droits de l'enfant qu'elle que soit sa nationalité. Cette nouvelle forme de discrimination est intolérable ».

D'autre part, le quotidien marocain pro-communiste *Al Bayane* a consacré le 17 octobre un éditorial virulent à cette affaire. « Si le maire, les députés et ceux qui les soutiennent n'avaient pas la vue obscurcie par des cellulaires aussi épaisses que leur crétinisme congénital, affirme l'éditorialiste, ils sauraient que dans le monde entier, les colonies étrangères ont tendance à se concentrer dans un périmètre précis, dans des quartiers déterminés. »

SCIENCES

Nouveau report du lancement de la navette

Le décollage de la navette spatiale américaine Atlantis, prévu mardi 17 octobre, a été à nouveau retardé d'une semaine, quatre heures à cause du mauvais temps. Une nouvelle tentative devait avoir lieu samedi 12 à 13 h 30 locales (17 h 30 heures françaises). Les météorologistes restaient pessimistes. Mais, affirmait la NASA, les prévisions seraient encore plus mauvaises pour jeudi. La difficulté était aggravée par le fait que les conditions météo doivent être favorables tant sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride) que sur la base d'Edward (Californie), utilisée pour un éventuel atterrissage d'urgence.

L'essentiel de la mission de la navette Atlantis consiste dans le lancement de la sonde interplané-

taire Galileo vers Jupiter. Le tir, prévu à l'origine jeudi 12 octobre, avait déjà été retardé de cinq jours en raison de la défaillance d'un « contrôleur » de l'un des trois moteurs principaux de la navette, un ordinateur qui en contrôle les principales fonctions. Ce nouveau report risque de compromettre le survol de deux astéroïdes – Gaspra et Ida – par Galileo. Les techniciens ne peuvent plus, désormais, « garantir à 100 % » ce rendez-vous supplémentaire prévu au cours du périple de six ans de Galileo vers Jupiter. La mission elle-même reste possible jusqu'au 21 novembre. Après, il faudra attendre dix-neuf mois que la Terre, Jupiter et Vénus (que Galileo doit contourner) soient à nouveau dans une position favorable.

CAMPUS

Brassée de diplômes nouveaux

Le nombre des étudiants n'est pas le seul à augmenter à cette rentrée universitaire : celui des diplômes aussi, en dépit de la limitation imposée aux établissements universitaires. Ceux-ci ne pouvaient déposer, pour cette année, que trois demandes de création. Dans le deuxième cycle, il y a 106 diplômes nouveaux : 37 en droit, économie et gestion ; 28 en lettres et sciences humaines ; 41 en sciences. En troisième cycle, 46 nouveaux DESS ont été créés : 18 en droit, économie et gestion ; autant en sciences ; 9 en lettres et sciences humaines.

Pour les diplômes d'études approfondies (DEA), les groupes d'experts constitués par le ministère ont eu à examiner quelque 1 255 demandes d'habilitation. 193 dossiers représentaient des créations ex nihilo (33 % ont été retenues), alors que 1 062 étaient des renouvellements (87 % ont été acceptés). Pour la prochaine campagne d'habilitation prévue en 1991, le ministère préconise un regroupement des DEA et l'ouverture de certaines formations, afin d'éviter à ce diplôme d'être trop spécialisé.

Pour le premier cycle, 10 mentions ou sections de DEUG ainsi que 9 spécialités de DEUST sont créées, 5 mentions de DEUG sont renouvelées et 8 spécialités de DEUST ont été reconnues. Toutefois, 11 spécialités de DEUST n'ont pas été renouvelées, faute d'effectifs ou de débouchés, ce qui porte leur nombre à 77. Les nouvelles sections ou mentions de DEUG déclinées sont les suivantes : sciences à Valence (Grenoble-I), à Roanne (Saint-Etienne et Lyon-I), et Marne-la-Vallée (Paris-VII) ; droit à La Rochelle (Poitiers) ; sciences humaines à Arras (Lille-III) et lettres et arts à Marne-la-Vallée (Paris-VII).

J.-J. B.

Forum emploi

Un « Forum emploi », réservé aux qualifications du niveau bac à bac + 3, est organisé par le cabinet Astoria Conseil, le 20 octobre au COCOM de Savigny-sur-Orge, dans l'Escaune. L'accès sera mis sur les métiers les plus demandés : commerciaux, informaticiens, techniciens.

* Informations et inscriptions : Tél. : 69-91-13-05.

Gestion du personnel

Le groupe ESC Lyon lance, avec le cabinet anglo-saxon Price Waterhouse et The Cranfield School of Management, une recherche tendant à établir un observatoire annuel des tendances en matière de gestion du personnel auprès de cinq mille entreprises européennes. Les premiers résultats seront disponibles au printemps 1990.

* Renseignements : Fabienne Marquet, Tél. : 72-20-25-25. Groupe ESC 25, avenue Guy-de-Collège, BP 174, 69132 Ecully Cedex.

كلمة من الوجد

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Au congrès d'Athènes

L'Union soviétique est réadmise au sein de l'Association mondiale de psychiatrie

C'est par la voix de leur délégué le plus habile, le docteur Peter Morozov, que les Soviétiques ont admis officiellement, le 17 octobre à Athènes, que par le passé la psychiatrie avait été détournée, dans leur pays, à des fins de répression politique. L'Union soviétique s'est donc soumise au préalable de l'Association mondiale de psychiatrie, chargée de statuer sur sa réintégration, demandant que le cas des victimes des abus soit examiné sur place avec la collaboration de l'association.

D'autre part, les Soviétiques ont annoncé la préparation d'une nouvelle loi sur les malades mentaux, après la suppression, il y a quelques mois, du registre officiel concernant ces derniers.

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

C'est pour le moins une certaine méfiance à l'égard des responsables de la psychiatrie soviétique qui aura caractérisé les débats de l'Association mondiale. Alors que de nombreux délégués exigeaient des responsables soviétiques la présentation d'un document écrit, c'est la motion de M. Lich Malk, nouvelle vice-présidente de l'association, originaire de Hongkong, qui devait l'emporter à une très large majorité. Aux termes de cette motion, l'Association mondiale de psychiatrie accepte donc la réintégration des Soviétiques en tant que membres à part entière à deux conditions : une visite en URSS sera organisée par l'association au cours de l'année à venir afin de constater d'éventuels abus. Si c'était le cas, l'Union soviétique sera immédiatement exclue.

Ce compromis a le mérite de satisfaire les instances dominantes au sein de l'Association mondiale, et notamment le président et le vice-président sortants, les professeurs Stéfanis (Grèce) et Schlingner (Danemark), qui désiraient faire réadmettre l'Union soviétique sans condition.

En revanche, la Grande-Bretagne et l'Australie, qui avaient

adopté les positions les plus dures, n'ont pas obtenu satisfaction.

Au cours des débats, le départ des responsables actuels de la psychiatrie soviétique n'a pas été envisagé. Si certains estiment que plusieurs dirigeants pourraient bientôt être évincés, d'autres prévoient que les responsables les plus impliqués dans les abus passés, tenus à l'écart à Athènes, pourraient bien réapparaître dans les jours prochains.

Si l'admission au sein de l'Association mondiale de l'Association indépendante des psychiatres soviétiques, représentée par le docteur Glouzman, constitue une garantie pour les anciens dissidents, la question de l'utilisation de la psychiatrie dans les autres pays socialistes n'a pas non plus été évoquée. Ainsi la situation de la Roumanie n'a pas été discutée, tandis que la Bulgarie, sur laquelle pèsent quelques soupçons, a été réintégrée sans aucune difficulté au cours de cette même assemblée générale. Certains spécialistes font valoir que la réintégration de l'URSS pourrait être moins conditionnelle qu'il y paraît. En cas d'abus prouvés en Union soviétique, l'exclusion pourrait, en effet, s'avérer difficile puisqu'il faudrait alors qu'elle soit votée par les deux tiers au moins des membres de l'Association mondiale.

BÉATRICE BANTMAN

JUSTICE

Opération « ville morte » et manifestation

Saverne veut garder sa prison

STRASBOURG

de notre correspondant

« Non, la prison n'est pas vétuste ». Quelques cinq cents personnes ont manifesté mardi après-midi 17 octobre dans les rues de Saverne (Bas-Rhin) pour s'opposer à la décision de fermeture, dans les prochains mois de 1990, de la maison d'arrêt. La « coordination des Savernois », qui réunit des surveillants de prison, des fonctionnaires, des commerçants, des avocats et des particuliers autour de plusieurs élus, a même provoqué une « journée ville morte » et de nombreux commerçants ont baissé les rideaux de fer de leurs magasins.

La date avait été choisie : celle de la visite de M. Salva, haut fonctionnaire de l'administration pénitentiaire qui a confirmé la décision prise. Saverne doit fermer puisque s'est ouverte à Strasbourg-Elsau une maison d'arrêt nouvelle de plus de cinq cents places. Déjà, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, l'écrivait au maire Adrien Zeller (UDF-CDS) le 2 octobre : « La situation de la maison d'arrêt de Saverne a été examinée au même titre que tous les petits établissements de caractère non conforme aux exigences actuelles du régime pénitentiaire, et que l'inspection générale des finances recommande de fermer en raison de leur coût élevé en personnel et en fonctionnement ».

« A taille humaine »

En son nom, M. Salva a annoncé aux Savernois que des « mesures d'accompagnement » seraient prises, par exemple pour les quelques trente surveillants qui vont changer de lieu de travail. Mais il n'a pas convaincu les représentants syndicaux, qui contestent cette « déportation » vers d'autres établissements pénitentiaires.

La maison d'arrêt de Saverne héberge actuellement

120 détenus. Elle est « à taille humaine », assurent les élus de Saverne et n'est jamais entrée dans les mouvements de révolte bien qu'y aient été transférés, à plusieurs reprises, des détenus dangereux. M. Emile Blessig, adjoint au maire et conseiller général (UDF), s'insurge contre les critiques de la chancellerie : « En trois ans, il a été investi 3 millions de francs dans la prison pour refaire l'électricité, les chaudières ; le standard téléphonique, les craps... ». Une rénovation plus importante coûterait bien moins cher à la collectivité que la fermeture.

Car Saverne fait ses comptes : le départ des surveillants et de leurs familles ne sera pas la seule conséquence de cette décision. Une dizaine d'entreprises locales ne pourront plus fournir de travail aux détenus. Et surtout la commune ressent comme un réel danger la disparition d'un établissement administratif : « Cela va à l'encontre des efforts faits par la commune depuis dix ans, résume le maire. Nous avons modernisé l'hôpital, construit un lycée technologique, fait un gros effort culturel. La fermeture de la maison d'arrêt portera atteinte à la vocation judiciaire et administrative de Saverne ».

Avec ses 11 000 habitants à quarante kilomètres de l'agglomération de Strasbourg, la « cité des roses » se sent incomprise : « Après la prison, est-ce qu'on va fermer le tribunal ? », demande M. Emile Blessig. Partageant cette crainte, le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Saverne, par la voix de son bâtonnier, s'est adressé au garde des sceaux pour déplorer « les dépenses et les pertes de temps importantes » que provoquerait la fermeture de la maison d'arrêt, et peut-être indirectement celle du tribunal correctionnel.

JACQUES FORTIER

FAITS DIVERS

Menace d'expulsion à Neuilly-Plaisance

« Squatter ça n'est pas normal. Mais... »

Mère de deux enfants, Malika squatte depuis trois mois un appartement inoccupé à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis). Elle risque aujourd'hui l'expulsion.

un logement vide, repéré par sa mère.

Elle y vit depuis, grâce aux allocations familiales : 4 500 francs par mois. L'office HLM veut à présent récupérer l'appartement. En Seine-Saint-Denis, contrairement à Paris où le « tréve » d'hiver a été décrétée dès le 16 octobre, les expulsions sont légalement possibles jusqu'au 1^{er} décembre. Celle de Malika pourrait donc être mise à exécution.

Trois ascenseurs délabrés. D'immenses couloirs sombres. Des portes et des portes, sur quinze étages, toutes semblables. L'univers sale et lugubre des HLM de banlieue. Malika a vingt-deux ans. Elle habite l'appartement 195, dans une tour à Neuilly-Plaisance. Maigre et pâle, enveloppée dans un peignoir trop large pour elle, cette toute jeune femme attend. Dans une dizaine de jours, un mois au plus, elles - Malika et ses deux petites filles de deux ans et huit mois - doivent être expulsées.

L'Office départemental des HLM (ODHLM), propriétaire des lieux, a assigné Malika en référé pour occupation illégale, « sans droits ni titres ». Cette demande d'expulsion est juridiquement recevable : les trois occupants sont, en effet, des squatters. Elles sont arrivées à un jour de juillet. Malika venait de rompre avec son compagnon martiniquais, père des petites filles. La famille habitait à l'époque un F2, dans une cité de Stains, au nord de Paris. L'appartement était au nom du père, seul salarié. Après la rupture, Malika s'est donc retrouvée à la rue. Hébergée d'abord chez une sœur (ils vivent alors à douze dans cinq pièces), elle attend enfin dans

Cet été déjà, plusieurs personnes ont été délogées, avec intervention des forces de police. Les gardiens de l'immeuble ont l'habitude. « Les squatters ? Ça devient normal ici. Maintenant, nous faisons la tournée des appartements tous les jours. » Sur cent quatre-vingt logements, une dizaine environ sont constamment inoccupés, les périodes de transition entre locataires allant de deux à cinq mois. Les squatters en profitent alors pour s'installer.

Malika, elle, est prête à payer un loyer (soit 1 500 F dans le logement qu'elle occupe). Elle a fait, début septembre, une demande en règle auprès de l'ODHLM. Réponse négative. Pour l'Office, la jeune femme, qui avait été rélogée une première fois à Stains, est avant tout une récidiviste. Sa mère préfère préférer parler de « cas social ». « Squatter, ça n'est pas normal, bien sûr. Mais la normalité, il faut pouvoir se l'offrir. »

JUDITH RUEFF

Le 1^{er} ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

GUIDE EXCEL
PARUTION: DECEMBRE 89

EXCEL

Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

CES ENTREPRISES A VOCATION EUROPEENNE SE SONT DEJA ASSOCIEES A EXCEL.

THOMSON

CEGELEC

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

Le Monde de la Révolution française

au sommaire du n°10

L'ALMANACH DE 1789 :

• Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. • Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? • Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Tandis que les justices d'Ancien Régime s'effondrent dans le discrédit général, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris ; elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



سكس ايس ايل

CULTURE

La vente Dorrance : les musées frustrés

La vente de la collection de John T. Dorrance révèle les changements du marché consécutifs à une réforme fiscale aux États-Unis

Si le nom de Dorrance est inconnu du grand public, celui de Campbell est une véritable institution aux États-Unis. Depuis leur plus tendre enfance, le yuppie de Wall Street et le fermier de l'Iowa ont été servis de Campbell soup. Quant à Andy Warhol, il en aura fait un des symboles de la société de consommation des années 60. Un mythe qui est à l'origine de la fortune de la famille Dorrance, qu'elle a su judicieusement investir dans des tableaux impressionnistes et modernes, des faïences européennes et des porcelaines chinoises, du mobilier anglais et français du dix-huitième siècle. L'ensemble est aujourd'hui estimé entre 105 et 140 millions de dollars (660 millions de francs et 880 millions).

À la fin du mois d'avril de cette année, John T. Dorrance Jr. mourait. A peine un mois plus tard, Sotheby's annonçait, à grand renfort de publicité, qu'elle allait vendre l'ensemble de sa collection. Ce serait, disait la firme, la plus importante vente publique organisée jamais faite. Officiellement, les héritiers ne s'intéressent pas à l'art. Officiellement, la nouvelle imposition sur les œuvres d'art — 60 % de leur évaluation — semble avoir en raison de leurs dernières réticences.

Ces trésors sont à l'image du charme discret de la bourgeoisie « aristocratique » de Philadelphie. Sans surprise, le goût est classique, voire conservateur, dans le choix des tableaux, avec un fort penchant pour les couleurs éclatantes : des *Zinques* de Fantin-Latour (2 millions de dollars), aux *Fleurs dans un vase* de Cézanne, estimées au même prix ; des paysages : d'un *Pissarro*, *Peupliers, après-midi à Eragny* (2 millions de dollars), à ceux de Sisley, *Moulin-sur-Loue* (4 millions de dollars) en passant par ceux de Monet (*Les Meules, effet de neige, la matin*, sont estimées à 8 millions de dollars).

Un puissant Picasso de 1901 *Au Moulin-Rouge*, inspiré des toiles de Toulouse-Lautrec, se conjugue sur des tons de bleu dur, d'orange vif et de vert pomme, étalés en larges touches (9 millions de dollars). Cette toile est à rapprocher de l'autoportrait *Yo Picasso* estimé à la même somme et vendu en mai dernier à New-York à un prix record pour l'artiste (48 millions de dollars). *La Femme en peignoir bleu et la torse nu* (4,5 millions de dollars) de Degas n'a rien à envier aux danseuses de French Cancan de Picasso.

Comme c'est souvent le cas depuis la vente des *Tourneforts*, Van Gogh aura, une fois de plus, la vedette. *L'homme est en mer* est

l'estimation la plus élevée de la vente : 12 millions de dollars. Enfin, la vente se terminera sur une note toute parisienne avec le *Square Vintadille* : deux tableaux de Vuillard achevés dans les années 1917-1918 et destinés à la décoration intérieure.

Ce seront quarante-quatre toiles — les plus belles — sur un total de deux cent cinquante qui seront vendues le 18 octobre. Le Musée d'art de Philadelphie, dont John Dorrance avait été le président, comptait bien recueillir au passage quelques-uns de ces trésors. Mais la réforme fiscale de 1986, en réduisant considérablement les déductions d'impôts en cas de donation, a mis fin à ces espoirs. L'année dernière, John Dorrance faisait don au musée de 5 millions de dollars, mais modifiait son testament : il ne lui léguait plus que deux figures de Meissen. Depuis l'application de la réforme fiscale, les musées américains ont enregistré une chute des dons estimée à 161 millions de dollars. Sans doute la plus comptable sur les donations éventuelles, et n'ont plus les moyens de suivre l'inflation du marché de l'art. Les éventuels mécènes sont, quant à eux, de plus en plus sélects par les bénéfices rapides qu'ils peuvent dégager dans les ventes aux enchères.

Sotheby's remporte la vente

La famille Dorrance n'a pas hésité à emprunter cette voie. Autre surprise : Christie's était chargée de réévaluer régulièrement la valeur des objets de la collection pour les assurances. On s'attendait donc qu'elle organise la vente. C'est Sotheby's qui l'a finalement emporté sur sa rivale. Sans doute grâce à un argument de choc : elle aurait proposé à la famille du collectionneur de lui garantir une somme de 105 millions de dollars. Sotheby's s'engageait à verser la différence, au cas où les enchères n'atteindraient pas ce prix.

Cette pratique inflationniste se répand et n'est pas toujours bien accueillie par les professionnels. Elle éclaire également le rôle de la firme anglo-saxonne. Sotheby's ne se contente plus d'agir en tant qu'intermédiaire. Son rôle financier auprès des acheteurs est aujourd'hui ouvertement contesté. L'affaire des *Iris* de Van Gogh a mis le feu aux poudres. Sotheby's a, en effet, admis avoir accordé un crédit de 15 millions de livres, à Alan Bond, l'acquéreur du tableau, avant la vente. Soit la moitié du prix payé par le magnat australien.

ALICE SEDAR

► Vente : le 18 octobre à New-York à 19 heures chez Sotheby's.

La situation

au Théâtre du Huitième à Lyon

Une lettre

de Jérôme Savary

En réponse à l'article de Bernard Bost publié dans le *Monde* du 17 octobre, intitulé « Grave crise au Théâtre du Huitième à Lyon », nous avons reçu de Jérôme Savary, ancien directeur de ce théâtre, aujourd'hui à la tête de Chaillot, la réponse suivante :

Un conflit grave opposant le personnel du Théâtre du Huitième, que j'ai dirigé pendant trois ans, à l'actuel directeur Alain Franpon, je ne suis fixé comme ligne de conduite, la non-ingérence dans une affaire qui ne me concerne pas juridiquement, mais qui met en cause l'emploi et l'avenir de travailleurs du spectacle, installés à Lyon depuis de nombreuses années.

Je tiens à préciser à ce propos que ces salariés ne constituent en rien « l'équipe Savary », mais un personnel qui était en place au Théâtre du Huitième au jour de mon arrivée, et dont certains travaillent sur cette scène lyonnaise depuis la date de sa création, il y a vingt ans, par Marcel Maréchal.

Dans l'attente que la loi statue sur leur sort, j'ai décidé de ne répondre à aucun article concernant le Théâtre du Huitième à Lyon. Je le ferai, au moment opportun et de façon précise, pour défendre ce beau théâtre et l'action qu'Emile Heclic et moi y avons menée avec enthousiasme et conviction.

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
THEATRE OUVERT
LE BOURRICHON
de Joël Jouanneau

COMMUNICATION

René Bonnell, éminence grise du cinéma

M. René Bonnell, responsable du cinéma à Canal Plus, vient de publier deux ouvrages : un recueil de nouvelles et une somme sur l'économie de l'audiovisuel, dont il est un praticien reconnu.

Puissant, il l'est assurément. Derrière son bureau de responsable du cinéma à Canal Plus, René Bonnell voit défiler tous les réalisateurs et producteurs de la place. Un achat du film par la chaîne payante est, aujourd'hui, la première étape obligée dans le financement de sa production.

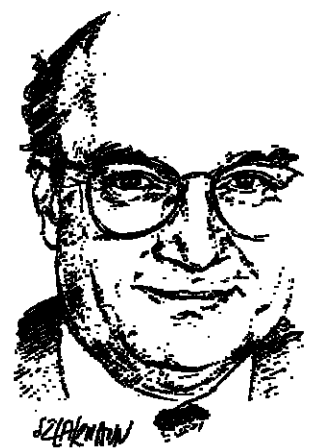
Le regard froid derrière ses petites lunettes, le sourire toujours ironique, René Bonnell connaît son pouvoir et en jouit : « Le cinéma est l'un des rares secteurs de la vie économique où l'on peut agir vite et bien. L'instrumentation suit de près la décision et l'on peut vérifier presque immédiatement le bien-fondé de ses thèses. »

Cette position fait de René Bonnell un homme craint et envié. La profession le dépeint volontiers comme un décideur glacé, assis sur son tas de millions, un négociateur redoutable, une éminence grise au cœur des nombreuses intrigues de l'audiovisuel. On finirait par oublier l'autre Bonnell, l'universitaire passionné, le chercheur scrupuleux, l'auteur du *Génie médiatique*, une thèse de mille deux cents pages qui, au début des années 80, a profondément influencé le politique de Jack Lang.

C'est pourtant le théoricien qui revient sous les feux de la rampe en publiant chez Gallimard, le *Vingt-Cinquième Image*. Cette première somme sur l'économie de l'audiovisuel analyse par le menu les différents mécanismes du marché français et dénonce au passage le protectionnisme de sa réglementation, le « social-corporatisme » de sa gestion.

Surprise : comme une note en bas de page à cet imposant

pavé, le même éditeur publie du même auteur — mais cette fois dans la célèbre collection blanche — un recueil de nouvelles. Une dizaine de récits largement autobiographiques d'une ironie cinglante et passablement désemparée, conduits, sans fausse pudeur, à la première personne. Leur titre, *Le Petit Kant*, est déjà un aveu : Bonnell, l'écrivain, se défie de son double, le penseur. L'âme écorchée pointée sous le monument de célébrité. Syndrome typique du Capricorne, ascendant Capricorne, de surcroît.



René Bonnell est né à Bône, Algérie, en janvier 1945. « Un 18 janvier comme Gary Grant et Gaston Gallimard », précise-t-il fièrement. Rien ne le prédisait à fréquenter les stars du grand écran. Ni ses études de sciences économiques à Aix-en-Provence et à Paris, ni son flirt intellectuel poussé avec Marx et Lacan, ses premières armes dans l'éducation permanente ou ses groupes de réflexion avec psychiatres et travailleurs sociaux à Montrouge. Sa rencontre avec le cinéma tient du conte de fées.

En 1967, animateur du club de Sciences-Po, René Bonnell gagne un concours et se retrouve juré au Festival de

Cannes. Le jeune pied-noir lous un smoking, débarque, tel Restif, sur la Croisette, descendant à l'hôtel Gonnet où il dilapide en pourboires les 500 francs boursement empruntés à sa sœur, et vit des jours de rêve. Promotion oblige, on lui amène, sur un plateau et sous l'œil complaisant des photographes, Antonioni, Minelli et Shirley Mac Laïne.

Quinze jours après, c'est le retour brutal à l'anonymat et au restaurant universitaire. Mais René Bonnell, ébloui, jure qu'il retrouvera le cinéma. Il y parvient dix ans plus tard, sans quitter son domaine de prédilection, l'économie : « Le cinéma n'a jamais intéressé les théoriciens. Sans doute parce que son économie dérange à toutes les échelles de la valeur. J'ai décidé d'en faire le sujet de ma thèse de doctorat. » Le travail est primé, puis édité.

Daniel Toacan du Plantier repère rapidement l'universitaire et l'engage chez Gaumont. Directeur de la distribution pendant cinq ans, René Bonnell participe à la période flamboyante de la vieille compagnie, celle où elle produit Losey, Antonioni, Fialat.

«Transport onirique»

En 1983, pourtant, il n'hésite pas à quitter le premier groupe cinématographique français pour rejoindre l'équipe qui, au milieu du scepticisme général, prépare avec André Rousselet la création de Canal Plus : « On m'a traité de fou, m'assurant que le projet allait se planter. Moi, j'y ai toujours cru. En bon Capricorne, j'ai le sens du temps, de l'anticipation. » Pari gagné : aujourd'hui, de l'avis unanime, le responsable des films sur Canal Plus pèse plus dans le cinéma que le patron de Gaumont.

« C'est une place privilégiée, sans équivalent mais je n'en ai pas hérité, rétorque René Bonnell, susceptible à l'extrême dès que l'on met en cause son pou-

voir. J'accomplis ma tâche avec discrétion et efficacité. Tous les scénarios sont lus, les réponses données rapidement et la parole toujours tenue, quel que soit le sort du film en salle. Au fond, je ne fais que répéter la contribution obligatoire de Canal Plus au cinéma français. C'est presque une mission d'intérêt général. »

Même effacement volontaire lorsqu'il évoque son rôle de programmeur. Lui qui aime Truffaut, Hitchcock, Spielberg et Woody Allen mêle sur l'antenne de la chaîne payante Rohmer, Belmondo, le porno du samedi soir et les films de karaté. Pour satisfaire tous les abonnés, René Bonnell ne sort de sa réserve que lorsqu'on l'interroge sur la crise de la création : « On oublie en France que le cinéma doit raconter des histoires, utiliser des idées simples et fortes. La force du film américain est de plonger les spectateurs en moins de trois minutes dans un transport onirique. La faiblesse du film français est de ne pas résister à trois lignes de résumé par Pariscope. »

Mais René Bonnell ne passera pas de l'autre côté de la barrière. La réalisation ne le tente pas, la course aux honneurs et aux médias l'ennuie, les stars n'éveillent plus en lui qu'un intérêt d'ethnologue. Le pouvoir politique, « prisonnier des corporatismes et des courtisanes », ne le séduit guère. S'il quitte un jour Canal Plus, ce sera pour retrouver l'enseignement, qui lui manque, écrire peut-être des scénarios et d'autres romans, rester en tout cas avec les mots. On ne prendra pas ce puissant des médias au piège des sunlight. Il reste fidèle aux coutisses, cultivé, comme une hygiène quotidienne, son ironie.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

► *Le Vingt-Cinquième Image. Une économie de l'audiovisuel.* Gallimard-FEMIS, 680 pages, 198 F.
► *Le Petit Kant.* Gallimard, 196 pages, 85 F.

Créateur d'« Océaniques »

M. Yves Jaigu quitte la direction des programmes de FR3

M. Yves Jaigu, directeur des programmes de FR3 depuis septembre 1987, a annoncé, mardi 17 octobre, sa décision de « cesser d'assurer des fonctions désormais vides de tout sens ».

Agé de soixante-cinq ans, le créateur de l'émission « Océaniques » a tiré ainsi les conséquences de la nomination, par M. Philippe Guillaume, président commun aux deux chaînes publiques, de M. Jean-Marie Cavada au poste de directeur d'Antenne 2. Nomination qui, selon M. Jaigu, organisait « sans le dire » son « éviction de FR3 ». Sa décision est intervenue le jour même où un hommage à l'émission « Océaniques » était rendu au Centre Georges Pompidou et où le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) adressait, dans son rapport annuel, un satisfecit à FR3 pour l'ensemble de sa programmation.

« N'interprétez pas mon départ, comme le résultat d'une banale querelle de personnes, assure M. Jaigu. Il tient à des divergences beaucoup plus profondes, portant sur l'organisation même de la chaîne. Le programme doit, à mon avis, demeurer maître de l'antenne pour qu'apparaissent à l'écran la créativité, la sensibilité, la fantaisie même, qui font la richesse d'« Océaniques ». On en a qualifié, parfois, la programmation de fourre-tout. C'était ne rien com-

prendre à une programmation... sauvage ! A un état d'aprilie. » Un état d'esprit que M. Jaigu a estimé incompatible avec la nouvelle organisation de la chaîne, plaçant le directeur des programmes sous la dépendance directe du directeur d'antenne et faisant du premier « l'exécutant d'une grille pré-définie », même si, « dans un certain nombre de cas, les échanges entre hommes peuvent se faire ». Les conditions de son indépendance n'étant plus réunies, M. Jaigu, qui fut aussi, de 1975 à 1984, un directeur exigeant, ambitieux et parfois ombrageux — de France-Culture, a préféré partir pour « éviter tout quiproquo ».

Ce départ, M. Jean-Marie Cavada affirme le regretter, le maintien de M. Jaigu étant parfaitement compatible, selon lui, avec la « télévision grand public, haut de gamme et culturelle » qu'il souhaite mettre en place. Une télévision à la programmation plus cohérente que l'actuelle — écartelée entre « la Classe » et les émissions les plus exigeantes, — mais où « Océaniques » continuera à avoir sa place. M. Jaigu, comme M. Christian Bernadine, directeur de l'information, lui aussi démissionnaire, seront remplacés dans quelques mois.

Mais, avec le départ de M. Yves Jaigu, c'est une conception exigeante, une « certaine idée » du service public qui s'en va.

P.-A. G

La préparation du débat budgétaire

L'Assemblée et le gouvernement veulent renforcer les ressources de Radio-France

Un « bonus » pour Radio-France ? La commission des finances de l'Assemblée nationale qui examinait pour avis, lundi 16 octobre, le projet de budget de l'audiovisuel public pour 1990, a modifié la répartition de la redevance et décidé de doter Radio-France de 15 millions de francs de crédits supplémentaires. Sur proposition de son rapporteur, M. Robert-Audry Vireux (RPR, Val-de-Marne), la Commission, en effet, a déploré « la très grande faiblesse » des moyens de cette société (son budget ne devait initialement augmenter que de 3,38 %), et souhaité notamment des ressources accrues pour Radio Bleue, le programme de service public destiné aux personnes âgées.

« Nous ne sommes pas opposés à un geste en faveur de Radio-France, entreprise bien gérée, dit-on au ministère de la communication. Mais nous ne le financerons certainement pas en amputant les budgets d'Antenne 2, FR3, RFO, comme M. Vireux nous le recommandait. » Le gouvernement travaille actuellement sur une autre hypothèse : une réévaluation (de plus de 10 millions de francs) des recettes de redevance espérées pour l'an prochain, cette taxe parafiscale rentrant actuellement partiellement bien dans les caisses de l'Etat.

« Une rénovation profonde »

Enfin, la commission a adopté à l'unanimité, trois « observations », souhaitant notamment un plan d'urgence pour la SIP (la Société française de production, dont le déficit devrait atteindre 200 millions à la fin de l'année), une augmentation des moyens d'Antenne 2 ainsi que le versement, dès le début d'année, des dotations publiques de Radio-France et Radio-France internationale. RFI a dû attendre très longtemps les 30 millions de francs que le Quai d'Orsay devait lui verser cette année.

La semaine dernière, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, avait également adopté les observations présentées par son rapporteur, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines). La commission souhaitait tout particulièrement une « rénovation profonde » des mécanismes d'aide à la presse, la rédaction d'un code de déontologie du parrainage et l'inclurement comptable des activités de production de FR3. Enfin, elle avait demandé que l'effort budgétaire de l'Etat en faveur de l'audiovisuel public soit « composé de ressources stables ».

P.-A. G.

PARIS EN VISITES

JEUDI 19 OCTOBRE

« Le Murais, voie royale, place des Voies, hôtels et jardins », 10 h 15, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdieu).

« La Belle Époque vue par Bérard », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Marianne Carvenet).

« Cachots rénovés de la Conciergerie », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Paris Poullet).

« Jardins et hôtels autour de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (Paris Poullet).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

« L'hôtel de Lauzun en l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Paris Livra d'histoire).

« Interprétation archéologique des vitraux de Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, 4, rue des Carmes (L. Haudry).

« René Jeugnot, photographes et illustrateurs », 15 heures, entrée de l'exposition, 24, rue Pavée (L. Art pour tous).

« Les formes : expression de la vibration universelle », par F. Coutant (Association Tapovani).

perception par le public de la sculpture urbaine à Florence », par J. Sheenman (Marianne et mariejean).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Genève, un enjeu culturel au cœur de l'Europe », par C. Bourlet (Maison de l'Europe).

16, rue de Valenciennes, 20 h 30 : « A propos de l'émigration RDA-RFA », avec J.-F. Bouthors (Centre Varanval).

20, rue des Tanneurs, 20 h 30 : « Faut-il réhabiliter l'abbé Grégoire ? », par M. Guy Harbut, évêque d'Evry-Crétet. Libre participation aux frais (Courant Saint-Jacques).

CONFÉRENCES

18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et 18 heures : « Architecture des pays du Nord : grands travaux et fouilles », par P. Leman (Maison du Nord-Pas-de-Calais).

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « La Parole de B. Cellini et la

ACH DE 1789 :

volution d'octobre... et sur les émigrés... du roi et de l'Assemblée... les femmes... révolution avec... sont-elles... également... fond de... pour, Joseph...

VAL DES DE L'HOMME :

les justices... rent dans... ance nouvelle... la guillotine... tion, ou... le justiciable... cation... reconnu... dans...

ETTE ENTENAIRE :

notion sex... ries de la... à Paris... premiers... les CLE... images... droits de... Bk entente... sex... dans...

OBRE 1989 - Mensuel

E JOURNAUX

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Sophie, née le 10 octobre 1989, chez Anne, née Delhomme et Pierre MASSARDIER, 62, rue Michel-Giroux, 78670 Villennes-sur-Seine.

Mariages

— Frédérique FOURNIER et Peter BURMAN sont heureux de faire part de leur mariage célébré le 14 septembre 1989 à l'ambassade des Pays-Bas, à Pékin (République populaire de Chine).

14, Linsmeads Road, Pékin, R.P.C.
77, rue du Bel-Air, 91480 Varennes-Jarcy.

— M. et M^{me} Jean D'AT DE SAINT FOULE, M. et M^{me} Marc ASTIER,

ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Luc et Catherine.

La bénédiction nuptiale leur a été donnée le 14 octobre 1989, en l'église de Saint-Vincent-de-Paul.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Décès

— Toulouse.

L'ambassadeur et M^{me} Jean-Pierre Boni et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Dupuy et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Clavier, et leur fille, M^{me} Marie-Christine Boni, M. Nicolas Adon et leurs enfants, M. Dominique Accaria, Les familles Tanoah Ehouman, Tanoah Boni et Bitty de Tiansale (R.C.I.), Les familles Galou et Gaillon de Gaillac (France), ont le deuil de faire part du décès subit de

M. Alphonse BONI, président de la Cour suprême de la République de Côte-d'Ivoire, procureur général honoraire du corps des magistrats français, grand officier de l'ordre national de Côte-d'Ivoire, commandeur de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre souverain de Malte,

leur père, grand-père, beau-père, oncle et cousin,

survécu à Toulouse, le 14 octobre 1989, dans sa quatre-vingtième année. Le défunct a été inhumé en l'église Saint-Exupéry de Toulouse, le lundi 16 octobre, avant son transfert en Côte-d'Ivoire, où seront célébrées les obsèques.

Cour suprême, B.P. 530, Abidjan.

— Le docteur Jeanne-Elisabeth Bougeois-Soulié, son épouse, ses enfants, et petits-enfants, M. Raymond Bougeois, son père, et toute la famille,

ont le deuil de faire part du décès du

docteur Pierre BOUGEIS, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, médecin en chef 1^{re} classe (a.r.), ancien médecin chef de service médical au CEA,

survécu le 17 octobre 1989, dans sa soixante-septième année.

Une bénédiction aura lieu en la petite chapelle de l'hôpital d'instruction des armées Bégin à Saint-Mandé, le vendredi 20 octobre, à 9 heures.

Une messe sera célébrée le samedi 21 octobre, à 15 h 30, en l'église d'Abzac (Charente), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Comblanc.

Ni fleurs ni couronnes.

— Il a plu à Dieu de rappeler à lui Marie-Antoinette DALIN-SAIAH née Bleicher, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'instruction publique,

décédée, munie des sacrements de l'Eglise, en sa quatre-vingt-dixième année,

Secon son désir, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Châtillon-d'Azergues (Rhône).

De la part de : Germain et Monique Dalin et leurs enfants et petits-enfants, Jacques et Jeanne-Marie Misonelle et leur fille, Hugues et Visita Dalin et leurs enfants, Marie-Louise Bleicher, sa sœur, Simone Marquet, sa sœur.

Une messe de requiem sera célébrée le vendredi 27 octobre 1989, à 10 h 30, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

5, rue Champ-Lagarde, 78000 Versailles.

— Le président de l'Institut Weizmann des sciences et le Comité français ont le regret et la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Victoria EBER, membre d'honneur et bienfaitrice de l'Institut Weizmann des sciences.

— M. François Ehrsam, MM. Eric et Stéphane Ehrsam, Les familles Ehrsam, Bretel, Gracq, Vidaline, ont le deuil de faire part du décès de leur épouse, mère et parents,

M^{me} Jeanne EHRSAM, née Vidaline, survenue le 16 octobre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 octobre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas, place d'Armes, Saint-Maur (94).

L'inhumation aura lieu le 20 octobre dans le caveau de famille, à Arpajon-sur-Cère (Cantal).

3, avenue de Condé, 94100 Saint-Maur.

ÉCHECS

Karpov et Timman en finale

du Tournoi des candidats Anatoli Karpov et Jan Timman joueront, en mars 1990 à Londres, la finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs. Le vainqueur rencontrera, en octobre de la même année, le tenant du titre, Garry Kasparov.

C'est avec un tempo presque parfait que Karpov et Timman ont empoché leur billet pour la finale : tous les deux ont mené dans leur match d'un point, tous les deux ont été rejoints et ce n'est que dans la huitième et dernière partie, jouée mardi 17 octobre à Londres, qu'ils ont pris l'avantage (4,5 à 3,5). Karpov l'emportant face à Yousoupov au 53^e coup et Timman face à Spelman au 54^e.

— M^{me} Jeannette Gugenheim, son épouse, Lise Gugenheim, Nicole et François Bamberg, Jean-Pierre Gugenheim, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Sophie Bernard, sa sœur, M^{me} Camille Gugenheim, sa belle-sœur, M. Paul Gugenheim, son frère, ses sœurs et nièces, ont le deuil de faire part du décès, le 3 octobre 1989, de

M. Pierre GUGENHEIM, médaille militaire, engagé volontaire 1914-1918.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

2, avenue Emile-Acolas, 75007 Paris.

— M^{me} Jean Guyot, née Marie-Madeleine Lesort, son épouse, Luc et Agnès Guyot, Dominique et Alain Michon, Régis et Anne-Chantal Guyot, Et ses douze petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean GUYOT, survenue le 17 octobre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7^e.

53, rue de Babylone, 75007 Paris.

— La famille et les amis de

Marie-Jeanne LAURENT, dite Jeanne Laurent, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, médaille de la Résistance, ancien sous-directeur à la direction générale des arts et des lettres au ministère de l'Éducation nationale,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenue le 13 octobre 1989, à Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu à Cast (Finistère), le samedi 21 octobre, à 10 h 30.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le 18 novembre, à 12 heures à Notre-Dame de Paris, sa paroisse (chapelle du Saint-Sacrement).

Des dons pour la maison de retraite des artistes dramatiques et lyriques de Pont-aux-Dames peuvent être adressés à la Mutuelle nationale des artistes, 19, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Cet avis tient lieu de faire part.

Manoir de Tréhouet, 29150 Cast.

(Le Monde du 17 octobre.)

— Le professeur Charles-Joël Menckès et M^{me} née Zolotarevsky et leurs enfants, Les professeurs Gérard Saison et M^{me} née Menckès et leurs enfants,

ont le deuil de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Chane MENCKÈS, née Galle,

survenue le 16 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu ce mercredi 18 octobre, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinquet, Paris-14^e.

Ni fleurs ni couronnes.

VENTE AUX ENCHÈRES

VENTE À MEAUX 77100 HOTEL DES VENTES 54, rue de l'Abreuvoir

Samedi 21 octobre, 14 h 5 000 BOUTEILLES de vins fins et alcool Expert: M. Marlier - Exposition publique Samedi 21 octobre, de 10 h à 12 h Catalogue sur demande à l'étude Renseignements 3615 l'VP M. A. de CORNILLAN, commissaire-priseur, Tél. (1) 64-94-11-97 - Fax: 64-33-83-61

— Paul Robel, son fils, Et Jenny Robel, Léon Robel, son fils, Et Simone, Catherine, Paul, Aline, Sylvie, Laurence, Gilles et Maëla, ses petits-enfants, Marine et Alexandre, ses arrière-petits-enfants, Ses parents, alliés et amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Cécile ROBEL, survenue le 15 octobre 1989.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 20 octobre, à 9 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

228, rue de la Convention, 75015 Paris.

— M. Guy Roger, son épouse Et sa fille Céline, M. et M^{me} Jean Alain, ses parents, M. et M^{me} Henry Roger, ses beaux-parents, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude ROGER, née Alain,

survenue accidentellement, à l'âge de quarante-deux ans, le 9 octobre, à Brétigny-sur-Orge.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Lem-la-Forêt, le lundi 16 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

40, rue Antoine-de-Saint-Exupéry, 91220 Brétigny-sur-Orge. 108, boulevard Brune, 75014 Paris. 46-48, rue Bonneville, 93200 Saint-Denis.

— M^{me} Claude Wacogne, Marie-Claude et Alain Avice, Anne-Cécile, Romain, Renaud, Et toute la famille, font part du décès de

Claude WACOGNE, journaliste honoraire,

survenue le 15 octobre 1989, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce 18 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Remerciements

— M. et M^{me} Guyot, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Joëlle GUYOT,

remercient les personnes qui se sont associées à leur peine.

— M. et M^{me} Marc de Montgolfier, M. et M^{me} Olivier Fagard, leurs enfants et beaux-enfants, Anne et Étienne de Montgolfier, leurs petits-enfants, Leurs frères et leurs sœurs, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès, le 12 août et le 29 août, de

M. Hugues de MONTGOLFIER, et de M^{me} Hugues de MONTGOLFIER, née Jacqueline d'Hérouville,

adressent à tous ceux qui se sont associés à leur peine leurs sincères remerciements.

SOLDES

Tous les jours du lundi 16 octobre au vendredi 20 octobre inclus.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS

24, rue de la Harpe, PARIS 5^e

PRÉ-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CHAUVES, GANTS, CHAUSSETTES, TIESS, EPOINCE.

Anniversaires

— En ce jour anniversaire de sa naissance, sa famille et ses amis rappellent le souvenir de

Denise BAUMANN,

décédée en 1988,

cetui de ses parents,

Renée et Léon BAUMANN,

et de sa sœur, de son beau-frère et de leurs trois filles, déportées à Auschwitz, en 1943.

Services religieux

— L'association LES AILES BRISÉES

vous prie d'assister au service religieux qu'elle fera célébrer le samedi 21 octobre 1989, à 9 h 45, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien.

— Les prières de fin d'année à la mémoire de

docteur Elie GHOZIAN

seront dites le mardi 24 octobre 1989, à 17 h 30, au Temple, 21 bis, rue des Tournelles, à Paris.

— Un service religieux à la mémoire de

Siraple DER NERSESSIAN,

membre correspondant de l'Institut,

sera célébré en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, à Paris, le dimanche 22 octobre 1989, vers 11 h 30, à l'issue de la messe dominicale.

Messes anniversaires

— Le 19 octobre 1969,

Marcel DIDIER, éditeur,

nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui, en union avec sa famille.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 26 octobre, à 14 heures, amphithéâtre 102, 9, rue Maïeur, 75004 Paris, M. Jean Maccioni : « La constitution de la théorie des automates ».

— Université Paris-IV, le jeudi 26 octobre, à 14 heures, salle des Amis, centre administratif, 1, rue V.-Comin, M^{me} Denise de Brun Fortin : « Le climat de l'Atlantique orientale des Apores aux îles du Cap-Vert : contribution à l'étude du système océan-atmosphère ».

— Université Paris-I (Sorbonne), le vendredi 27 octobre, à 14 h 30, salle appartenant au département de Philosophie, M^{me} Catherine Thibierge, épouse Guelfucci-Thibierge : « Nullité, résistances et responsabilité ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 28 octobre, à 14 h 30, amphithéâtre Turpin (Sorbonne), M. Jean-Michel David : « Patron Casariun. Comportements publics et images collectives aux deux derniers siècles de la République romaine ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 16 et mardi 17 octobre :

UN DÉCRET

— N^o 89-743 du 2 octobre 1989 fixant la liste des départements dans lesquels un préfet, adjoint pour la sécurité, est nommé auprès du préfet.

DES LISTES

— Des élèves de l'Institut des sciences de la matière et du rayonnement de Caen ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

— Des élèves des Ecoles nationales supérieures de chimie de Rennes et de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de ces établissements en 1988.

AUTOMOBILE

Un rendez-vous hebdomadaire

Quelques 25 millions de véhicules particuliers roulent en France, plus de mille modèles de voitures sont actuellement sur le marché des véhicules neufs et 4 600 000 automobiles changent de mains chaque année dans notre pays. Ces chiffres suffisent par eux-mêmes à expliquer le rendez-vous hebdomadaire que le Monde propose à ses lecteurs. Ici désormais, chaque semaine, le mercredi (daté jeudi) sous la forme d'une chronique brève, seront abordés divers sujets qui nous touchent de près car ils concernent la voiture, ce moyen de transport qui dévore

petit à petit nos horizons pour nous en faire découvrir d'autres. Nouveaux modèles, évolution des mécaniques, choix des pneumatiques, mais aussi conduite et autres accessoires utiles à la route seront traités et jugés dans ces petits articles, livres comme il se doit de toute publicité.

L'apparition de ces points de vue « au-delà d'un volant » ne mettra pas en cause les autres rencontres que l'actualité commande. Elle permettra de couvrir le plus largement les questions pratiques que peut poser l'automobiliste.

C. L.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N^o 6112

VERTICALEMENT

1. Petites, sont parfois trouvées piquantes. Dans la main de celui qui a tiré une carotte. — 2. Coule en Afrique. Sans énergie. — 3. Comme le cœur quand on sait à quoi s'en tenir. Prendre la moitié. — 4. Passent facilement la rampe. — 5. Une grande aisance. — 6. Grimpe facilement sur les murs. Article. — 7. Une récompense pour le berger. Il faut une fortune pour la faire marcher. — 8. Il en faut plusieurs pour former une rame. Roue. — 9. Pièges. Tranche sur le « vif ».

Solution du problème n^o 6111

Horizontalement

I. Cafetière. — II. Emigré. — III. Ré. Oindre. — IV. Vus. Marat. — V. Ebène. Été. — VI. Allure. Es. — VII. U64. Sol. — VIII. Messenger. — IX. Net. Culture. — X. Entail. — XI. Ote. Emue.

Verticalement

1. Cerveau. Néo. — 2. Ameublement. — 3. Fi l. Seltette. — 4. Ego. Nue. — 5. Trimer. Scie. — 6. Iène. Essai. — 7. Erdre. Eglise. — 8. Râtelier. — 9. Étéré. Rete.

GUY BROUTY

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS 16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage asc. — TEL : 42.61.61.71 — PARFUMS, ACCESSOIRES, PRODUITS DE BEAUTÉ, TOUTES LES GRANDES MARQUES

Affaire Pechiney: ce soir à Ex-Libris nouvelles révélations exclusives de Jean Montaldo.

«Le Piège de Wall Street» se resserre.

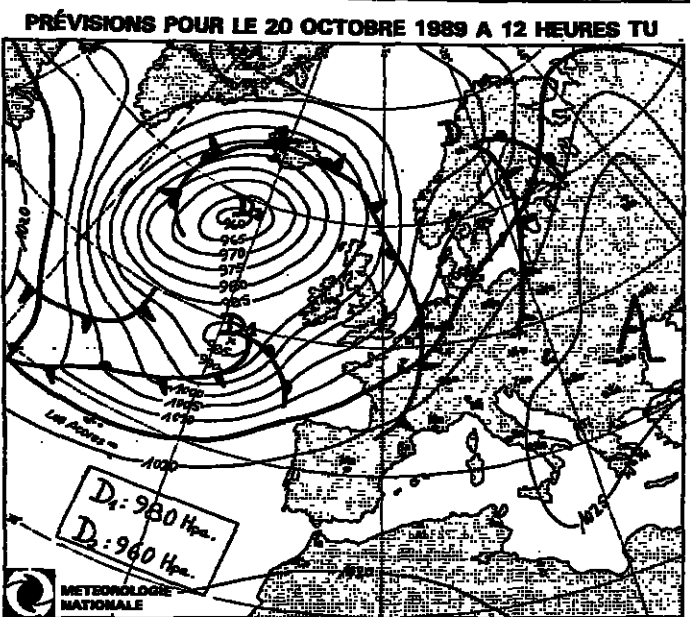
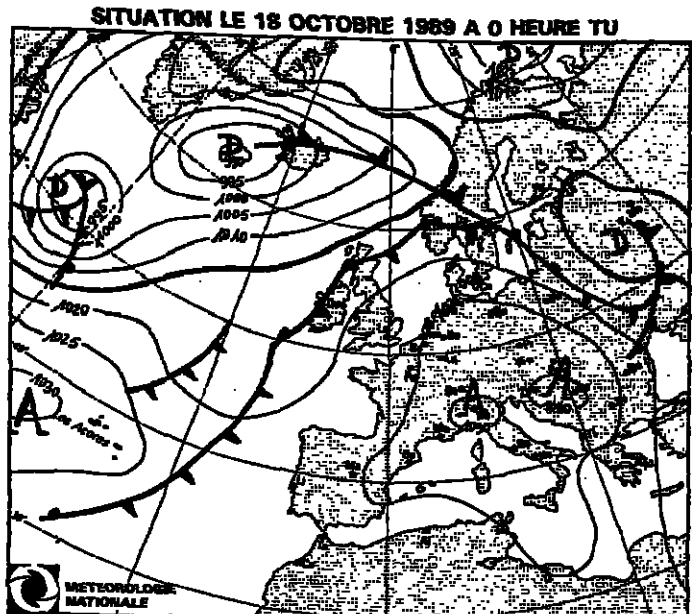
ALBIN MICHEL

کتابخانه



AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 octobre à 0 heure et le jeudi 19 octobre à 24 heures.

Une perturbation peu active traversera une grande partie de la France en descendant de petites pluies et quelques orages isolés sur le midi.

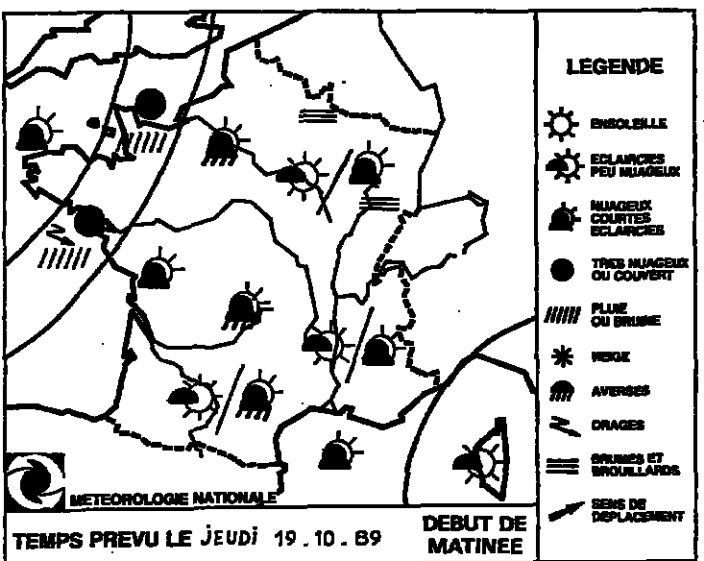
Jeudi : le matin, les nuages seront nombreux sur une grande partie de la France.

Les petites pluies éparses qui affecteront le midi le mercredi et la Basse-Normandie, gagneront progressivement les régions plus à l'est dans la journée. Elles affecteront l'Aquitaine, le Poitou-Charentes, le Centre, le Bassin parisien, la Champagne et les Ardennes à la fin de la journée. Ces pluies gagneront progressivement le Nord-Pyrénées, l'Auvergne, la Bourgogne et la Lorraine l'après-midi.

Ces précipitations pourront prendre un caractère instable sur le midi, et des orages isolés sont même possibles. A l'avant de ces pluies, le ciel restera très nuageux. A l'arrière, des éclaircies se développeront. Elles seront plus nombreuses sur le midi et, sur l'extrême nord, de petites averses pourront se produire. Dans la soirée, le ciel se couvrira de nouveau sur l'extrême ouest.

Le vent de sud-ouest soufflera assez fort sur les côtes de la Manche.

Les températures minimales seront comprises entre 5 et 8 degrés sur le quart nord-est, le Centre, le Limousin et l'Auvergne. Elles varieront de 8 à 13 degrés ailleurs. Les températures maximales varieront de 15 à 18 degrés sur le midi et de 18 à 23 degrés sur le midi et sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé			
Valeurs notées relevées entre le 17-10-1989 à 6 heures TU et le 18-10-1989 à 6 heures TU			
le 17-10-1989 à 6 heures TU			
FRANCE	TOURNAI	BRUXELLES	PARIS
ALGER 22 8 D	22 9 C	22 14 B	22 14 B
BARCELONE 23 18 D	23 14 D	23 14 D	23 14 D
BORDAUX 23 12 D	23 12 D	23 12 D	23 12 D
BRESCIA 20 8 C	20 8 C	20 8 C	20 8 C
CAEN 22 10 N	22 10 N	22 10 N	22 10 N
CHERBOURG 19 11 C	19 11 C	19 11 C	19 11 C
CLEMONTE-FR. 22 7 D	22 7 D	22 7 D	22 7 D
COCHIN 18 5 B	18 5 B	18 5 B	18 5 B
GENÈVE 20 4 D	20 4 D	20 4 D	20 4 D
LILLE 10 6 D	10 6 D	10 6 D	10 6 D
LIMOGES 20 12 N	20 12 N	20 12 N	20 12 N
LYON 21 9 D	21 9 D	21 9 D	21 9 D
MARSEILLE 21 9 D	21 9 D	21 9 D	21 9 D
NANCY 19 3 B	19 3 B	19 3 B	19 3 B
NANTES 23 13 N	23 13 N	23 13 N	23 13 N
NICE 20 12 D	20 12 D	20 12 D	20 12 D
PARIS-MONT. 20 8 D	20 8 D	20 8 D	20 8 D
PAU 22 13 C	22 13 C	22 13 C	22 13 C
PERPIGNAN 20 13 A	20 13 A	20 13 A	20 13 A
RENNES 23 12 C	23 12 C	23 12 C	23 12 C
STRASBOURG 22 9 D	22 9 D	22 9 D	22 9 D
TOURNAI 22 9 C	22 9 C	22 9 C	22 9 C
TOULOUSE 20 6 N	20 6 N	20 6 N	20 6 N
TRIER 22 14 B	22 14 B	22 14 B	22 14 B
VALD'AUZ 22 14 B	22 14 B	22 14 B	22 14 B
VERDUN 22 14 B	22 14 B	22 14 B	22 14 B
WISSEMANN 22 14 B	22 14 B	22 14 B	22 14 B

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : P Signifié dans le Monde radio-télévision • Film à évaluer • Ou peut voir • Ne pas manquer • Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 18 octobre

TF 1

20.45 Variétés : Sacré soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.

22.30 Magazine : Ex libris.
De Patrick Pothier d'Arvor. Drôle de drame. Expliquez-moi : Marcel Corré (la Vie à belles dents), James Elroy, Jean Montaldo (la Plage de Wolf Street - l'Affaire Pachy-Triple), Estérel Ivo : Tony Hildeman (Poursuite de nuit), Mary Higgins Clark (Donne-moi la main), Les trente mille et l'ère de la Bibliothèque nationale ; Exploration : Chester Himes.

23.30 Journal et Météo.

23.45 Spécial sports : Football.
PSG-Juventus. Coupe d'Europe.

1.25 TF 1 nuit.

2.00 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

20.35 Téléfilm : Dans des griffes de soleil.
De Jerrold Freedman, avec Gregory Harrison, Cyril Shephard.
Scandale financier à l'américaine.

22.10 Flash d'informations.

22.15 Magazine : Résistances.
Colombie : La drogue contre le développement.

23.37 Quand je serai grand.
Invité : Jacques Vergès.

23.40 Informations : 24 heures sur la 2.

0.00 Météo.

0.08 Solzante secondes.
Daniel Sibony, psychanalyste.

0.10 Magazine : Figures.
Invité : Jean Dausset, prix Nobel de médecine.

FR 3

20.35 Théâtre : Les Rustres.
Régis de Carlo Goldoni, mise en scène de Claude Samail, avec Nelly Borgeaud, Magali Renier.

22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Océaniques.
Les heures chaudes de Montparnasse, de Jean-Marie Drot.
4. A la recherche d'Apollinaire.

CANAL PLUS

19.15 Sport : Football.
PSG-Juventus. Coupe d'Europe.

21.00 Sport : Football.
Marseille-AEK Athènes. Coupe d'Europe.

22.45 Sport : Football.
Milan AC-Real Madrid. Coupe d'Europe.

LA 5

20.40 Série : Sur les lieux du crime.
Courtier du cœur, de Stanislas Barabas, avec Kevin Aspin, Wolf-Dietrich Berg.
Le commissaire Wagnon mène l'enquête.

22.30 Série : La loi de Los Angeles.

23.30 Magazine : Réussites.

0.00 Journal de minuit.

0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.).

M 6

20.30 Téléfilm : Opération Fox Fire.
22.10 Série : Les années coup de cœur.
Documentaire : Les chemins de la guerre. 4. L'Italie.

23.30 Six minutes d'informations.

23.35 Top of the pops.

LA SEPT

20.30 Feuilleton : Moravagine (3^e épisode).
De Philippe Pélard.

Jeudi 19 octobre

TF 1

14.30 Feuilleton : L'esprit de famille.

15.30 Série : Tribunal.

16.00 Variétés : La chance aux chansons.

16.30 Quarté à Enghien.

16.40 Feuilleton : En cas de bonheur.

17.00 Club Dorothée.

17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.50 Jeu : La route de la fortune.

20.00 Loro sportif.

20.00 Journal, Météo et Tapie voit.

20.40 Série : Moulin commissaire principal.
Paris 18, de Paul Pinchon, avec Yves Rénier.
De Bernard Bouthier, présenté par Christine Bravo.

22.15 Magazine : Futur's.

23.50 Journal et Météo.

0.10 Série : Méseventures.

0.35 Série : Intrigues.

1.00 TF 1 nuit.

1.25 Flash d'informations.

1.30 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

14.15 Feuilleton : Tarendol.

15.10 Magazine : Du côté de chez Fred.

16.20 Feuilleton : La nuit du harem.

17.20 Magazine : Graffiti 5-15.

18.15 Série : Les voisins.

18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.00 Série : Top models.

19.25 Jeu : Desseins, c'est gagné !

20.00 Journal et Météo.

20.33 IWC.

20.35 Cinéma : Le Bon et les Méchants III.
Film français de Claude Lelouch (1976). Avec Marlène Jobert, Jacques Dutronc.

22.45 Documentaire : Quand la Chine s'éveille.
D'André Perceval, Nadine Lemaire et Daniel Comès. 2. L'Empire immobile.

23.37 Quand je serai grand.

23.40 Informations : 24 heures sur la 2.

0.00 Météo.

0.05 Solzante secondes.

0.10 Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.00 Magazine : Fidèle.

14.30 Questionnaire au gouvernement en direct du Sénat.

17.00 Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Amuse 3.

17.05 Petit ours brun.

17.05 Inspecteur Gadget.

17.10 Les petits malins.

17.30 Auto-vélo bravo.

17.35 David le gnome.

18.00 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.

20.05 Jeu : La classe.

20.35 Cinéma : Sherlock Holmes attaque l'Orient Express III.
Film américain d'Herbert Ross (1976). Avec Nicol Williamson, Alan Arkin, Robert Duvall.

22.35 Journal et Météo.
Avec Joëlle Longo.

23.00 Magazine : Océaniques.
Tarkovskii... tempo di viaggio, d'André Tarkovskii.

23.55 Musiques, musique.

0.00 Magazine : Espace francophone.
De Dominique Gallet.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Le Dernier Testament II.
Film américain de Lyne Litzman (1983). Avec Jane Alexander, William Devane, Ross Harris.

14.55 Pochettes surprises.

15.30 Cinéma : Drôle d'endroit pour une rencontre II.
Film français de François Dupeyron (1988). Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu.

17.05 Documentaire : Forêts du Gondwana.
Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30.

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.

18.30 Top album.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Cinéma : L'As de cœur II.
Film américain de Hal Roach (1933). Avec Burt Reynolds, Ned Beatty, Jim Nabors.

22.00 Flash d'informations.

22.10 Cinéma : Au service secret de Sa Majesté II.
Film britannique de Peter Hunt (1968). Avec George Lazenby, Diana Rigg, Telly Savalas.

0.15 Cinéma : Prisonnières II.
Film français de Charlotte Silver (1988). Avec Marie-Christine Barrault, Annie Girardot.

1.55 Documentaire : La rivière volée.

21.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe (7^e épisode).
De Jean-Christophe Averty.

22.00 Magazine : Dynamo.
De Benoît Delapierre et Mathias Sanderson.

22.30 Documentaire : Archipel Luigi Nono.
D'Oliver Miller.

23.30 Danse : Cendrillon.
Ballet de Maguy Marin.

1.00 Concert John McLaughlin-Jonas Hellborg.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.
21.30 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
Entretien avec Michel Sime.

22.40 Nuits magnétiques.
Achat-vende.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 juillet lors du Festival de Montpellier) : Improvisation pour piano op. 90 D 899, de Schubert ; Sonate pour piano n° 28 en la majeur op. 101, de Beethoven ; Tableaux d'une exposition pour piano, de Moussorgski, par Aldo Ciccolini (piano).

22.15 Concert du GRM.
Images, Mirages, de Garcia ; Territoires, de Dubout.

23.07 Jazz club.
En direct du Sunset, à Paris : Sami De Briano (contre-basse) ; Kenny Werner (piano) ; John Purcell (saxophone, flûte, clarinette) ; Ralph Peterson (batterie).

LA 5

13.30 Série : Arabesque.

14.30 Série : L'inspecteur Derrick.

15.30 Série : Thriller.

16.45 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Série : Happy Days.

19.30 La bar des ministères.

20.00 Journal.

20.35 C'est l'histoire d'un mec...

20.40 Téléfilm : Danger, femme armée.

22.20 Série : Deux flics à Miami.

23.20 Magazine : Déjà.

23.50 L'inspecteur Derrick (rediff.).

0.00 Journal de minuit.

0.05 L'inspecteur Derrick (suite).

1.00 Feuilleton : La poupée sanglante.

1.55 Feuilleton : Madame, êtes-vous libre ?

2.50 Le Journal de la nuit.

M 6

13.45 Série : Docteur Marcus Welby.

17.05 Série : L'homme de fer.

18.05 Variétés : Multitop.

18.35 Série : Mariés, deux enfants.

19.00 Série : Magnum.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Cinéma : La mille-pattes fait des claquettes II.
Film français de Jean Girault (1977). Avec Francis Perrin, Roger Mirmont.

22.15 Série : La malediction du loup-garou.

22.45 Série : Brigade de nuit.

23.35 Six minutes d'informations.

23.40 Midnight chad.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Allemand.

16.30 Documentaire : Histoire parallèle.

17.15 Jazz soundies collection.

17.25 Documentaire : Travailler à domicile.

17.30 Documentaire : Voyage au pays des francs-maçons.

19.30 Série : L'esprit des lois (3).

20.30 Téléfilm : Un médecin des Lumières.

22.00 Magazine : Mégamix.

22.30 Cinéma : Charles mort ou vif II.
Film suisse d'Alain Tanner (1988). Avec François Simon, Marcel Robert.

1.00 Documentaire : Portrait d'Alain Tanner.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique.
Petite faim, grande faim, de Martine Renda.

21.30 Profils perdus. Robert Capa.

22.40 Nuits magnétiques. Achat-vende.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 mai lors du Festival de Vienne) : Symphonie de concert pour cordes en si mineur RV 108, de Vivaldi ; Concerto pour piano et orchestre n° 12 en ut majeur K. 467, de Mozart ; Apollon musagète, ballet de Stravinsky, par l'Orchestre de chambre de Vienne, dir. Sándor Végh ; sol. : Murray Perahia (piano).

22.30 Concert. Valmy, naissance d'une nation, de Koenig.

23.07 L'Invité du soir. Philippe Hurel.

SPORTS

CYCLISME : Tour de France

Les Alpes avant les Pyrénées

L'édition 1990 du Tour de France cycliste a été présentée mardi 17 octobre. Pour la soixante-dix-septième fois, 198 courses vont parcourir les routes de France du 30 juin au 22 juillet, un tracé classique pour une Grande Boucle que les organisateurs souhaitent rigoureux.

Avec vingt et une étapes, totalisant 3 420 kilomètres et vingt obstacles de haute montagne, le Tour de France 1990, est la première création de la nouvelle équipe formée par Jean-Pierre Carenso et Jean-Marie Leblanc, qui le définissent comme le Tour de la rigueur et de la simplicité. Deux longues neutralisations, un pont aérien de Rouen à Sarrebourg et un transfert par le rail le dernier jour, de Limoges à Brétigny-sur-Orge, n'enlèvent rien à ces difficultés. Aux grands cols traditionnels, tels que la Madeleine, le Glandon, le Tourmalet ou l'Aubisque, il convient en effet d'ajouter cinq arrivées en altitude, au Betsitz, à l'Alpe d'Huez, à Villard-de-Lans, à Millau (casse Noire) et à Luz-Ardiden.

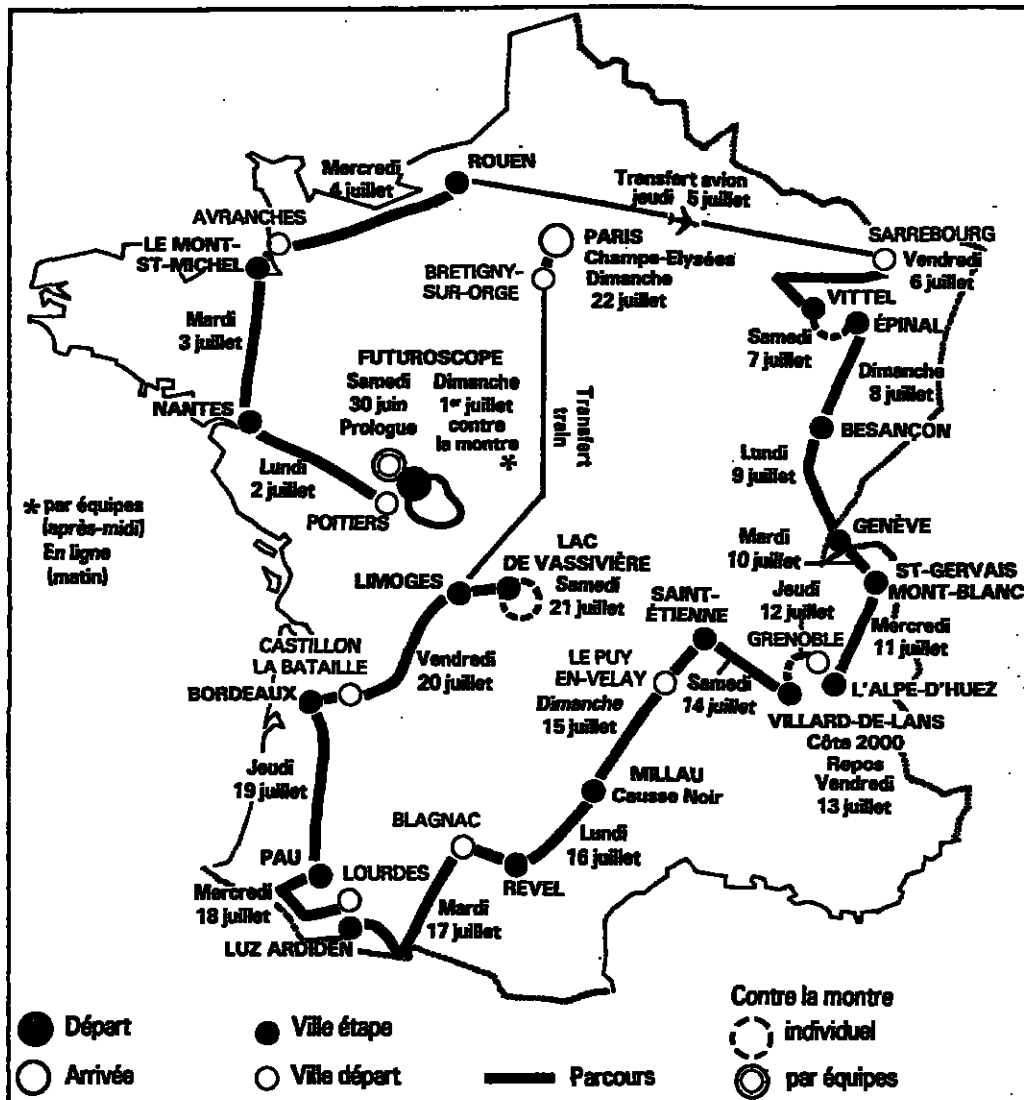
Trois maillots de leader

Ce parcours, très accidenté, dont les points forts se situent entre Genève et Pau, ne s'adresse cependant pas exclusivement aux grimpeurs. Et c'est en cela qu'il se veut rigoureux. Les organisateurs ont recherché l'équilibre en programmant 153 kilomètres de spéciales « contre la montre ». La dernière aura lieu la veille de l'arrivée à Paris, autour du lac de Vassivière en Limousin. La rigueur, indispensable au Tour de France, s'exprime également dans le respect de la déontologie cycliste et dans la stricte application des règlements, notamment en ce qui concerne les contrôles anti-dopage. Afin d'éviter

toute équivoque concernant l'emploi des matériels spéciaux (à l'image du guidon triathlète) la direction du Tour de France, soucieuse de préserver l'équité entre les coureurs, mais aussi de ne pas freiner l'innovation technique, ex-

gèra que les nouveautés soient soumises à l'homologation officielle, avant le départ. Quant à la simplification nécessaire à la clarté de l'épreuve, elle consiste à réduire les challenges annexes, qui dispersent les ambitions lorsqu'ils sont trop

nombreux. Les maillots de leaders, naguère pléthoriques, seront limités à trois : jaune pour le classement général, vert pour le classement par points et blanc à pois rouges pour le Grand Prix de la montagne. Les récompenses attri-



bues aux coureurs bénéficieront d'une réévaluation appréciable, pour atteindre la somme globale de 10 millions de francs, contre un peu plus de 8 millions en 1989. Le vainqueur recevra, pour sa part, 2 millions de francs, alors qu'il avait touché 1,5 million cette année.

La sélection pour le Tour de France va être renforcée. Seulement seize équipes de neuf coureurs seront sélectionnées en fonction du classement de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FICP), au lieu de dix-huit cette année. Six autres bénéficieront d'invitations délivrées après le Tour d'Italie.

JACQUES AUGENDRE

Le Tour féminin en septembre

La société du Tour de France, qui a annulé cette année Bordeaux-Paris, a décidé de repousser le Tour féminin au mois de septembre. Cette épreuve, créée en 1984, sera jumelée non plus avec le Tour de France mais avec le Tour de la Communauté européenne. Sa distance doit être réduite de onze à neuf étapes.

Nouveau défi pour Jeannie Longo

Après avoir établi de nouveaux records pour les 3, 5, 10 et 20 kilomètres en plein air à Mexico, la cycliste grenobloise Jeannie Longo doit s'attaquer au record du monde en salle des 10 kilomètres, détenu depuis le 29 octobre par la Finlandaise Tea Viikstedt-Nyman (12 min 12 s 534). Cette tentative doit avoir lieu, jeudi 19 octobre, à l'occasion des Six Jours de Paris. L'événement sera retransmis en direct par FR 3 à partir de 22 h 35.

FOOTBALL : Coupe des vainqueurs de Coupe

L'impuissance des Monégasques

L'AS Monaco sait entretenir sa réputation. Le club monégasque n'est jamais passé pour un spécialiste des compétitions européennes. Il l'a confirmé, mardi 17 octobre, en concédant un match nul à domicile face aux Allemands de l'Est du Dynamo de Berlin (0-0) en match aller des huitièmes de finale de la Coupe des vainqueurs de Coupe.

Ce résultat médiocre hypothèque sérieusement les chances de qualification des joueurs de la Principauté avant le match retour, mercredi 1^{er} novembre, en RDA.

Prévus de nombreux titulaires, dont le meneur de jeu anglais Glen Hoddle, la formation monégasque a été incapable de tromper la solide défense berlinoise. Jean-Marc Ferratze, Georges Weah et Marcel Dib ont ainsi gaspillé de nombreuses occasions de but en première période. Ni la sortie sur blessure en seconde mi-temps des deux attaquants Georges Weah et Ramon Diaz, ni le très mauvais état du terrain, n'ont facilité la tâche des Monégasques.

Éliminée l'an dernier en quarts de finale de la Coupe des champions par la modeste équipe turque de Galatasaray (le Monde des 3 et 17 mars), l'AS Monaco n'a toujours pas assimilé les leçons de ses échecs passés en Coupe d'Europe.

Mercredi 18 octobre, les autres clubs français engagés dans les compétitions européennes devaient entrer en lice : l'Olympique de Marseille face aux Grecs de l'AEK Athènes, Sochaux à Péronne (Italie) contre la Fiorentina, Auxerre en Finlande contre Rovaniemi et le Paris-SG au Parc des Princes contre la Juventus de Turin.

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE DOSSIER DU DÉBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajeuni leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, le Monde de l'éducation présente les vrais enjeux du débat.

RENTREE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. Le Monde de l'éducation vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.

Le Monde DE L'EDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

Numéro d'octobre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux. 17 F

عدد 10 من 1989

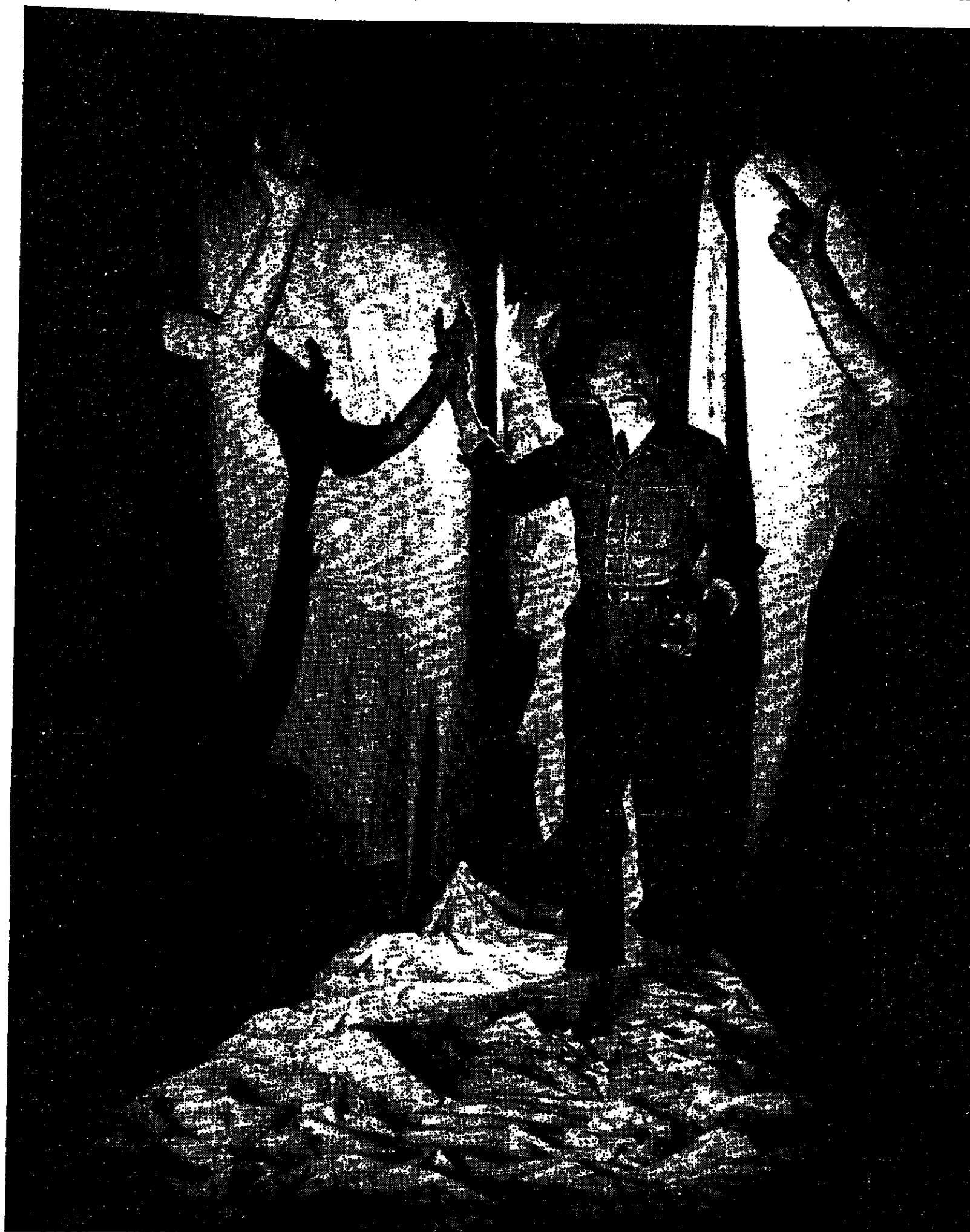
هكذا من الأصل

Le Monde • Jeudi 19 octobre 1989 • 21

Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



Jean Cocteau pendant le tournage du « Testament d'Orphée ».

PHILIPPE HALLMANN/MAGNUM

CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE JEAN COCTEAU

Le sang du poète

Six films. Jean Cocteau n'a signé que six films de son nom souligné d'une étoile. Mais le cinéma — « on y parle avec une image et cette image parle » — a créé tout le long de sa vie, comme ces feux d'artifices qui rallument sans fin leurs bouquets incandescents dans un ciel noir. Les poètes ont ceci de singulier que la poésie leur est inépuisable (lire l'article de Michel Cournot, page 25). Cocteau n'échappe pas à cette bienheureuse malédiction, et toutes ses interventions cinématographiques apparaissent comme des accidents magiques.

Son premier film, *Le Sang d'un poète*, est le résultat d'une commande de Charles de Noailles qui lui demande, en 1930, « un dessin animé ». Son deuxième rôle, après celui du Baron fantôme de Serge de Poligny ? Musset dans *La Malibran*, de Sacha

Guitry. Lorsqu'il ressuscite le mythe d'Orphée dans *L'Eternel retour*, que réalise Jean Delannoy, il refuse le crédit « scénario et dialogues » et lui préfère « récit et paroles ». Les repérages du film se feront, en 1943, dans son Hispano à gazogène.

En 1948, lorsqu'il filme *Les Parents Terribles*, enfermés dans leur capharnaüm intime, baptisé « la roulotte », il veut « déshériter » sa pièce, dit-il. La dernière prise est complètement ratée. Le travelling a bougé. L'image tremble. De ce contretemps technique, il fait une trouvaille poétique : les images cahotantes devançant celles de « la roulotte » se mettant en chemin.

Jean Cocteau fort de sa « mauvaise santé de fer » est infatigable, il enregistre des commentaires,

patronne le Festival du film maudit de Biarritz, adapte et dialogue *Les Enfants terribles* pour Jean-Pierre Melville, participe au *Colette* de Yannick Bellon, apparaît dans *Désordre* de Jacques Baratier, préside le Festival de Cannes, trois fois...

En 1959, il veut tourner *Le Testament d'Orphée*, son testament. Il n'en trouve pas le financement. Il faudra l'intervention d'André Malraux, l'aide privée de Francine Weiswiler. Et comme un arc-en-ciel incertain, cette lettre : « ... Je serais bigrement fier d'être le financier d'un savetier tel que vous. » C'était signé « Votre petit Truffaut », un peu riche soudain après les 400 coups. L'ange Heurtebise veillait encore...

DANIELE HEYMANN.

THÉÂTRE Le nouveau Lorenzaccio

27



C'est grâce à Antoine Vitez qu'on l'avait découvert, jeune empereur pervers dans *Hernani* à Chaillot : Redjep Mitrovitsa. Un nom étrange que l'on retiendra. Il a suivi son maître à la Comédie-Française — il y a sa place. Il y fait ses débuts dans *Lorenzaccio* sous la direction de Georges Lavaudant.

MUSIQUES Les racines de l'Afrique du Sud

29



Qu'y a-t-il de commun entre la chorale de Ladysmith Mambazo, le rock très occidental de Johnny Clegg et les groupes ethniques sud-africains que reçoit le Festival d'automne aux Bouffes-du-Nord ? Ces villageoises et villageois des nations xhosa, venda et tsonga ne se sont jamais produits en public même si leur musique — en particulier leur technique du chant diphonique — a beaucoup intéressé les chercheurs. Mais leurs rites sont plus que des objets d'étude : un vrai spectacle.

ARTS L'intégrale Bram Van Velde

31



Ce document photographique, pris au début des années 1950, nous montre Bram Van Velde dans son atelier de Montrouge, en train de lire le manuscrit d'*En attendant Godot*. Samuel Beckett fut l'une des rares personnes à mesurer l'importance de ce peintre dont le Centre Pompidou organise, à partir du 19 octobre, une rétrospective complète.

CINÉMA

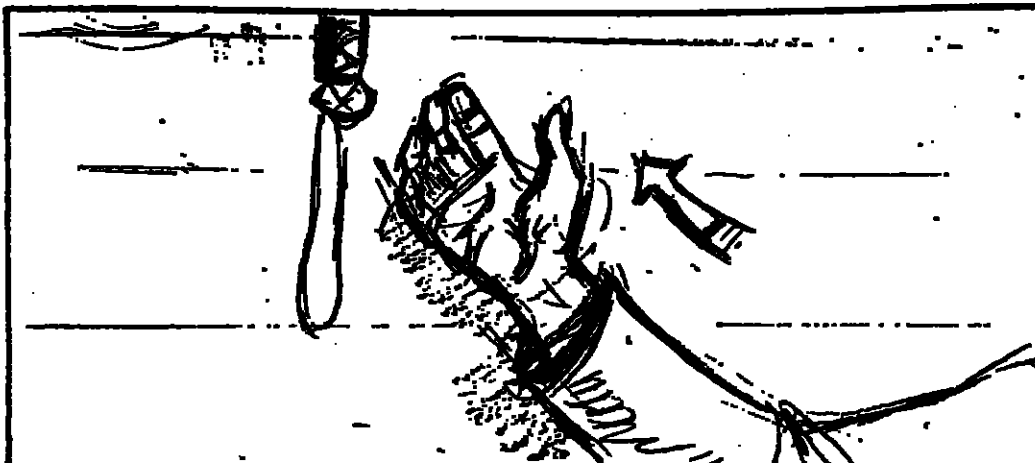
« INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE »

Comment une cicatrice

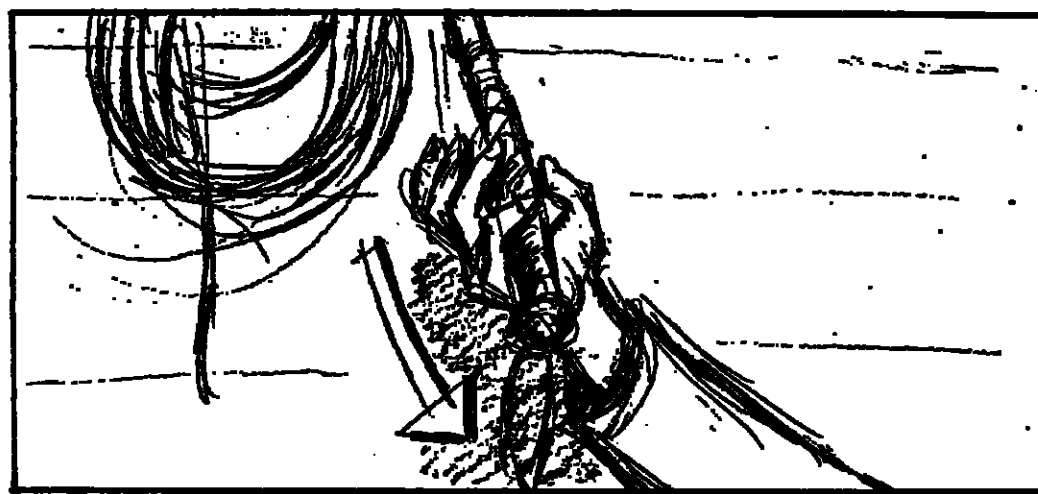
Story-board : littéralement, planche à histoire. Lorsque le scénario est terminé, en l'occurrence celui d'*Indiana Jones et la dernière croisade*, le metteur en scène, en l'occurrence Steven Spielberg, intervient et visualise tout son film plan par plan, image par image, fait lui-même, ou avec l'aide d'un dessinateur, entrer toutes les contraintes techniques, toutes ses trouvailles optiques, toutes ses exigences rythmiques. Le **story-board** est le squelette d'un film. Un beau squelette, c'est important. Nous avons rassemblé ici les premiers éléments de celui du troisième épisode d'*Indiana Jones* : Indy (River Phoenix) face au lion, ou comment la cicatrice vient au menton du héros.



1. INDY TOURNE LA TÊTE VERS LE FOUET



2. SA MAIN DROITE S'ÉLÈVE POUR SAISIR LE MANCHE ACCROCHÉ AU MUR



3. INDY SE SAISIT DU FOUET ET LE TIRE



4. PLAN LARGE SUR LE MOUVEMENT DE SA MAIN TENANT LE FOUET ET LE FAISANT CLAQUER

La quête du père

On aimera le nouvel *Indiana Jones* parce qu'il a toutes les qualités des deux chapitres précédents : parfum musqué de l'aventure, violence désarmée par l'humour, glorification d'un héros faillible. On l'aimera aussi parce que ce devrait être le dernier volet de la saga du globe-trotter archéologue et que, s'il accuse un peu la fatigue des ans, il bénéficie d'atouts inattendus.

Le diabolique tandem Lucas-Spielberg, champions indiscutés du manichéisme à grand spectacle, a en effet glissé dans le troisième épisode, qui pourrait s'intituler « *Indiana Jones et le mythe fondateur* », un zeste de psychologie et même le doux piment de la mélancolie, prélude indispensable au charme des adieux.

Ainsi Indy-Harrison Ford n'était pas né coiffé (de son Stetson cabossé avec art), ainsi n'était-il pas sorti tout armé d'un fouet de la cuisse de Jupiter. *Indiana Jones et la dernière croisade* nous révèle l'enfance du héros, nous le présente en boy-scout timide quoique intrépide, terrorisé par un père érudit, sa majesté Sean Connery... En un prologue plutôt étourdissant, poursuivant déjà des pilliers d'objets d'art sur le toit d'un train-ménagerie lancé à pleine vitesse, le jeune Indy (charmant River Phoenix) gagne en quelques minutes notre sympathie, une cicatrice au menton (celle qui marque définitivement le visage de Harrison Ford) et ses accessoires fétiches, le feutre et le fouet.

De nombreuses années plus tard, en 1938 pour être précis, il ne court plus après les tables de la Loi comme dans *Les Aventuriers de l'arche perdue*, mais plonge une nouvelle fois, tête la première, dans un fatras mystico-rigolo, partant à la recherche du talisman (convoité par les méchants) qui le conduira — pourquoi faire mesquin quand on peut faire grandiose ? — à la découverte du saint ciboire, via Venise, les Alpes suisses, le royaume haché de Jordanie et quelques étapes intermédiaires.

Avec ce don, que l'on sait désormais inné, de se fourrer dans le pétrin, cette heureuse malchance qui le précipite en permanence sur des obstacles majeurs : animaux répugnants, gouffres béants, blondes encombrantes, ennemis déterminés, Indiana Jones paie à nouveau comptant.



Harrison Ford et Sean Connery

Les hors-bord explosent, un dirigeable connaît en vol le sort de l'*Hindenburg*, les chars d'assaut ne peuvent rien contre l'aventurier myope qui s'enfuit à dos de chameau, mais toutes ces péripéties feuilletonesques, même filmées avec un appétit intact et une virtuosité méticuleuse (voir le **story-board**), ne seraient finalement que redites, variations gesticulatoires sur un thème connu, s'il n'y avait dans *La Dernière Croisade* cette trouvaille de choix : la quête du Graal se double pour Indiana de la quête du père.

Le film perd alors en brutalité ce qu'il gagne en sentiment. Moins imaginatif que le premier, moins morbide que le deuxième, il restera comme le plus touchant : le professeur Jones, qui détestait dans un petit carnet la clef du mystère, fruit de ses éminentes recherches, a été enlevé. Indy se jure de le sauver.

Mais le docte universitaire, qu'il n'a pas revu depuis vingt ans, a manifestement consacré plus de temps à l'étude des hiéroglyphes qu'à l'éducation de son fils... Lorsque les deux hommes se retrouvent, la flamme de leur tendresse réciproque a bien du mal à se ranimer, pauvre petite étincelle vacillante sous les cendres de l'indifférence et de la frustration. Pas de doute, ça marche, ça galope même, on en viendrait presque à écraser une larme.

Il faut dire que le « couple » père-fils fonctionne à merveille. Harrison Ford est à l'évidence stimulé par la présence d'un partenaire de grande envergure. Et Sean Connery compose avec maestria un professeur gaffeur et autoritaire, affligé de cette distraction gracieuse qu'on ne prête qu'aux savants.

Riche idée de les avoir réunis. N'ont-ils pas en commun un point capital ? Celui d'avoir survécu tous

deux au pire danger qui menace une vedette populaire : l'identification définitive et à moyen terme mortelle au personnage qui a fait son succès. Sean Connery fut à six reprises James Bond, un James Bond inégalé. Eh bien, il ne s'est pas laissé dévorer par l'agent 007 et affirme de plus en plus sa force tranquille, sa stature de comédien puissant et versatile.

Quant à Harrison Ford, son cas est aussi étonnant. Il a résisté pour sa part à deux trilogies. Incarnant trois fois Han Solo, le mécano-loubarde de l'espace dans *la Guerre des étoiles*, et trois fois Indiana Jones, il n'a perdu ni sa personnalité ni son âme, n'est en rien devenu une marionnette de merchandising et demeure un acteur, un vrai, bourru et séducteur.

Les comédiens tiennent donc un grand rôle dans la réussite de *La Dernière Croisade*, comme les formidables décors naturels ou l'ample partition musicale de John Williams. Mais ce qu'on reconnaît surtout, entre tout, c'est la marque Spielberg. Ce mélange enthousiasmant d'innocence préservée et de roublardise somptueuse.

Bien protégé par l'abri tutélaire des inspirateurs de la saga, les *seriales* des années 30 et 40, Spielberg, dans les *Indians Jones* (bien que l'idée originale soit de George Lucas et que les scénarios aient été successivement signés Laurence Kasdan, William Hickey et Gloria Katz, et pour le dernier Jeffrey Boam), se raconte et se révèle. Exorcise à loisir toutes ses peurs, les vilaines bêtes (serpents et rats, notamment pour cette édition), les labyrinthes, l'absence du père.

Et puis pourquoi ? — au fait pourquoi ? — le nazisme encore une fois. Malgré la rencontre d'Indiana avec Hitler à Berlin, aussi improbable et drôle que celle de Woody Allen avec le même dans *Zelig*, on se serait peut-être passé de cette martiale réécriture.

Mais voilà, dans une confidence publiée par le mensuel *Starline*, Steven Spielberg raconte que, lorsqu'il avait deux ans, en 1949, à Cincinnati, il apprenait à reconnaître les chiffres tatoués sur les bras des rescapés de l'Holocauste qui venaient prendre des leçons d'anglais chez sa grand-mère.

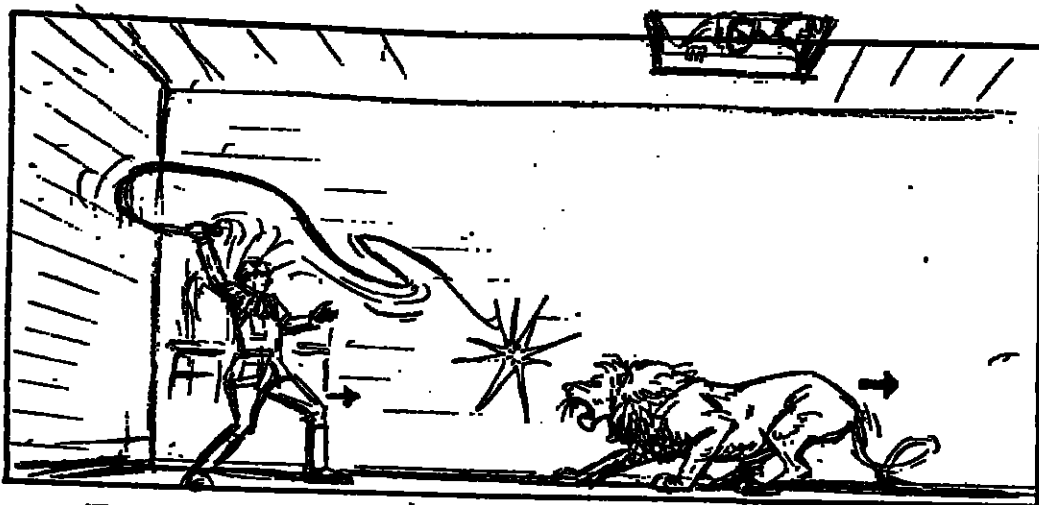
Il faut tout de même un sacré talent pour divertir des millions de Terriens avec ses ingénieuses terreur d'enfant.

DANIELE HEYMANN.

مكتبة في القدس

DE STEVEN SPIELBERG

vient au menton d'un héros



5. PLAN LARGE : LE FOUET CLaque ; LE LION RECOULE ; INDY LE SUIV.



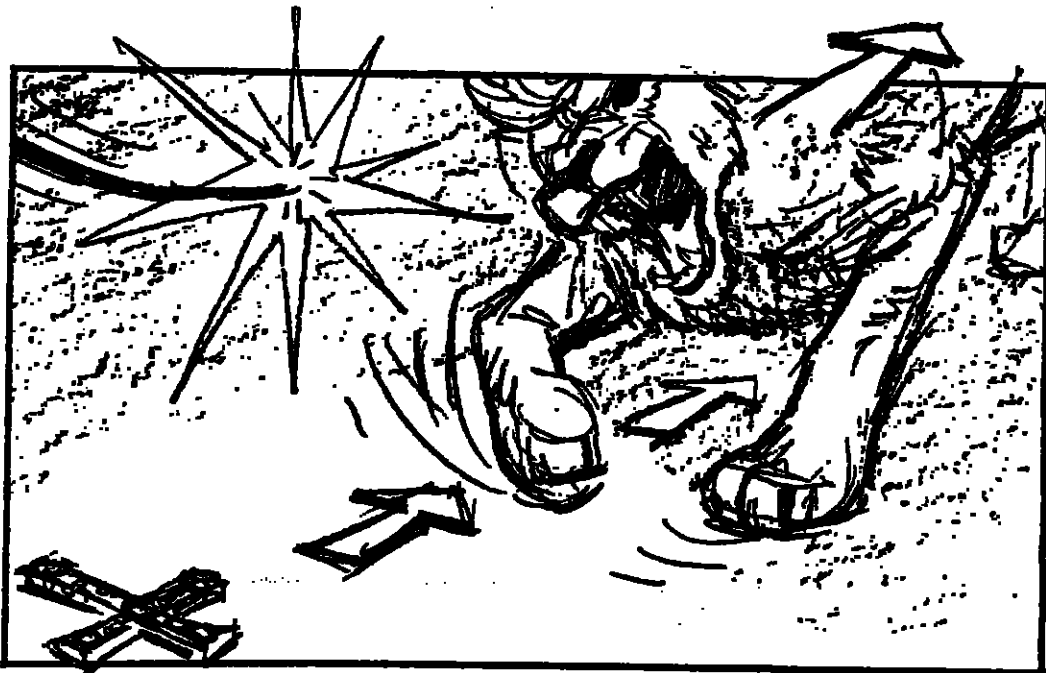
6. PLAN RAPPROCHÉ SUR LE DOS D'INDY. LA CORDE LUI CINGLE LE VISAGE.



7. GROS PLAN D'INDY. LE FOUET LUI A OUVERT LE MENTON, IL GRIMACE.



8. GROS PLAN EN PLONGÉE SUR LE LION QUI BAT EN RETRAITE.



9. APPARITION DU TALISMAN DANS L'AXE DE LA CAMÉRA. PLAN AMÉRICAIN SUR INDY QUI SE SAISIT DU TALISMAN.

DU DESSIN A L'IMAGE.



"C'est réjouissant de bout en bout." STUDIO MAGAZINE

"Le couple le plus désopilant de l'année." PREMIERE

ACTUELLEMENT

XAVIER LABRE et GILBERT DE COLDOCHMIDT PRÉSENTENT
LAMBERT WILSON ISABELLE GELINAS
CLAUDE PIEPLU

SUIVEZ CET AVION

UN FILM DE PATRICE AMBARD

AVEC MARIA MERIKO ET CLOVIS CORNILLAC



« MAN NO RUN », LE NOUVEAU FILM DE CLAIRE DENIS

Variation musicale sur un thème capillaire

Claire Denis, réalisatrice de *Chocolat*, a découvert à Yaoundé la musique de Jean-Marie Ahanda, rock inspiré des musiques traditionnelles des villages africains. *Man No Run* est le film de ce coup de foudre et de la tournée française des Têtes brûlées, le groupe camerounais d'Ahanda. La réalisatrice et le musicien témoignent ici de la rencontre de leurs émotions.

JEAN-MARIE Ahanda est musicien. Il a vécu en France où il a joué avec des gens comme les frères Touré, de Touré Kunda, ou Jacob Desvarieux, avant que celui-ci fonde Kassav'. Puis il est retourné chez lui, en Afrique, à Yaoundé, au Cameroun. Un jour, il est parti au fond de la forêt, pour assister à une cérémonie ébola, un rite initiatique d'origine gabonaise qui s'est étendu au Cameroun. Jean-Marie Ahanda voulait s'assurer une bonne fois pour toutes, par l'expérience, de la réalité ou non des pouvoirs magiques des sorciers. « Ils m'ont tout fait, battu, brûlé, mouillé, enfumé, mais je ne suis pas rentré en communication avec les morts. » En revanche, dans la forêt, il a entendu une musique « incroyable ». Et à son retour à Yaoundé, il a trouvé chez lui une femme européenne, cinéaste, qui était venue voir ses tableaux.

Claire Denis, qui avait grandi au Cameroun, y est revenue pour réaliser *Chocolat*, quelque temps après sa rencontre avec Jean-Marie Ahanda. Celui-ci venait de fonder les Têtes brûlées, une décision inspirée entre autres par son expérience dans la forêt. Mais il ne voulait pas simplement former un groupe.

D'une part, les Têtes brûlées ne jouaient que du bikutsi, la musique des villages dans laquelle le balafon serait remplacé par la guitare électrique : il tournait résolument le dos au makossa urbain de Douala, illustré chez nous par Manu Dibango. D'autre part, les Têtes brûlées ne se conduiraient pas comme les autres musiciens : « Les rares types qui jouaient déjà du bikutsi n'étaient pas à la hauteur de la musique. Le bassiste jouait en dormant sur deux notes, il n'était là que pour la bière. » Jean-Marie Ahanda voulait que les musiciens ne se consacrent qu'au groupe. Il rencontra Zanzibar, un guitariste extraordinaire, gaucher qui jouait sur une guitare de droitier tenue à l'envers. Ensuite arrivèrent Martin, Roger et



Les Têtes brûlées dans toute leur splendeur futuriste et tribale.

Afata. Jean-Marie les convainquit de se raser. « Ce n'est pas évident, les Africains ont un rapport très compliqué avec leurs cheveux. C'est tellement difficile de les faire pousser, de les peigner. » C'est pour- que l'inspiration capillaire iroquoise (ou punk, à la rigueur) des Têtes brûlées ne passe pas toujours au Cameroun. Au début de *Man No Run*, les musiciens expliquent comment le commissaire a d'abord voulu leur refuser leurs passeports, ne souhaitant pas que

des Camerounais si mal coiffés se répandent de par le monde.

Entre le début et la fin du tournage de *Chocolat*, les Têtes brûlées étaient devenues vedettes. A cause de leur aspect : sur scène, les motifs capillaires étaient soulignés par des peintures sur le visage et les bras, ils étaient vêtus tout en fluo et trimbalait des sacs à dos multicolores. La réalisatrice songea un moment à les inclure dans son film, puis renonça.

Mais son envie de les fixer sur pellicule était assez forte pour que, à l'occasion de la première tournée française du groupe, elle convainque un producteur et parte à leur suite, accompagnée d'une équipe technique réduite.

Au début, elle s'est tenue à distance du groupe, ne se permettant pas de filmer à l'intérieur de leur camion ou dans leurs chambres. Puis, peu à peu, elle ne les a plus quittés. « C'était très fatigant, se rappelle Jean-Marie Ahanda. Quand nous avions fini de travailler, elle continuait. Quand on sortait de scène épuisés, elle était encore là. » Ce que la réalisatrice corrige légèrement : « On ne peut pas tourner tout le temps. Mais il faut être là tout le temps pour savoir si un moment vaut d'être filmé. Nous n'avons filmé qu'un seul petit déjeuner, dans un foyer de jeunes travailleurs où ils étaient logés, mais pour le choisir, il faut avoir vécu tous les autres petits déjeuners. »

LES TÊTES BRÛLÉES
DANS LE VISEUR

Le film fourmille de ces moments d'attente, de longues discussions dans lesquelles le comique naît d'un certain décalage — à part Ahanda, aucun des membres du groupe n'était jamais venu en France, — de la musique aussi, bien sûr. Mais à aucun moment le groupe n'a oublié la présence de l'équipe : « La seule caméra qu'on peut oublier, c'est la caméra invisible, quand on est piégé », dit Claire Denis. Comme elle l'a voulu, on retrouve aussi dans le film les moments d'un rapport sans cesse changeant entre elle et les Têtes brûlées.

Aujourd'hui, le groupe sort à peine d'une période difficile. Zanzibar, le guitariste prodige, est mort au début de l'année, après avoir absorbé des barbituriques et de l'alcool. Il a été remplacé, et la formation qu'on a pu voir pour quelques concerts au printemps dernier est déjà en place. Mais le premier album du groupe n'est toujours pas sorti, bloqué par des problèmes juridiques dont les Têtes brûlées sont les victimes.

Heureusement, *Man No Run*, variation lente (et originale, comme toutes les bonnes variations) sur le thème du film de tournée rock, vient rappeler leur existence. Il faut aller le voir, et en attendant cet album bloqué, écouter la bande originale du film (sur disques Milan), un beau document brut sur le groupe en concert.

THOMAS SOTINEL.

VOTRE TABLE
CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre — P.M.R. : prix moyen des repas — L.H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMISON 10, rue des Capucines, 2-40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J. An 1^{er} ét., le premier restaurant. Menu de Paris, 40 €, dîner, spécial. de saison fumé et poisson d'été, menu dégust. à 95 F. An. Au rez-de-ch., KITT O'BREAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la nuit av. musiciens. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Joug. 2 h du mat.

RELAIS BELIMAN 37, rue François 1^{er}, 8-47-23-34-42 F. sam. dim. Joug. 22 h 30. Cuisine entièrement rénov. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYANS. Salaux, sautés, conchitos. FILET A L'ESTRAGON. Omelette du jour.

LE RELAIS DES CORDON ROUGES 6, place de la République, 11-47-00-44-16 Restaurant alsacien T.L.J. Joug. 1 h de mat. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Chocrosites.

LE PRESBOURG 45-00-24-77 3, av. de la Grande-Armée, 16-71 les jns Accueil NON-STOP Joug. 1 h de mat. Une table gastro. avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons frais. Langoustes et homards du vivier. Terr. Dég. d'œuf. Menu à 96 F + carte.

LE GOURMAND CANINE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17- (pl. Péniche) Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

YUGARAJ 43-26-44-01 14, rue Dauphine (6- F./dim. SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault Millau.)

RESTAURANT THOUVENIN 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7- Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, y compris le dimanche.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir
Dégust. « Brasserie de Luxe »
JARDIN FEUILLE au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS
24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'œuf grillées
43-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

25 films, trésors nationaux américains

Victor Fleming, John Ford et Billy Wilder sont cités deux fois au palmarès des « trésors nationaux » du cinéma américain dont les treize membres du National Preservation Board (1) viennent de rendre publics les vingt-cinq premiers titres. Y figurent notamment, outre le premier chronologiquement (*Intolérance*, de Griffith, 1916) et le dernier (*La Guerre des étoiles*, de Lucas, 1977), *L'Aurore*, de Murnau, les *Temps modernes*, de Chaplin, *Citizen Kane*, de Welles, *Les Enfants de la nuit*, de Verdon, de Hitchcock, *Chantons sous le plâtre*, de Decca-Kelly, *Le Prisonnier du désert*, de John Ford... La cinéaste noir est représentée par les *Sentiers de la violence*, de Gordon Parks, le réalisateur de *Shaft*. Seuls les films réalisés il y a plus de dix ans étaient éligibles.

Il s'agit là d'une première action en faveur de la préservation du patrimoine cinématographique américain. Le Congrès en a approuvé l'an dernier le principe, qui prévoit l'établissement d'un tel palmarès trois années de suite. Il n'est pas certain que la loi soit reconduite au-delà. La pression de la Galilé des

metteurs en scène, scandalisés par la coloration et autres détériorations, a abouti à cette législation, minimale au regard de ce qu'ils demandaient : une vraie protection du droit moral des auteurs. Pratiquement, les propriétaires des vingt-cinq films protégés cette année seront toujours libres de les couper et de les colorier. Ils sont néanmoins contraints désormais de le signaler clairement aux spectateurs ou télé- spectateurs.

Jack Valenti, qui représente les grands studios, s'est abstenu de voter pour s'opposer à toute « ingérence gouvernementale dans l'industrie du cinéma ». L'effort de préservation doit venir, à ses yeux, l'ensemble de la production. Plus de la moitié des films réalisés avant 1950 aux États-Unis sont irrémédiablement détériorés. Trente millions de mètres de pellicule nitrate n'ont toujours pas de copie de sécurité.

CLAUDINE MULARD.

(1) Office national de conservation du patrimoine.

V.O. : GAUMONT LES HALLES — GAUMONT OPÉRA — GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES
GAUMONT PARNASSE — GAUMONT ALÉXIA — GAUMONT CONVENTION — BASTILLE — ST-ANDRÉ-DES-ARTS

2001 AUDIOVISUEL • FORUM DISTRIBUTION

BREVE
HISTOIRE
D'AMOUR

UN FILM DE
KIESLOWSKI

سكنا من الحلال

CINÉMA

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Ariel

d'Alfred Hitchcock, avec Turo Pajala, Susanna Hämäläinen, Matti Pellonpää, Eetu Hiltunen, Erika Pajala, Pentti Hiltunen (1 h 14).

Un mineur nonchalant s'en va chercher fortune dans la grande ville, au Sud. Il se fait flouer, blouser, voler, mais rencontre une femme débordante d'activités, qui le sauve de bien des malheurs. Un modèle d'humour finlandais : froid au dehors, généreux en dedans, piquant sur le dessus.

VO : Utopie Champion, 14 (42-28-04-88).

Attends-moi au ciel

d'Antonio Marero, avec Pepe Soriano, José Sazatornui et Sara A. Chus Lampreave, Espagne (1 h 34).

Un brave commerçant, sosie de Franco, est enrôlé par la police secrète pour remplacer le caudillo vieillissant, fatigué, lassé des corvées protocolaires attachées au pouvoir, mais pas du pouvoir lui-même. Les histoires de sosie font les meilleurs quiproquos, dont les meilleurs vaudevilles.

VO : Chocches, handicapée, 14 (42-33-10-32).

Les Balcons

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Lucie Garrel, Antoine, Maurice Garrel, Yvette Etienné, France (1 h 23).

Déchirements et ruptures entre un metteur en scène et sa femme, dont il fait jouer le rôle dans son film par une actrice, ce qu'elle n'accepte pas. Philippe Garrel à la recherche de ses souvenirs, pratique toujours un cinéma austère et sans concession.

Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 14 (42-80-28) ; L'Entreprise, 14 (42-43-41-53).

Baptême

de René Féret, avec Valérie Stroh, Jean-Yves Berteaut, Jacques Bonnaffant, France (2 h 03).

Le cinéaste de la Communion solennelle brosse un bonhomme portrait de famille, la sieste. C'est dans ce genre d'évocation qu'il trouve les images de sa sensibilité.

Forum Orient Express, 14 (42-33-42-28) ; Lucarne, 14 (42-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 14 (42-59-19-08) ; Studio 28, 14 (42-66-38-07).

Brève Histoire

d'ennemi de Krzysztof Kieslowski, avec Grazyna Szapolowska, Gert Lohwensiek, Stefania Ilińska, Piotr Machalica, Pologne (1 h 27).

La sixième partie du Décroquis du cinéaste polonais qui connaît depuis un an une consécration fulgurante. Dans un climat oppressant qui lui est cher, Kieslowski dépeint un comportement pervers, le viol de l'intimité, de la dignité, de l'esprit, par le regard. Mais, en alourdissant le film d'une fin laborieuse, il rate un chef-d'œuvre.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (42-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ;

Saint-André-des-Arts I, 14 (42-28-45-18) ; Gaumont Champs-Élysées, 14 (42-69-04-67) ; La Bastille, 11 (42-07-48-60) ; Gaumont Aléa, 14 (42-27-94-50) ; Gaumont Parnasse, handicapée, 14 (42-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27).

Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Marco Leonardi, Agnese Nano, Ian Daniel, Franco-italien (2 h 03).

Un petit garçon malicieux et un projectionniste bourru au grand cœur partagent leur merveilleux pour le cinéma. L'Italie n'en a pas fini de pleurer l'âge d'or du septième art. Nous aussi.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (42-28-12-12) ; Pathé Impérial, handicapée, 2 (42-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 14 (42-25-69-83) ; La Pépote, 7 (42-05-12-18) ; George V, 14 (42-62-41-44) ; Pathé Marignan-Concordia, 14 (42-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, handicapée, 11 (42-57-92-51) ; Gaumont, 14 (42-28-04) ; Gaumont Aléa, 14 (42-27-94-50) ; Sept Parnasse, 14 (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (42-75-79-79) ; U.G.C. Mollat, handicapée, 17 (42-48-06-06).

VO : Pathé Français, 14 (42-75-80-80) ; Les Halles, 12 (42-43-04-47) ; Funesta, 13 (42-51-58-36) ; Pathé Montparnasse, 14 (42-20-12-08) ; Gaumont Convention, handicapée, 14 (42-28-42-27) ; Pathé Clichy, 14 (42-22-40-01).

Le Dossier Adams

d'Errol Morris, avec Randall Adams, David Harris, Gus Rose, Emily Miller, Sam Kitter, Américain (1 h 41).

Parti pour tourner un documentaire sur un psychiatre aux tribunaux, Errol Morris a rencontré Randall Adams, condamné pour meurtre. Convaincu de son innocence, il s'est transformé en juge d'instruction, a repris l'enquête, enregistré les dépositions d'Adams et des témoins grâce auxquels il a reconstitué les faits. Le véritable criminel a été arrêté.

VO : Action Christine, 14 (42-23-11-30) ; U.G.C. Rotonde, 14 (42-74-04-04).

La Fille

de quinze ans de Jacques Dolfin, avec Judith Godrèche, Melvil Poupaud, Jacques Dolfin, France (1 h 40).

Dans une ville de rêve, suspendue entre ciel et mer, Juliette trouble le père de son petit copain et décide de le séduire pour le punir de son penchant coupable. A cet affrontement de mots et de regards, le quadragénaire est le plus fort. Mais Judith Godrèche trouve son premier beau grand rôle.

Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 14 (42-25-69-83) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-35-30-40).

Histoires

d'Amérique de Chantal Akerman, avec Mark Austin, Esther Bellot, Stefan Beller, Kirk Baltz, George Bartenieff, 888 Bastien, Franco-belge (1 h 37).

Souvenirs des pogroms ou histoires drôles, la mémoire



Dans les Vacances de Monsieur Hulot, Jacques Tati part à la plage dans sa vieille guimbarde et devient le jouet de toutes les fustigues estivales. Il joue au tennis comme personne, tire un feu d'artifice et rattrape la guimbarde du vendeur volubile. Monsieur Hulot est un vacancier dédoublé.

juive retrouvée par Chantal Akerman.

VO : 14 Juillet Odéon, 14 (42-25-69-83).

I Want to go Home

d'Alain Resnais, avec Adolph Green, Gérard Depardieu, Linda Lavin, Michelle Presle, Laura Benson, John Ashton, France (1 h 48).

Dans un tourbillon de grimaces et de bulles de bande dessinée, Alain Resnais aborde le choc des cultures, des langues et des mots. Michelle Presle, hôtesse faussement distraite et volage, et Linda Lavin, d'une discrétion étonnante, sont remarquables.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (42-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 14 (42-25-69-83) ; Gaumont Ambassade, 14 (42-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (42-57-92-51) ; Miramar, 14 (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapée, 14 (42-75-79-79).

Katie et Volodia

de Dominique Delouche, avec Ekaterina Makarova, Vladimir Vassiliev, Eric Vu An, Elizabeth Maurin, Richard Wili, Galina Oleskova, Franco-soviétique (1 h 06).

De l'école de danse à la consécration, Dominique Delouche a suivi les entraînements de deux des plus grands danseurs du Bolchoï avec tendresse et admiration.

Vendôme Opéra, 2 (42-42-60-33).

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yousuf Kudo, Masatoshi Nagase, Screamin' Jay Hawkins, Cagney Lee, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

Un couple de fans japonais d'Elvis, deux jeunes femmes en mal de confidences, quelques garçons en gogotte se croisent autour d'un coup de revolver dans un vieux hôtel de Memphis. Ils se croisent sans se reconnaître, ils se parlent sans s'entendre et Jim Jarmusch les observe.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (42-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (42-42-72-52) ; Raciné Odéon, 14 (42-25-19-08) ; Gaumont Ambassade, 14 (42-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-35-30-40).

Nocturne indien

d'Alain Corneau, avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Célarié, Otto Tausig, T.-P. Jais, Hatcher, Dipei Dave, France (1 h 50).

Parcours initiatique et labyrinthique d'un homme parti en Inde à la recherche d'un ami. Jean-Hugues Anglade révèle (enfin) une autre facette de son talent dans un film empreint de poésie, presque mystique.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; U.G.C. Miramar, 14 (42-30-32-20) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 14 (42-74-04-04) ; U.G.C. Opéra, 14 (42-74-04-04) ; U.G.C. Gobelins, 13 (42-33-24-44).

Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Laura San Giacomo, Ron Vawter, Américain (1 h 40).

Une femme coincée, un mari yuppie qui couche avec sa belle-sœur plutôt nympho, un copain qui récolte des confessions sexuelles sur vidéo et se les passe pour lui tout seul car il est impuissant. Égalité Palme d'or. Pour un premier film, c'est faire preuve de maîtrise, et quand même d'humour. Involontairement pénit-ère. Qu'importe.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (42-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Pathé Impérial, 2 (42-42-72-52) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapée, 14 (42-59-19-08) ; Pathé Champs-Élysées, 14 (42-22-72-80) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; La Pépote, 7 (42-05-12-18) ; Gaumont Convention, handicapée, 14 (42-28-42-27) ; Pathé Clichy, 14 (42-22-40-01).

doly, 14 (42-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, doly, 14 (42-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (42-75-79-79) ; U.G.C. Mollat, 17 (42-48-06-06).

VF : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Rax, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Paquier, doly, 14 (42-57-92-51) ; Les Halles, doly, 12 (42-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 12 (42-30-32-20) ; Miramar, doly, 14 (42-30-32-20) ; Gaumont Convention, doly, 14 (42-28-42-27) ; Pathé Clichy, doly, 14 (42-22-40-01).

La Vie et rien d'autre

de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, France (2 h 14).

Deux ans après la fin de la « der des ders ». Deux femmes qui cherchent leur mari disparu tournent autour d'un même personnage, un commandant tou-

truant et rebelle. Ils n'ont rien en commun et pendant quatre jours, ils vont s'affronter, puis s'apprivoiser. Bertrand Tavernier offre le centième film de Philippe Noiret en lui offrant un rôle en or massif.

Forum Horizon, handicapée, 14 (42-09-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 14 (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, handicapée, 14 (42-74-04-04) ; Saint-Lazare-Paquier, 14 (42-57-92-51) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapée, 14 (42-22-40-01) ; U.G.C. Opéra, 14 (42-74-04-04) ; U.G.C. Gobelins, 12 (42-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (42-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 12 (42-30-32-20) ; Miramar, doly, 14 (42-30-32-20) ; Gaumont Convention, doly, 14 (42-28-42-27) ; Pathé Clichy, doly, 14 (42-22-40-01).

Le Nœud du chasseur

de Charles Laughton, avec Robert Mitchum, Shelley Long, Lillian Gish, Billy Chaplin, Sally Jane Bruce, James Gleason, Américain, 1968, noir et blanc (1 h 33).

Encore un grand classique. La Nuit du chasseur est tout

d'abord un film unique car Charles Laughton n'a jamais pu en réaliser un autre : parce que Robert Mitchum est divin en incarnation du mal, avec ses yeux hypocrites, traversés d'étranges lueurs ; car la nuit percée d'étoiles, les ombres et les lumières sont effrayables.

VO : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 14 (42-22-57-23) ; Les Trois Satras, 14 (42-61-10-80).

Le Party

de Blake Edwards, avec Peter Sellers, Claudine Longet, Marge Champion, Steve Franken, Américain, 1968 (1 h 38).

Coups de griffe, regard corrosif, encore une brillante satire de Blake Edwards sur le monde d'Hollywood. Peter Sellers en acteur malmadré s'empêtre à merveille dans les robes de soirée.

VO : Action Five Gauche, 14 (42-33-44-40).

Quasimodo

de William Dieterle, avec Charles Laughton, Maureen O'Hara, Cedric Hardwicke, Edmund O'Brien, Américain, 1939, noir et blanc (1 h 57).

Natif de Strasbourg, William Dieterle s'y commistait suffisamment en gothique pour réussir cette adaptation de Notre-Dame de Paris, de Victor Hugo, en restant plus proche de Gustave Doré que des grandes fresques hollywoodiennes.

Charles Laughton est magnifique en Quasimodo et Maureen O'Hara charmante en Esmeralda celtique.

VO : Action Christine, 14 (42-23-11-30).

Les Vacances de M. Hulot

de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Michèle Pezonnet, Michèle Rella, Volonté Caron, Louis Perault, France, 1963, noir et blanc (1 h 38).

Frère jumeau de François le facteur, Monsieur Hulot ne fait pas de tournées loufoques sur un vélo, mais part en vacances dans une vieille guimbarde. (Voir photo légende.)

Le Champ - Espace Jacques Tati, handicapée, 14 (42-64-51-80).

La sélection cinéma

a été établie par Bénédicte Mathieu.

Rétrospective Jean Cocteau

A LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

Lundi 23 octobre :

19 H 30 : Le Sang d'un poète (1930). Avec Les Miller, Enrique Rivero, Pauline Carton, Fernand Bignon, Jean Desbordes et la voix de Jean Cocteau. La Villa Santo Spirito (1951).

21 HEURES : Orphée (1949). Avec Jean Marais, Maria Casarès, François Périer, Marie Dén et Juliette Gréco.

22 H 30 : Le Testament d'Orphée (1959). Avec Jean Cocteau, Edouard Dermit, Jean-Pierre Lélaut, Nicole Courcel, Jean Marais, ainsi que Marie Casarès et François Périer dans les anciens rôles d'Orphée.

Tél. : 47-04-24-24.

AU CINÉMA SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS

Mercredi 25 octobre :

Orphée

Jeudi 26 : L'Alp à deux têtes (1947). Avec Edwige Fenech, Jean Marais, Sylvie Monfort, Yvonne de Bray et Jean Debucourt.

Vendredi 27 :

Le Testament d'Orphée.

Samedi 28 :

La Belle et le Bête (1946). Avec Jean Marais, Josette Day, Milla Parilly, Nane Germon et la voix de Jean Cocteau.

Dimanche 29 :

Les Parents terribles (1948). Avec Jean Marais, Yvonne de Bray, Josette Day, Gabrielle Dorziat, Marcel André et la voix de Jean Cocteau.

Lundi 30 :

Le Baron fantôme (1942). Avec Jany Holt, Odette Joyeux, Alain Cuny, Claude Sérwal, André Lefaur et Jean Cocteau.

Mardi 31 :

La Villa Santo Spirito

Le Sang d'un poète

Séances à 12 heures, 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures, 22 heures. Ce programme sera reconstruit chaque semaine. Tél. : 42-22-57-23.

Au Français, 8000



Le Champ - Espace Jacques Tati, handicapée, 14 (42-64-51-80).

مكتبة فيلادلفيا

THÉÂTRE

Un éléphant dans le jardin

d'Eric Westphal, mise en scène de Jean-Paul Rouillon, avec Gérard Philou.

Le directeur du Théâtre des Mathurins, Gérard Philou, nous a tellement et si heureusement surpris en créant dans la grande salle les *Palmas de M. Schütz* (lire plus loin) que nous lui ferons confiance pour cette pièce — d'un auteur que l'on connaît peu — et qu'il installe dans sa petite salle. A découvrir.

Mathurins (Paris), 38, rue des Mathurins, 8^e. A partir du 23 octobre. Du lundi au samedi à 19 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-66-00-00. 100 F.

SÉLECTION

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Rouillon, avec Michel Etcheberry, Michel Aumont et Françoise Ségur.

Il y a plusieurs Avare à l'affiche des théâtres parisiens. Pourquoi préférer celui-ci ? Parce que Michel Aumont est un comédien d'exception et parce que la mise en scène de Jean-Paul Rouillon, qui a beau dater de vingt ans, se voit aujourd'hui avec le même plaisir.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 19 octobre, 20 h 30 (et les 25 et 29 octobre). Tél. : 40-10-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

Le Bourgeois

de Joli Jouanneau, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Demarle, Raymond Jouanneau et Denise Péron.

L'un des deux grands succès du dernier Festival d'Avignon s'est installé à Paris dans ce drôle de Jardin d'hiver. Il faut absolument aller retrouver ou découvrir l'écriture vagabonde de Joli Jouanneau qui, en quelques spectacles, a su créer avec son décorateur Jacques Gabel et son éclairagiste Franck Thévenon une esthétique nouvelle au théâtre, entre tellurisme et étoiles. Une superbe distribution où Philippe Demarle fait des merveilles.

Jardin d'hiver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 42-62-69-48. Durée : 1 h 40. 70 F et 90 F.

Buffo

d'Howard Souten, mise en scène de l'auteur, avec l'auteur.

Retour à la scène d'un acteur virtuositant non épuisable. Auteur, metteur en scène et acteur solitaire, Howard Souten est aussi romancier et clown, sans jamais qu'il ne l'ait été. Un



José-Maria Flotats retrouve Paris. Aujourd'hui directeur du Théâtre national de Catalogne, il rend hommage à la France et à son théâtre en présentant à Chaillot avec sa troupe deux grands classiques en catalan, *Lorenzaccio* et, comme ici, *Le Misanthrope*.

se souviennent que la France avait découvert avec un superbe *Terre étrangère*, du même Flotats et une distribution ténante pour la nouvelle création du Festival d'automne.

Théâtre Rensu-Berrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-68-08-80. Durée : 2 h 45. 120 F et 180 F.

Dans la nuit la liberté

d'après Frédéric Dard. Mise en scène de Robert Hossain.

Le grand Hossain de l'année : un hommage, signé Frédéric Dard, à la Résistance française ; un parcours, donc, dans les plus sombres années du siècle guidé par une distribution irréprochable sur le papier.

Palais des sports, porte de Versailles, 19^e. Les mardi, mercredi et samedi à 16 heures, le mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 48-38-40-90. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.

Le Gardien

de Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Michel Escarrou et Jean-Pierre Kalfon.

Jacques Dufilho est insatiable. Alors que *Je ne suis pas Rappaport* est une troisième saison à l'affiche de l'Œuvre, cet immense comédien a vraisemblablement eu peur de commencer de s'ennuyer et donc décidé de jouer une très méchante et très belle pièce d'Harold Pinter, *Le Gardien*, en alternance. Tant mieux : il est siirement l'indien d'acier imaginé par le maître anglais de l'obscurité et de l'incommensurable. Magnifique.

Œuvre, 55, rue de Clichy, 8^e. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 46-74-47-36. Durée : 2 h 30. De 25 F à 180 F.

Lorenzaccio

de Francesco de Rojas, mise en scène de l'auteur, avec Jeanne Moreau.

Après les nuits ventueuses de la cour d'honneur d'Avignon cet été, Jeanne Moreau et ses compagnons ont trouvé sous le toit d'un illustre théâtre. Un peu de confort a permis à ce spectacle de trouver ses matrices et au parti de la mise en scène, vision claudélienne de l'œuvre tourmentée de Rojas, de s'imposer sans plus d'arrière-pensées. Il faut aller gravir l'escalier métaphysique d'Antoine Vitez et Yannis Kokkos.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 42-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 57 F à 180 F.

Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Luc Bondy, avec André Dussollier, Ballo Ogier.

Un grand auteur, un metteur en scène dont beaucoup

Les mercredi, jeudi et samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 2 h 30. De 80 F à 130 F.

Les Mollheurs Amis

de Hugh Whitmore, mise en scène de James Roose-Evans, avec Edwige Fenech, Guy Tréjan et Henri Virlogeux.

Edwige Fenech en abbesse, Guy Tréjan en charmant directeur de la bibliothèque de l'université de Cambridge et Henri Virlogeux en brillant George Bernard Shaw, c'est un rendez-vous de l'esprit et du cœur à ne pas manquer. Même si la quasi-absence de mise en scène donne à ce spectacle l'allure d'une lecture amicale d'un bon texte plutôt que celle d'une pièce de théâtre.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le mercredi à 21 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Sallier, avec Michel Dumoulin, Sylvie Genty, Jacques Boudet et Jacques Sallier.

Quatre servants du théâtre de qualité portent au sommet de la drôlerie et de l'intelligence un auteur contemporain savoureux et incisif.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 17 h 45. Tél. : 46-48-92-87. Durée : 1 h 30. De 100 F à 160 F.

La Mort de Danton

de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michael Grüber, avec André Marcon.

Le théâtre est un art vivant. Pour preuve ce spectacle réalisé par l'un des plus grands metteurs en scène européens qui, chaque soir ou presque, finit par l'effacement d'une partie du public et de l'acteur. La voix du jeune poète allemand n'en fait pas de bouleverser ses auditeurs. D'autant qu'il est servi par André Marcon, magnifique Danton.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nan-

terre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 30. De 90 F à 120 F.

Opérette

de Witold Gombrowicz, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Bernard Alena.

La pièce la plus sophistiquée d'un auteur polonais passionnant en forme de voyage dans la faillite des idéologies de ce siècle, une fable qui devrait trouver un écho parfait dans le goût des masques de Jorge Lavelli, une distribution étourdissante où l'on retrouve avec plaisir Jean-Claude Jay, Philippe Joris ou Philippe Fretin — trois parmi vingt-deux ! — et l'ensemble musical de Varsovie. Rentrée exigeante dans le beau théâtre du répertoire du vingtième siècle.

Théâtre national de la Colline, 16, rue Malte-Brun, 20^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-40. Durée : 3 heures. 100 F et 130 F.

Les Palmes de M. Schütz

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Gérard Philou, avec Sophie Velleux, Stéphane Hillel et Gérard Philou.

Dans son très joli théâtre entièrement rénové, Gérard Philou nous convie à découvrir un jeune auteur contemporain qui a choisi le vaudeville pour nous distraire. Un texte d'une drôle de folie autour de deux figures du patrimoine scientifique mondial, Pierre et Marie Curie. La meilleure surprise de la rentrée sur les boulevards : deux heures d'un délassant délice.

Mathurins, 38, rue des Mathurins, 8^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-66-00-00. Durée : 2 heures. De 80 F à 200 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich et Claude Brasseur.

Rencontre au sommet : à la veille d'aller rendre les hommages à Louis XVIII, Fouché et Talleyrand d'entente ensemble chez le second. Le « crime », c'est Claude Brasseur, le « vice », c'est Claude Rich qui s'amusent follement et nous astant qu'eux à jouer le texte agité et « humoureux » de Jean-Claude Brisville. Un souper comme celui-là, c'est un souper de fête.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

La vie que je t'ai donnée

de Luigi Pirandello, mise en scène de Michel Dumoulin, avec Maria Casarès.

Maria Casarès est Donna Anna : notre plus grande tragédienne sous les traits du plus beau personnage tragique imaginé par Pirandello dans une de ses œuvres méconnues. Le metteur en scène Michel Dumoulin est quant à lui un lecteur hors pair des textes graves.

Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. Durée : 1 h 30. De 80 F à 180 F.

Vos qui habitez le temps

de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec Michel Samuël et Anne Wiazemsky.

Valère Novarina est un peu le Périclès de l'art dramatique, habile à torturer les mots, à leur faire rendre lettre, l'être. Il s'est entouré pour ce spectacle créé à Avignon

de très bons comédiens qui évoluent dans des toiles qu'il a peintes lui-même. Domage que cet auteur parmi les plus importants n'ait pas, dans ses mises en scène, la même folie, la même déraison, la même imagination que celles qui traversent son œuvre. Un nouveau langage dramatique s'accommoderait certainement d'un traitement scénique plus audacieux.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-67-42-14. Durée : 2 h 15. 70 F et 90 F.

DANSE

Kilina Crémone

Symphonie solitaire.

Le fruit d'une longue recherche sur la gestuelle des corps et celle des machines, la relation entre la technologie et l'art. Passe pour le chef-d'œuvre de Crémone, chorégraphe sans concessions.

Les 18 et 19, Centre Georges-Pompidou, 21 heures. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

Compagnie De Hoxe

Matthieu Mommier

A la rampe.

Mommier sait créer un climat, ici dans les ruines d'un théâtre incendié. Mais ce spectacle habile, bien fait, assez mode, ne retrouve pas l'urgence, la nécessité que l'on ressentait dans les œuvres précédentes. Peut-être la présence, cette fois-ci, de Mommier elle-même (qui ne dansait pas lors de la création à Orléans, en avril dernier) va-t-elle lui insuffler ?

Du 18 au 21, Théâtre de la Ville, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 145 F.

Didier Théron

Passage secret.

Didier Théron et Anne-Marie Pascoli : deux jeunes chorégraphes à découvrir... avec les risques que cela comporte. Ils se produisent en alternance : Théron (le 20 à 18 h 30, le 21 à 21 heures) ; Pascoli (le 20 à 22 heures, le 21 à 18 h 30).

Le 20, 18 h 30, Centre Georges-Pompidou ; le 21, 21 heures. Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

Trisha Brown

Dance Company

Sons of gone father, Newark, Gladis decay, Austral converchie.

Trisha Brown est sans doute aujourd'hui la plus passionnante des chorégraphes américaines. Après un parcours sans faute, elle a patiemment construit une œuvre de plus en plus forte, singulière et riche. Si vous ne voyez qu'un spectacle de danse ce mois-ci, c'est celui-là qu'il faut choisir. Au programme : *Sons of Gone Father* et *Newark*, dans des scénographies de Donald Judd ; *Gladis Decay* et *Austral Converchie*, sa dernière création, dans des scénographies de Robert Rauschenberg.

Le 24, Théâtre de la Ville, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 145 F.

Nancy

Boiler de Nancy

Patrick Dupond célèbre le centenaire de Nijinsky avec *Wislawa*, pièce assez creuse de John Neumeier, mais aussi avec les inoubliables *Après-midi d'un faune* et *Petrushka*.

Grand Théâtre. Les 19, 20 et 21 octobre, à 20 h 30 ; le 22 octobre à 14 h 30. Tél. : 53-38-78-07. De 60 F à 150 F.

La sélection théâtre a été établie par :

Olivier Schmitt.

Dans :

Sylvie de Nassac.

RESERVEZ VOS PLACES

THEATRE

LA MORT DE DANTON
GEORG BÜCHNER
KLAUS MICHAEL GRÜBER
THEATRE DES AMATEURS
DERNIERE LE 29 OCTOBRE

LE CHEMIN SOLITAIRE
ARTHUR SCHNITZLER
LUC BONDY
ACTUELLEMENT
THEATRE RENAUD-BARRAULT

VOUS QUI HABITEZ LE TEMPS
VALERE NOVARINA
THEATRE DE LA BASTILLE
DERNIERE LE 29 OCTOBRE

DANSE

TRISHA BROWN DANCE COMPANY
THEATRE DE LA VILLE
24 OCTOBRE / 29 OCTOBRE

DANIEL LARRIEU
THEATRE DE LA BASTILLE
2 NOVEMBRE / 10 NOVEMBRE

TANGO ARGENTINO
ACTUELLEMENT
THEATRE MOGADOR

MUSIQUES ET THEATRE D'AFRIQUE DU SUD
MUSIQUES ET DANSES TRADITIONNELLES
XHOSA - VENDA - TSONGA
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
DERNIERE LE 21 OCTOBRE

SARAFINA!
SPECTACLE MUSICAL DE MBONGENI NGEMA
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
28 OCTOBRE / 19 NOVEMBRE

RENSEIGNEMENTS 42.96.96.94
LOCATION DANS LES THEATRES - FNAC - PAR CORRESPONDANCE
AU FESTIVAL D'AUTOMNE 156, RUE DE RIVOLI PARIS 7^e

DOMINIQUE PATUREL • GERARD DARRIEU

BRECHT
DIALOGUES D'EXILÉS
Au Lucernaire
Mise en scène GEORGES VITALY

هذا من اجل

شركة من الجزائر

MUSIQUES

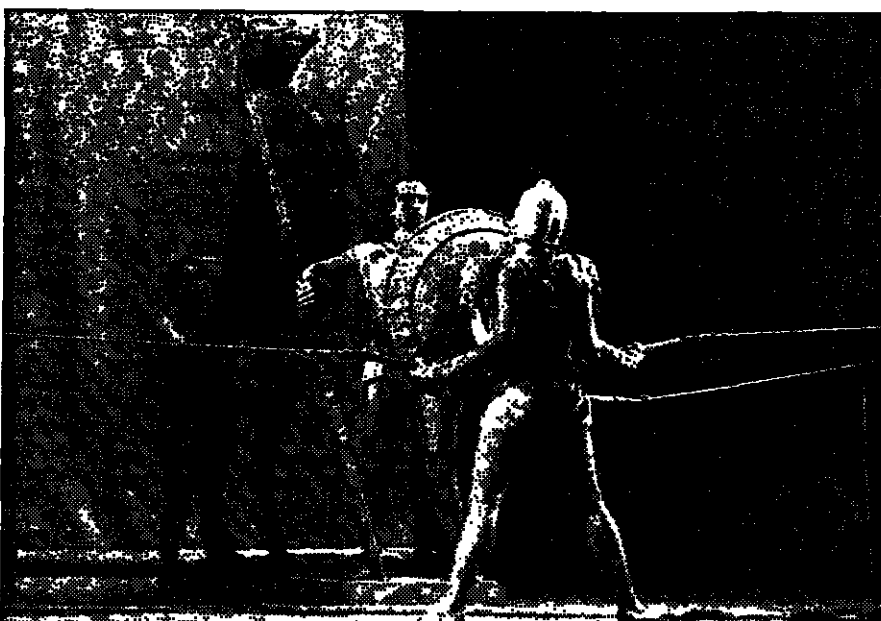
ORIENT-OCCIDENT AU FESTIVAL DE LILLE

Xenakis nippon

Le métissage des cultures : fort bel objectif qui se complique toujours quand on passe aux applications. Par vents et marées, et sous de nombreuses directions artistiques successives, le Festival de Lille a gardé le cap, en tout cas, de la pluridisciplinarité. Xenakis, cette année, y croquera beaucoup de Japonais. Ce n'est pas du métissage, mais des rencontres.



Un festival autour d'un compositeur, ses passions orientalistes et ses attaches hébraïques. Iannis Xenakis (à gauche), la troupe de né Unowaka (en haut à droite) ; « l'Élève » adapté par le Teatro del Carretto (en bas).



ROLE de bête qu'un festival. On se fait une idée de son pelage, de son ramage — cela s'appelle en publicité une image — et, quand la réalité n'y correspond pas, on prétend que la réalité s'est trompée.

Ainsi du Festival de Lille. L'image qu'on en avait, héritée du temps où Maurice Fleuret tenait le gouvernail, était celle d'un animal résolu de son temps. Tout simplement parce qu'une première programmation, en 1977, avait battu les trois coups de la modernité avec onze manifestations centrées autour d'un compositeur vivant, et même tout ce qu'il y avait de plus vil. Pierre Henry convoqua à l'époque les feux d'artifice de Laser Graphic pour des Métamorphoses sulfureuses à souhait : on y voyait, dans une église, beaucoup de fumée, et ce n'était pas celle de l'encens. Messe électronique à la mémoire d'Ovide ? Messe pour le temps présent.

Vers quel modernisme allait ensuite se tourner le futur directeur de la musique ? Haydn, pour l'édition de 1978 ! On l'avait oublié, cet avant-gardiste-là. Les fins de siècle, ensuite, vingtième mais aussi dix-neuvième. L'Italie enfin : vaste sujet. « La rétrospective Pierre Henry avait été un pari invraisemblable, et nous l'avions gagné », se rappelle Jackie Buffin, nerf de la culture au conseil municipal, femme non politicienne mais obstinée, sans qu'il y ait de tout cela ne serait arrivé. « Mais poursuivit-elle, Lille n'a jamais eu vocation de festival de musique contemporaine. Notre idée était celle du mélange, du traditionnel et de l'ancien, de la danse et des arts plastiques. C'est ainsi que nous sommes parvenus à attirer soixante-dix mille spectateurs par an et à organiser en 1981 cent vingt-cinq manifestations — nous étions très inflationnistes à l'époque. Cela a bien changé. »

Changé ? Le succès s'en serait-il allé : en même temps que Maurice Fleuret entraînait rue Saint-Dominique et que son poste lillois était successivement occupé par le compositeur Luis de Pablo (deux ans) Nicolas Snowman (un an), André Sartor (trois), Alain Surans (l'automne dernier) ? « Pas du tout. Le public nous a gardé sa fidélité. Le changement vient du côté des spectacles, les cachets entre-temps ont flambé, le public n'accepte plus une organisation artisanale. » A l'époque, les subventions étaient de 600 000 francs pour plus de cent vingt manifestations, donc. Aujourd'hui, elles sont de 9 millions environ (mécénat compris) pour... quarante manifestations. Et une fréquentation qui n'a pas quitté, à en croire Jackie Buffin, la jauge record de 95%.

Brigitte Delanoy, qui reprend la barre cette année et qui connaît bien « son » festival pour en avoir assuré le service de presse bien avant l'époque héroïque, parle néanmoins de « lassitude, perte d'image et d'identité » à propos d'un festival qu'elle entend bien « réactiver ». Son image, à elle, n'est pas si éloignée du profil Fleuret de 1977. Elle est journaliste (sur France Culture), on la dit proche du Parti socialiste, son rapport à la musique est aussi idéologique : on ne peut concevoir un programme de festival sans penser d'abord à ceux auxquels il s'adresse.

« Quand Maurice Fleuret est parti, certains, localement, s'en sont réjouis. J'ai été nommée en mars, la programmation devait être bouclée pour octobre. Il fallait faire vite : je me suis tournée vers Xenakis, sachant qu'il comprendrait mes difficultés. Il a accepté, malgré ses réticences habituelles à se trouver en première ligne. La programmation japonaise m'a été inspirée et facilitée par celle d'Europaïa cette année

(nous reprenons plusieurs de leurs manifestations). Il n'a pas été si facile d'imposer localement Xenakis, mais les mécènes ont suivi, séduits par notre idée de placer désormais chaque édition sous le patronnage d'une grande personnalité de notre temps.

« L'invité de l'an prochain ne sera pas un musicien ; le thème de 1991 sera l'hispanité, autour de Jorge Lavelli ; en 1992, la thématique sera anglaise, en prévision de l'ouverture du tunnel l'année suivante. L'idée européenne est peut-être devenue une banalité, mais, à Lille, nous la vivons au quotidien. Les Flamands sont décidés à programmer leur festival en accord avec le nôtre — les Wallons sont trop passifs pour que l'on puisse travailler avec eux. Lille recevra, dans trois ans, cinquante lignes de TGV par jour ; la communauté urbaine, qui est actuellement d'un million deux cent mille habitants, va passer à deux millions et demi de personnes et dépassera les frontières, jusqu'à Tournai et Courtrai. Lille se retrouvera au centre du triangle Paris-Londres-Bruxelles : un festival comme le nôtre ne saurait l'oublier. C'est encore une fois la géographie qui fera l'histoire. »

Propos recueillis par ANNE REY

★ Concerts de prestige, traditions, créations pour ce festival d'Orient-Occident avec un récital Hermann Frey (le 19), deux représentations de la Compagnie de théâtre né Unowaka Makio (les 20 et 21, coproduction Europaïa), une soirée Xenakis, par Chojeacka et Gnaïda (avec une création, le 21), le Modern Jazz Quartet (22), Uniradio de Xenakis pour cent arcs de bambou et UPIC lors d'un dimanche destiné en priorité aux enfants (22), Xenakis encore avec Orchestre et Kassandra (23), une troupe de danse traditionnelle thaïlandaise (24 et 25), le New Arts Spring Quartet (25). Rem. : secrétariat du Festival, tél. : 20 06 88 04 et minitel (pour certains spectacles) 3615 code SVN-FLL.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Beethoven

Concerto n° 5 pour violoncelle et orchestre

Haydn

Symphonie n° 40 Concerto en ut majeur pour violoncelle et orchestre

Mario Brunello (violoncelle), Orchestre de chambre Braccio-Bergamasco, Agostino Orizio (direction).

Le violoncelliste Mario Brunello a remporté le premier prix du concours Tchaïkovski en 1987. Il avait, porté par cette prestigieuse distinction, se lancer dans la carrière, jouer partout... Il a préféré prendre le temps d'approfondir son répertoire. Pour Brunello, il est urgent d'attendre. Très récemment, il a accepté de jouer avec Carlo Maria Giulini car ce dernier lui a proposé de travailler pendant une semaine à la préparation de leur concert. De bonnes habitudes qui ne sont hélas ! plus souvent de règle. Si son jeu est à la hauteur de ses exigences, Mario Brunello doit être un sacré violoncelliste !

Le 18, Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 80 F à 180 F.

Moryla

44^e Quatuor à cordes op. 60 n° 1

Beethoven

71^e Quatuor à cordes op. 95 69^e Quatuor à cordes op. 69 n° 2

Quatuor Vermeer.

Sans avoir la puissance expressive du Quatuor Borodine, le Quatuor Vermeer n'en est pas moins l'un des ensembles qui comptent aujourd'hui. Le jeu de ces musiciens se distingue, dès l'abord, par sa beauté instrumentale, une sorte d'élegance distanciée qui n'exclut pas la profondeur de l'expression, bien au contraire, mais qui simule leurs interprétations d'une aura poétique étonnante. Au petit jeu des analogies (toujours réducteur, mais souvent parlant) les Borodine (entendus toute la semaine dernière et qui se produiront encore le 19 octobre, au Théâtre des Champs-Élysées) évoquent le style plutôt abrupt d'Otto Klemperer ou de Minkovsky, tandis que les Vermeer s'approchent de celui plus apaisant de chefs comme Pierre Monteux ou Bruno Walter.

Le 24, Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 20 h 30. De 80 F à 110 F.

Le 18, Auditorium de Louvre, 20 h 30. Tél. : 49-53-32-28. De 110 F à 160 F.

Bach

Partita n° 6

Prokofiev

Sarcasme

Webern

Variazioni op. 27

Schubert

Sonata en la majeur op. posthume

André Viers (piano).

Pianiste éclectique, intelligent (au sens où ses interprétations sont intelligentes), André Viers s'est installé il y a peu à Paris. Quelqu'un a dit de lui que s'il avait été Soviétique, il occuperait déjà le haut de l'affiche. C'est sans doute vrai, mais ce Roumain n'a de toutes les façons pas un jeu aimable, facile. André Viers ne se sert pas de la musique comme d'un passeport pour la gloire. Stratoslav Richter et Radu Lupu sont des artistes qu'il respecte plus que d'autres. Cela s'entend. Son programme est subversif : on s'en réjouit d'avance.

Le 18, Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 80 F à 180 F.

Eloy

Rose Mirra

Chœur de libération pour deux voix solistes de France

Yumi Nara, Fatima Miranda (soprano).

L'une est d'origine japonaise, l'autre espagnole. Qu'elles parlent, qu'elles chantent ou qu'elles jouent, leurs voix sonneront libérées du carcan des techniques savantes, ainsi que l'a souhaité Jean-Claude Eloy pour cette commande du Festival d'automne. Soirée-spectacle, et ritualisée, comme à l'accoutumée chez ce compositeur influencé par l'extrême-Orient. Fragments d'un grand cycle à venir sur les femmes créatrices. De l'ail bé cinto sur des textes en grec moderne de Sappho et sur le dernier chapitre d'un roman d'Izumi Sakakura, qui écrit le japonais ancien de la région d'Osaka. Région, précisément, où est née Yumi Nara.

Le 24, Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 20 h 30. De 80 F à 110 F.

SÉLECTION

Mercredi 18

Chostakovitch

Dix Préludes op. 34 pour violon et piano

Deux Préludes et Fugues op. 87

Sonates pour violon et piano op. 104

Alexandre Brussilovsky (violin), Irina Katsilava (piano).

Alexandre Brussilovsky est ce violoniste qui a été emprisonné puis exilé int-

rien en Union soviétique pour n'avoir pas pu empêcher Mikhaïl Roudne de demander l'asile politique en France pendant une tournée de concert qu'ils faisaient ensemble, en 1976. Arrivé en France, il y quatorze ans, Brussilovsky a eu moins de chance que Rudy ou que Vladimir Feltsman (avec lequel il donnait des concerts clandestins avant qu'ils ne puissent émigrer).

Ces dames très dignes d'Afrique du Sud

« La musique occidentale hébraïque offre peut-être plus de matière musicale à la musique que la musique cyclique africaine, mais elle demeure, pour les Africains, impardonnablement dépourvue de rythme et de qualité humaine ». C'est un ethnologue à propos du programme de musique et de danse traditionnelles d'Afrique du Sud qu'offre le Festival d'automne. Ces qualités, de chaleur humaine et de « swing », sont la valeur ajoutée d'une programmation musicale par ailleurs axée sur la création, cette année en particulier. L'hospitalité, dont ont bénéficié tour à tour divers musiciens du Centre de l'Afrique, des aborigènes d'Australie, des troupes d'opéra chinois, s'exerce cette année au profit de musiciens ruraux d'Afrique du Sud, et au nôtre !

Comme le souligne encore Andrew Tracy, « la musique africaine exige que l'on fasse continuellement attention à ceux qui vous entourent » :

que sur la fonction et le sens de cette musique ne règne donc aucune ambiguïté. Qu'il soit bien clair, dans ces conditions, que « les musiciens invités, issus des nations xhosa, vende et tswana, ont l'habitude de jouer avant tout pour eux-mêmes et pour leur communauté. Ce ne sont pas des professionnels, ils n'ont jamais joué dans une salle de spectacle ». Ils ont tout simplement été remarqués par des chercheurs, qui leur ont consacré des thèses.

Le groupe Xhosa sera peut-être les favoris du public français. Parce qu'il n'est composé que de femmes. Femmes mariées aux rondes « très dignes », dont les chants polyphoniques intègrent tout spécialement les hommes de l'art par leur complexité structurelle. Comme au Tibet ou en Mongolie, mais de façon plus simple et variée, M^{me} Mkhizini utilise la technique vocale

diphonique, version vocalisée des arcs à bouche couramment utilisés par le groupe. Sur le stade, autre modèle d'arc dont le calice de résonance n'est plus la cavité buccale, mais une gourde, M^{me} Dywili, doyenne des musiciens du village, joue avec de très légers bâtonnets ou des brins d'herbe.

Les instruments rares ou en voie de disparition volaient, dans les deux groupes masculins qui complétaient ce programme, avec les boîtes de bière et de Coca-Cola. Le pauvreté est une toile de fond que ne cherchent pas à dissimuler des pratiques venues des origines de l'homme et arrivées jusqu'à nous pour célébrer l'année internationale des droits de l'homme.

A.R.

★ Jusqu'au 21 octobre, Bouffes du Nord, 20 h 30. Tél. : 42-08-12-27.

DIAPASON
1500
COMPACTS CLASSIQUES
JAZZ
LE CLUB DES CENT
OCTOBRE 89
HORS SERIE EN VENTE 35F

MUSIQUES

qui ont rapidement vu les portes des salles de concert s'ouvrir toutes grandes, et n'a eu que peu l'occasion de se faire entendre dans des conditions dignes de son talent. Ce concert de la maison de la radio va lui permettre de donner la pleine mesure de son talent.

Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 50 F.

Bruckner

Symphonie n° 7

Orchestre philharmonique de Munich.

Sergiu Celibidache (direction).

Quatre concerts de Sergiu Celibidache à l'Opéra-Bastille : un événement à ne pas manquer. Il vaut mieux d'ailleurs entendre ce chef faire de la musique que d'écouter ses conférences ou lire ses interviews. On oublie alors qu'il s'est moqué de quelques-uns de ses confrères de manière assez légère (de Karl Böhm à Alfred Cortot, en passant par Karajan) pour s'enivrer des sonorités sensuelles qu'il tire d'orchestres moyens, pour admirer comment il réussit à bâtir d'immenses arches en polissant chaque détail. Car c'est là que réside l'essentiel du talent de ce chef mythique : réussir à porter des musiques généralement plus ordi-

naires vers des sommets de perfection instrumentale et musicale. Cela prouve au moins une chose : les autres chefs ne travaillent pas assez.

Les deux concerts suivants affichent l'ouverture de la *Force du destin* de Verdi, *Don Juan* de Richard Strauss et la *Première symphonie* de Brahms. Ils auront lieu les 21 et 22 octobre. Ils affichent hélas ! complets.

Opéra de la Bastille, 20 h 30 (+ le 19). Tél. : 40-01-16-16. De 80 F à 220 F.

Tippett

Deuxes rituelles tirées

du Midsummer marriage

Liszt

Concerto pour piano et

orchestre n° 1

Janacek

Sinfonietta

Rafael Orozco (piano),

et Orchestre de Paris,

Stan Edwards (direction).

La carrière de Rafael Orozco a connu des hauts et des bas. Passé aujourd'hui chez un impresario qui s'occupe activement de lui, il revient à Paris pour jouer avec l'Orchestre de Paris.

Sa rentrée coïncide avec les débuts parisiens de Stan Edwards, une chef d'orchestre britannique, que Sanyon Richkov a connu au temps



de ses études à Leningrad. Comment se comportera l'Orchestre de Paris, dans la si difficile Sinfonietta de Janacek ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 19). Tél. : 46-63-08-72. De 40 F à 190 F.

Mozart

Variations pour piano

KV 180, KV 573, KV 388,

KV 265, KV 465

Sonata n° 11 KV 331

Danielle Laval (piano).

Pour fêter la sortie de son intégrale des variations pour piano de Mozart (disques Accord), Danielle Laval donne un récital Mozart en l'Eglise Saint-Julien-le-Pauvre.

L'acoustique n'est pas parfaite, mais cette pianiste, qui fut l'élève de Vlado Perlemuter et à qui l'on doit quelques jolis disques (dont une splendide anthologie d'études virtuoses chez EMI), mérite que l'on surmonte cette gêne.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30. De 60 F à 80 F.

Braxton

Composition n° 147

Coleman

Une œuvre en commande du

Festival d'automne à Paris

Nancarrow

Quatre études pour piano,

version orchestrale

Piano n° 2 pour petit orchestre

Ensemble Modern.

Diego Masson (direction).

Leurs noms font frémir. Ce sont des musiciens qui ont

changé notre idée de la

musique. Notre façon de

l'entendre. Tout à la fois

scandaleux et extrêmement

discret. Le Festival d'automne les cite comme

compositeurs. Diego Mas-

son dirige leurs œuvres.

Celle de Ornette Coleman

est un hommage à la liberté

et au pays « qui en a donné

le symbole à l'Amérique : la

France ».

Venant de l'un des chefs his-

toriques de la révolution

free, la reconnaissance est

significative. Le mot chef

est un mot qui lui va si

mal... Nous sommes fous,

impressionnés et tout de

même intrigués : qu'ont-ils

bien pu inventer ?

Opéra-Comique, Salle Favart,

20 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

De 50 F à 110 F.

Samedi 21

Mozart

Requiem

Barbara Schick (soprano),

Carolyn Watkinson (alto),

Christoph Prégardien (ténor),

Harry Van Der Kamp (basse),

Amsterdam Baroque

Orchestra,

Georg Hertenstein

Baroqueensemble,

Ton Koopman (direction).

Quelle bonne idée ! La salle

Favart est en effet le lieu

idéal pour accueillir un

ensemble tel que celui de

Ton Koopman. Un ensemble

qui fête ses dix années

d'existence en publiant chez

Erato six disques compacts

consacrés à Mozart et à

Bach. Si seulement les irré-

ductibles adversaires des

instruments anciens pou-

vaient se rendre, ce soir-là, à

l'Opéra-Comique... sans

doute réviseraient-ils leur

jugement.

Opéra-Comique, Salle Favart,

20 h 30. Tél. : 40-01-19-32.

De 50 F à 250 F.

Dimanche 22

Mozart

Concertos pour piano

Don Giovanni, ouverture

Sérénade n° 11 pour huit

instruments à vent KV 378

Ensemble à vent Maurice

Bourgue.

Maurice Bourgue est l'un

des grands hommes de la

musique en France. Cela ne

se sait pas assez. Mais ses

élèves, les musiciens le

savent, qui cherchent tant à

jouer avec lui. Ce dimanche

matin, il jouera Mozart avec

son ensemble à vent. Et cha-

cun pourra vérifier qu'ils ont

raison : si Maurice Bourgue

était chef d'orchestre, pia-

niste, violoniste ou chanteur,

il serait une star. Mais voilà,

il est hautboïste.

Théâtre - Renaud-Barrault,

11 heures. Tél. : 42-56-60-70.

80 F.

Bach-Busoni

Chaconne

Beethoven

Sonata pour piano op. 108

Liszt

Sonata en si mineur

Hélène Grimaud (piano).

Hélène Grimaud s'est fait

connaître par un enregistre-

ment époustouflant de la

Deuxième sonate de Rach-

maninov (elle avait quinze

ans et battait ses concu-

rents, Horowitz excepté, à

plate contre), puis par un

autre enregistrement épou-

stouflant de la Première

sonate de Schumann

(Denon). Hélas ! son troi-

sième disque consacré aux

Kristleriana de Schumann

et à la Deuxième sonate de

Brahms est moins réussi.

Elle y est plus nerveuse, et

son jeu est moins naturel.

Que cela ne vous empêche

pas d'aller l'écouter en réci-

tal : Hélène Grimaud est

une authentique artiste.

Garches. Centre Sidney

Bechet, 17 heures. Tél. : 47-

41-39-32. De 60 F à 90 F.

Lundi 23

Grieg

Pièces et Mélange

Heller

Final

Ligeti

Concerto pour piano

et orchestre

Jean-Jacques Gaudon

(trompette),

Florent Boffard (piano),

Ensemble InterContemporain,

Peter Eitel (direction).

Tout attendu à Paris, la

version définitive du

Concerto pour piano et

orchestre de Ligeti (*Le*

Monde, du 21 septembre,

page 36) est une bonne

occasion d'aller prendre

connaissance avec un chef-

d'œuvre contemporain et

avec un jeune pianiste tout

fraîchement installé à l'Ensemble

InterContemporain.

Opéra-Comique, Salle Favart,

20 h 30. Tél. : 42-56-

06-11. De 50 F à 110 F.

Ton Koopman fête

le dixième anni-

versaire de son

Ensemble baroque

d'Amsterdam en

donnant le

« Requiem » de

Mozart, le 21 salle

Favart. Une salle

édifiée pour

l'opéra certes,

mais la musique

d'église de Mozart

n'est-elle pas théâ-

trale jusque dans

la dépiélation

funèbre ? Erato

publie dix com-

pacts discs con-

sacrés à Mozart et

à la famille Bach,

dans le mois qui

viendra.

Haendel

Airs d'opéra

James Bowman

(contre-ténor),

La Grande Esprit

et le Chœur du Roy,

Jean-Claude Malgoire

(direction).

James Bowman a enregistré,

il y a quinze ans, l'une des

plus belles versions du *Stabat*

Mater de Vivaldi (Oiseau

Lyre), en compagnie de

Christopher Hogwood. Ces

airs d'opéra de Haendel ne

devraient pas lui aller mal

non plus !

Opéra de Paris, Palais Garnier,

19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

De 25 F à 250 F.

RÉGIONS

Lyon

Schoenberg

Motet et Arien

David Pittman-Jennings

(baryton/récitant),

Wolfgang Neumann (ténor),

Orchestre de l'Opéra de Lyon,

London Philharmonic Choir,

Richard Cooke

(chef des chœurs),

Kent Nagano (direction).

Une musique certes aride,

mais l'unique opéra de

Schoenberg est un chef-

d'œuvre domé trop rare-

ment pour que l'on n'aille

pas l'écouter à Lyon. Sur-

tout lorsqu'il est dirigé par

Kent Nagano.

Les 20 et 24, 20 h 30. Audito-

rium Maurice Ravel ; le 22,

17 heures. Auditorium Maurice

Ravel. Tél. : 78-25-09-80.

De 75 F à 195 F.

Tours

Poulenc

Dialogues des carmines

Rita Gorr,

Roselyne Alouche

(soprano-soprano),

Michèle Zol,

Maryse Costes,

Martine Surail (soprano),

Christian Tréguier (basse),

Jean-Paul Boyt (ténor),

Orchestre et chœurs

du Grand Théâtre de Tours,

Claude Schaeffer (direction).

Rita Gorr dans son rôle de

ARTS

BRAM VAN VELDE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

«Chacun de mes tableaux est un autoportrait»

La rétrospective consacrée par le Centre Pompidou à Bram Van Velde ouvrira ses portes au public le 19 octobre. C'est, après l'exposition de Messtricht, qui s'est tenue au printemps de cette année, la consécration pour ce peintre largement méconnu de son vivant.

Le peintre hollandais, dont on découvre aujourd'hui toute l'importance, s'installa à Paris en 1924, en compagnie de son frère Geer, peintre lui-même. Il vit chichement de l'allocation qu'un négociant néerlandais, E.H. Kramers, lui octroie chaque mois. Très régulièrement, Bram Van Velde envoie des lettres à son mécène pour lui donner des nouvelles de son activité. Ces missives permettent de se faire une idée de l'isolement dans lequel vit le peintre, de ses soucis financiers constants, mais aussi de l'insurmontable conviction qui le soutient au milieu des pires difficultés. Cette correspondance s'interrompt en 1935 quand, la crise venue, Kramers cessera d'envoyer des subsides à Bram Van Velde. Ce dernier s'installera alors à Majorque. La guerre civile espagnole le ramènera à Paris. Totalement démuné, il ne pourra travailler pendant toute la période de la deuxième guerre mondiale. Après 1945, deux expositions organisées par la Galerie Maeght furent des échecs. Plus isolé que jamais, Bram Van Velde dut à l'amitié de Jacques Putman de pouvoir continuer son œuvre, à l'écart des modes et des sentiers battus.

Octobre 1926

«Avec son abondance d'orientations artistiques, Paris pénètre jusqu'au plus profond de l'être et fait découvrir le plus profond de soi-même; ce n'est qu'ainsi qu'il est possible d'arriver, dans son travail, à dominer les contraintes du temps. Toute œuvre étrangère à cette lutte serait du dilettantisme et n'aurait rien à voir avec l'évolution de l'art; cela resterait de l'amateurisme.

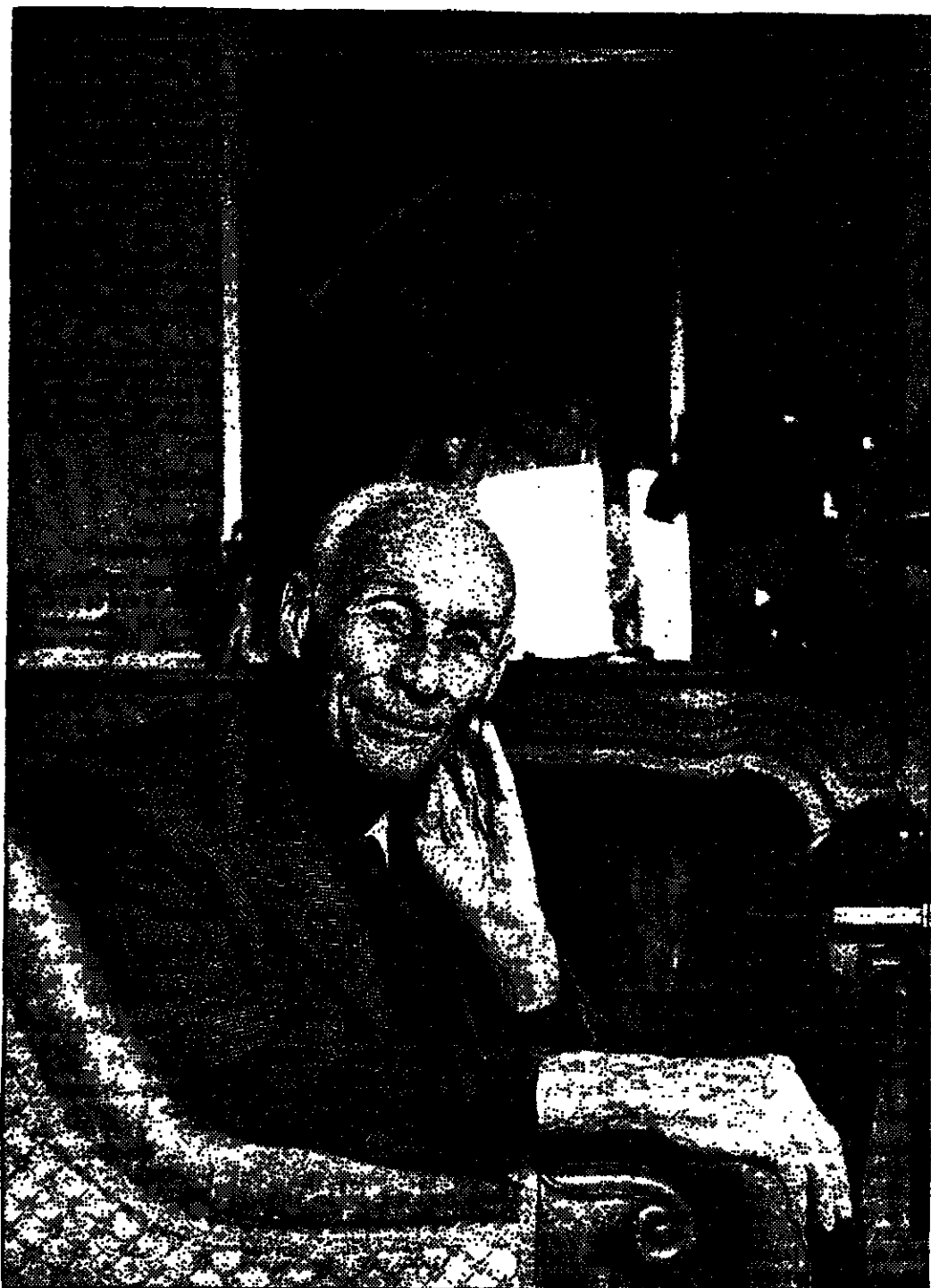
Il existe de nombreux peintres «connus» qui ne produisent rien d'autre que des œuvres d'amateur. Surtout en Hollande. Ils font ainsi la preuve du peu d'entendement qui règne en général dans les choses de l'art; l'art ne doit pas servir à la satisfaction personnelle de celui-ci ou de celui-là, mais il doit en tant que tel rendre tout ce qui vit en nous. Dès lors, plus l'artiste sera ouvert à la vie, plus son œuvre parlera un langage puissant; une œuvre d'art donnera ainsi une mesure de la grandeur spirituelle de son créateur.»

Jan 1927

«Nous travaillons maintenant avec ardeur; les toiles prennent corps et exigent le plus profond parachèvement. C'est un travail intéressant, mais incroyablement exigeant; et si l'on a la chance de pouvoir manier des pinceaux pendant cinq ou six heures d'affilée, sans qu'on ne le remarque, pris tout entier par l'image qui vit au plus profond de soi, alors tout va bien, mais on est brisé de fatigue. C'est ainsi que les choses s'enchaînent pour donner un tout vivant, un monde plus vrai encore que le monde séculaire qui nous entoure, le chaos disparaît et la beauté de nouveau attend procure un havre de repos. C'est un formidable travail qui confère leur plénitude aux œuvres, sans jamais les abandonner à mi-chemin, de telle sorte que l'on évite qu'il faille des mois avant de les reprendre, et avoir appris et gagné en maturité, en tant qu'homme et en tant qu'artiste dans la vie et dans le travail. Nous nous trouvons dès lors en plein travail, riches comme des rois mais aussi pauvres comme des mendicants, ayant toutefois l'espoir de mener les choses à bonne fin et de faire ce que l'on peut...»

20 septembre 1927

«Je suis entré hier dans ma trente-deuxième année et, en compagnie de Geer et de quelques amis, nous avons passé la journée au milieu des tableaux (les



Bram Van Velde photographé par Henri Cartier-Bresson.

trois qui étaient destinés au Salon d'automne au Grand Palais étaient revenus ici; ils ont été refusés).

Lorsque l'on regarde ces dernières toiles dans lesquelles tant de choses se passent et où le sens le plus profond de la vie est mis en lumière, cela donne une image caractéristique des choses de l'art en Europe, et l'on ne comprend pas que ce travail absolument artistique ne soit pas ressenti comme de l'art. Mon œuvre est indépendante de ma volonté; mes meilleurs travaux sont issus d'une force intérieure. La volonté n'y a rien à voir. C'est précisément cette spontanéité immédiate du vécu qui fait la différence entre mon travail et celui de la plupart des autres qui font des œuvres d'art avec leur raison.»

Jan 1928

Ainsi, cher monsieur Kramers, nous devons nous consoler en songeant que, pour un peintre, il est plus aisé de peindre avec le pinceau qu'avec les mots. C'est pourquoi il est si difficile de donner une idée bien nette de notre travail et de nos efforts, car ce qui nous motive est caché. Cependant, l'esprit est constamment sollicité pour percer le secret et c'est là le noyau

de production artistique et des joies que l'on en retire. Les tensions de l'esprit sont sans limite et l'âme de l'artiste veut donner une forme à cette vie. Ces derniers mois, j'ai peint beaucoup de fleurs et chaque tableau est en fait un autoportrait.»

Février 1930

«A la fin du mois de mars, le contrat de location se termine, et ce sera une bonne occasion d'aller dans le Midi et d'acquiescer de nouvelles impressions. Cinq années de suite à Paris, ce n'est pas rien, et je crois que le moment est venu d'aller voir ailleurs. Paris, c'est très bien et tant qu'école, mais pas pour y rester, comme dans toutes les écoles.

Pour moi, il est extrêmement difficile d'exprimer ce que je veux; je souhaite que ma peinture me procure la satisfaction de mes sentiments. Je vis et je connais l'enthousiasme. Ma peinture est une lutte, ce que je comprends avec ma tête ne m'émeut pas. Cela ne vit pas, cela n'a pas de sang, pas de chaleur. Mon travail consiste à exprimer les sentiments qui m'habitent, une vie intérieure veut voir le jour, des sentiments qui n'ont pas de nom.»

Centre Georges-Pompidou, du 19 octobre au 31 décembre.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Arabesques et Jardins de porcelaine

Voir notre photo légendée page suivante.
Musée du Louvre, hall Napoléon, Entrée par la pyramide, Paris, 1^{re}. Tél : 40-20-83-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conf. sur Wladimir de 11 décembre au 12 février le lundi à 18 h 30. Du 20 octobre au 31 décembre 25 F (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée au musée).

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jodard - côté jardin des Tuileries, Paris, 1^{re}. Tél : 40-20-83-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conf. sur Wladimir de 11 décembre au 12 février le lundi à 18 h 30. Du 20 octobre au 31 décembre 25 F (billet d'entrée au musée).

Bram van Velde

Lire notre article ci-contre.
Centre Georges Pompidou, musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 19 octobre au 1^{er} janvier 1990.

Le Beau idéal

On les avatars d'un concept occidental illustrés par quatre-vingt dix dessins de Michel-Ange à Géricault et de Raphaël à Ingres.

SÉLECTION

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Archéologie de la France, trente ans de découvertes

Pour bien commencer l'année de l'archéologie, une grosse exposition que l'on préparait depuis cinq ans et qui mobilise tous les étages des galeries nationales du Grand Palais. On 3000 objets choisis parmi des millions de vestiges trouvés depuis les années 50 à travers l'hexagone, vont nous rappeler notre histoire, du paléolithique aux temps modernes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Cherchill, 1^{er}. Clémenceau, av. Gai-Boissier, Paris, 8^e. Tél : 42-55-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre. 32 F, sam. : 21 F.

D'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.
Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris, 1^{re}. Tél : 42-55-52-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

Les Amériques de Claude Lévi-Strauss

Un livre pour Claude Lévi-Strauss. Le musée de l'Homme organise une exposition autour de « l'homme des Indes ». La vie de l'ethnologue est en effet jalonnée de rencontres faites sur le continent américain, de la forêt amazonienne à la côte nord-Ouest du Pacifique. Les pièces présentées ont été collectées ou choisies par lui. L'occasion de mieux l'ethnologue d'un chercheur et de découvrir des œuvres d'art capitales.

Daniel Dezeuze

Sans être une rétrospective, l'exposition réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. On Daniel Dezeuze, un ancien de Support/Surface, se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide.
Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris, 8^e. Tél : 46-83-80-66. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 octobre. 10 F.

Le jour du coq : les carnets de Picasso

Les carnets de Picasso achetés à Paris une tournée qui les a baladés à travers l'Europe et les Etats-Unis. Ils forment le journal de bord de l'artiste qui raconte son crayon et à l'encre ses recherches et ses trouvailles.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadère, Paris, 16^e. Tél : 46-83-70-80. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 24 avril 1990. 20 F. 25 F (compréhension la visite de musée).

Les Architectes de la Révolution

La Révolution a peu bâti mais beaucoup imaginé : des pyramides, des arcs de triomphe, des palais pour le peuple, des cénotaphes. Pourtant, les grands architectes auxquels elle se réfère, Boullée, Ledoux ou Wailly sont morts, trop âgés... ou en prison. C'est la génération suivante qui réalisera, en mineur, sous l'Empire, une partie des rêves échos sous la Révolution.
Existe une édition supérieure des Carnets-Arts, 11, quai Malaquais, Paris, 6^e. Tél : 42-40-34-57. De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES
Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (4^e), M^o Saint-Paul
sous les pavés, la Bastille
Archéologie d'un mythe révolutionnaire
tous les jours de 10 h à 18 h, 12 OCTOBRE 1989 - 7 JANVIER 1990

la Folie
BAL DU
MOULIN ROUGE
Paris
FORMIDABLE
LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h : dîner dansant, champagne et vin : 530 F
20 h et 01 h : champagne et vin : 365 F
PRIX NETS - TOUT COMPRIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
Tél. : 42.23.02.00
Télé : 64.29.75 MOROUGE - Télécopie : (1) 42.23.02.00

corps sculptés, corps parés, corps masqués
Chefs-d'œuvre de la Côte d'Ivoire
GALERIES NATIONALES DU GRAND PALAIS, entrée Clémenceau
DU 18 OCTOBRE AU 15 DÉCEMBRE
tous les jours si mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h

Ministère des Affaires Étrangères Secrétariat d'Etat aux Relations Culturelles Intern.
Association Française d'Action Artistique
43, rue Solferino - 16^e

Ministère de la Coopération et du Développement
20, rue Monsieur - 7^e

6 OCTOBRE - 2 DÉCEMBRE 1989
HISTOIRE DE LIEUX ORDINAIRES
K L A S E N

PEINTURES
GALERIE LOUIS CARRÉ & CIE
10, AV. DE MESSINE
75008 PARIS
Catalogue 96 p.

ŒUVRES SUR PAPIER
GALERIE GUILLOU-LAFFAILLE
133, BD HAUSMANN
75008 PARIS
monographie 160 p.

Pavillon de Chasse
Stupinigi, Torino
16 Septembre 1989
1 Janvier 1990

Heures d'ouverture :
museo on weekdays
9.30-12.30 hours
museo on weekends
10.30-12.30 hours
museo on weekends
10.30-12.30 hours

Ville de Turin
Ville de Shenyang
Département de la Culture
de la Ville de Turin
Musée du Palais
Imperial de Shenyang

Avec la participation
de la
Cassa di Risparmio
di Torino
et de Fiat SpA
et la disponibilité
de l'Unité des
Saints-Maurice
et Lazare

1 MARZO
1990

Maison d'édition
Fabbri



ARTS

L'Europe
des grands maîtres

Signes Matisse, Boccioni, Mondrian, Kandinsky, Magritte, Bacon, Hartung, Van Der Velden ou Beyer... des œuvres choisies dans la période de jeunesse de cent trente artistes de cent pays de la Communauté européenne. Un score de choses un peu rares sur lesquelles on a parfois du mal à mettre un nom.

Musée Jacquemart-André, 168, rue de Valenciennes, Paris 9. Tél : 46-42-39-04. Tous les jours de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 12 novembre. 35 F.

Liban : le regard
des peintres

De la fin du dix-huitième siècle à aujourd'hui, où des artistes, malgré tout, continuent à faire une œuvre, deux cents ans de peinture libanaise en quelques deux cent cinquante tableaux provenant de musées, de galeries, de collections particulières. L'exposition est l'aboutissement de trois années de préparation et d'efforts pour acheminer les œuvres en Europe. Elle vient de Londres.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 6. Tél : 40-51-38-38. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 20 h. Jusqu'au 5 novembre.

L'invention
d'un art

Développant, entre autres, la relation de la photographie avec les beaux-arts, l'exposition organisée par Alain Sayag reconstitue particulièrement plusieurs grandes manifestations phares qui ont marqué l'histoire de la photographie au vingtième siècle. Elle présente aussi un vaste panorama de la création aujourd'hui. Et c'est la première fois que le Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél : 43-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

L'invention
d'un regard

Coup d'envoi des nombreuses expositions qui vont célébrer le cent-

cinquantenaire de l'invention de la photographie, le Musée d'Orsay présente 280 tirages originaux de Nadar à Muybridge, de Cameron à Degas et de Fox-Talbot à Bonnard. L'exploration, des origines à 1918, d'un art qui invente immédiatement un langage neuf et entretient avec ses « rivaux » des relations riches mais ambiguës.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7. Tél : 40-46-48-14. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h 45 à 18 h, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, samedi, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 décembre. 20 F (billet jumelé exposition musée : 32 F).

Saint-Germain-
des-Prés
1945 - 1950

« Il n'y a plus d'après à Saint-Germain-des-Prés. » Les nostalgiques pourront se recueillir devant les reliques ou les œuvres des peintres, sculpteurs, écrivains, poètes, cinéastes, comédiens, musiciens qui ont fréquenté les bistrotiers et arpenté les parcs de ce quartier aujourd'hui voué au tourisme.

Palais des arts, 101, rue Bonaparte, Paris 6. Tél : 43-33-42-50. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 7 janvier.

GALERIES

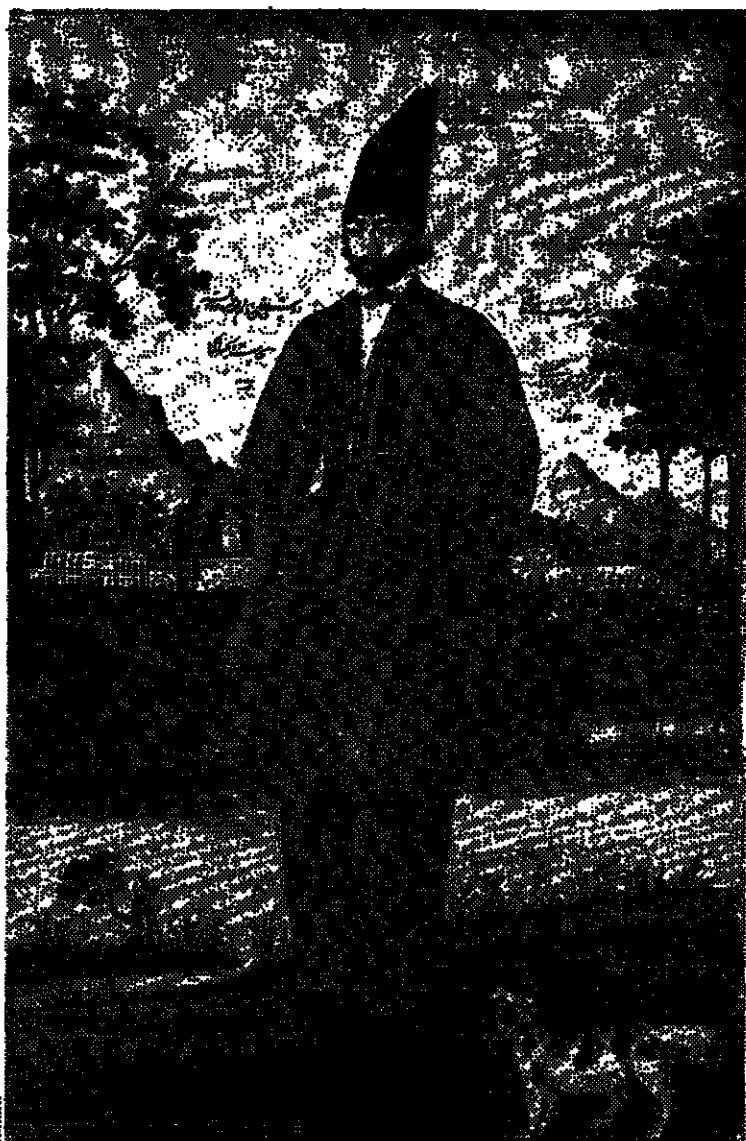
Geneviève Assé

Toujours plus dépouillée, la peinture de Geneviève Assé semble avoir trouvé, ces dernières années, son élément : le bleu, un bleu doux essentiel, bain d'air et de lumière vibrante mordant parfois une simple ligne à la verticale ou à l'horizontale.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6. Tél : 43-26-97-07. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 10 novembre.

Fers

De Gonzalez à Tony Cragg en passant par Calder, Caro, Chillida, Judd, Picasso, Stanekiewicz, Tàkis et bien d'autres, une démonstration convaincante de l'usage du fer comme matériau, à combien noble parfois, de la sculpture au vingtième siècle.



A.M.

Cette gouche persane du dix-neuvième siècle fait partie des collections d'art islamique appartenant au Louvre et jamais montrées, faute de place, depuis des décennies. Cette exposition permet de se faire une idée des richesses qui seront présentées de manière permanente quand le musée aura achevé sa muse.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot, Paris 6. Tél : 43-26-12-05. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

Ger Latzter

Hollandais célèbre en son pays, mais qu'on ne voit pas souvent sur les cimaises parisiennes, Ger Latzter, comme De Kooning, refuse, dans sa rage de peindre, le partage entre abstraction et figuration. C'est un bon peintre, qui aime les couleurs substantielles, mais il arrive que ses envolées lyriques tournent au brio.

Galerie Jostmaster, 153, rue Saint-Martin, Paris 3. Tél : 45-06-51-25. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 décembre.

11 h à 19 h. Jusqu'au 18 novembre.

Twombly

Aujourd'hui Cy Twombly est célèbre, mais il a fallu du temps pour qu'il parvienne à la notoriété. Peut-être parce que le peintre avait quitté New-York pour Rome. Peut-être parce qu'il était insaisissable à travers sa culture très particulière d'une écriture tremblée, du griffonnage et des graffiti relevés de quelques essences de couleurs nées dans la blancheur des tableaux.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6. Tél : 43-24-10-98. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 23 décembre.

RÉGIONS

Beauvais

Thomas Couture
Cela fait des décennies que l'on a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur des *Romains de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bicentenaire aidant, le Musée de Beauvais expose une de ses œuvres majeures - 45 m2 - *L'Enlèvement des volontaires de 1792*, et quatre-vingt tableaux de la même veine, célébrant la patrie en danger.

Musée de Beauvais, Ancien palais épiscopal, 60000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Belfort

Helmut Middendorf
Esquisses, brouillons, préparations, à côté de ses grands tableaux sombres et chargés, ce jeune expressionniste allemand, berlinois, a exécuté une quantité de dessins et d'aquarelles. Ce sont ses œuvres sur papier qui sont exposées.

Musée d'art et d'histoire, Château, 90000. Octobre : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Novembre : de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, fermé le mardi.

Calais

Pierre Petit
Cet artiste de quarante ans qui n'a rien d'une vedette est l'auteur de sculptures, objets aux couleurs saturées, recouvertes parfois de paillettes, qui sont plutôt kitsch, plutôt drôles, et poétiques comme l'univers des enfants.

Galerie de l'Association Poète, 13, boulevard Gambetta, 62100. Tél : 21-36-67-14. Jusqu'au 3 décembre.

Darnetal (Rouen)

Sculptur
Baselitz, Immendorf, Kirkeby, Lipertz, Penck : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, ces-

tains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Française, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien Fromage, 76180. Tél : 35-08-07-70. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Grenoble

Helmut Federle
Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris de ce Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, Place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-08-82. Jusqu'au 20 novembre.

Lyon

Anselmo, Larry Bell, Tom Grand
Anselmo est un Italien qui vient d'arte povera. Larry Bell est un Américain, minimaliste de souche. Tom Grand est un Français dont les débats sont liés à Support/ Surface. Tous trois sont de la même génération, et c'est bien de les rapprocher. Pour voir si, par-delà les différences, ils n'ont pas plus d'un point commun.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-86. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 novembre.

Marcelle

Peinture
De l'influence du septième art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet, curieusement inexploré jusqu'à, et que les Marcelles traitent en grand : quel que soit l'œuvre, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui, sont en effet réunies dans cette exposition.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-66-23-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Orléans

Judit Reigl
Peintre, très bon peintre de la génération d'Hantai, Degottex, Joan Mitchell, Judit Reigl n'a cessé d'allier au fil du temps couleurs et couleurs, accidentel et gestes déterminés, écriture automatique et matérialité des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affronte d'ailleurs très bien. A Orléans, elle présente vingt-cinq peintures de 1986 à 1989.

Centre d'arts contemporains, Carré Saint-Vincent, 45000. Tél : 38-42-45-88. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Saint-Etienne

Jochen Gerz
Bien que Jochen Gerz ne corresponde pas à l'image convenue du peintre d'expression germanique en vogue dans les années 80, son audience s'est beaucoup accrue ces dernières années. Cet artiste finit à Paris est plutôt un conceptuel qui confronte froidement des images photographiques et des textes dont l'absence de rapport engendre inquiétude et incertitude.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-93-58-59. De 10 heures à 19 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre.

Saint-Priest

Zen 49
On la reconnaît de l'art abstrait allemand, dans le même temps que naissait la République fédérale. Cela, à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisaient partie, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et Julius Bissier.

Galerie municipale, Centre d'art contemporain, place Ferdinand-Buisson, 69600. Tél : 78-25-42-50. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 26 novembre.

La sélection « Arts »

a été établie par : Geneviève Bréchet, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

XV^e SALON DU DIX AU QUINZE
Dans le Cadre des Premières Fêtes du Marais
Invité d'Honneur : **ANDRÉ DUSIGNE**
Hommage à JEAN PRINCES
du 15 au 30 octobre
MAIRIE DU IV^e Arrond. 2, place Baudoyer, Paris

MOZART/SELLARS

DON GIOVANNI

13-27 NOV.

LE NOZZE DI FIGARO

10-23 DEC.

Conseil Général de la Seine-Saint Denis - Conseil Régional d'Ile de France (Opéra en Ile de France) - Bicentenaire de la Révolution Française - Alpha Fnac - Hôtels Ibis - Havas HDM - Air France

LOCATION OUVERTE 48 31 11 45

ATHENEE LOUIS JOUVET
EBERHARDT ISABELLE
MISE EN SCÈNE
FRANÇOISE MERLE
AVEC
IRINA DALLE
CO-PRODUCTION OFFICIELLE THEATRE DES CELESTINS
47-42-67-27
AGENCES FNAC CROUS 3615 BILLETTEL
AVEC LE PARTENARIAT DE L'UNION DES BOULEVARDIERS DE PARIS

Galerie de la Présidence
90, fbg St-Honoré
75008 Paris - 42 65 49 60
GROMAIRE
50 années de dessins
du 13 oct. au 30 nov.

FABLES
de
LOUIS LUDIN
dites par le comédien
DOMINIQUE PATUREL
Cassette : 90 F + port 5,60 F
LUDIN
111, rue de Séze, 69006 LYON
CCP 166.089

THEATRE
ECLATS CREATION
CATHERINE ANNE
211, AV. JEAN-JAURES 19^e
42 03 02 55 / 42 74 22 77

Café de la Plage
LES BILLES BEL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
8,15, 22 et 29 Octobre
à partir de 22 h.
59, rue de Charonne Paris 11^e

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Midis Musicaux

Siegfried Jerusalem, ténor
Elena Bashkova, piano
R. Schumann
20 Octobre 12 h 45

Pierre Laurent Almard,
Irina Katalava, pianos
G. Ligeti
Coproducteur Festival d'Automne à Paris
23, 25 et 27 Octobre 12 h 45

Dimanche 16 h

Solistes de l'Orchestre Philharmonique
de Radio-France
A. Dvorak, B. Martinu
22 Octobre 16 h

l'auditorium
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Hommage à Scott Ross

Projection de deux films inédits proposés
par Olivier Bernager et François
Manceaux, tournés lors d'un séjour de
Scott Ross à la Villa Médicis en avril 1989
Réalisation J. Renard
26 Octobre 19 h

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE MAIRIE DE PARIS

Renseignements : 40.28.28.00

لله في الاصل

دولار في اليد

25 M. Delors et la construction européenne
30 Ile-de-France

39 Un entretien avec le président des transporteurs
40 Les plans d'égalité professionnelle

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Fragile prospérité

La chute de Wall Street et les déconforts qu'elle a entraînés démontrent, une nouvelle fois, combien la prospérité retrouvée est fragile — et menacée.

Les pays industrialisés sont tous sortis de la crise des années 70. Leurs investissements sont à nouveau considérables, motivés par les innovations technologiques et les besoins de modernisation. Dans ce climat d'intense activité, le système financier international joue un rôle essentiel, chargé qu'il est de satisfaire en permanence de gigantesques besoins en capitaux. Les flux financiers qui se déplacent d'un continent à l'autre doivent combler les énormes déficits d'épargne des uns — ceux des États-Unis notamment — à partir des énormes excédents des autres, du Japon en particulier.

Que l'épargne soit insuffisante dans le monde pour financer les investissements, ou qu'elle soit seulement mal répartie, le résultat est le même : la « machine » financière accomplie chaque jour des prouesses pour fournir les capitaux nécessaires. Ce sont ces prouesses qui créent de terribles tensions et dégrègent de temps à autre comme le vendredi 13 octobre à Wall Street en trache boursière.

Dans ce monde à la fois prospère et dangereux, la France depuis quelques années tire assez bien son épingle du jeu. Elle a recommencé à investir beaucoup, et le franc qui s'impose comme une monnaie solide nous met relativement à l'abri des accidents. Relativement, car les faiblesses de notre économie n'ont pas disparu. Le déficit du commerce extérieur nous le rappelle chaque mois.

Que voulait donc le Parti socialiste, théoriquement soutien du pouvoir en place, en s'opposant au gouvernement sur ses projets fiscaux ? Opposition qui n'était pas de détail puisqu'elle portait sur des sujets aussi essentiels et exploités que les impôts sur la fortune, les droits de succession, les plus-values. Si un compromis n'était pas intervenu — qui, malgré les apparences de la sagesse, laisserait des traces — la France aurait probablement perdu, d'un coup, un très bon ministre des finances, une bonne réputation internationale et les fruits de sept années d'effort.

A. V.

S'expliquant en partie par l'effort d'investissement aux États-Unis

Rechute au mois d'août du déficit commercial américain

Le déficit du commerce américain s'est aggravé au mois d'août, atteignant 10,77 milliards de dollars, a annoncé mardi 17 octobre le département du commerce à Washington. Le déficit avait été de 8,24 milliards de dollars en juillet (chiffre révisé).

La rechute du commerce extérieur des États-Unis ne pouvait pas arriver à un plus mauvais moment. Ébranlé par la dégringolade du 13 octobre, les marchés financiers guettaient tout à la fois des occasions de se rassurer et des motifs supplémentaires d'inquiétude. C'est dans ce climat qu'a été publié le déficit de la balance commerciale américaine, repassé en août dernier au-dessus des 10 milliards de dollars.

Pour importer que les deux mois précédents aient enregistré de bons résultats : 8 milliards de déficit en juillet, 8,2 milliards en août. Peu importe que sur les trois derniers mois le déficit moyen mensuel s'inscrive à 9 milliards de dollars. Les marchés n'ont retenu qu'une chose : le chiffre de 10,77 milliards de dollars d'août refait franchir — mais dans le mauvais sens cette fois — un seuil de déficit, devenu frontière symbolique entre bonne et mauvaise gestion de l'économie américaine, entre rééquilibrage et décadence économique.

En août, les exportations ont cessé de progresser, se situant même un tout petit peu au-dessous du niveau de juillet : 30,4 milliards

de dollars contre 30,5 milliards en juillet. Et maintenant ? Wall Street va probablement s'apercevoir peu à peu que le mois d'août n'apporte pas de raisons nouvelles de s'alarmer, que l'activité reste assez forte, que le pays continue d'investir. Ce qui, au total, n'est pas vraiment négatif.

Le déficit du commerce extérieur devrait se situer en 1989 entre 100 milliards de dollars (prévision officielle) et 120 milliards de dollars. C'est dire que dans la

Grande nervosité sur les marchés

Les marchés financiers étaient très nerveux mercredi 18 octobre au lendemain de l'annonce d'un résultat du commerce extérieur américain jugé inquiétant par les opérateurs. Mardi, la Bourse de New-York avait connu une séance très agitée. La réserve fédérale a une nouvelle fois injecté des liquidités dans le système bancaire. En même temps, Wall Street devait terminer en baisse de 18 points (elle en avait gagné 88 la veille). Mercredi, la Bourse de Tokyo a poursuivi le mouvement de progression engagé mardi. L'indice Nikkei — le thermomètre du Kabuchio-to — a gagné 0,3 % — après la hausse de 1,5 % de mardi. Sur les places européennes, les marchés boursiers ouvrent dans une grande incertitude.

Lire page 34

plus mauvaise des hypothèses il serait à peu près le même qu'en 1988 — 118,5 milliards de dollars selon les calculs officiels. Cette perspective décevra ceux qui espé-

M. Bush envisage d'accorder la clause de la nation la plus favorisée à l'Union soviétique

L'Union soviétique pourrait se voir accorder le statut de la nation la plus favorisée par les États-Unis, a-t-on appris, mardi 17 octobre, à l'occasion de la foire exposition organisée actuellement par des grandes entreprises américaines à Moscou. Le vice-président du Comité économique et commercial soviéto-américain, M. Dwayne Andrews, a lu à M. Gorbatchev, le numéro d'un journal soviétique une lettre du président américain, M. Bush, dans laquelle ce dernier indiquait : Je

me prépare à travailler avec le Congrès pour étendre le statut de la nation la plus favorisée à l'URSS.

Pour la première fois, les États-Unis indiquent ainsi leur intention de mettre fin à une période de quinze ans au cours de laquelle la politique américaine consistait à lier les échanges commerciaux entre les deux pays aux politiques d'émigration menées par le Khrém. Une telle perspective devrait faciliter les exportations soviétiques vers les États-Unis.

Pour sa part, M. Mikhail Gorbatchev a assuré les industriels américains participant à cette foire (140 firmes étaient représentées) qu'ils avaient de bonnes affaires à réaliser en Union soviétique. « Ne soyez pas trop inquiets à propos de notre situation économique actuelle », aurait-il notamment déclaré, « après l'effondrement de la situation économique de l'Union soviétique ». « Les choses iront en s'améliorant », aurait-il conclu. — (Reuters).

raient un rétablissement continu du commerce extérieur des États-Unis. Elle ne doit pourtant pas faire oublier qu'en 1986 et 1987 la balance commerciale avait été déficitaire de 138,3 puis de 152,1 milliards de dollars.

La tendance sur plusieurs années est donc tout de même à un lent — très lent — rééquilibrage, traduisant l'effort modérateur engagé il y a maintenant sept ans.

ALAIN VERHOLES

Des divergences entre la RFA et la France

La stabilité entre le franc et le mark n'implique pas celle du SME

estiment les Allemands

M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'Économie, des finances et du budget a réaffirmé, mardi 17 octobre à l'Assemblée nationale, sa détermination à maintenir stable la parité du franc vis-à-vis du deutschmark. A Bonn et à Francfort, on estime que si un changement de parité entre le franc et le mark n'est pas nécessaire, une réévaluation de la monnaie allemande vis-à-vis des autres devises serait hautement souhaitable.

Même après la déclaration de M. Hans Tietmeyer, secrétaire d'État aux finances du gouvernement de Bonn, selon laquelle la RFA ne cherche pas à réévaluer sa monnaie vis-à-vis du franc, il apparaît qu'entre, d'une part, Bonn et Francfort et, d'autre part, Paris, les points de vue, sinon les opinions, continuent d'être différentes en ce qui concerne la politique des taux de change au sein du SME (Système monétaire européen).

Tandis qu'en France, on se plaît à souligner que les parités n'ont pas été modifiées depuis le 11 janvier 1987, jour où le deutschmark a été réévalué de 3 %.

A Francfort et dans la capitale fédérale, on est plutôt enclin à mettre en relief les raisons pour lesquelles cette stabilité ignore certaines des évolutions en cours.

Écart d'inflation

Si M. Tietmeyer a rassuré Paris par sa mise au point, ses propos n'ont effacé ni ceux du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, ni ceux du président du groupe parlementaire libéral, le comte Otto Lambsdorff, ancien président de ce parti associé à la coalition actuellement au pouvoir à Bonn. M. Lambsdorff avait dit notamment que, par son attitude, la France « bloquait » toute discussion au sein du SME. Cette dernière déclaration, qu'on ne désavoue pas en Allemagne fédérale, doit être rapprochée, pour en limiter le sens, des principaux éléments qui motivent les préoccupations allemandes. A la lumière des faits, considérés au bord du Rhin et du Main comme déterminants, cette déclaration n'est pas en contradiction avec l'idée qu'un changement de parité n'est pas nécessaire entre le deutschmark et le franc.

Deux séries de considérations expliquent pourquoi, il y a dix jours, M. Poehl, le premier, rompit le silence en repartant d'une

éventuelle réévaluation du deutschmark au sein du SME. Il s'agit, en premier lieu, de la montée des excédents commerciaux de la RFA, entièrement imputable aux échanges de cette dernière avec ses partenaires européens. Pendant les huit premiers mois de l'année, et par rapport à la même période de 1988, le surplus accumulé à l'égard des trois autres principaux pays de la CEE, France, Grande-Bretagne et Italie, a augmenté de 11,1 milliards de deutschmarks environ. Pour s'opposer à cette tendance jugée déstabilisatrice, les autorités monétaires allemandes, en ce qui les concerne, ne disposent que d'un instrument, la réévaluation du deutschmark : c'est pourquoi la Bundesbank estime le moment venu d'en discuter.

Cependant, ces chiffres doivent être interprétés au vu d'autres changements de deuxième argument mis en avant par les Allemands — survenus depuis janvier 1987. Depuis cette date, le deutschmark aurait, « en termes réels » subi une dévaluation de l'ordre de 5 % vis-à-vis des autres pays du SME dont les monnaies sont liées par des taux de change fixes (à savoir les douze membres de la CEE, à l'exception de la Grande-Bretagne, de la Grèce et du Portugal). Telle est la conséquence des écarts d'inflation enregistrés au cours des trente-deux derniers mois. Mais sur ce terrain, les évolutions constatées ont beaucoup varié d'un pays à l'autre.

Le grand changement par rapport au passé s'est produit dans les situations comparées de la France et de l'Allemagne, ce qu'on reconnaît volontiers dans ce dernier pays. Par rapport à janvier 1987, ne serait apparue qu'une sous-évaluation du DM par rapport au franc que de 1 % sur la base des seuls prix à la consommation et de 2 % environ sur la base de l'ensemble des prix des biens et services (biens d'équipement compris). Mais, vis-à-vis des autres pays, le contraste reste frappant. C'est ainsi que l'écart d'inflation avec l'Italie a augmenté de 7 à 8 % pendant la même période.

Là encore, on n'accorde pas à ces chiffres une valeur scientifique absolue. Il n'empêche qu'aux yeux des Allemands, ils justifient amplement l'ouverture d'un débat que la France, en ne faisant pas la distinction entre, d'une part, la stabilité du taux de change entre le mark et le franc et, d'autre part, la stabilité de l'ensemble des parités du SME, comblerait, pour sa part, à « bloquer ».

PAUL FABRA

Eclaircie dans le conflit des impôts

M. Bérégovoy propose une prime mensuelle aux agents des Finances

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, est-il en passe de dénouer le conflit qui sévit dans l'administration des finances depuis plus de cinq mois ? Menant alternativement la carotte et le bâton, le ministre est parvenu mardi 17 octobre à ébranler l'unité syndicale en proposant l'attribution d'une prime mensuelle. Toutefois, cette ouverture, a précisé mardi après-midi M. Bérégovoy devant l'Assemblée nationale, n'est pas une concession supplémentaire puisque celle-ci s'inscrira « dans le cadre de l'enveloppe budgétaire proposée » dont le coût est estimé à 600 millions de francs en année pleine.

Les pouvoirs publics font néanmoins miroiter « un toilettage » de certaines indemnités (de déplacement par exemple) qui n'ont pas été revalorisées depuis longtemps. Le schéma de « sortie de conflit » imaginé par M. Bérégovoy consisterait à créer un groupe de travail présidé par lui-même et consacré

aux « nouvelles qualifications » dont les conclusions s'inscriraient dans le cadre des négociations générales menées par M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique. « On peut dès maintenant s'installer autour d'une table et aborder très vite la réconciliation nécessaire », a assuré le ministre de l'Économie. PO s'est félicité du « changement de ton » de ce dernier et s'est déclaré prêt à participer à une réunion.

Dans les heures qui avaient précédé l'intervention de M. Bérégovoy devant les députés, le gouvernement avait cherché à pousser son avantage sur le terrain après le « faux pas » du syndicat FO du Trésor dont la menace de bloquer le paiement du traitement d'octobre des fonctionnaires avait suscité une réaction hostile de M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, mais aussi l'envoi de mises en demeure particulièrement fermes à certains fonctionnaires du Trésor et des douanes. Mardi, les forces de

l'ordre étaient d'ailleurs intervenues à Tours, à Nice — où des heurts se sont produits à Paris et Nantes afin de déloger des pickets de grève.

A la veille de la nouvelle manifestation nationale, prévue jeudi, M. Bérégovoy peut en tout cas constater que l'unité syndicale est mise à mal. L'attitude plutôt conciliante de FO — qui espère néanmoins pouvoir négocier des améliorations supplémentaires — tranche avec celle des fédérations CFDT-CGT et du SNUI qui, dans un communiqué commun, estiment mardi soir que M. Bérégovoy « n'offre pas d'élément nouveau ». Toutefois, le SNUI indiquait mercredi matin que le préalable d'une augmentation indiciaire n'était plus de mise. Même s'il s'agit encore des réticences, le schéma proposé par le ministre n'est pas repoussé par les syndicats qui pourraient être repus vendredi après-midi par M. Bérégovoy.

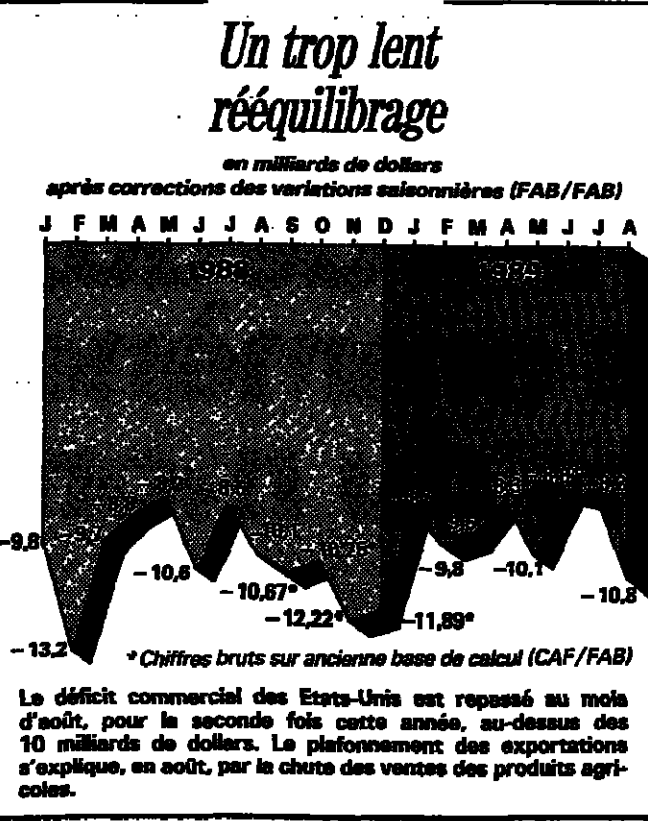
J.-M.M.

INSOLITE

Biberons interdits

Donna Grippen s'installe, le 6 octobre, avec son bébé, dans un bus d'Ottawa (Canada). Elle sort un biberon et commence à allaiter sa petite Abra-Lyne. Survient le conducteur, qui lui rappelle que le règlement interdit de boire dans les transports en commun. La jeune mère refuse d'obtempérer. Le conducteur refuse de démarrer. Les autres passagers protestent. Finalement, le véhicule part malgré la tétée en cours. L'affaire aurait pu en rester là si Donna Grippen n'avait porté plainte auprès de la direction de la compagnie de bus contre le conducteur trop zélé.

La direction décide alors un référendum auprès de ses usagers pour savoir s'ils ne sont pas hostiles à l'usage du biberon dans les autobus, mais elle se ravise en jugeant moins fidèle de changer sans tambour ni trompette un règlement manifestement inadéquat. La dépêche de l'Agence France-Presse, qui fait état de cette polémique, ne précise pas si le sein maternel est, désormais, autorisé dans les bus d'Ottawa.



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Les réactions des marchés boursiers après l'annonce du résultat du commerce extérieur américain d'août

Wall Street à hue et à dia

La reprise de la Bourse de New-York le lundi 16 octobre n'aura été que passagère. Mardi 17, les mauvais chiffres du commerce extérieur américain du mois d'août ont provoqué une vive nervosité à Wall Street. L'indice Dow Jones, le thermomètre de la Bourse new-yorkaise, qui avait gagné 88 points lundi, en a reperdu 19 mardi.

NEW-YORK

de notre correspondant

« C'est toujours pareil... A chaque fois qu'on croit avoir commencé à résoudre le problème, il revient nous claquer à la figure. » Ce propos dédaigné d'un économiste new-yorkais illustre bien le découragement perceptible, mardi 17 octobre, à Wall Street à l'annonce d'un déficit commercial américain de 10,8 milliards de dollars en septembre, le chiffre le plus élevé de l'année.

Certes, au cours de la matinée, certains commentateurs s'empres- saient de faire remarquer que la forte augmentation des importations ce mois-ci (+ 6,4 %) constituait plutôt un facteur de soutien pour une économie que l'on dit frappée d'une étrange langueur, mais le mal était fait. « Si l'on importe davantage, même pour acheter des biens d'équipement, c'est que l'on consomme davantage. Donc qu'on risque d'accroître les tendances inflationnistes. Et de faire reculer un peu plus tout espoir de baisse des taux... », confiait ce familier du « Big Board ».

Dans ces circonstances, peu favorables à une hausse des cours, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a été incapable de transformer cet essai de reprise qui avait permis au marché new-yorkais d'effacer, la veille, les effets du « vendredi gris » 13 octo-

bre. En recul de près de 15 points une demi-heure après le début de la séance, le baromètre de New York Stock Exchange affichait à un moment jusqu'à 60 points de baisse, ramené cependant à 18,65 points en clôture. A 2 638,73 points, le « Dow » a réussi à limiter les dégâts dans un volume d'affaires plus raisonnable (224 millions d'actions ont changé de mains) ne reflétant qu'en partie la nervosité qui a prévalu toute la journée.

Les propos officiels volontairement rassurants n'ont guère calmé les appréhensions que l'on percevait parmi les boursiers new-yorkais. Pas plus les apaisements prodigués par le secrétaire au commerce, Robert Monahan, selon lesquels ce déficit ne doit pas constituer un sujet de préoccupation (« la tendance à long terme est à la baisse »), que le calme imperturbable affiché en toute circonstance par John Phelan, le patron de la Bourse new-yorkaise, pour lequel cette séance s'est déroulée « de façon normale ».

La baisse des profits

Mais, en coulisses, les commentaires allaient bon train sur deux autres indicateurs publiés le même jour par la Réserve fédérale : une baisse de 0,1 % (la première depuis février dernier) de l'indice de la production industrielle en septembre, et un taux de 83,6 % de la capacité d'utilisation de l'industrie manufacturière américaine pour le même mois, en léger retrait.

A l'évidence, ces deux indices — qui demandent à être confirmés au cours des prochains mois pour avoir valeur d'analyse — sont des signes de faiblesse de l'économie.

Au même moment, NCR, IBM, Corning et d'autres grandes sociétés américaines annonçaient des bénéfices en baisse pour le troisième trimestre 1989. Limités par

le secteur financier via Merrill Lynch Citicorp, ou encore J.P. Morgan, qui affichait carrément une perte.

Ces contre-performances déplaissent fortement à Wall Street. Pour les observateurs qui n'ont pas le nez collé sur le court terme, la baisse des profits de l'ensemble des entreprises américaines est une évidence. Et, dans une certaine mesure, le PER (price earning ratio) du New York Stock Exchange, revenu à 14 (le cours de l'action représente quatorze fois les bénéfices par action escomptés pour 1989) après la purge de ces trois derniers jours, est plutôt un élément de normalisation.

« Le marché est revenu à des niveaux plus normaux. Mais c'en est bien fini de la hausse à tout va... », pronostiquait un broker après le son de cloche final. Et de citer la dégringolade de l'indice Dow Jones des valeurs des transports, lequel a chuté de plus de 15 % depuis vendredi.

A l'origine de cette défiance envers un secteur en perpétuelle restructuration depuis la déréglementation aérienne, les déboires de UAL Corp et AMR, les deux sociétés-mères d'United Airlines et d'American Airlines. Heureusement, dans ce ciel encombré de nuages, Eastern Airlines a permis une éclaircie. M. Frank Lorenzo, le patron de Texas Air — et l'un des plus farouches partisans de la déréglementation aérienne aux Etats-Unis — a annoncé que cette firme allait sortir, au début de l'année prochaine, de la procédure de contrôle judiciaire à laquelle elle avait dû se plier en avril dernier compte tenu d'une longue grève de ses pilotes et des lourdes pertes subies par la société.

Si l'on en croit « Frank », le redressement a été plus rapide que prévu. Et il y aura bientôt un pilote dans l'avion d'Eastern Airlines...

SERGE MARTI

La Bourse de Paris est-elle une souricière ?

Le lundi 16 octobre 1989, véritable lundi noir, les mécanismes de cotation de la Bourse de Paris, désormais totalement informatisés, ont partiellement « déjoncté », à la fois sous l'afflux des ordres de vente et en raison de leur automatisation poussée, beaucoup moins souple que l'ancien système de « criée ».

L'afflux des ordres de vente d'abord. Il fut certes exceptionnel mais, contrairement à ce qui a été avancé, il ne fut pas provoqué vraiment par des petits porteurs effrayés. Il faut bien savoir que, depuis la rentrée de septembre, la spéculation avait été forte à la Bourse de Paris sur un certain nombre de titres réputés « opérationnels » ou soumis à des ramassages réels ou supposés (Paribas, Navigation Mixte, Suez, Perrier, etc.).

Des engagements massifs à l'achat avaient été accumulés sur le marché du règlement mensuel avec, souvent, des plus-values potentielles importantes, que les opérateurs ont voulu concrétiser en vendant immédiatement. Les investisseurs institutionnels (SICAV) qui « font véritablement le marché » ont, également vendu, tout au moins ceux qui, ayant fortement investi ces derniers temps, craignaient la réaction négative du public. Ils ont voulu disposer de liquidités pour faire face aux rachats possibles d'actions par les porteurs de leur SICAV. D'autres investisseurs institutionnels, se rappelant la chute des cours progressive après le krach d'octobre 1987, ont vendu par anticipation pour être en mesure de racheter ultérieurement à des cours moins élevés. Enfin, les investisseurs étrangers ont voulu, pour partie, se dégager précipitamment (toujours le syndrome « octobre 1987 »).

Mal leur en a pris. Lundi matin, dès l'ouverture du marché de Paris, à dix heures, le mécanisme boursier, assuré par le système de Cotation assistée continue (CAC) se « plantait » littéralement, pour deux raisons. La première est, qu'automatiquement, les machines bloquent la cotation lorsque la

baisse potentielle atteint 7 %. En ce cas, la Société des Bourses françaises (la SBF) régularise le marché, donne ou ne donne pas l'autorisation de coter plus bas avec des seuils à 10 %, 12 % ou même davantage.

Le mécanisme d'autorisation fonctionne très bien lorsqu'une ou deux valeurs sont en cause ; en revanche, si toute la cote est affectée, les autorités de la SBF peuvent ne pas prendre la responsabilité, en cas de blocage total, d'autoriser immédiatement l'abaissement des seuils et se tourner alors vers l'autorité supérieure, le Conseil des Bourses de valeurs qui se réunit en permanence. Sans doute cette autorisation est venue, pour 10 % puis 12 %, mais bien tard se plaignent les opérateurs.

Résultat : en milieu de journée, plus de la moitié des quarante valeurs qui composent l'indice CAC n'était pas cotée, la dernière l'était dix minutes avant la clôture de 17 heures. En octobre 1987, ce ne fut pas le cas.

La seconde raison est que le système de publicité informatisée des offres d'achat et de vente sur écrans s'est trouvé partiellement bloqué, les contacts physiques entre opérateurs étant difficilement assurés, de sorte que la concentration de ces offres sur les écrans, indispensable à l'affichage des cotations, se faisait mal.

Raison du progrès

De nombreux investisseurs institutionnels qui, de leur propre chef ou sur la recommandation du Trésor, voulaient se porter acquéreurs pour profiter des baisses de cours, n'ont pu être satisfaits. « On est le marché » ? se plaignaient-ils.

Le fameux marché continu informatisé, orgueil de la Bourse de Paris, où il a remplacé les groupes de criée d'autrefois, animés par les interventions physiques des commis, a donc mal fonctionné tout simplement parce que le blocage total des cotations n'a pas été

prévu dans l'informatique. Raison du progrès, soupiraient les uns, rigidité insupportable, tempérament les autres, notamment les Anglais qui se plaignent d'avoir été pris dans une souricière et assurent qu'ils y regarderont à deux fois avant d'adopter un système au niveau d'une cotation européenne, car il en est question : à Londres, soulignent-ils le système SEAQ a fonctionné lui.

Mais la place de Paris, qui aspire au premier rang en Europe, peut-elle se payer le luxe d'un semi-blocage, même dans des circonstances exceptionnelles ? A cette occasion, de nombreux opérateurs se plaignent qu'en de telles circonstances il n'y ait plus vraiment « une » autorité de marché. Ajoutons que dans le système antérieur, toujours en vigueur à New-York, le contact physique entre opérateurs sur le parquet de la Bourse, permettait mieux de prendre des décisions rapides ou, à tout au moins, d'évaluer plus facilement l'état du marché. La leçon de ce lundi noir est que la machine ne peut tout faire et que l'initiative humaine garde ses droits.

FRANÇOIS RENARD

□ Bruxelles : aucune cotation des valeurs belges pendant deux jours. — L'ordinateur de la Bourse de Bruxelles est resté obstinément en panne, mardi 17 octobre, empêchant toute cotation des valeurs belges. Prévue à 14 h 30 au lieu de 11 heures, l'ouverture du marché à terme informatisé, le Catis, n'a finalement pas pu avoir lieu en raison d'une panne qui bloque le système depuis lundi. Seules les valeurs étrangères négociées à la criée ont pu être échangées. Les milieux boursiers, très irrités par cette absence de cotation depuis deux jours, ont finalement eu gain de cause : la Bourse devait reprendre mercredi 18 octobre la cotation mensuelle des valeurs. Les agents de change ne cachaient pas leur désir de revenir à ce système, en vigueur il y a encore quelques mois à la Bourse de Bruxelles.

TRANSPORTS

La fin du système des « avances remboursables »

L'Airbus A-321 sera financièrement orthodoxe

M. Jean Pierson, administrateur général du consortium européen Airbus Industrie, a annoncé, le mardi 17 octobre, que les 48 millions de dollars (3 milliards de francs) nécessaires au développement du futur biréacteur A-321 seraient financés pour partie par ses partenaires et pour partie par les marchés financiers internationaux.

Ce système mettra fin à celui des avances remboursables qui amenait les gouvernements français, britannique, espagnol et ouest-allemand à procurer à leurs aviateurs des fonds que ceux-ci leur remboursaient au rythme des ventes d'avions. Les Américains, estimant qu'il s'agit de subventions déguisées,

Ce retour à l'orthodoxie financière pour l'Airbus A-321, dont 173 exemplaires ont été placés auprès de neuf compagnies aériennes, otera donc aux Etats-Unis un argument dans la querelle qu'ils cherchent régulièrement à Airbus. Il est relativement aisé, car l'A-321, simple extension du programme A-320, coûtera beaucoup moins cher à développer qu'un avion entièrement nouveau. Le bouclage du dossier financier, qui devrait intervenir dans les prochains jours, permettra peut-être de lancer, le 27 octobre, la chaîne de fabrication de l'A-321... si un accord intervient sur la localisation de celle-ci, que les Allemands souhaitent démembrer de Toulouse à Hambourg, contre l'avis de leurs trois partenaires.

Conséquence des bas prix du carburant

McDonnell Douglas abandonne le moteur Propfan

McDonnell Douglas, le deuxième avionneur américain, a annoncé, le 11 octobre, un changement de sa stratégie industrielle avec l'abandon du Propfan — le moteur à hélice rapide — et le lancement d'une nouvelle famille de bimoteurs. Il y a à quelques mois, Boeing avait déjà décidé de ne pas équiper ses avions avec le Propfan.

On savait depuis un an que les compagnies ne manifestaient aucun intérêt pour le Propfan, dont la technologie avancée les inquiétait un peu.

D'autre part, le prix du carburant demeure trop bas pour les inciter

à remplacer leurs réacteurs par des moteurs à hélices rapides moins gourmands en carburant. McDonnell Douglas a tiré la leçon de ce manque d'enthousiasme.

Le constructeur californien a tout de même lancé une nouvelle gamme d'avions dérivée de sa série MD 80, mais avec une motorisation classique, le réacteur V2500 du consortium International Aero Engines.

Les MD 90 seront proposés en deux versions, l'une de 144 sièges l'autre de 153. Les premiers livraisons de ces appareils sont prévues pour 1994.

Pour réaliser de lourds investissements

Accord entre Renault et le néerlandais DAF dans les véhicules utilitaires légers

Renault et le néerlandais DAF ont signé le 17 octobre un accord de coopération pour la conception et la fabrication communes d'une nouvelle gamme de véhicules utilitaires légers (de 2,5 à 4,2 tonnes). Les dépenses communes sont estimées à 1 milliard de francs pour les frais d'études et de développement, et à 1 autre milliard pour les investissements industriels.

Ces nouveaux véhicules utilitaires, qui devraient remplacer la gamme des Trafic et des Master (de 2,6 à 3,7 tonnes) chez Renault, seront produits à l'usine Renault de Batilly en Meurthe-et-Moselle et par DAF en Grande-Bretagne.

Cet accord de coopération, identique à celui de Fiat et de Peugeot dans le même secteur, s'explique par la lourdeur des investissements, aussi importants dans le véhicule utilitaire que dans la voiture particulière alors que les volumes de production y sont inférieurs.

Renault, qui avait d'abord cherché à s'associer à l'allemand Volkswagen, trouve en DAF un partenaire spécialisé dans les véhicules utilitaires, qui a connu une forte croissance en 1987 en reprenant l'activité véhicules industriels du britannique Rover. Renault occupe 20 % du marché européen des véhicules légers et DAF, 5,9 %.

C. B.

Au départ de Bordeaux, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

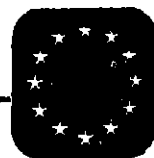
swissair

110 destinations dans 68 pays

هذه هي الدنيا

لبنان في الشرق

EUROPE 93



Un an après le « discours de Bruges » de M^{me} Thatcher

M. Jacques Delors réclame un nouvel engagement politique pour la construction européenne

La construction européenne a besoin d'un « nouveau choc politique ». Le traité qui créera les institutions nécessaires au fonctionnement de l'union économique et monétaire doit être adopté et ratifié par les parlements nationaux avant l'échéance de 1992. Le conseil européen qui se tiendra les 8 et 9 décembre, à Strasbourg, devrait prendre « la décision politique » appropriée pour que cet objectif institutionnel puisse être atteint. C'est ce qu'a proposé M. Jacques Delors dans le discours prononcé mardi 17 octobre à Bruges, pour le quarantième anniversaire du collège d'Europe.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Prendant le contrepoint de M^{me} Margaret Thatcher, qui, voici un an, dans la même enceinte, s'était élevée avec éclat contre la dérive supranationale que connaît, selon elle, la construction européenne, M. Delors a réitéré le renforcement de « certains traits fédéralistes » de la Communauté. Il a fait avec le souci de ménager ceux qui, en particulier à Londres, peuvent redouter le « sous qualitatif » ainsi demandé, soulignant qu'il n'y avait pas de « compromis contre la nation » et, à propos de la politique sociale de la Communauté, source de conflits avec le gouvernement britannique, que « la Commission se refusait à provoquer des engagements inévitables qui conduiraient les États membres à où ils ne veulent pas aller ».

Le fait nouveau qui incite le président de la Commission à appeler de ses vœux « une approfondissement accéléré de la construction européenne », c'est, dit-il, « la Communauté qui explose sous nos yeux ». C'est, dit-il, « la Communauté européenne », communauté de droit, ensemble démocratique, économie dynamique, qui a servi d'exemple et de catalyseur à cette évolution. « Ce n'est pas l'Ouest qui dérive à l'Est, mais bien l'Est

qui est attiré vers l'Ouest ». Pour être à la hauteur de ces circonstances, il faut une Communauté « forte et sûre d'elle-même », affirme M. Delors, « qu'il s'agisse d'aider à la modernisation économique des pays de l'Est, condition essentielle de la réussite de leur réforme politique, ou qu'il s'agisse de traiter, le moment venu, la question allemande, c'est-à-dire l'application à tous des droits à l'autodétermination ».

Le renforcement de la Communauté dans la voie du fédéralisme constitue, ajoute-t-il, « la seule réponse acceptable et satisfaisante à la question allemande ».

Le risque de l'affrontement

M. Delors considère qu'il faut sortir de l'état d'indécision que connaît la Communauté à propos de l'union économique et monétaire. Il faut, dit-il, cesser de « tergiverser ». Pensant sans doute que le rapport des forces au sein de la Communauté est aujourd'hui favorable aux partisans de l'union, il prend de la sorte pour Strasbourg le risque de l'affrontement.

Il se garde en effet d'inviter les chefs d'État et de gouvernement des Douze à s'approuver alors qu'une simple décision de procédure, la convocation pour l'automne 1990 de la conférence intergouvernementale qui sera chargée de définir le contenu des deuxième et troisième étapes du programme de l'union économique et monétaire, ainsi que les aménagements institutionnels à apporter au traité. La perspective de cette conférence n'est évidemment pas évoquée. Prendre date pour le réajustement en effet être accepté par les plus réticents sans pour autant qu'ils adhèrent au projet et avec l'arrière-pensée de la faire échouer. Ce que M. Delors cherche à obtenir, c'est le renouvellement de l'engagement politique d'aller de l'avant. Sans un tel engagement, le craint que la préparation de l'union économique et monétaire et la réussite de la première phase ne souffrent d'une absence évidente de dynamisme. Il nous fait une obligation de résultat.

PHILIPPE LEMAITRE

Le rapport annuel de la Commission

La croissance restera forte et saine dans la Communauté en 1990

« L'état de la Communauté au moment d'aborder la première étape de l'union économique et monétaire — le 1^{er} juillet 1990 — est très prometteur ». En dépit du souci de prudence de ses auteurs, le tonalité du projet de rapport économique annuel préparé par les services bruxellois et qui devait, en principe, être adopté le mercredi 18 octobre par la Commission européenne est résolument optimiste.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Volonté débridée de ne pas attacher trop d'importance aux péripéties de la spéculation ou bien manque de flair, le rapport — daté du début octobre — est mis sur les dangers que peut faire courir à l'économie mondiale l'agitation des milieux financiers. De même n'abandonne-t-il ni les problèmes soulevés cet automne par la dévaluation de la coopération monétaire internationale ni la controverse qui se développe actuellement au sein de la CEE — et singulièrement entre la France et la RFA — sur l'opportunité de procéder à un réajustement au sein du système monétaire européen (SME). Faut-

il réviser le mark par rapport aux autres monnaies participant aux mécanismes de change du SME afin, en quelque sorte, de compenser la dépréciation que subit la monnaie allemande par rapport au dollar ?

« Le chômage continuera de diminuer »

Cependant, peut-être la lecture en pleine bourgeoisie bourgeoise d'un rapport ainsi lors du temps est-elle salutaire pour remettre les différents événements qui caractérisent la conjoncture économique à leur juste place. La vérité la plus importante n'est-elle pas en effet que la croissance restera forte et saine dans la Communauté en 1990 (3 % contre 3,5 % en 1989 et 3,8 % en 1988), tirée par les investissements et par l'exportation, sans

trop risquer d'être mise en péril par l'inflation, dont la progression — « grâce à une réaction rapide des politiques monétaires et à une détente des prix à l'importation au cours de l'année 1989 » — paraît être enrayée.

En 1990, le taux moyen d'inflation dans la Communauté pourrait être ramené à environ 4,5 %, alors qu'il était de 5 % en 1989. Par comparaison, il atteignait juste 3,6 % en 1988. Grâce à une croissance-record des emplois, « le chômage continuera de diminuer et pourrait être ramené au-dessous de 9 % ». Les perspectives en matière d'échanges extérieurs sont jugées « rassurantes » : « La balance courante en 1990 devrait rester plus ou moins équilibrée. Cependant, les divergences dans les positions extérieures des États membres devraient toujours s'accroître pour atteindre des niveaux inquiétants ».

Le rapport revient sur l'inflation, jugée mais pas pour autant maîtrisée, au moins dans plusieurs États membres : le Portugal, la Grèce et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie. Les experts de la Commission déplorent que seule la politique monétaire soit utilisée pour contrôler la masse monétaire en octobre, des taux d'intérêt directs dans de nombreux pays de la CEE met en évidence le dilemme auquel doivent faire face

les politiques monétaires dans une situation où l'évolution des autres politiques n'est pas adéquate. Cette phrase sibylline signifie, si l'on décrypte correctement, que ces hausses destructrices n'auraient pas été nécessaires si les pays membres en cause avaient pratiqué des politiques salariales et budgétaires moins laxistes.

Se résigner à un tel effort est indispensable, ne serait-ce que pour réduire l'excédent allemand, « qui constitue un danger pour la stabilité des taux de change dans la CEE (et dont la contrepartie se trouve principalement à l'intérieur de la Communauté : au Royaume-Uni, en Italie, en Grèce, en Espagne et au Portugal, où la demande à terme s'est accrue plus vite que l'offre pendant un certain temps) ».

Faut-il agir à temps afin de rétablir « la convergence des coûts et des prix vers la stabilité », on provoquera « soit une augmentation des différentiels de taux d'intérêt pour maintenir les taux de change à leur niveau, soit l'acceptation d'un ajustement des parts. La première conséquence serait coûteuse en termes d'investissements et de croissance ; la seconde irait à l'encontre de l'objectif d'un renforcement de la stabilité du taux de change par une meilleure convergence, qui est l'un des buts de l'union économique et monétaire ».

Ph. L.

Un séminaire en RFA sur les relations Est-Ouest

La Hongrie évoque l'éventualité de son adhésion à la CEE

MALENTE (Schleswig Holstein)
de notre envoyé spécial

« Si vous critiquez le fait que le gouvernement ne peut pas garantir les obligations contre l'inflation, vous pouvez essayer d'identifier votre argent en action, mais leurs rendements sont tellement difficiles à prédire... »

La citation n'est pas celle d'un banquier new-yorkais. Elle émane de M. Ivan Ivanov, président de la Commission économique du conseil des ministres de l'URSS, annonçant l'introduction en Union soviétique, à partir du 1^{er} janvier, d'obligations au taux d'intérêt nominal de 5 %. Certains ont fait remarquer que le rythme de l'inflation en URSS étant actuellement estimé à 8 %, de telles obligations présenteraient peu d'intérêt pour les investisseurs soviétiques.

La huitième session du symposium de la Fondation Draeger consacré aux relations économiques entre l'Est et l'Ouest, qui s'est tenu à Malente dans le nord de la RFA du 16 au 18 octobre, est l'occasion de dialogues très directs. M. Tamas Beck, ministre hongrois du commerce extérieur, qui proposait l'entrée de son pays dans la CEE, s'est vu répondre ironiquement par M. Oleg Bogomolov, président de l'Institut de recherches sur l'économie du système socialiste mondial à Moscou, que même l'Australie n'était pas sûre d'entrer dans la Communauté, et qu'il ne pensait pas que la CEE serait ravie de la candidature de Budapest.

S'il est peu question des pays d'Europe de l'Est qui n'ont pas

engagé de réformes importantes, les tensions entre Hongrois et Soviétiques sont évidentes. Alors que les seconds aimeraient si l'on en croit du moins M. Bogomolov, commercer avec les autres pays d'Europe de l'Est, en « devises convertibles », les premiers privilégient les relations commerciales avec l'Ouest. « Nous avons certainement encore quelques années à passer ensemble », a-t-il remarqué M. Bogomolov. M. Beck s'est vengé, lui, des 600 joint-ventures établies entre des firmes étrangères et des partenaires hongrois. Il considère qu'au-delà de ces sociétés mixtes la meilleure forme de coopération consiste en l'achat par des étrangers d'entreprises hongroises, plutôt qu'en la création d'entités nouvelles.

Face à la multitude d'idées nouvelles exprimées par les économistes d'Europe de l'Est à Malente, le ministre hongrois des Affaires étrangères, M. Helmut Haussmann, a plaidé en faveur du gradualisme des réformes économiques et de l'aide occidentale, rejetant l'idée d'un « Plan Marshall » de soutien des pays qui s'ouvrent à la démocratie et à l'économie de marché. Il a évoqué le côté « improvisé » de certaines mesures mises en œuvre en Union soviétique. M. Haussmann espère que « la patience de tout ceux qui participent aux réformes sera suffisamment durable » pour permettre de mener à bien la transition vers un nouveau système économique.

FRANÇOISE LAZARE

Dans le cadre d'une semaine d'action

La Confédération européenne des syndicats manifeste à Bruxelles

La Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe 36 organisations de 21 pays et revendique 44 millions d'adhérents, organise du 16 au 20 octobre à Bruxelles une semaine d'action syndicale « pour l'Europe sociale ». Pendant deux jours, les 16 et 17 octobre, une conférence réunissant à Ostende 900 responsables syndicaux, devant laquelle se sont exprimés M^{me} Papandréou, commissaire européen chargé des questions sociales, et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a fait le point, avec la participation d'employeurs, de l'état d'avancement des projets de la présidence française.

Mais le point d'orgue de cette semaine devait avoir lieu ce mercredi 18 octobre avec une manifestation qui devait rassembler, sur la place de l'Esplanade à Bruxelles, plus de 10 000 militants. La CPEU a déjà annoncé la présence d'un millier de militants — avec à leur tête M. Jean Krasucki — tandis que FO misait sur la participation de salariés venus du Nord, de l'Est, mais aussi de la région parisienne. Il s'agit de faire pression sur la Commission et sur les gouvernements des Douze afin que la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, qui doit être examinée par le conseil des ministres des affaires sociales du 30 octobre et adoptée par le sommet de Strasbourg des 8 et 9 décembre, fasse l'objet de dispositions juridiquement contraignantes.

Mais la surprise de cette manifestation bruxelloise pourrait venir de la CGT, pourtant hostile au marché unique de 1993. Toujours

candidate à la CES, malgré un premier refus, la centrale, qui, depuis septembre, se veut unitaire pour donner, à l'occasion de cette semaine européenne, l'exemple d'une action commune. Considérée par M. Louis Vissière, une délégation de la CGT rassemblant « plusieurs centaines » de militants se rendra symboliquement, et séparément à Bruxelles. Et en France, la CGT organise une journée « d'action et de mobilisation unitaire et solidaire avec les travailleurs des douze pays de la CEE », avec à Paris une manifestation des agents CGT de la fonction publique.

Ne se laissant pas impressionner par le refus de la CES de voir la CGT s'associer à sa manifestation — alors qu'une délégation de la CFDT, qui n'est pas encore membre, sera dans le cortège, — M. Henri Krasucki a écrit à tous les syndicats de la CES le 12 octobre. « Il n'est pas raisonnable, leur indique-t-il, d'écarter la masse des travailleurs français de l'action commune ou convergente nécessaire dans l'ensemble de la CEE ». Mais faisant part de velours, M. Krasucki assure que le rassemblement de la CGT n'entend nullement rivaliser avec celui de la CES : « Nous voulons uniquement exprimer notre existence, notre position et notre volonté unitaire patiente mais résolue ». Lors de son quarante-troisième congrès confédéral, en mai 1989, la CGT jugeait pourtant que l'espace social créé par la CES, c'est « diviser les travailleurs et organiser à grande échelle leur mise en concurrence pour les exploiter plus ». Les temps changent...

M.L.N.

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHES

- Les banques
- Les biotechnologies
- La Bourse
- Le budget de l'État
- La bureaucratie
- Les catégories socioprofessionnelles
- Le chômage
- Le commerce extérieur de la France
- Le commerce international
- Le comportement électoral des Français
- La comptabilité
- Et plus de 60 autres titres

128 pages - 38 F

LA DECOUVERTE

litec

CONCOURS

CULTURE GÉNÉRALE

DROIT CIVIL

DROIT SOCIAL

DROIT CONSTITUTIONNEL

FRANCAIS

ADMINISTRATIF

ECONOMIE

LIBRAIRIES

27 place Dauphine
75001 PARIS
tel. (1) 43.26.60.90
28, rue Soufflot
75005 PARIS
tel. (1) 43.23.07.71
ou chez votre libraire habituel

ILE-DE-FRANCE

Entre les Halles et la rue Réaumur

20 hectares du deuxième arrondissement vont être rendus aux piétons

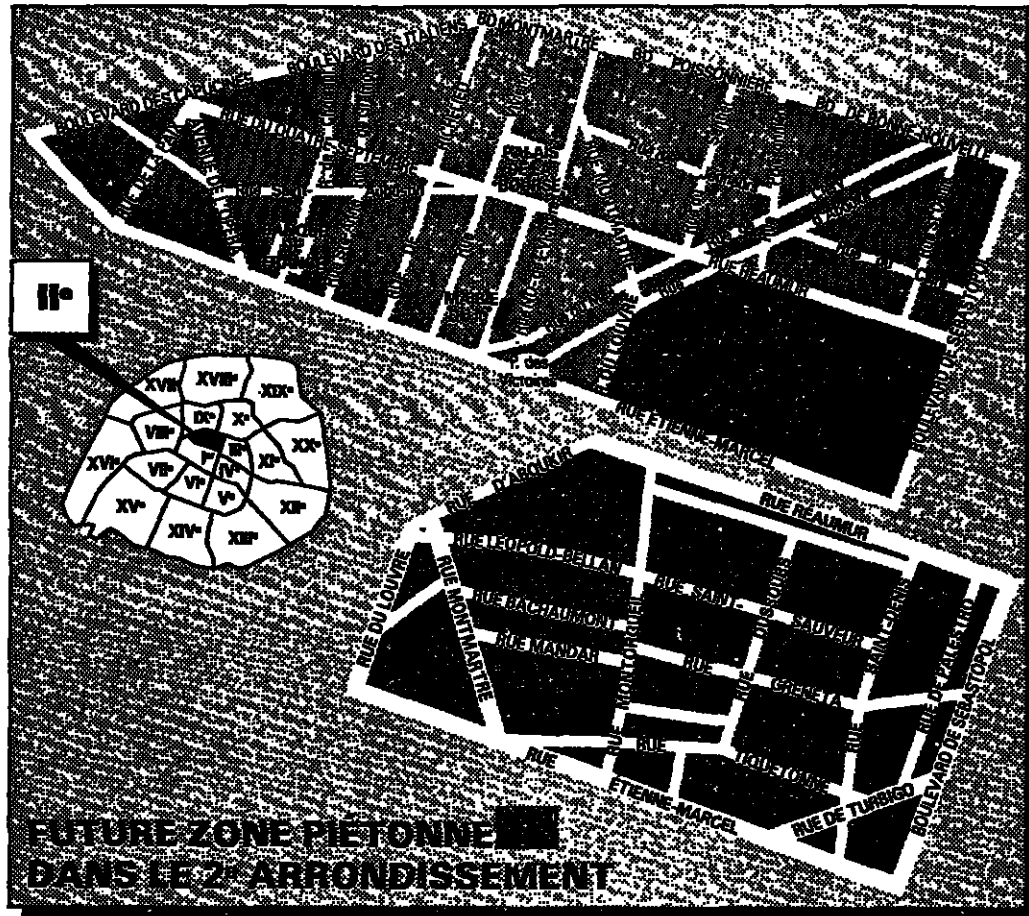
Opération exemplaire dans le deuxième arrondissement : d'ici trois ans, une très vaste zone piétonne va être aménagée en douceur par un savant réaménagement de la voirie.

Jacques Chirac proposera au mois de novembre, au cours de la prochaine séance du Conseil de Paris, la création d'une vaste zone piétonne, plus de 20 hectares, dans le deuxième arrondissement. Le secteur concerné, aux abords des Halles, est délimité par la rue Réaumur, le boulevard de Sébastopol, la rue Étienne-Marcel, la rue du Louvre et la rue d'Aboukir.

L'initiative est originale puisque ce sera sans doute la première fois que l'on rendra aux piétons dans le centre d'une grande capitale, et dans un quartier essentiellement résidentiel, une aussi grande surface. Cette opération n'est en effet pas liée à une rénovation d'envergure ni à la mise en valeur d'un patrimoine historique et touristique. Pas d'immenses abutements, pas d'expulsions, pas de préemptions. Mais un aménagement de la voirie étalé sur trois ans, de 1990 à 1993, pour « renverser le processus de dégradation de cette partie du quartier Bonne-Nouvelle », déclare Alain Dumais (UDF-PR), conseiller de Paris (1).

Que s'est-il donc passé dans cet arrondissement comme toute « banalisation parisienne » ? Contrairement à ses voisins du centre de la capitale qui ont bénéficié de rénovations importantes (les Halles dans le premier et quatrième arrondissement) ou d'une restauration de prestige (le Marais dans les troisième et quatrième arrondissements), le deuxième, lui, est resté en l'état. Il a gardé ses petits logements, ses familles modestes et ses rues étroites (Saint-Sauveur, Marie-Stuart, Iquetonne, par exemple) dont l'écoulement n'a guère varié depuis l'époque médiévale. Ici, les trottoirs ne sont que les anciens « chausse-roues ».

Résultats : selon le recensement de 1982, 75 % des logements (contre une moyenne de 15 % à Paris) sont soumis à la loi de 1948, et 65 % d'entre eux sont dans un état « médiocre » ou « très médiocre ». Entre 1975 et 1982, la capitale a



perdu 5 % de sa population alors que le deuxième arrondissement voyait disparaître 23 % de ses habitants.

Se sont ajoutés le grignotage progressif du quartier par les activités de la confection qui débordent du Sentier et la saturation automobile. Les voitures sont enfilées dans des embouteillages permanents. Le stationnement anarchique, sur la chaussée aussi bien que sur les petits trottoirs, oblige jeunes et personnes âgées à se faufiler quotidiennement entre les véhicules... quand ils ont pu sortir de chez eux sans être bloqués

par une camionnette en train de décharger. Bref, la zone piétonne devient une nécessité très pratique.

Ce sera aussi un moyen de redorer le blason de l'arrondissement. « Si l'on veut sauver ce quartier de la ruine qui le menace, il faut choisir entre le piéton et l'automobiliste », affirme Alain Dumais. Il a choisi et a fait partager son choix à Jacques Chirac.

Les services de la mairie de Paris ont donc lancé une étude approfondie dont le résultat sera soumis au cours des prochaines semaines aux élus de

la capitale. Les riverains, eux, auront été informés de ce projet par des réunions organisées à ce propos par les élus locaux.

La ville, en effet, ne se contentera pas de placer aux endroits stratégiques quelques bornes en fonte reliées les unes aux autres par des chaînes. Elle va, au contraire, « réaménager » l'ensemble de la voirie. Les trottoirs de la future zone piétonne seront conservés, l'asphalte noir de la chaussée sera remplacé par des pavés de granit blanc pour bien marquer la transformation du quartier. Des lun-

ternes de style seront installées, des bancs placés entre le trottoir et la chaussée, qui occupera, en certains endroits, des marges très larges. Des fontaines apparaîtront notamment rue Montorgueil, l'épine dorsale de la zone, ou rue Saint-Denis. On plantera des arbres, parfois au milieu de la rue, et une décoration est prévue pour les murs pignons.

700 places de parking

Les rues situées à l'intérieur du périmètre seront soumises à la réglementation habituelle des zones piétonnes : circulation et stationnement interdits en permanence, sauf à certaines heures pour les riverains et les livraisons. Pour éviter le stationnement sauvage, comme c'est notamment le cas dans le secteur Halles-Bonne-Nouvelle, les accès à ce nouveau quartier piétonnier seront réglementés par un système de contrôle automatisé. Sept cents places de stationnement devront être créées pour répondre à la demande suscitée par l'aménagement envisagé. C'est une des difficultés de la mise en œuvre du projet car l'espace, ici plus qu'ailleurs, fait défaut. Toujours est-il que trois permis de construire visant d'être déposés pour ouvrir des places de stationnement rue Réaumur,

place du Caire et rue Sainte-Foy. D'autres pourraient être créés boulevard de Sébastopol (entre la rue Rambuteau et la rue de Turbigo), rue Montmartre, rue de Valenciennes et rue Saint-Martin.

Trois ans seront nécessaires pour dessiner cette zone piétonne. Ce délai relativement long s'explique notamment par les travaux à engager pour modifier les réseaux souterrains dans un sous-sol particulièrement encombré et par les démarches occasionnées pour une modification du plan d'occupation des sols. D'autre part, le quartier est difficile d'accès. Pour éviter de stopper toute activité économique, les services de la ville interviendront par étapes et non simultanément dans toutes les rues. Mais dès septembre 1990, avant même que le décor soit posé, les 20 hectares du quartier Bonne-Nouvelle seront réservés aux piétons. Lorsqu'elle sera achevée, en 1993, l'opération aura coûté 80 millions de francs, estime-t-on aujourd'hui.

JEAN PERRIN

(1) Alain Dumais a, en juillet 1989, démissionné de son poste de maire du deuxième arrondissement pour se consacrer aux questions de circulation et de stationnement. Il a été remplacé par M^{me} Benoîte Taffin (UDF).

Le projet de grand stade

Le projet de grand stade en Ile-de-France « correspond à une nécessité », estime Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, qui répondait à l'Assemblée nationale à une question de François Asenisi, député communiste de Seine-Saint-Denis. « La France », a déclaré le secrétaire d'Etat, ne peut être absente de grandes compétitions sportives telles que la Coupe du monde ou les Jeux olympiques, et le premier ministre, si-t-il annonce, va nommer Jean Glavany, député interministériel pour les Jeux olympiques. Il devra consulter les élus de la région Ile-de-France et remettre un rapport au gouvernement au cours du premier semestre 1990.

François Asenisi a rappelé qu'il avait proposé dès 1982 que ce grand stade soit implanté à Tremblay-en-France - nouveau nom de Tremblay-lès-Gonesse - le maire et le conseil général de Seine-Saint-Denis en étant d'accord. Roger Bambuck, qui a visité ce site récemment, le considère digne d'intérêt. Un autre lieu d'implantation est en compétition : les terrains du Cornillon, qui, bien que situés aussi dans le département de Seine-Saint-Denis, appartiennent à la Ville de Paris. C'est le site que propose Jacques Chirac en faisant valoir qu'il est peu éloigné de la capitale et bien desservi par les transports en commun.

C.V.

Le centre Jean-Macé à Montreuil

Handicapés en baraques

Au pied des tours de la Noue, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), on voit encore quatre ou cinq vieux baraques jaunes, dans le style des écoles primaires construites dans l'urgence du baby-boom. Loin d'être désaffectées, ces locaux reçoivent quotidiennement, pendant presque toute l'année, soixante-dix handicapés de six à seize ans.

Depuis vingt-trois ans, le centre Jean-Macé accueille entre ses cloisons vermouluées des enfants mentalement déficients (artistes, trisomiques...) au sein de son externat médico-pédagogique et de son hôpital de jour.

De bien grands mots pour un état des lieux ahurissant. Les enfants et les cinquante personnes qui les encadrent passent leur journée dans de petites pièces surchauffées l'été, glacées l'hiver. Le plancher menace de s'effondrer sous le triste linoléum qui le cache, l'installation électrique hors normes fait craindre l'incendie, tandis que l'humidité mange certains plafonds.

La pièce manque pour tous, et en premier lieu pour les médecins, qui disposent seulement d'un petit bureau de 9 m² pour deux. Les équipements sont insuffisants : l'architecture interdit l'accueil de handicapés moteurs se déplaçant en chariot, « fortiori » celui de polyhandicapés.

La situation ne serait pas aussi désespérée si l'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH), qui gère le centre, obtenait l'autorisation de construire un nouveau bâtiment, fonctionnel et doté

d'équipements qui permettraient aux enfants de progresser.

Le projet mûrit depuis dix ans, et une maquette se couvre de poussière dans le bureau du directeur, depuis le dépôt du dossier à la DDASS de Seine-Saint-Denis en 1986. Dossier refusé en raison du coût des travaux jugé trop élevé. Actuellement estimés à 15 millions de francs, ils ne devraient pas excéder 9 millions, selon la DDASS.

Des terrains, pas d'argent

Le projet de l'APAJH achoppe donc depuis des mois sur ces questions financières, bien que les autorités de tutelle soient convaincues de l'urgence des travaux.

Pour une fois, cependant, la construction d'un établissement pour enfants handicapés ne butait pas sur l'absence de terrain, le drame de la région parisienne. Le maire de Montreuil, président de l'APAJH, offre gratuitement 4 000 m². De quoi recevoir des enfants plus nombreux et plus jeunes, alors que le centre rejette actuellement trois demandes d'inscription sur quatre.

L'enfance inadaptée n'apparaît plus comme une priorité. Des grossesses et des naissances mieux surveillées permettent d'éviter bien des handicaps. On se préoccupe, au contraire, davantage des adultes. L'aménagement Croton autorise, désormais, le séjour en centre spécialisé de jeunes adultes au-delà de vingt ans et, surtout, on commence à parler d'un « troisième âge inadapté », handicapés dont il faut bien remplacer les parents vieillissants ou disparus.

CÉCILE LE COZ

C'est nouveau, c'est beau c'est la Fiat Uno

Il a suffi que
je change de look
pour qu'elle en
change aussi !



Aujourd'hui chez votre concessionnaire Fiat: la Uno avec sa nouvelle ligne, ses nouveaux équipements, ses nouvelles motorisations. 15 modèles 3/5 portes, 4/7 CV, essence, Diesel, turbo injection, turbo Diesel, automatiques.

36.15 + FIAT
FIAT

Fiat Uno, comment lui résister !

هذه هي الفات

فيلد من ايد



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • GOMBIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

INTERNATIONAL PRODUCT MANAGEMENT A strategy for the high-tech sector

c. £50,000 + car • based SE England

Mars Electronics International is a world-leader in its specialist high-tech sector - electronic payment systems. We are now looking for a high-calibre marketing professional to manage and develop the global marketing strategy for our major product group, which accounts for a substantial proportion of our turnover.

You will provide both direction and impetus for increasing market penetration, with full involvement from the analysis of market needs to the evaluation of product performance. Your impact on the business's continuing international growth will be decisive.

Qualified to degree/MBA level, you are likely to have 5-10 years' business experience, including at least three years in marketing - preferably industrial marketing. You

must be fluent in English and at least one other European language. Your business vision will be truly global, and you will relish opportunities to operate across international boundaries.

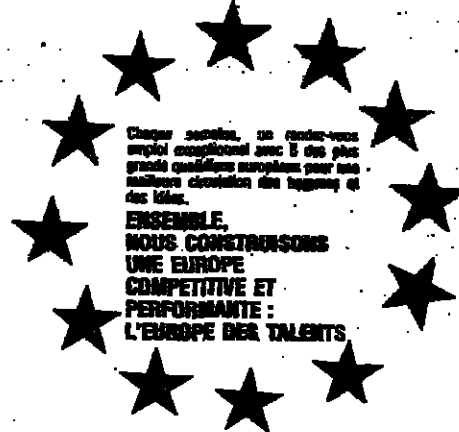
Salary will be supported by a comprehensive range of non-contributory benefits. Career development prospects within Mars Inc. are excellent. Mars Electronics International is an equal-opportunity employer.

Please write with full career details to:
Peter Newbound, Personnel Division, Mars Electronics International, Eskdale Road, Wetherby Triangle, Wetherby, Yorkshire WF11 5AQ, England.

MARS ELECTRONICS
international

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



GOMBIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde INTERNATIONAL

SSII, Filiale d'un Groupe Financier important, réalise 25 % de son chiffre d'affaires à l'export.
Diversité des compétences, recherche permanente de la qualité et souci de l'innovation permettent aujourd'hui à l'Organisation SINORG de renforcer sa présence en France et son audience à l'international.
Nos 500 spécialistes y interviennent depuis la définition de solutions jusqu'à la mise en œuvre.

C'est dans ce cadre que nous recherchons un : **Ingénieur Système IBM Dakar (Sénégal)**

Responsable du personnel d'exploitation sénégalais, vous prenez en charge le système de 2 IBM 4380 interconnectés, (relés à un réseau type Transpac).

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez 5 ans d'expérience de l'environnement technique IBM 43 XX et vous connaissez MVS/IES3 CICS/TSO.



SINORG

Merci d'adresser votre candidature sous référence EX/4/09 à :
SINORG
Direction des Ressources Humaines
à l'attention de Michèle Dain
33, Avenue du Maine 75015 Paris.

UNIR NOS COMPÉTENCES

DEUTSCHE GRAMMOPHON GESELLSCHAFT, Hambourg



recherche pour occuper le poste de
REDACTEUR FRANÇAIS
UN(E) MUSICOLOGUE

(minimum maîtrise ou 1^{er} prix du Conservatoire de Paris, 3^e cycle souhaité)
ayant l'expérience de la rédaction

- Ce rédacteur a la responsabilité générale de tous les textes français accompagnant nos disques, musicassettes, Compact Discs et enregistrements vidéo.
 - Il contacte auteurs, traducteurs, musicologues...
 - Il supervise lui-même commentaires, traductions et livrets d'opéra.
 - Ce poste exige des connaissances approfondies d'histoire de la musique, d'analyse et du milieu de la recherche musicologique française et francophone.
 - Au sein d'une équipe constituée de six rédacteurs de nationalités différentes qui seront ses partenaires, il(elle) saura s'adapter à un service jeune et actif. Il(elle) devra posséder de très bonnes connaissances d'allemand et pouvoir travailler également sur des textes anglais ou italiens.
- Poste à plein temps à pourvoir à Hambourg (R.F.A.) en janvier 1990.

Merci d'envoyer lettre d'accompagnement, CV et photo avant le 17 novembre 1989 à Richard Evidon, Editorial Department, DEUTSCHE GRAMMOPHON GESELLSCHAFT mbH, Alte Rabenstr. 2 - D 2000 Hamburg 13.

COORDINATEUR/ TRICE DU DEVELOPPEMENT DES MEMBRES POUR LA REGION MAGHREB/MOYEN ORIENT

Amnesty International milite pour les droits de l'homme à travers le monde. Une(Le) Coordinateur(trice) du développement des membres est demandé(e) pour développer les activités d'AI dans la Région du Maghreb/Moyen orient, y promouvoir AI en tant que mouvement militant de volontaires, et établir et servir les structures de ses militants dans la région.

Si vous avez une connaissance approfondie de la région Maghreb/Moyen Orient, étant un natif ou y ayant longtemps résidé; si vous êtes arabophone et avez une connaissance de l'anglais et du français; si vous vous intéressez aux droits de l'homme, et avez une expérience pratique dans une organisation de volontaires, vous pouvez poser votre candidature.

Traitement annuel: £14 687 livres sterling.
Date limite pour la réception des candidatures: 1er décembre 1989.



Pour obtenir des renseignements complements et une formule de candidature, écrire à: Amnesty International, Service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne); ou téléphoner au: 017 5805 (24h/24h). Citer la référence CMD-7.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

DEUX ADMINISTRATEURS (gestion de projets)

Fonctions : définir et gérer les programmes européens sur l'amélioration des conditions de vie et de travail ; mettre au point des activités et des publications ; communiquer les résultats aux décideurs au niveau de la Communauté et des Etats membres.

Un diplôme universitaire ou une qualification équivalente est nécessaire, ainsi qu'un minimum de cinq ans d'expérience après la fin des études universitaires.

Peuvent se porter candidats les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne dès après le 31 décembre 1989. Une connaissance courante d'une langue et une bonne connaissance d'un autre une autre langue de la Communauté sont exigées. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Pour avoir des renseignements supplémentaires et recevoir les formulaires d'inscription, veuillez vous adresser à :

Mr Maria Casella
European Foundation for the Improvement
of Living and Working Conditions
Loughlinstown House
Shankill
Co Dublin
Ireland. Tel. : 19-333-1-826-888, Fax : 19-333-1-826-456

Les formulaires de candidature doivent arriver à la Fondation européenne le 21 novembre 1989 dernier délai (le cachet de la poste faisant foi). L'enveloppe doit porter la référence « EM/89 ».

Institut Universitaire Européen (Florence)

20-30 BOURSES DE RECHERCHE JEAN MONNET 1990 91

Les candidats, en possession d'un doctorat, doivent proposer un sujet personnel de recherche d'intérêt européen qui contribue au programme général de l'Institut en histoire moderne ou contemporaine, économie, droit ou sciences politiques et sociales.

La bourse est de 24.000.000 à 36.000.000 liras nettes pour l'année en fonction de l'âge.

Pour les formulaires de candidature, s'adresser à :
Dominique Delaunay, Institut Universitaire Européen,
C.P. N° 2230, 50100 FIRENZE Ferrovie, Italie.
Tél. : 055-50921 ; Télex 571528 IUE ; FAX 055-599887.

Date limite : 30 Novembre 1989.

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN

Imaginez un monde
où des postes auxquels
vous n'avez encore jamais pensé,
vous sont proposés.

36 15
IM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

SPÉCIALISTES

LITTÉRATURE FRANÇAISE
du XVI^e et XVII^e siècles, en théorie
critique, en histoire, et histoire de
l'art, en philosophie, en sociolo-
gie ou en histoire.

Deux cours par semaine.
Séances à 15.11.89 à :

JANE GALLUP
Dept. of FRENCH AND
ITALIAN, RICE UNIVERSITY,
HOUSTON, TEXAS
77005 USA.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
Notre faculté des sciences
sociales et politiques met au
concours un poste de

Professeur ordinaire
de science politique

(politique publique,
politique sociale)
Titre requis : doctorat en
sciences politiques, thèse
d'Etat en sciences politiques
ou titre jugé équivalent.

Entrée en fonction : 1^{er}
septembre 1990.

Pour être admis à concourir,
il faut être titulaire d'un
diplôme de l'enseignement
supérieur, d'admission au
concours ou d'admission au
concours.

Concours ouvert jusqu'au
31 décembre 1989.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
Notre faculté des sciences
sociales et politiques met au
concours un poste de

Professeur ordinaire
de science politique

(politique publique,
politique sociale)
Titre requis : doctorat en
sciences politiques, thèse
d'Etat en sciences politiques
ou titre jugé équivalent.

Entrée en fonction : 1^{er}
septembre 1990.

Pour être admis à concourir,
il faut être titulaire d'un
diplôme de l'enseignement
supérieur, d'admission au
concours ou d'admission au
concours.

Concours ouvert jusqu'au
31 décembre 1989.

Le Monde CADRES

ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Vous avez entre 25 et 35 ans,
vous possédez un véhicule.
Votre mission sera de dévelop-
per, sur une période perma-
nente sur le terrain, votre ac-
tivité commerciale.

Nous vous offrons salaire fixe
+ commissions + frais km.
Envoyer CV, photo, références
à ALCOYON
Immeuble de la Vieillesse 3,
27, rue de Grigny,
91137 Morsang Cedex.

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche

UN PSYCHOSOCIOLOGUE
Expérience orientation,
conseils professionnels et
recrutement. Bonne connais-
sance de l'entreprise.
Tél. : 47-84-88-87.

LE THÉÂTRE DE
SARTROUVILLE
cherche

UN CADRE RESPONSABLE
DE L'INFORMATION

Adressez lettre + CV à
M. Bertrand COLLETTE,
théâtre de Sartroville,
S.P. 83,
78505 Sartroville Cedex.

Lycée technique
sous contrat d'association
recherche

PROFESSEUR
ELECTROTECHNIQUE

A temps complet
diplôme demandé :
niveau ingénieur,
minimum 5 ans d'exp.
Exp. professionnelle
souhaitée. Env. CV
à lycée technique
Passey St-Nicolas, Buzanet,
35, av. de la Mairie,
62208 Roubaix-Metron
ou tél. : 47-08-82-02.

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

RECHERCHE
pour le Festival d'été

UN AGENT
CONTRACTUEL

de niveau A

Missions : Gestion adminis-
trative et comptable d'une
structure culturelle ; rédac-
tion de contrats, suivi du
budget. Profil : connais-
sances juridiques et fiscales,
grande disponibilité. Les
candidatures comprennent
une lettre manuscrite, un
C.V. détaillé et une copie
des diplômes devant être
adressées avant le

20 octobre 1989 à :
1^{er} bureau, quai Jean-Moulin
78101 ROUEN Cedex.

ORGANISME
DE FORMATION

recherche

FORMATEURS

Pour vacations en :
Management
Communication
Négociation orale
Techniques de vente

Etudes sup. sciences
humaines ou scs sup. de
comm., 5 ans min. interv.
entreprises.

Adressez C.V. à D.E.F.C.
3, r. de Lige, 78008 Paris.

Sté en expansion rech. étu-
diantes et jnes femmes
dynamiques pour ventes
biqui : formation en activité
annexes à Paris et RP. Tél. pr
sélection : 39-57-69-69.

Le Monde

AFFAIRES

Un entretien avec le président des transporteurs routiers

« Nous allons vers des frictions avec les autres usagers de la route », nous déclare M. Maurice Voiron qui reconnaît qu'il existe un problème de comportement de certains chauffeurs

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), qui regroupe la plus grande partie des entreprises de ce secteur, tient, les 18 et 19 octobre à Paris, son 44^e congrès. Son président, M. Maurice Voiron, fait le point dans l'entretien qu'on lira ci-dessous sur une profession en expansion rapide, qui a un peu peur de l'Europe et qui suscite de plus en plus d'hostilité chez les autres usagers de la route et chez les défenseurs de l'environnement.

« Le transport routier semble en pleine santé. Il achemine, désormais, en France, 70 % des marchandises transportées. Êtes-vous une profession heureuse ?

« Il est exact que notre courbe de croissance est exponentielle. Les pérorateurs huppés leur part de camions-citernes et se tournent vers nous, les transporteurs routiers, pour acheminer leurs carburants ; la SNCF ne fait pas preuve d'un dynamisme extraordinaire ; oui, notre profession se porte bien, mais pas nos entreprises.

« Je suis frappé de constater, même chez les grands comme Mory, Demons ou Calberson, la faiblesse des bénéfices, qui incorporent souvent des plus-values latentes. La raison de ce manque est le bas niveau des tarifs, qui semblent stabilisés dans les transports lourds, mais qui continuent à chuter dans les trafics diffus et dans la messagerie.

« A vrai dire, la bagarre entre transporteurs prend plus la forme de nouveaux produits sophistiqués, dont ils ne repèrent pas le coût sur le client, que de remises très importantes. Il n'empêche : nous approchons du moment de vérité et, si les professionnels n'ont pas le

courage de tenir leurs prix, on relèvera encore des morts !

« Ve-t-on assister à des concentrations accélérées et à la constitution d'énormes groupes routiers ?

« Voilà sept ans que je suis président de la FNTR et j'ai vu le paysage économique se modifier radicalement pendant cette période. Le transport routier était considéré comme un secteur familial et artisanal, un peu de seconde zone. La loi de 1984 n'a pas pu contribuer à le faire reconnaître comme une composante essentielle de l'économie moderne. La société française a pris alors conscience qu'il n'y avait pas de supermarchés s'ils n'étaient approvisionnés par des camions.

« Parallèlement, les milieux bancaires se sont intéressés au transport routier parce qu'ils estimaient que ce secteur leur assurait un retour rapide de leur investissement. On leur a vu faire tout et n'importe quoi en matière de rachats et fusions. Personnellement, je ne crois pas aux conglomérats gigantesques, mais plutôt aux participations croisées et aux accords de coopération technique qui permettent à chaque transporteur de conserver son identité.

« Un service qui ne se stocke pas »

« L'atomisation de votre profession n'exige-t-elle pas des regroupements, puisque les trois quarts de vos entreprises emploient moins de cinq personnes ?

« Ce n'est pas indispensable. Le transport est un service qui ne se stocke pas. Le petit transporteur demeure nécessaire, car il assure le trafic de pointe, le transport sur de courtes distances ou le transport très spécifique.

« Comme à chaque discussion budgétaire, on entend par-

ler de taxations supplémentaires sur le gazole, et vous mobilisez vos troupes contre ces projets. Où en sont vos contentieux avec le gouvernement ?

« C'est tout simple : la pression fiscale est de 44 % en France contre 38 % dans le reste de la CEE. Regardez les assurances, elles sont taxées à 35 %. C'est complètement fou ! Nous sommes pénalisés par rapport à nos voisins.

« Même chose pour les droits de succession, qui représentent un véritable drame pour nos entreprises familiales. Je viens d'être informé du cas d'un beau-père et de son gendre qui veulent vendre leur entreprise et qui vont devoir payer plus de droits qu'ils ne touchent d'argent. La complexité de notre système fait le bonheur des fiscalistes.

« Dans le domaine réglementaire, nous constatons les mêmes aberrations. On nous interdit l'entrée des villes en fonction de la charge à l'essieu alors que c'est la taille et l'encombrement du camion qui devraient primer. On libère nos prix, mais l'écœû à la profession n'est toujours pas précis.

« Je ne demande pas un statut de classe, mais je constate que nos concurrents néerlandais sont efficaces parce que leur gouvernement exige d'eux une formation minimale et une garantie financière.

« Dans le domaine des infrastructures, nous allons tout droit à la catastrophe. L'Etat n'a pas de politique routière suivie. Il se décharge sur les collectivités locales ou sur des sociétés d'économie mixte de ses responsabilités.

« La France, pays de transit, persiste à faire passer le trafic lourd sur le boulevard périphérique de Paris et ne prépare pas le dédoublement de l'autoroute du Nord. Nous allons vers des frictions avec les autres usagers de la route.

« Les pays de transit, comme la Suisse et l'Autriche, sont lassés de voir vos camions polluer leurs villes. Les automobilistes sont exaspérés des files de poids lourds qui gênent la circulation. Êtes-vous conscients de la montée du mécontentement à votre égard ?

« C'est le problème qui pointe au bout de notre capot. Pour la Suisse et l'Autriche, je crois qu'elles demandent, surtout, au reste de l'Europe de contribuer financièrement à la solution de leur problème de transit. En ce qui concerne la collaboration avec les autres usagers de la route, je dirai qu'elle est facile en semaine quand nous sommes entre nous, entre habitués de la route.

« La situation devient dramatique pour les départs en vacances. Nous ne pouvons accepter qu'on nous dise, comme en 1988, de rester chez nous pendant onze jours pour laisser passer les flots de vacanciers ! Comment ceux-ci vivront-ils à la mer ou à la montagne si l'indignation ne suit pas ?

« Cela dit, je reconnais qu'il existe un problème de comportement de nos chauffeurs. Il y a trop souvent des gens qui roulent trop vite, alors qu'ils devraient être irréprochables.

Pour un cabotage aux normes strictes

« Vous freinez des quatre fers pour que les camions européens n'effectuent pas de transport en France même. Vous vous opposez donc au cabotage. N'êtes-vous pas frioleux par rapport à l'Europe ?

« Pas du tout, mais nous sommes d'accord avec M. Michel Delebarre, notre ministre de l'équipement, que le cabotage doit être proposé par la France au reste de la CEE, mais avec des normes strictes. Il serait insupportable que

les transporteurs français soient évincés de l'acheminement de la récolte betteravière, de l'olive par exemple, par des Belges qui profiteraient de leur garde-moins cher pour nous prendre le marché, ou par les Néerlandais dont les camions roulent 160 000 km par an quand les nôtres ne dépassent pas les 110 000 km, ce qui leur permet de pratiquer des prix plus bas.

« Il faut que les autorités reviennent sur les règlements sociaux dans le sens d'une plus grande souplesse. Ça rime à quoi d'arrêter sur le bord de la route un chauffeur, à 15 heures, parce qu'il a épuisé son temps de conduite journalier, alors qu'il n'a qu'une envie, c'est de rentrer à son domicile proche ? Pourquoi n'y aurait-il pas des semaines où le conducteur pourrait travailler plus que le temps réglementaire et d'autres où il travaillerait moins ? Nous ne sommes pas des sédentaires !

« A pousser trop loin ces rigidités, on amènera les grands groupes à se tourner de plus en plus vers des artisans « tractionnaires » qui ont le droit de conduire cinquante heures par semaine contre quarante-deux heures pour les salariés. Et quand je vois un « tractionnaire » accepter des transports en sous-traitance pour 3,90 francs du kilomètre, à raison

de 11 000 km par mois, je me fais du souci : il gagne moins que la moitié du SMIC et ce n'est pas bon ni pour lui, ni pour la marchandise, ni pour la sécurité.

« La renégociation de la convention collective n'est-elle pas l'occasion de réviser les conditions du chauffeur routier ?

« Notre profession se trouve cul par-dessus tête. Il est anormal qu'un chauffeur soit moins payé que le manoeuvre qui l'accueille dans la cour de l'usine. Il n'est pas sain que l'on emploie le premier venu et qu'on ne le forme pas suffisamment. On a laissé se paupériser la fonction de conducteur.

« Il faut inverser ce processus vicieux. Je suis favorable à la création d'une carte professionnelle de chauffeur-routier. Il conviendrait d'ouvrir l'échelle des salaires qui a été réduite à 6,5 contre 14,5 jusqu'en 1986. La convention collective doit être modernisée : on y trouve toujours le palefrenier, mais pas l'informaticien.

« Si les pouvoirs publics nous autorisent à absorber les temps de travail, nous pourrions mieux rémunérer nos salariés, mieux les former et les rendre plus efficaces, ce qui, entre autres, permettra de mieux les payer. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

36 15
FM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde AUTOMOBILE

ALFA ROMEO
ALFA SPREADER 2.1, 1000 cc, 1100 cc, 1300 cc, 1600 cc, 1700 cc, 2000 cc, 2500 cc, 3000 cc, 3500 cc, 4000 cc, 4500 cc, 5000 cc, 5500 cc, 6000 cc, 6500 cc, 7000 cc, 7500 cc, 8000 cc, 8500 cc, 9000 cc, 9500 cc, 10000 cc, 10500 cc, 11000 cc, 11500 cc, 12000 cc, 12500 cc, 13000 cc, 13500 cc, 14000 cc, 14500 cc, 15000 cc, 15500 cc, 16000 cc, 16500 cc, 17000 cc, 17500 cc, 18000 cc, 18500 cc, 19000 cc, 19500 cc, 20000 cc, 20500 cc, 21000 cc, 21500 cc, 22000 cc, 22500 cc, 23000 cc, 23500 cc, 24000 cc, 24500 cc, 25000 cc, 25500 cc, 26000 cc, 26500 cc, 27000 cc, 27500 cc, 28000 cc, 28500 cc, 29000 cc, 29500 cc, 30000 cc, 30500 cc, 31000 cc, 31500 cc, 32000 cc, 32500 cc, 33000 cc, 33500 cc, 34000 cc, 34500 cc, 35000 cc, 35500 cc, 36000 cc, 36500 cc, 37000 cc, 37500 cc, 38000 cc, 38500 cc, 39000 cc, 39500 cc, 40000 cc, 40500 cc, 41000 cc, 41500 cc, 42000 cc, 42500 cc, 43000 cc, 43500 cc, 44000 cc, 44500 cc, 45000 cc, 45500 cc, 46000 cc, 46500 cc, 47000 cc, 47500 cc, 48000 cc, 48500 cc, 49000 cc, 49500 cc, 50000 cc, 50500 cc, 51000 cc, 51500 cc, 52000 cc, 52500 cc, 53000 cc, 53500 cc, 54000 cc, 54500 cc, 55000 cc, 55500 cc, 56000 cc, 56500 cc, 57000 cc, 57500 cc, 58000 cc, 58500 cc, 59000 cc, 59500 cc, 60000 cc, 60500 cc, 61000 cc, 61500 cc, 62000 cc, 62500 cc, 63000 cc, 63500 cc, 64000 cc, 64500 cc, 65000 cc, 65500 cc, 66000 cc, 66500 cc, 67000 cc, 67500 cc, 68000 cc, 68500 cc, 69000 cc, 69500 cc, 70000 cc, 70500 cc, 71000 cc, 71500 cc, 72000 cc, 72500 cc, 73000 cc, 73500 cc, 74000 cc, 74500 cc, 75000 cc, 75500 cc, 76000 cc, 76500 cc, 77000 cc, 77500 cc, 78000 cc, 78500 cc, 79000 cc, 79500 cc, 80000 cc, 80500 cc, 81000 cc, 81500 cc, 82000 cc, 82500 cc, 83000 cc, 83500 cc, 84000 cc, 84500 cc, 85000 cc, 85500 cc, 86000 cc, 86500 cc, 87000 cc, 87500 cc, 88000 cc, 88500 cc, 89000 cc, 89500 cc, 90000 cc, 90500 cc, 91000 cc, 91500 cc, 92000 cc, 92500 cc, 93000 cc, 93500 cc, 94000 cc, 94500 cc, 95000 cc, 95500 cc, 96000 cc, 96500 cc, 97000 cc, 97500 cc, 98000 cc, 98500 cc, 99000 cc, 99500 cc, 100000 cc, 100500 cc, 101000 cc, 101500 cc, 102000 cc, 102500 cc, 103000 cc, 103500 cc, 104000 cc, 104500 cc, 105000 cc, 105500 cc, 106000 cc, 106500 cc, 107000 cc, 107500 cc, 108000 cc, 108500 cc, 109000 cc, 109500 cc, 110000 cc, 110500 cc, 111000 cc, 111500 cc, 112000 cc, 112500 cc, 113000 cc, 113500 cc, 114000 cc, 114500 cc, 115000 cc, 115500 cc, 116000 cc, 116500 cc, 117000 cc, 117500 cc, 118000 cc, 118500 cc, 119000 cc, 119500 cc, 120000 cc, 120500 cc, 121000 cc, 121500 cc, 122000 cc, 122500 cc, 123000 cc, 123500 cc, 124000 cc, 124500 cc, 125000 cc, 125500 cc, 126000 cc, 126500 cc, 127000 cc, 127500 cc, 128000 cc, 128500 cc, 129000 cc, 129500 cc, 130000 cc, 130500 cc, 131000 cc, 131500 cc, 132000 cc, 132500 cc, 133000 cc, 133500 cc, 134000 cc, 134500 cc, 135000 cc, 135500 cc, 136000 cc, 136500 cc, 137000 cc, 137500 cc, 138000 cc, 138500 cc, 139000 cc, 139500 cc, 140000 cc, 140500 cc, 141000 cc, 141500 cc, 142000 cc, 142500 cc, 143000 cc, 143500 cc, 144000 cc, 144500 cc, 145000 cc, 145500 cc, 146000 cc, 146500 cc, 147000 cc, 147500 cc, 148000 cc, 148500 cc, 149000 cc, 149500 cc, 150000 cc, 150500 cc, 151000 cc, 151500 cc, 152000 cc, 152500 cc, 153000 cc, 153500 cc, 154000 cc, 154500 cc, 155000 cc, 155500 cc, 156000 cc, 156500 cc, 157000 cc, 157500 cc, 158000 cc, 158500 cc, 159000 cc, 159500 cc, 160000 cc, 160500 cc, 161000 cc, 161500 cc, 162000 cc, 162500 cc, 163000 cc, 163500 cc, 164000 cc, 164500 cc, 165000 cc, 165500 cc, 166000 cc, 166500 cc, 167000 cc, 167500 cc, 168000 cc, 168500 cc, 169000 cc, 169500 cc, 170000 cc, 170500 cc, 171000 cc, 171500 cc, 172000 cc, 172500 cc, 173000 cc, 173500 cc, 174000 cc, 174500 cc, 175000 cc, 175500 cc, 176000 cc, 176500 cc, 177000 cc, 177500 cc, 178000 cc, 178500 cc, 179000 cc, 179500 cc, 180000 cc, 180500 cc, 181000 cc, 181500 cc, 182000 cc, 182500 cc, 183000 cc, 183500 cc, 184000 cc, 184500 cc, 185000 cc, 185500 cc, 186000 cc, 186500 cc, 187000 cc, 187500 cc, 188000 cc, 188500 cc, 189000 cc, 189500 cc, 190000 cc, 190500 cc, 191000 cc, 191500 cc, 192000 cc, 192500 cc, 193000 cc, 193500 cc, 194000 cc, 194500 cc, 195000 cc, 195500 cc, 196000 cc, 196500 cc, 197000 cc, 197500 cc, 198000 cc, 198500 cc, 199000 cc, 199500 cc, 200000 cc, 200500 cc, 201000 cc, 201500 cc, 202000 cc, 202500 cc, 203000 cc, 203500 cc, 204000 cc, 204500 cc, 205000 cc, 205500 cc, 206000 cc, 206500 cc, 207000 cc, 207500 cc, 208000 cc, 208500 cc, 209000 cc, 209500 cc, 210000 cc, 210500 cc, 211000 cc, 211500 cc, 212000 cc, 212500 cc, 213000 cc, 213500 cc, 214000 cc, 214500 cc, 215000 cc, 215500 cc, 216000 cc, 216500 cc, 217000 cc, 217500 cc, 218000 cc, 218500 cc, 219000 cc, 219500 cc, 220000 cc, 220500 cc, 221000 cc, 221500 cc, 222000 cc, 222500 cc, 223000 cc, 223500 cc, 224000 cc, 224500 cc, 225000 cc, 225500 cc, 226000 cc, 226500 cc, 227000 cc, 227500 cc, 228000 cc, 228500 cc, 229000 cc, 229500 cc, 230000 cc, 230500 cc, 231000 cc, 231500 cc, 232000 cc, 232500 cc, 233000 cc, 233500 cc, 234000 cc, 234500 cc, 235000 cc, 235500 cc, 236000 cc, 236500 cc, 237000 cc, 237500 cc, 238000 cc, 238500 cc, 239000 cc, 239500 cc, 240000 cc, 240500 cc, 241000 cc, 241500 cc, 242000 cc, 242500 cc, 243000 cc, 243500 cc, 244000 cc, 244500 cc, 245000 cc, 245500 cc, 246000 cc, 246500 cc, 247000 cc, 247500 cc, 248000 cc, 248500 cc, 249000 cc, 249500 cc, 250000 cc, 250500 cc, 251000 cc, 251500 cc, 252000 cc, 252500 cc, 253000 cc, 253500 cc, 254000 cc, 254500 cc, 255000 cc, 255500 cc, 256000 cc, 256500 cc, 257000 cc, 257500 cc, 258000 cc, 258500 cc, 259000 cc, 259500 cc, 260000 cc, 260500 cc, 261000 cc, 261500 cc, 262000 cc, 262500 cc, 263000 cc, 263500 cc, 264000 cc, 264500 cc, 265000 cc, 265500 cc, 266000 cc, 266500 cc, 267000 cc, 267500 cc, 268000 cc, 268500 cc, 269000 cc, 269500 cc, 270000 cc, 270500 cc, 271000 cc, 271500 cc, 272000 cc, 272500 cc, 273000 cc, 273500 cc, 274000 cc, 274500 cc, 275000 cc, 275500 cc, 276000 cc, 276500 cc, 277000 cc, 277500 cc, 278000 cc, 278500 cc, 279000 cc, 279500 cc, 280000 cc, 280500 cc, 281000 cc, 281500 cc, 282000 cc, 282500 cc, 283000 cc, 283500 cc, 284000 cc, 284500 cc, 285000 cc, 285500 cc, 286000 cc, 286500 cc, 287000 cc, 287500 cc, 288000 cc, 288500 cc, 289000 cc, 289500 cc, 290000 cc, 290500 cc, 291000 cc, 291500 cc, 292000 cc, 292500 cc, 293000 cc, 293500 cc, 294000 cc, 294500 cc, 295000 cc, 295500 cc, 296000 cc, 296500 cc, 297000 cc, 297500 cc, 298000 cc, 298500 cc, 299000 cc, 299500 cc, 300000 cc, 300500 cc, 301000 cc, 301500 cc, 302000 cc, 302500 cc, 303000 cc, 303500 cc, 304000 cc, 304500 cc, 305000 cc, 305500 cc, 306000 cc, 306500 cc, 307000 cc, 307500 cc, 308000 cc, 308500 cc, 309000 cc, 309500 cc, 310000 cc, 310500 cc, 311000 cc, 311500 cc, 312000 cc, 312500 cc, 313000 cc, 313500 cc, 314000 cc, 314500 cc, 315000 cc, 315500 cc, 316000 cc, 316500 cc, 317000 cc, 317500 cc, 318000 cc, 318500 cc, 319000 cc, 319500 cc, 320000 cc, 320500 cc, 321000 cc, 321500 cc, 322000 cc, 322500 cc, 323000 cc, 323500 cc, 324000 cc, 324500 cc, 325000 cc, 325500 cc, 326000 cc, 326500 cc, 327000 cc, 327500 cc, 328000 cc, 328500 cc, 329000 cc, 329500 cc, 330000 cc, 330500 cc, 331000 cc, 331500 cc, 332000 cc, 332500 cc, 333000 cc, 333500 cc, 334000 cc, 334500 cc, 335000 cc, 335500 cc, 336000 cc, 336500 cc, 337000 cc, 337500 cc, 338000 cc, 338500 cc, 339000 cc, 339500 cc, 340000 cc, 340500 cc, 341000 cc, 341500 cc, 342000 cc, 342500 cc, 343000 cc, 343500 cc, 344000 cc, 344500 cc, 345000 cc, 345500 cc, 346000 cc, 346500 cc, 347000 cc, 347500 cc, 348000 cc, 348500 cc, 349000 cc, 349500 cc, 350000 cc, 350500 cc, 351000 cc, 351500 cc, 352000 cc, 352500 cc, 353000 cc, 353500 cc, 354000 cc, 354500 cc, 355000 cc, 355500 cc, 356000 cc, 356500 cc, 357000 cc, 357500 cc, 358000 cc, 358500 cc, 359000 cc, 359500 cc, 360000 cc, 360500 cc, 361000 cc, 361500 cc, 362000 cc, 362500 cc, 363000 cc, 363500 cc, 364000 cc, 364500 cc, 365000 cc, 365500 cc, 366000 cc, 366500 cc, 367000 cc, 367500 cc, 368000 cc, 368500 cc, 369000 cc, 369500 cc, 370000 cc, 370500 cc, 371000 cc, 371500 cc, 372000 cc, 372500 cc, 373000 cc, 373500 cc, 374000 cc, 374500 cc, 375000 cc, 375500 cc, 376000 cc, 376500 cc, 377000 cc, 377500 cc, 378000 cc, 378500 cc, 379000 cc, 379500 cc, 380000 cc, 380500 cc, 381000 cc, 381500 cc, 382000 cc, 382500 cc, 383000 cc, 383500 cc, 384000 cc, 384500 cc, 385000 cc, 385500 cc, 386000 cc, 386500 cc, 387000 cc, 387500 cc, 388000 cc, 388500 cc, 389000 cc, 389500 cc, 390000 cc, 390500 cc, 391000 cc, 391500 cc, 392000 cc, 392500 cc, 393000 cc, 393500 cc, 394000 cc, 394500 cc, 395000 cc, 395500 cc, 396000 cc, 396500 cc, 397000 cc, 397500 cc, 398000 cc, 398500 cc, 399000 cc, 399500 cc, 400000 cc, 400500 cc, 401000 cc, 401500 cc, 402000 cc, 402500 cc, 403000 cc, 403500 cc, 404000 cc, 404500 cc, 405000 cc, 405500 cc, 406000 cc, 406500 cc, 407000 cc, 407500 cc, 408000 cc, 408500 cc, 409000 cc, 409500 cc, 410000 cc, 410500 cc, 411000 cc, 411500 cc, 412000 cc, 412500 cc, 413000 cc, 413500 cc, 414000 cc, 414500 cc, 415000 cc, 415500 cc, 416000 cc, 416500 cc, 417000 cc, 417500 cc, 418000 cc, 418500 cc, 419000 cc, 419500 cc, 420000 cc, 420500 cc, 421000 cc, 421500 cc, 422000 cc, 422500 cc, 423000 cc, 423500 cc, 424000 cc, 424500 cc, 425000 cc, 425500 cc, 426000 cc, 426500 cc, 427000 cc, 427500 cc, 428000 cc, 428500 cc, 429000 cc, 429500 cc, 430000 cc, 430500 cc, 431000 cc, 431500 cc, 432000 cc, 432500 cc, 433000 cc, 433500 cc, 434000 cc, 434500 cc, 435000 cc, 435500 cc, 436000 cc, 436500 cc, 437000 cc, 437500 cc, 438000 cc, 438500 cc, 439000 cc, 439500 cc, 440000 cc, 440500 cc, 441000 cc, 441500 cc, 442000 cc, 442500 cc, 443000 cc, 443500 cc, 444000 cc, 444500 cc, 445000 cc, 445500 cc, 446000 cc, 446500 cc, 447000 cc, 447500 cc, 448000 cc, 448500 cc, 449000 cc, 449500 cc, 450000 cc, 450500 cc, 451000 cc, 451500 cc, 452000 cc, 452500 cc, 453000 cc, 453500 cc, 454000 cc, 454500 cc, 455000 cc, 455500 cc, 456000 cc, 456500 cc, 457000 cc, 457500 cc, 458000 cc, 458500 cc, 459000 cc, 459500 cc, 460000 cc, 460500 cc, 461000 cc, 461500 cc, 462000 cc, 462500 cc, 463000 cc, 463500 cc, 464000 cc, 464500 cc, 465000 cc, 465500 cc, 466000 cc, 466500 cc, 467000 cc, 467500 cc, 468000 cc, 468500 cc, 469000 cc, 469500 cc, 470000 cc, 470500 cc, 471000 cc, 471500 cc, 472000 cc, 472500 cc, 473000 cc, 473500 cc, 474000 cc, 474500 cc, 475000 cc, 475500 cc, 476000 cc, 476500 cc, 477000 cc, 477500 cc, 478000 cc, 478500 cc, 479000 cc, 479500 cc, 480000 cc, 480500 cc, 481000 cc, 481500 cc, 482000 cc, 482500 cc, 483000 cc, 483500 cc, 484000 cc, 484500 cc, 485000 cc, 485500 cc, 486000 cc, 486500 cc, 487000 cc, 487500 cc, 488000 cc, 488500 cc, 489000 cc, 489500 cc, 490000 cc, 490500 cc, 491000 cc, 491500 cc, 492000 cc, 492500 cc, 493000 cc, 493500 cc, 494000 cc, 494500 cc

AFFAIRES

EMPLOI-FORMATION

Un bilan des plans d'égalité professionnelle

Les entreprises ne se sont pas laissées séduire par les femmes

Les plans d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévus par une loi du 13 juillet 1983, sont loin d'avoir atteint les résultats escomptés. C'est la conclusion d'un bilan dressé par des chercheurs au CNRS (1). Pour Ghislaine Doniol-Shaw et Annie Junter-Loiseau, il est clair que les femmes « n'ont pas gagné »...

La loi du 13 juillet 1983, portée à bout de bras par le ministre des droits de la femme de l'époque, Yvette Roudy, constatait un certain nombre de disparités (écart de salaires, chômage plus important, absence de femmes dans certaines professions et à certains postes), et offrait aux partenaires sociaux la possibilité de négocier au sein de chaque entreprise des plans d'égalité professionnelle en faveur des femmes. En contrepartie, l'Etat s'engageait à financer 50 % des plans de formation, 50 % des autres coûts et à payer 30 % des salaires des personnes en formation.

Six ans après, la belle initiative n'a pas été aussi loin qu'on pouvait l'espérer. En 1983, dix-sept

entreprises établissaient un plan d'égalité. En 1988, elles sont seulement deux de plus. Au sein de ces dix-sept entreprises : Moulinex, la Cogema, la Sofinco, Bull, Angers, Jacques Valre, la CEA, l'Aérospatiale et quelques PME régionales.

On aurait pu espérer qu'en dépit de ce nombre dérisoire — vingt-trois ou vingt-quatre plans en 1989 selon le secrétariat d'Etat aux droits de la femme — au moins une dynamique égalitaire avait véritablement été amorcée. Mais il n'en est rien.

Inégalités

La plupart des sociétés signataires se sont bornées à présenter leurs propres plans de formation (une semaine d'anglais, par exemple) sous forme de plans d'égalité afin de bénéficier des subventions accordées par l'Etat et d'améliorer du même coup leur image de marque, explique le rapport du CNRS. L'étude donne l'exemple de Bull, à Angers, qui a licencié un certain nombre de femmes, mais a signé parallèlement un plan d'égalité pour les « rescapées »...

Il n'est pas étonnant que les entreprises aient profité des facilités apportées par l'Etat. Mais

force est de constater que pour certaines, les plans se sont soldés par une aggravation des inégalités. Le chef du personnel de CEA admet, même, que la promotion des femmes a encore diminué par rapport à celle des hommes depuis la mise en œuvre du plan.

Il est vrai que la promotion demeure le sujet le plus sensible : « Du fait des quotas, augmenter le salaire d'une femme de plus revient souvent à ne pas augmenter celui d'un homme. On ne peut pas toucher aux avantages acquis des hommes », note Ghislaine Doniol-Shaw.

L'échec ne résulte pas uniquement de mauvaises volontés. Il est souvent la conséquence de moyens insuffisants face à une demande d'égalité professionnelle forte. Chacun des plans proposait aux femmes de faire un bilan personnel et de formuler un projet. Aucun des chefs d'entreprise engagés dans « l'aventure de l'égalité » n'imaginait que les formules susciteraient un tel enthousiasme.

Après une opération de sélection, il a donc fallu décourager les trop nombreuses candidates en imposant des restrictions pouvant paraître arbitraires, quitte à démentir l'objectif initial. A la Sofinco,

par exemple, sur cent quarante-huit candidates à la formation, pour devenir cadres, cinquante répondaient aux critères d'admission, de classification et d'âge fixés par l'entreprise. Vingt-trois acceptaient ensuite de souscrire aux engagements demandés (disponibilité pendant trois ans, puis mobilité). Les autres, en dépit de leur bonne volonté, furent finalement jugés « inaptes pour l'égalité ». De quoi cultiver un complexe d'infériorité *ad vitam eternam*...

Dans chaque entreprise, la part des filiales ne dépassera pas les 3 %. En dépit du petit nombre d'admissibles, les possibilités offertes aux femmes se verront encore réduites par l'insatisfaction des formations. Alors qu'il existe des organismes spécialisés, comme l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), le secrétariat des droits de la femme fait pression pour que les formations débouchent sur des diplômes et soient assurées par l'éducation nationale. Dans les régions, on fait ainsi appel au lycée technique du coin qui concourra des « formations sur mesure » de piètre qualité. Ainsi, dans l'entreprise alsacienne de tex-

tile Superba, bon nombre d'ouvrières avaient postulé pour une formation administrative ; elles se virent proposer celle d'un CAP de mécanicien.

Réussite exceptionnelle

Même quand la formation correspond aux desiderata de certaines, se retrouver sur les bancs de l'école à faire des maths ou du français pour revenir finalement sur les mêmes machines paraît parfois réhabilitaire...

Si les rares réussites de quelques femmes peuvent ouvrir la voie de l'égalité professionnelle à certaines collègues, leur caractère exceptionnel peut en décourager bon nombre d'autres.

« Les seules entreprises qui ont obtenu un résultat satisfaisant sont celles où une femme occupe les fonctions de directeur des ressources humaines », précise Ghislaine Doniol-Shaw. C'est notamment le cas du chef du personnel du Crédit industriel de Normandie, qui envoie systématiquement un nombre égal de candidats hommes et femmes (de qualification égale) en réponse à un poste. L'Association pour l'emploi des cadres

(AEC) va rarement au-delà d'une sur dix. Les chefs du personnel bravent ainsi la sempiternelle recommandation « surtout pas de femme » du chef d'entreprise, dont l'a priori tient souvent davantage de l'habitude que du « sexisme »...

En même temps qu'ils saluent la hardiesse des entreprises qui se sont lancées dans l'aventure des plans d'égalité, les chercheurs déplorent le manque de moyens financiers et de compétences : « L'Etat n'a pas mesuré les obstacles », note Ghislaine Doniol-Shaw. Ils regrettent enfin que pour les autres entreprises la loi du 13 juillet 1983 soit souvent sans effets : « Que peut-on attendre d'une loi qui ne définit pas de sanctions à l'égard de ceux qui l'enfreignent ? », concluent-ils, alors que l'égalité professionnelle doit prochainement faire l'objet d'une négociation entre le CNPF et les syndicats. Afin de parvenir à un nouvel « accord de méthode »...

CATHERINE MONROY

(1) Les Plans d'égalité professionnelle. Etude bilan 1983-1988, publiée à la Documentation française, par Ghislaine Doniol-Shaw, Annie Junter-Loiseau, Vincent Genestier, Annie Gouzien et Anne Lerolle, 65 F.

L'HOMME DE L'ART

Serge Majarov, négociant en perestroïka

Serge Majarov est un homme pressé, entreprenant et éternel dans son travail. Emigré d'Union soviétique, voilà à peine huit ans, il est devenu chef d'entreprise, dans des bureaux loués sur les Champs-Élysées où quelques objets russes rappellent son pays d'origine.

Profitant des ouvertures de la politique gorbatchévienne, il a récemment créé une société d'import-export, K'Sys International, pour vendre du matériel et son savoir-faire en informatique en Union soviétique. Mais il a aussi des projets dans les domaines du cinéma, de la peinture et de la musique qu'il connaît bien pour être né dans une famille de musiciens. Très volubile, son langage est à la fois marqué par une culture typique de l'intelligentsia soviétique (humour, chœur, fatalisme amusé) et par un jargon français de yuppie aux dents longues, qu'il traduit avec gentillesse en bon français, s'il s'adresse à un néophyte.

Depuis son départ d'URSS à vingt-deux ans, après des études de mathématiques et de physique, Serge Majarov ne s'est pas laissé aller à des sentiments nostalgiques, mais, dénué d'argent, il a décidé, convaincu de ses capacités, de s'adapter sans tarder au système capitaliste qu'il découvrait. Il commence à travailler en 1983 dans une société de conseil et service informatique et y apprend le métier. Il décide de changer souvent d'employeur — tout en gardant sa clientèle — et d'augmenter ainsi régulièrement son salaire. En 1987, il fonde sa propre société, K'Sys Soft, avec deux associés et choisit de concentrer son activité sur l'expertise et la restructuration des systèmes informatiques, la prestation la plus rentable du secteur, selon lui.

En 1988, il est contacté par un représentant officiel du ministère soviétique du commerce extérieur, qui lui communique des propositions de services pour cinq projets, dont le plus gros — informer le ministère du commerce extérieur de l'URSS — est chiffré à 120 millions de dollars. Fort également partie de ces projets, la centralisation informatique d'intourist (l'organisation du tourisme soviétique) et la vente d'ordinateurs Amstrad dans les magasins Beriozka (magasins en devises).

Interdit de séjour

Ne recevant aucun paiement pour ces études et les Soviétiques ne donnant pas suite, Serge Majarov prend l'initiative et envoie des télégrammes azimuts en URSS variant sa société. Il reçoit une douzaine de réponses, avec une invitation en URSS et un télégramme acceptant la proposition — qu'il n'avait jamais faite — de créer une joint-venture (société à capital mixte).

Serge Majarov, en principe interdit de séjour en URSS, demande un visa et le reçoit sur son passeport d'apatrié ; il part en URSS avec un collaborateur plus technicien, invité et logé aux frais du Comité d'état pour la science et la technique soviétique. En trois semaines, Serge Majarov rencontre plus d'une centaine de représentants d'entreprises d'Etat et de coopératives, et signe un protocole d'accord sur une société mixte (formellement imposée par les Soviétiques) pour monter et vendre de la micro-informatique en URSS. Depuis le mois de novembre 1988, il a fait une quinzaine de voyages en URSS.

Après avoir investi 1 million de francs dans la prospection (brochures, contacts, charges fixes), sa petite entreprise signe son premier contrat rentabilisant son investissement, pour vendre à l'URSS des ordinateurs achetés à Taiwan. En février 1989, Serge Majarov crée K'Sys International, une société d'import-export. Refusant d'investir lourdement dans une société mixte, K'Sys a préféré traiter avec un partenaire soviétique qu'il paie en devises pour assurer le service technique en URSS, en lui fournissant des ordinateurs et des pièces détachées : c'est le centre de jeunesse Menatop, qui dépend du comité d'Etat pour les sciences et la technologie.

Emporté par son élan, Serge Majarov a sous-estimé les lenteurs bureaucratiques. Non pas celles qu'il connaît bien dans son pays d'origine, mais celles de son pays d'accueil, si enthousiaste pourtant dès qu'il s'agit de promouvoir des exportations. Ayant signé un contrat de vente d'ordinateurs d'occasion IBM à Gosteleradio (la radio-télévision soviétique) le dynamisme négociant patient depuis avril pour que son dossier passe dans les différents ministères français habilités à donner leur accord pour les ventes de matériels dits « sensibles » et bien entendu obtienne le feu vert du Cocom.

Pendant ce temps-là, se plaint-il, son concurrent ouest-allemand vend les mêmes ordinateurs à l'URSS (plus cher). Peut-être faudrait-il s'installer de l'autre côté du Rhin pour réaliser de fructueuses transactions avec l'Est, s'interroge-t-il, tandis que les indemnités de retard pour les ordinateurs promis à Gosteleradio s'accumulent...

ANNE DASTAKIAN

La réglementation comptable nuit à l'image des sociétés françaises

Pour son congrès annuel, l'ordre des experts-comptables s'élève contre le trop grand poids de la fiscalité dans la présentation des bilans.

Trop souvent les entreprises françaises ne sont pas jugées à leur juste valeur. Au banc des coupables : les normes comptables en vigueur dans l'Hexagone. A finalité fiscale, elles incitent les chefs d'entreprise à minimiser leurs bénéfices. Conséquence : les bilans des sociétés françaises font parfois piteuse figure comparés à ceux de leurs homologues étrangers et anglo-saxons plus particulièrement.

Cet état de fait peut avoir un impact fâcheux sur la bonne marche des affaires, sur l'image de l'entreprise dans la communauté financière. Lors d'une vente, par exemple, le prix est souvent calculé sur la base d'un multiple des résultats nets. Si ceux-ci sont faibles, la société ne vaudra pas un fifrelin. Certes, les différences de normes comptables d'un pays à l'autre commencent à être connues des spécialistes d'outre-Manche ; et il est de plus en plus souvent possible de mener les négociations sur la base de bilans retraités aux normes anglo-saxonnes.

Mais ce n'est pas encore le cas de tout le monde. Et des PME en particulier, qui sont les plus pénalisées. Ces différences dans les modes de calcul ont également un impact sur la valorisation des capitaux propres de la société et sur le montant de l'actif (et du passif).

L'exemple ci-contre, développé avec l'aide de M. Gilbert Gelard, directeur des études techniques au Conseil supérieur des experts-comptables, le démontre. Par mesure de simplification, un taux d'imposition de 50 % a été retenu pour les deux pays. Dans ce cas, très rudimentaire, la différence de calculs porte sur deux points : le traitement comptable du leasing (la location-achat) et celui des « provisions réglementées », c'est-à-dire des provisions qu'une entreprise peut mettre à son passif en prévision d'une éventuelle hausse des prix, par exemple.

En Grande-Bretagne, le coût d'achat d'un bien acquis en leasing peut être inscrit comme une immobilisation ; ce qui gonfle donc d'autant l'actif de la société (et

aussi, certes, le montant des dettes). Ce mode de comptabilisation est interdit en France. Quant aux provisions réglementées, elles doivent apparaître au bilan français, pour pouvoir être déduites du bénéfice imposable, ce qui n'est pas exigé en Grande-Bretagne, où les bénéfices inscrits au bilan sont donc plus importants, sans que le

contribuable ait à payer plus d'impôts pour autant. C'est la raison pour laquelle l'ordre français des experts-comptables a choisi de traiter des « enjeux de la comptabilité » lors de son congrès annuel, qui doit se tenir à Paris du 19 au 21 octobre.

A. K.

Exemple simplifié du bilan d'une société

Selon les normes françaises (en millions de francs)

ACTIF	PASSIF
Immobilisations 50	Capital et réserves 20
Stocks 30	Résultats 5
Créances 20	Provision réglementée 15
TOTAL 100	TOTAL 100

Selon les normes anglaises (en millions de francs)

ACTIF	PASSIF
Immobilisations 50	Capital et réserves 20
50 + 40 (1) 90	Résultats (2) 12,5
Stocks 30	Total capitaux propres 32,5
Créances 20	Impôt différé (2) 7,5
TOTAL 140	Dettes 60 + 40 (1) 100
	TOTAL 140

Selon que l'on utilise le mode comptable anglais ou le français, l'actif de l'entreprise et ses résultats nets varient, en défaveur des sociétés françaises. L'entreprise paie le même impôt dans les deux cas.

(1) La société a acheté un immeuble de 40 millions de francs en leasing.
(2) La société a dégagé 25 millions de francs de résultats. Dans le système français, pour réduire son imposition, elle déclare 15 millions de francs de provisions réglementées, ce qui ramène ses résultats avant impôt à 10 millions de francs et donc ses résultats nets à 5 millions de francs (pour simplifier, les calculs sont faits avec un taux d'imposition de 50 %).
Dans le système britannique, les résultats avant impôt sont également de 25 millions de francs, mais pour ne payer aussi que 5 millions de francs d'impôt elle peut déclarer 7,5 millions de francs d'impôts différés. Ses résultats nets après impôts, seront donc de 25 - 5 - 7,5 = 12,5 millions de francs.

La guerre d'Algérie

Dossier et témoignages réunis et présentés par Patrick Erené et Jean Planchais

Une remarquable fresque du drame algérien

Une édition

LA DÉCOUVERTE Le Monde

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-05-25

L'éditeur juridique depuis bientôt 20 ans

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive :

MEDIJIS SA, 9, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-07-70
EDILIS SARL, 29, rue Carthage TUNIS Tél. 353795

مكتبة من الكتب

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche B)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 25 octobre 1988 au 24 octobre 1989 seront payables à partir du 25 octobre 1989, à 438,83 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 109,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,76 F faisant ressortir un net de 320,37 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche C)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 25 octobre 1988 au 24 octobre 1989 seront payables à partir du 25 octobre 1989, à 438,83 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 109,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,76 F faisant ressortir un net de 320,37 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche D)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche E)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche F)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche G)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche H)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche I)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche J)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche K)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche L)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche M)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche N)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche O)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche P)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux variable 1987/1996
(tranche Q)

Taux pour 1989 : 6,7766 %

Les intérêts courus du 31 octobre 1988 au 30 octobre 1989 seront payables, à partir du 31 octobre 1989, à 441,33 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,33 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,82 F faisant ressortir un net de 322,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des Impôts.

sefmeg



Le Conseil d'Administration s'est réuni le 12 octobre 1989 sous la Présidence de Monsieur Jean Foulon.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Il a constaté que l'offre faite aux actionnaires de percevoir le dividende de l'exercice 1988 sous forme d'actions de la Société a rencontré un accueil favorable puisqu'elle a été acceptée pour près de 75 % du dividende global.

Les capitaux propres ont été accrus de 169 900 940 F. Le capital social se trouve ainsi porté à 969 893 900 F, en augmentation de 42 071 700 F.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

La Société poursuit son programme d'investissements en cours à Paris et en Région Parisienne.

IMMEUBLES EN COURS D'ACHÈVEMENT

Les bureaux du boulevard de Belleville à Paris 20^e, déjà loués en totalité, seront livrés en décembre prochain.

L'immeuble de bureaux Delta-Parc à Roissy Paris-Nord est d'ores et déjà loué à 75 %.

La livraison des 68 appartements de la rue Manin à Paris 19^e interviendra en novembre 1989.

Les immeubles de bureaux en construction de Neuilly-Plaisance et d'Arcy-Deffense devraient être terminés en fin d'année 1990.

INVESTISSEMENTS ENGAGÉS

Compte tenu des délais de mise à disposition des emprises foncières, les deux immeubles de bureaux de Massy Place de France et d'Atlantique-Montparnasse seront mis en location respectivement en 1991 et 1992.

ARBITRAGES PATRIMONIAUX

La vente d'appartements se poursuit à un rythme soutenu. 341 logements ont été cédés depuis le début de l'année en particulier à Marignac et Villeneuve ainsi qu'un bâtiment à usage de bureaux et d'entrepôts à Cretail.

RÉSULTATS SEMESTRIELS - PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE EN COURS

Le bénéfice du premier semestre s'est établi à 156 449 000 F à comparer à 148 987 000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour l'année en cours, il devrait atteindre 309 MF contre 279,29 MF en 1988 et permettre une nouvelle croissance du dividende par action pour un capital augmenté de 4,50 % en cours d'exercice.

Épéda-Bertrand Faure



Résultats consolidés du premier semestre

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1988 (1)	1 ^{er} semestre 1989 (1)	Variation
Chiffre d'affaires	4 133,00	4 848,00	+ 17,3 %
Résultats courants avant I.S.	307,80	382,00	+ 24,3 %
Résultat net avant participation des salariés (part de Groupe)	156,50	174,40	+ 12,1 %

(1) D'une année sur l'autre la seule modification notable du périmètre de consolidation est la cession fin 1988, de 70 % du capital de la société Alliquant à Fichtel und Sachs.

As cours du premier semestre 1989 le Groupe a connu une évolution satisfaisante de son chiffre d'affaires et de ses résultats. La progression des ventes a été particulièrement soutenue dans les secteurs du siège automobile (Bertrand Faure Automobile), du bagage (Delsey) et de l'aéronautique (Ratier-Figeac). Les résultats progressent dans une moindre proportion, en raison de l'incidence sur le premier semestre de plusieurs démantèrages de productions importantes dans le secteur du siège automobile.

Concernant les perspectives pour l'ensemble de l'année 1989, une progression du chiffre d'affaires de l'ordre de 15 % par rapport au précédent exercice se confirme. Le résultat d'exploitation devrait connaître une évolution au moins équivalente.

Le résultat net, pour sa part, sera affecté par la prise en charge des frais financiers afférents aux emprunts contractés par Gefina en raison de la fusion intervenue avec cette dernière le 28 juillet.

Le résultat net par action, quant à lui, par l'effet de la réduction de capital consécutive à cette même fusion, devrait progresser d'au moins 15 %.

Rappelons par ailleurs que Luchaire, filiale à 62 % d'Épéda-Bertrand Faure, a récemment conclu des accords, d'une part avec le groupe Dynation pour la cession de la société Self-Engonnet, société spécialisée dans la production de refroidisseurs à lait, d'autre part avec les sociétés Esin et Leistriz pour la vente de EU-Echappement, spécialiste de la fabrication des lignes d'échappement pour automobiles.

SITUATION DU GROUPE DE LA GENERALE AU 30 JUIN 1989



- Quote-part Groupe dans le résultat courant consolidé : BEF 9,2 milliards.
- Quote-part Groupe dans le résultat net consolidé : BEF 11,5 milliards.

Ainsi qu'elle s'y était engagée en décembre 1988, la Société Générale de Belgique a établi, pour la première fois, la situation semestrielle consolidée du Groupe au 30 juin 1989. En l'absence d'une base similaire portant sur le premier semestre de l'exercice précédent, la comparaison s'effectuera avec la totalité de l'exercice 1988.

en million de BEF	6 mois 1989*	Exercice 1988
Résultat courant	18.928	18.622
Produits exceptionnels	10.998	7.746
Charges exceptionnelles	(7.409)	(26.216)
Résultat avant impôts	22.517	152
Impôts	(3.353)	(2.678)
Résultat net	19.164	(2.526)
dont quote-part Groupe	11.457	(2.360)
dont quote-part Tiers	7.707	(166)

* non certifiés

La conjoncture très favorable pour la plupart des activités de la Générale explique en partie l'ampleur de la croissance des résultats du Groupe.

D'autre part, sur base des informations disponibles, la prévision du résultat de l'exercice 1989 donnée lors de l'Offre Publique de Vente en juin 1989, à savoir une quote-part du Groupe dans le résultat courant net de BEF 15 milliards et une quote-part du Groupe dans le résultat exceptionnel net de BEF 2 à 3 milliards, devrait être en légère amélioration.

Un exemplaire du rapport semestriel peut être obtenu sur simple demande.

Société Générale de Belgique
38 Rue Royale
B - 1000 BRUXELLES BELGIQUE
Responsable communication : FLIP LOWETTE
Téléphone 80 32 2 50 78 297
Fax 80 32 2 513 43 27

ANTILLES

Une société duale, une image éparpillée, les espoirs et déchirements de l'âme créole.

En librairie 69 F.

autrement ÉDITIONS

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	AL.T.O.	UAP MOYEN TERME	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AEDIFICANDI	L'UAP INVESTISSEMENTS
Obligations françaises	Obligations françaises et titres de créances négociables	Obligations françaises et titres de créances négociables	Obligations françaises et titres de créances négociables	80% minimum actions françaises (CEA & Monory)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1989							
- Nombre d'actions en circulation	11.070.569	3.943.779	4.480.017	1.136.126	1.677.694	6.216.040	3.209.828
- Actif net total (en millions de F)	1.906,84	47,44	988,48	661,40	1.151,33	4.107,13	1.524,75
a) France :							
- obligations classiques et indexées	78,8 %	36,1 %	34,5 %	14,7 %	12,8 %	21,2 %	17,3 %
- obligations convertibles	néant	néant	0,5 %	6,1 %	6,1 %	1,1 %	2,1 %
- actions	néant	néant	65,5 %	68,8 %	41,7 %	61,5 %	21,5 %
- titres de créances négociables	17,1 %	47,6 %	19,4 %	7,2 %	4,7 %	5,3 %	4,5 %
b) Étranger : actions et obligations	1,1 %	néant	33,9 %	néant	27,5 %	5,3 %	46,2 %
c) Disponibilités + SICAV trésorerie	3,2 %	16,3 %	5,7 %	6,9 %	7,2 %	1,8 %	8,4 %
- Valeur liquidative de l'action (en F)	172,35	105,85	283,01	582,16	674,26	660,73	475,03
PÉRFORMANCES AU 30 SEPTEMBRE 1989							
- (dividende net réinvesti lors du détachement)							
Gain total :							
- sur une période de 5 ans (depuis le 30.09.84)	+ 76,0 %	néant	+ 51,3 %	+ 210,8 %	+ 151,6 %	+ 148,8 %	+ 73,9 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 30.09.79)	+ 228,9 %	néant	+ 253,3 %	+ 507,2 %	+ 524,9 %	+ 453,4 %	+ 345,8 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de

la BANQUE WORMS
Tour Voltaire 1 Place des Degrés Cedex 58 92059 PARIS LA DEFENSE (Tél. 49.07.50.50)
et dans ses diverses agences

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

